

Collection la rupture

VOLINE

LA RÉVOLUTION INCONNUE



LIVRE DEUXIÈME

Le bolchevisme et l'anarchie

Texte intégral

Entremonde

DANS LA MÊME COLLECTION:

La Révolution Inconnue, Livre I

Naissance, croissance et triomphe de la Révolution russe (1825-1917)

Voline

La Révolution Inconnue, Livre III

Les luttes pour la véritable Révolution sociale (1918-1921)

Voline

*la première édition a été faite par les soins des « Amis de Voline »
sans recherche de bénéfice commercial, Paris, 1947*

LES DEUX IDÉES DE LA RÉVOLUTION

DEUX CONCEPTIONS OPPOSÉES DE LA RÉVOLUTION SOCIALE

Notre principale tâche est de fixer et d'examiner, dans la mesure de nos moyens, ce que la Révolution russe comporte *d'inconnu* ou de *peu connu*.

Soulignons un fait qui, sans être ignoré, n'est pas pris en considération ou, plutôt, ne l'est que superficiellement dans les pays occidentaux.

À partir d'octobre 1917, la Révolution russe s'engage sur un terrain tout à fait nouveau: celui de la grande Révolution Sociale. Elle avance ainsi sur un chemin très particulier, totalement inexploré.

Il s'ensuit que la marche ultérieure de la Révolution revêt un caractère également nouveau, original.

(Notre exposé ne ressemblera donc plus, désormais, à ce qu'il a été jusqu'à présent. Son allure générale, les éléments qui le composent, son langage même, changeront, prenant un aspect inaccoutumé, spécial. Ce changement ne devra pas étonner le lecteur.)

Passons à un autre fait qui est moins connu et, pour beaucoup de lecteurs, sera inattendu. Nous l'avons, cependant, laissé entrevoir.

Au cours des crises et des faillites qui se succédèrent jusqu'à la Révolution d'octobre 1917, il n'y eut pas que le bolchevisme comme conception de la Révolution Sociale à accomplir. Sans parler de la doctrine socialiste-révolutionnaire (de gauche), apparentée au bolchevisme par son caractère politique, autoritaire, étatiste et centraliste, ni de quelques autres petits courants similaires, une seconde idée fondamentale, envisageant également une franche et intégrale Révolution Sociale, se précisa et se répandit dans les milieux révolutionnaires et aussi au sein des masses laborieuses: ce fut l'idée anarchiste.

Son influence, très faible au début, augmenta au fur et à mesure que les événements prirent de l'ampleur. Fin 1918, cette influence devint telle que les bolcheviks qui n'admettaient aucune critique –

et encore moins une contradiction ou une opposition – s'inquiétèrent sérieusement. À partir de 1919 et jusqu'à fin 1921 ils durent soutenir une lutte très sévère contre les progrès de cette idée: lutte au moins aussi longue et âpre que le fut celle contre la réaction.

Souligçons, à ce propos, un troisième fait qui n'est pas assez connu: le bolchevisme au pouvoir combattit l'idée et le mouvement anarchistes et anarcho-syndicalistes, non pas sur le terrain des expériences idéologiques ou concrètes, non pas au moyen d'une lutte franche et loyale, mais avec les mêmes méthodes de répression qu'il employa contre la réaction: méthodes de pure violence. Il commença par fermer brutalement les sièges des organisations libertaires, par interdire aux anarchistes toute propagande ou activité. Il condamna les masses à ne pas entendre la voix anarchiste, à la méconnaître. Et puisque, en dépit de cette contrainte l'idée gagnait du terrain, les bolcheviks passèrent rapidement à des mesures plus violentes: la prison, la mise hors la loi, la mise à mort. Alors, la lutte inégale entre les deux tendances – l'une au pouvoir, l'autre face au pouvoir – s'aggrava, s'amplifia et aboutit, dans certaines régions, à une véritable guerre civile. En Ukraine, notamment, cet état de guerre dura plus de deux ans, obligeant les bolcheviks à mobiliser toutes leurs forces pour étouffer l'idée anarchiste et pour écraser les mouvements populaires inspirés par elle.

Ainsi, la lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale et, du même coup, entre le Pouvoir bolcheviste et certains mouvements des masses laborieuses tint une place très importante dans les événements de la période 1919-1921.

Cependant, pour des raisons faciles à comprendre, tous les auteurs sans exception, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche – nous ne parlons pas de la littérature libertaire – passent ce fait sous silence. Nous sommes donc obligés de le fixer, d'y apporter toutes les précisions, d'y attirer l'attention du lecteur.

D'autre part, une double question surgit:

1° Puisque, à la veille de la Révolution d'octobre, le bolchevisme rallia la majorité écrasante des suffrages populaires, quelle fut la cause de l'importante et rapide ascension de l'idée anarchiste ?

2° Quelle fut, exactement, la position des anarchistes vis-à-vis des bolcheviks, et pourquoi ces derniers durent-ils combattre – et combattre violemment – l'idée et le mouvement libertaires ?

C'est en répondant à ces deux questions qu'il nous sera le plus facile de révéler au lecteur le vrai visage du bolchevisme.

C'est aussi en confrontant les deux idées en présence et les deux mouvements en action qu'on arrivera le mieux à les connaître, à les apprécier à leur juste valeur, à comprendre le pourquoi de cet état de guerre entre les deux camps et, enfin, à « tâter le pouls » de la Révolution après le bouleversement bolcheviste d'octobre.

Comparons donc, *grosso modo*, les deux idées en présence :

L'idée bolcheviste était d'édifier, sur les ruines de l'État bourgeois, un nouvel « État ouvrier », de constituer un « gouvernement ouvrier et paysan » d'établir la « dictature du prolétariat ».

L'idée anarchiste était de transformer les bases économiques et sociales de la société *sans avoir recours à un État politique, à un gouvernement, à une « dictature »*, quels qu'ils fussent, c'est-à-dire de réaliser la Révolution et de résoudre ses problèmes non par le moyen *politique et étatique*, mais par celui d'une activité naturelle et libre, *économique et sociale, des associations des travailleurs eux-mêmes*, après avoir renversé le dernier gouvernement capitaliste.

Pour coordonner l'action, la première conception envisageait un pouvoir politique central, organisant la vie de l'État à l'aide du gouvernement et de ses agents, et d'après les directives formelles du « centre ».

L'autre conception supposait : l'abandon définitif de l'organisation politique et étatique ; une entente et une collaboration *directes et fédératives* des organismes économiques, sociaux, techniques ou autres (syndicats, coopératives, associations diverses, etc.), localement, régionalement, nationalement, internationalement ; donc, une centralisation, non pas *politique et étatique* allant du centre gouvernemental à la périphérie *commandée* par lui, mais *économique et technique*, suivant les besoins et les intérêts réels, allant de la périphérie aux centres, établie d'une façon naturelle et logique, selon les nécessités concrètes, sans domination ni commandement.

Il est à noter combien absurde – ou intéressé – est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir « que détruire », de n'avoir aucune idée « positive », constructrice, surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les « gauches ». Les discussions entre les partis politiques d'extrême-gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet *la tâche positive et constructrice* à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être alors le mode d'édification de la société nouvelle: étatiste, centraliste et politique, ou fédéralistes apolitique et simplement sociale? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres: preuve irréfutable que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, *la construction* future.

À la thèse des partis: État « transitoire », politique et centralisé, les anarchistes opposent la leur: passage progressif *mais immédiat* à la vraie communauté, économique et fédérative. Les partis politiques s'appuient sur la structure sociale léguée par les siècles et les régimes révolus, et ils prétendent que ce modèle comporte des idées constructrices. Les anarchistes estiment qu'une construction nouvelle exige, *dès le début*, des méthodes nouvelles, *et ils préconisent ces méthodes*. Que leur thèse soit juste ou fausse, elle prouve, de toute façon, qu'ils savent parfaitement ce qu'ils veulent et qu'ils ont des idées constructrices nettes.

De façon générale, une interprétation erronée – ou, le plus souvent, sciemment inexacte – prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d'« organisation » ou de « non-organisation », mais de *deux principes différents d'organisation*.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi – et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres – que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine. Et c'est alors que surgit la grave question: quels doivent être le mode et la base de cette organisation?

Les uns prétendent qu'un groupe dirigeant central – groupe « d'élite » – doit se former pour prendre en main l'œuvre entière, la mener d'après sa conception, imposer cette dernière à toute la collectivité, établir un gouvernement et organiser un État, dicter sa volonté à la population, imposer ses « lois » par la force et la violence, combattre, éliminer et même supprimer ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Les autres estiment qu'une pareille conception est absurde, contraire aux tendances fondamentales de l'évolution humaine et, en fin de compte, plus que stérile: néfaste à l'œuvre entreprise. Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais – ce qui est exactement le contraire – de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous ces points. Bien entendu, il faut que l'esprit organisateur, que les hommes capables d'organiser – les « élites » – interviennent. Mais, en tout lieu et en toutes circonstances, toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais *collaborateurs*, et non en *dictateurs*. Il faut que, partout, ils donnent l'exemple et s'emploient à grouper, à coordonner, à organiser les bonnes volontés, les initiatives, les connaissances, les capacités et les aptitudes, sans les dominer, les subjuguier ou les opprimer. Pareils hommes seraient de *vrais organisateurs* et leur œuvre constituerait *la véritable organisation*, féconde et solide, parce que naturelle, humaine, effectivement progressive. Tandis que l'autre « organisation », *calquée sur celle d'une vieille société d'oppression et d'exploitation – donc adaptée à ces deux buts* – serait stérile et instable parce que non conforme aux *buts nouveaux*, donc nullement progressive. En effet, elle ne comporterait aucun élément d'une *société nouvelle*; au contraire, elle porterait à leur paroxysme toutes les tares de la vieille société, puisque *n'ayant modifié que leur aspect*. Appartenant à une société périmée, dépassée sous tous les

rappports, donc impossible en tant qu'institution naturelle, libre et vraiment humaine, elle ne pourrait se maintenir autrement qu'à l'aide d'un nouvel *artifice*, d'une nouvelle tromperie, d'une nouvelle violence, de nouvelles oppressions et exploitations. Ce qui, fatalement, détournerait, fausserait et mettrait en péril toute la révolution. Il est évident qu'une pareille organisation resterait improductive *en tant que moteur de la Révolution Sociale*. Elle ne pourrait aucunement servir comme « société de transition » (ce que prétendent les « communistes »), car une telle société devrait nécessairement posséder au moins quelques-uns des *germes* de celle vers laquelle elle évoluerait; or, toute société autoritaire et étatiste ne posséderait que des résidus de la société déchuë.

D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses *elles-mêmes* qui, au moyen de leurs divers organismes de classe (comités d'usines, syndicats industriels et agricoles, coopératives, etc.), *fédérés* et centralisés *selon les besoins réels*, devaient s'appliquer, partout sur place, à la solution des problèmes constructifs de la Révolution. Par leur action puissante et féconde, parce que libre et consciente, elles devaient coordonner leurs efforts sur toute l'étendue du pays. Et quant aux « élites », leur rôle, tel que le concevaient les libertaires, était *d'aider les masses*: les éclairer, les instruire, leur donner les conseils nécessaires, les pousser vers telle ou telle initiative, leur montrer l'exemple, les soutenir dans leur action, *mais non pas les diriger gouvernementalement*.

D'après les libertaires, la solution heureuse des problèmes de la Révolution Sociale ne pouvait résulter que de l'œuvre librement et consciemment collective et solidaire de millions d'hommes y apportant et y harmonisant toute la variété de leurs besoins et de leurs intérêts ainsi que celle de leurs idées, de leurs forces et capacités, de leurs dons, aptitudes, dispositions, connaissances professionnelles, savoir-faire, etc. Par le jeu naturel de leurs organismes économiques, techniques et sociaux, avec l'aide des « élites » et, au besoin, sous la protection de leurs forces armées librement organisées, les masses laborieuses devaient, d'après les libertaires, pouvoir effectivement

pousser en avant la Révolution Sociale et arriver progressivement à la réalisation pratique de toutes ses tâches.

La thèse bolcheviste était diamétralement opposée. Selon les bolcheviks, c'était *l'élite* – leur élite – qui, formant un gouvernement (dit « ouvrier » et exerçant la soi-disant « dictature du prolétariat »), devait poursuivre la transformation sociale et résoudre ses immenses problèmes. Les masses devaient aider cette élite (thèse inverse de celle des libertaires: l'élite devant aider les masses) en exécutant fidèlement, aveuglément, « mécaniquement » ses desseins, ses décisions, ses ordres et ses « lois ». Et la force armée, calquée elle aussi sur celle des pays capitalistes, devait obéir aveuglément à « l'élite ».

Telle fut – et telle est – la différence essentielle entre les deux idées.

Telles furent aussi les deux conceptions opposées de la Révolution Sociale au moment du bouleversement russe de 1917.

Les bolcheviks, nous l'avons dit, ne voulurent même pas entendre les anarchistes, encore moins les laisser exposer leur thèse devant les masses. Se croyant en possession d'une vérité absolue, indiscutable, « scientifique », prétendant devoir l'imposer et l'appliquer d'urgence, ils combattirent et éliminèrent le mouvement libertaire *par la violence*, dès que celui-ci commença à intéresser les masses; procéda habituel de tous les dominateurs, exploitateurs et inquisiteurs.

Dès octobre 1917, les deux conceptions entrèrent en conflit d'une manière de plus en plus aiguë et sans compromis possible.

Quatre ans durant, ce conflit tiendra en haleine le pouvoir bolcheviste, jouant un rôle de plus en plus marquant dans les péripéties de la Révolution, jusqu'à l'écrasement définitif du courant libertaire « manu militari » (fin 1921).

Nous avons déjà dit qu'en dépit, ou plutôt justement, en raison de l'importance de ce fait et de l'enseignement qu'il apporte, il est soigneusement tu par la presse « politique » tout entière.

LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DE LA CONCEPTION BOLCHEVISTE

QUELQUES APPRÉCIATIONS. – Ce fut, on le sait, la conception politique, gouvernementale, étatiste et centraliste qui l'emporta.

Ici se pose préalablement une question qu'il importe d'éclaircir avant de revenir aux événements et sur d'autres questions.

Quelles furent les raisons fondamentales qui permirent au bolchevisme de l'emporter sur l'anarchisme dans la Révolution russe? Comment apprécier ce triomphe?

La différence numérique et la mauvaise organisation des anarchistes ne suffisent pas pour expliquer leur insuccès: au cours des événements, leur nombre aurait pu s'élever et leur organisation s'améliorer.

La violence seule n'est pas non plus une explication suffisante: si de vastes masses avaient pu être saisies à temps par les idées anarchistes, la violence n'eût pu s'exercer.

D'autre part, on le verra, l'échec n'est imputable ni à l'idée anarchiste comme telle ni à l'attitude des libertaires: il fut la conséquence presque inéluctable d'un ensemble de faits indépendants de leur volonté.

Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste. Elles sont multiples. Énumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur.

1° *L'état d'esprit général des masses populaires* (et aussi des couches cultivées).

En Russie, comme partout ailleurs, l'État et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des éléments indispensables, naturels historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le Gouvernement* représentaient des institutions « normales », utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit. Et si quelqu'un la formulait, il commençait – et très souvent aussi il finissait – par ne pas être compris.

* Pour éviter toute confusion, je tiens à donner ici-même quelques précisions.

J'emploie partout le terme *État* dans son sens *actuel, courant et concret* : sens qu'il a acquis au bout d'une longue évolution historique, sens qui est parfaitement et uniformément accepté par tout le monde; sens, enfin, *qui justement constitue l'objet de toute la controverse*.

État signifie un organisme *politique* figé, « mécaniquement » centralisé ou dirigé par un *Gouvernement* politique s'appuyant sur un ensemble de *lois et d'institutions coercitives*.

Certains auteurs et contradicteurs bourgeois, socialistes et communistes, prenant le terme « État » dans un autre sens, vaste et général, déclarent que tout ensemble social organisé, de grande envergure, représente un « État ». Et ils en déduisent que toute Société nouvelle, quelle qu'elle soit, sera « forcément » un « État ». D'après eux, nous discutons vainement sur un mot.

D'après nous, *ils jouent* ainsi sur les mots. À une notion concrète, généralement admise et historiquement donnée, ils en substituent une autre, et ils combattent, au nom de celle-ci, l'idée anti-étatiste (libertaire, anarchiste). De plus, ils confondent ainsi – inconsciemment ou volontairement – deux notions essentiellement différentes: *État* et *Société*.

Il va de soi que la société future – la vraie – sera une « société ». Que les « sociétaires » d'alors appellent « État » ou différemment, est secondaire. Il ne s'agit pas du mot, mais de *l'essence*. (Il est à supposer qu'ils abandonneront un terme qui désigne une forme de société déterminée et périmée. De toute façon, si la société future – la bonne – est appelée « État », ce sera donc en lui donnant un sens tout autre que celui qui est controversé.) Ce qui importe – et ce que les anarchistes affirment – c'est que cette société future sera incompatible avec ce qu'on appelle « État » présentement.

Je profite de l'occasion pour faire remarquer que de nombreux auteurs ont tort d'admettre seulement *deux* définitions jusqu'ici acceptées: ou bien l'État (qu'ils confondent avec la Société) ou bien la libre concurrence désordonnée et la lutte chaotique entre individus ou groupes d'individus. Consciemment ou inconsciemment, ils omettent une troisième éventualité qui ne serait ni un « État » (dans le sens concret indiqué), ni une agglomération quelconque d'individus, mais *une société basée sur des rapports libres et naturels entre toutes sortes d'associations et de fédérations: consommateurs, producteurs...*

Il existe donc, non pas un, mais *deux anti-étatismes essentiellement différents*: l'un, déraisonnable et, partant, facilement attaquant, prétendument basé sur le « libre caprice des individus » (qui donc a prêté une pareille absurdité? Ne serait-ce pas là une pure invention, lancée pour les besoins de la cause?), l'autre apolitique, mais basé raisonnablement sur quelque chose de parfaitement organisé: sur des rapports de coopération entre diverses associations. C'est au nom de *ce dernier* anti-étatisme que l'anarchisme combat l'État.

Une observation analogue doit être faite pour le terme *gouvernement*. Nombreux sont ceux qui déclarent: « On ne pourra jamais se passer d'hommes qui organisent, administrent, dirigent, etc. » Eh bien, ceux qui le font pour un vaste ensemble social – pour un « État » – forment un « Gouvernement », qu'on le veuille ou non. Et ils prétendent encore qu'on discute sur des mots! On tombe ici dans la même erreur: le gouvernement politique et coercitif d'un *État politique* est une chose; un corps d'animateurs, d'organisateurs, d'administrateurs ou de directeurs techniques, professionnels ou autres, indispensables au fonctionnement coordonné des associations, des fédérations, etc., en est une autre.

Ne jouons donc pas sur les mots, pour ne pas avoir l'air de discuter sur des mots! Soyons nets et francs. Admet-on, oui ou non qu'un « État » politique, dirigé par un « Gouvernement » représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne part. Admet-on, oui ou non, qu'un « État » politique, etc., puisse servir de société « transitoire » vers le véritablement socialisme? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est.

(Au cours de la Révolution, les masses devenaient, intuitivement, de plus en plus « anarchisantes ». Mais il leur manquait la conscience et les connaissances anarchistes. Et le temps pour s'en pénétrer leur manqua aussi.)

2° Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc devenu une « seconde nature », fut raffermi ensuite – surtout en Russie où la littérature anarchiste n'existait à peu près pas, sauf quelques brochures et tracts clandestins – *par la presse tout entière*, y compris celle des partis socialistes.

N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour *étatiste*. Les marxistes et les antimarxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres *l'État restait la base indiscutable de toute société moderne*.

Jamais les jeunes générations russes ne se représentaient le socialisme autrement que dans un cadre étatiste. À part quelques rares exceptions individuelles, la conception anarchiste leur resta inconnue jusqu'aux événements de 1917. Non seulement la presse, mais *toute l'éducation* – et de tout temps – eurent un caractère étatiste.

3° C'est pour les raisons exposées ci-dessus que les partis socialistes, y compris les bolcheviks, purent disposer, *au début même de la Révolution*, de cadres importants de militants prêts à l'action.

Les membres des partis socialistes modérés étaient, à ce moment déjà, relativement nombreux en Russie, ce qui fut une des causes du succès des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite.

Quant aux cadres bolchevistes, ils se trouvaient alors surtout à l'étranger. Mais tous ces hommes regagnèrent rapidement leur pays et se mirent aussitôt à l'œuvre.

Comparativement aux forces socialistes et bolchévistes, qui agissaient ainsi en Russie dès le début de la Révolution sur une vaste échelle et d'une façon massive, organisée, serrée, *les anarchistes n'étaient alors qu'une petite poignée d'hommes sans influence*.

(Il ne s'agit pas seulement du nombre. Reniant les moyens et les buts *politiques*, les anarchistes, logiquement, ne forment pas de parti politique artificiellement discipliné en vue de la conquête

du pouvoir. Ils s'organisent en groupes de propagande ou d'action sociale et ensuite en associations ou en fédérations, suivant une discipline libre. Ce mode d'organisation et d'action contribue à les mettre, provisoirement, dans un état d'infériorité vis-à-vis des partis politiques. Cela, d'ailleurs, ne les décourage nullement, car ils travaillent pour le jour où les vastes masses ayant compris – par la force des choses, doublée d'une propagande explicative et éducative – la vérité vitale de leur conception, ils voudront réaliser celle-ci.)

Je me rappelle que, rentré de l'étranger en Russie et arrivé à Pétrograd dans les premiers jours de juillet 1917, je fus frappé par le nombre impressionnant d'affiches bolchevistes annonçant des meetings et des conférences dans tous les coins de la capitale et de la banlieue, dans les salles publiques dans les usines, etc. Je ne voyais pas une seule affiche anarchiste. J'appris aussi que le parti bolcheviste publiait, dans la capitale et ailleurs, des journaux quotidiens à gros tirage et qu'il possédait un peu partout – dans les usines, dans les administrations, dans l'armée, etc., des noyaux importants et influents. Et je constatai en même temps, avec une amère déception, l'absence à Pétrograd d'un journal anarchiste ainsi que de toute propagande orale. Certes, il y existait quelques groupements libertaires, très primitifs. Il y avait aussi à Cronstadt (voir livre III, chapitre premier) quelques anarchistes actifs dont l'influence se faisait sentir. Mais ces « cadres » étaient insuffisants pour une propagande efficace, appelée non seulement à prêcher une idée quasi inconnue, mais aussi à contrecarrer la puissante propagande et l'action bolchevistes. *Au cinquième mois d'une formidable révolution, aucun journal, aucune voix anarchiste dans la capitale du pays ! Ceci, face à une activité déchaînée du parti bolcheviste.* Telle fut ma constatation. Ce n'est qu'au mois d'août, et avec de très grandes difficultés, que le petit groupe anarcho syndicaliste, composé surtout de camarades rentrés de l'étranger, réussit enfin à mettre sur pied un journal hebdomadaire (*Goloss Trouda*, « *la Voix du Travail* »). Et quant à la propagande par la parole, on ne comptait guère à Pétrograd que trois ou quatre camarades capables de la mener. À Moscou, la situation était plus favorable,

car il y existait déjà un quotidien libertaire, publié par une assez vaste Fédération, sous le titre: « *L'Anarchie* ». En province, les forces et la propagande anarchistes étaient insignifiantes.

Il faut s'étonner de ce que, en dépit de cette carence et d'une situation aussi défavorable, les anarchistes aient su gagner un peu plus tard – et un peu partout – une certaine influence, obligeant les bolcheviks à les combattre les armes à la main et, par endroits, pendant assez longtemps, avant de les écraser. *Ce succès rapide et spontané de l'idée anarchiste est très significatif.* (Nous verrons plus loin comment tous ces faits s'enchaînent et s'expliquent.)

Lorsque, à mon arrivée, quelques camarades voulurent connaître mes premières impressions, je leur dis ceci: « Notre retard est irréparable. C'est comme si nous avions à rattraper à pied un train express qui, en possession des bolcheviks, se trouve à 100 kilomètres devant nous et file à 100 kilomètres à l'heure. Nous devons non seulement le rattraper, mais nous y cramponner en pleine marche, y grimper, y pénétrer, y combattre les bolcheviks, les en déloger et, enfin, non pas nous emparer du train, mais – ce qui est beaucoup plus délicat – le mettre à la disposition des masses en les aidant à le faire marcher. Il faut un miracle pour que tout cela réussisse. Notre devoir est de croire à ce miracle et de travailler à sa réalisation. »

J'ajoute que ce « miracle » faillit se produire au moins deux fois au cours de la Révolution: la première, à Cronstadt, lors du soulèvement de mars 1921; la seconde, en Ukraine, lors du mouvement de masses dit « makhnoviste ».

Ces deux événements sont, nous l'avons dit, passés sous silence ou défigurés dans les ouvrages dus à la plume d'auteurs ignorants ou intéressés. Ils restent, généralement, inconnus du public. Nous nous en occuperons de près dans la dernière partie de notre ouvrage.

4° Certains événements de la Révolution (voir plus loin) nous prouvent qu'en dépit des circonstances défavorables et de l'insuffisance des cadres anarchistes, l'idée eût pu se frayer un chemin, et même l'emporter, *si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la Révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir de leur chef et à mettre cette idée*

en pratique. Or, la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la Révolution. Certes, elles prirent aussitôt, numériquement, un élan prodigieux. Rapidement, le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de Soviets, etc. Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres. Ils n'avaient aucune tradition historique, aucune compétence, aucune notion de leur rôle, de leur tâche, de leur véritable mission. L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner, dès leurs débuts, à la remorque des partis politiques. (Et par la suite – *les bolcheviks, justement, s'en chargèrent* – le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes pussent les éclairer dans la mesure nécessaire.)

Les groupements *libertaires comme tels* ne peuvent être que des « postes émetteurs » d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des « postes récepteurs » : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les « capter » et à les mettre à exécution. (Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportant leur aide éclairée, leurs conseils, leur exemple, etc.) Or, en Russie, ces « postes récepteurs » manquaient, les organisations surgies pendant la révolution ne pouvant pas remplir ce rôle *tout de suite*. Les idées anarchistes, tout en étant lancées très énergiquement par quelques « postes émetteurs » – peu nombreux d'ailleurs – se perdaient « dans l'air » sans être utilement « captées », donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective. Pour que, dans ces conditions, l'idée anarchiste pût se frayer un chemin et l'emporter, il aurait fallu, soit que le bolchevisme n'existât pas (ou que les bolcheviks agissent en anarchistes), soit que la Révolution réservât aux libertaires et aux masses laborieuses le temps nécessaire pour permettre aux organismes ouvriers de « capter » l'idée et de devenir aptes à la réaliser, avant d'être accaparés et subjugués par l'État bolcheviste. Cette dernière éventualité ne se produisit pas, les bolcheviks ayant accaparé les organisations ouvrières (et barré la route aux anarchistes) avant

que celles-ci pussent se familiariser avec l'idée anarchiste, s'opposer à cette mainmise et orienter la Révolution dans le sens libertaire.

L'absence de « postes récepteurs », c'est-à-dire d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste (et, ensuite, le manque de temps nécessaire pour que de tels « postes récepteurs » se formassent), cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917.

5° Un autre facteur que nous venons d'effleurer et dont l'importance ne fut pas moindre, en dépit de son caractère subjectif, vint s'ajouter au précédent, Il l'aggrava, *il le rendit définitivement fatal pour la Révolution.*

Il y avait un moyen simple et rapide d'éliminer les effets du retard des masses, de rattraper le temps perdu, de combler les lacunes: c'était de laisser le champ libre à la propagande et au mouvement libertaires dès que, le dernier gouvernement de Kérénsky tombé, la liberté de parole, d'organisation et d'action serait définitivement conquise par la Révolution.

L'absence d'organisation de classe, d'une vaste propagande libertaire et de connaissances anarchistes avant la Révolution nous fait comprendre pourquoi les masses confièrent le sort de celle-ci à un parti politique et à un Pouvoir, rééditant ainsi l'erreur fondamentale des révolutions antérieures. Dans les conditions données, *ce début devenait objectivement inévitable. Mais la suite ne l'était nullement.*

Je m'explique.

La *vraie* révolution ne peut prendre son essor, évoluer, atteindre ses buts, que si elle a pour climat une libre circulation des idées révolutionnaires sur la voie à suivre et sur les problèmes à résoudre. Cette liberté est indispensable à la révolution comme l'air l'est à la respiration*. C'est pourquoi, entre autres, la dictature d'un parti, dictature qui aboutit fatalement à la suppression de *toute* liberté

* Certains prétendent que la liberté d'idées est un *danger* pour la Révolution. Mais du moment que, dès le début, la force armée est *avec le peuple révolutionnaire* (autrement, la Révolution n'aurait pu avoir lieu) et que ce peuple lui-même le contrôle, quel danger pourrait avoir une opinion? Et puis, si les travailleurs *eux-mêmes* veillent sur la Révolution, ils sauront parer à tout danger réel mieux que n'importe quel « étouffoir ».

de parole, de presse, d'organisation et d'action – même pour les courants révolutionnaires, sauf pour le parti au pouvoir – est *mortelle* pour la vraie Révolution. En matière sociale, personne ne peut prétendre posséder la vérité entière, ne pas se tromper de route. Ceux qui le prétendent qu'ils s'appellent « socialistes », « communistes », « anarchistes » ou autrement encore – et qui, devenus puissants, écrasent, forts de cette prétention, d'autres idées, ceux-là établissent fatalement une sorte *d'Inquisition sociale* qui, comme toute Inquisition, étouffe toute vérité, toute justice, tout progrès la vie, l'homme, le souffle même de la Révolution. Seuls, le libre échange d'idées révolutionnaires, la multiforme pensée collective, avec sa loi naturelle de sélection, peuvent nous éviter les erreurs et nous empêcher de nous égarer. Ceux qui ne le reconnaissent pas sont, tout simplement, de *mauvais individualistes*, tout en se prétendant « socialistes », « collectivistes », « communistes », etc. De nos jours ces vérités sont tellement claires, naturelles – je dis même « évidentes » – qu'on est vraiment gêné d'y insister. Il faut être sourd et aveugle, ou de mauvaise foi, pour les méconnaître. Et pourtant, Lénine et d'autres avec lui, indubitablement sincères, les abjurèrent. Faillibilité de la pensée humaine ! Et quant à ceux qui suivirent aveuglément les « Chefs », ils comprirent l'erreur trop tard : l'Inquisition fonctionnait à plein rendement, elle possédait son « appareil » et ses forces coercitives ; les masses « obéissaient », comme elles en avaient pris l'habitude, ou étaient, de nouveau, impuissantes à changer la situation. La Révolution était viciée, détournée de son chemin, et la bonne route était perdue. « Tout me dégoûte à un tel point que, indépendamment de ma maladie, je voudrais lâcher tout et m'enfuir », avoua Lénine, un jour, à ses camarades, voyant ce qui se passait autour de lui. Avait-il compris ?

Si, une fois au pouvoir, le parti bolcheviste avait, ne disons pas encouragé (c'eût été trop lui demander), mais seulement admis la parole et le mouvement libertaires, le retard eut été vite rattrapé et les lacunes comblées. Les faits nous le verrons, le prouvent irréfutablement. Rien que la lutte longue et difficile que les bolcheviks ont dû mener contre l'anarchisme, malgré sa faiblesse, permet d'entrevoir les

succès que ce dernier aurait remportés s'il avait obtenu la liberté de parole et d'action.

Or, précisément en raison des premiers succès du mouvement libertaire, et parce que la libre activité anarchiste allait susciter infailliblement l'idée de l'inutilité (au moins !) de tout parti politique et de tout Pouvoir, ce qui eût abouti fatalement à son élimination, l'autorité bolcheviste ne pouvait admettre cette liberté. Tolérer la propagande anarchiste équivalait pour elle au suicide. *Elle fit son possible pour empêcher d'abord, interdire ensuite et supprimer finalement, par la force brutale, toute manifestation des idées libertaires.*

On prétend souvent que les masses laborieuses sont incapables d'accomplir leur révolution elles-mêmes, librement. Cette thèse est particulièrement chère aux « communistes », car elle leur permet d'invoquer une situation « objective » aboutissant nécessairement à la répression des « néfastes utopies anarchistes ». (Avec les masses incapables, disent-ils, une « révolution anarchiste » signifierait la mort de la Révolution.) Or, cette thèse est absolument gratuite. Qu'on veuille bien fournir des *preuves* de cette prétendue incapacité des masses ! On aura beau fouiller l'Histoire, on n'y trouvera pas un seul exemple où *l'on a vraiment laissé les masses laborieuses agir librement* (en les aidant, naturellement), ce qui serait l'unique moyen de *prouver* leur incapacité. Pour des raisons faciles à comprendre, on ne tentera jamais une telle expérience. (Elle serait, pourtant, aisée.) Car on sait parfaitement que la thèse est fausse et que l'expérience mettrait fin à l'exploitation du peuple et à l'autorité, basées, quelle que soit leur forme, non sur l'incapacité des masses, mais uniquement sur la violence et la ruse. C'est pour cela, d'ailleurs, que tôt ou tard les masses travailleuses seront historiquement acculées à *prendre* leur liberté d'action par la Révolution, *la vraie*; car *jamais* les dominateurs (ils sont toujours, en même temps, exploiters ou se trouvent au service d'une couche d'exploiteurs) ne la « donneront », quelle que soit leur étiquette.

Le fait d'avoir toujours confié leur sort, jusqu'à présent, à des partis, à des gouvernements et à des « chefs » – faits que tous les dominateurs et exploiters en herbe mettent à profit pour *subjugu*

les masses – s’explique par plusieurs raisons que nous n’avons pas à analyser ici et qui n’ont rien à voir avec la capacité ou l’incapacité des masses. Ce fait prouve, si l’on veut, la crédulité, l’insouciance des masses, l’ignorance de leur force, mais nullement leur incapacité, c’est-à-dire l’absence de cette force. « Incapacité des masses ! » Quelle trouvaille pour tous les exploités et dominateurs passés, présents et futurs et surtout pour les modernes aspirants esclavagistes, quelle que soit leur enseigne : « nazisme » ou « bolchevisme », « fascisme » ou « communisme » ! « Incapacité des masses » ! Voilà un point sur lequel les réactionnaires de tout poil sont parfaitement d’accord avec les « communistes ». Et cet accord est très significatif.

Que les candidats chefs de nos jours, seuls infailibles et « capables », permettent donc aux masses laborieuses, au lendemain de la Révolution qui vient, d’agir librement, en les aidant, tout simplement, là où il le faudra ! Ils verront bien si les masses sont « incapables » d’agir sans tuteurs politiques. Nous pouvons les assurer que la Révolution aboutira alors à un résultat autre que celui de 1917 : le « fascisme » et la guerre en permanence !

Hélas, nous le savons d’avance : ils n’oseront jamais une pareille expérience. Et les masses auront de nouveau une tâche particulière à remplir : celle d’éliminer en toute connaissance de cause, et en temps opportun, tous les « aspirants », pour prendre l’œuvre en leurs mains propres et la mener en toute indépendance. Espérons que, cette fois, la tâche sera menée jusqu’au bout.

Le lecteur comprend ainsi pourquoi la propagande des idées anarchistes, tendant à briser la crédulité des masses et à leur insuffler la conscience de leur force et la confiance en elles-mêmes, fut considérée, de tout temps et dans tous les pays, comme la plus dangereuse. Elle était réprimée, et ses serviteurs étaient poursuivis, avec une promptitude et une sévérité exceptionnelles, par tous les gouvernements réactionnaires.

En Russie, cette répression sauvage rendit la diffusion des idées libertaires – déjà si difficile dans l’ambiance donnée – quasi impossible, jusqu’aux approches mêmes de la Révolution. Certes, celle-ci laissa aux anarchistes une certaine liberté d’action. Mais

nous l'avons vu sous les gouvernements « provisoires » (de février à octobre 1917), le mouvement ne put encore en tirer grand profit. Et quant aux bolcheviks, ils ne firent pas exception à la règle. Sitôt arrivés au pouvoir, ils envisagèrent la *suppression* du mouvement libertaire par tous les moyens à leur disposition: campagnes de presse et de meetings, calomnies, pièges et embûches, interdictions, perquisitions, arrestations, actes de violence, mises à sac des sièges, assassinats – tout leur était bon. Et lorsqu'ils sentirent leur pouvoir suffisamment consolidé, ils déclenchèrent contre les anarchistes une répression *générale et décisive*. Elle commença en avril 1918 et ne se ralentit plus, jusqu'à nos jours. (Le lecteur trouvera plus loin des précisions sur cette « prouesse » des bolcheviks presque inconnue hors du pays.)

Ainsi, l'activité anarchiste ne put s'exercer en Russie à peu près librement que pendant quelque six *mois*. Rien d'étonnant que le mouvement libertaire n'eût pas le temps de s'organiser, de s'épanouir, de se débarrasser, en croissant, de ses faiblesses et de ses défauts. À plus forte raison, le temps lui manqua pour atteindre les masses et se faire connaître d'elles. Il resta jusqu'au bout enfermé « en vase clos ». Il fut étouffé dans l'œuf, sans être parvenu à briser l'étreinte (ce qui, objectivement, n'était pas impossible).

Telle fut la seconde raison principale de son échec.

Il faut souligner ici même *l'importance capitale* – pour la Révolution – de ce que nous venons de constater.

Les bolcheviks écrasèrent l'anarchisme sciemment, volontairement. Et hâtivement. Mettant à profit l'ambiance, leurs avantages et leur emprise sur les masses, ils supprimèrent sauvagement l'idée libertaire et les mouvements qui s'y ralliaient. Ils ne permirent pas à l'anarchisme *d'exister*, encore moins d'aller aux masses. Plus tard, ils eurent l'impudence d'affirmer, pour les besoins de la cause, que l'anarchisme échoua « idéologiquement », les « masses » ayant compris et rejeté sa doctrine « antiproletarienne ». À l'étranger, tous ceux qui aiment à être dupes, les crurent sur parole. Les « communistes » prétendent aussi, nous l'avons dit, que puisque l'anarchisme, en se dressant contre

les bolcheviks, n'avait « objectivement » aucune chance d'entraîner la Révolution dans son sillage, il mettait celle-ci en péril et s'avérait « objectivement » contre-révolutionnaire et, partant, devait être combattu sans faiblesse. (Ils se gardent bien de spécifier que ce furent eux précisément qui, très « subjectivement », enlevèrent aux anarchistes – *et aux masses* – les dernières et vigoureuses chances les très réels moyens et les possibilités concrètes et objectives de la réussite.)

En écrasant l'idée et le mouvement libertaires, *en brisant les libres mouvements des masses*, les bolcheviks, *ipso facto*, arrêtaient et étouffaient la Révolution.

Ne pouvant plus avancer vers l'émancipation réelle des masses laborieuses, à laquelle venait se substituer l'étatisme dominant, fatalement bureaucratique et exploiteur, « néocapitaliste », la Révolution, *la vraie*, allait infailliblement reculer. Car *toute révolution inachevée* – c'est-à-dire qui n'aboutit pas à l'émancipation véritable et totale du Travail – *est condamnée au recul* sous une forme ou sous une autre. L'Histoire nous l'enseigne. La Révolution russe nous le confirme. Mais les hommes qui ne veulent ni entendre ni voir tardent à le comprendre: les uns s'obstinent à croire en une révolution autoritaire; d'autres finissent par désespérer de toute évolution, au lieu de rechercher le « pourquoi » des faillites, d'autres encore – et ce sont, hélas, les plus nombreux – *ne veulent* ni écouter ni regarder; ils s'imaginent pouvoir « vivre leur vie » en marge et à l'abri des gigantesques remous sociaux, ils se désintéressent de l'ensemble social et, cherchent à se retrancher dans leur misérable existence individuelle, inconscients de l'énorme obstacle qu'ils dressent, par leur attitude, sur la route du progrès humain et de leur propre *vrai* bonheur individuel. Ceux-là croient n'importe quoi et suivent n'importe qui, pourvu « qu'on les laisse tranquilles ». Ils espèrent pouvoir « se sauver » ainsi en plein cataclysme: erreur et illusion fondamentales et fatales ! Pourtant, la vérité est simple: tant que le travail de l'homme, ne sera pas libéré de toute exploitation par l'homme, *personne* ne pourra parler ni d'une vraie vie, ni d'un véritable progrès, ni d'un vrai bonheur personnel.

Depuis des millénaires, trois conditions principales empêchaient le travail libre, donc la « fraternité » et le bonheur des hommes: 1° l'état de la *technique* (l'homme ne possédait pas les immenses forces de la nature dont il est maître actuellement); 2° l'état de choses *économique* qui en résultait (l'insuffisance de produits du travail humain *et*, comme conséquence, l'économie « échangiste »^{*}, l'argent, le profit, bref, le système capitaliste de la production et de la répartition, basé sur la rareté des produits travaillés); 3° le facteur *moral* qui, à son tour, suivait les deux premiers (l'ignorance, l'abrutissement, la soumission, la résignation des masses humaines). Or, depuis quelques dizaines d'années les deux premières conditions se sont totalement modifiées: techniquement et économiquement, le travail libre est en ce moment non seulement possible, mais *indispensable* à la vie et à l'évolution normale des hommes; le système capitaliste et autoritaire ne peut plus assurer ni l'une ni l'autre; il ne peut engendrer que des guerres. Seule la condition morale est en retard: habitués depuis des millénaires à la résignation et à la soumission, l'immense majorité des humains ne voit pas encore la vraie voie qui s'ouvre devant elle; elle ne conçoit pas encore l'action que l'Histoire lui impose. Comme auparavant, elle « suit » et « subit », prêtant son énorme énergie à des œuvres de guerre et de destruction insensées, au lieu de comprendre que, dans les conditions actuelles, son activité librement créatrice serait couronnée de succès. Il aura fallu que la *force des choses*: des guerres, des calamités de toutes sortes et des révolutions avortées et réitérées, la secoue sans désespérer, lui enlevant toute possibilité de vivre, pour que ses yeux s'ouvrent enfin à la vérité et que son énergie se consacre à la véritable action humaine: libre, constructrice et bienfaisante.

Ajoutons, en passant, qu'à notre époque la Révolution et la Réaction seront, par leurs conséquences, fatalement mondiales. (D'ailleurs, en 1789 déjà, la Révolution et la Réaction qui la suivit eurent des échos retentissants et provoquèrent des mouvements importants dans plusieurs pays.) Si la Révolution russe, continuant sa

^{*} Le lecteur qui désirerait s'initier au problème de l'évolution économique moderne devrait consulter surtout les œuvres de Jacques DUBOIN.

marche en avant, était devenue la grande Révolution émancipatrice, d'autres pays l'auraient suivie à bref délai et dans le même sens. Dans ce cas, elle eût été, de fait et non seulement sur papier, un flambeau puissant éclairant la vraie route à l'Humanité. Par contre, dénaturée, arrêtée en plein recul, elle allait servir admirablement la réaction mondiale qui attendait son heure. (Les grands manitous de la réaction sont bien plus perspicaces que les révolutionnaires.) L'illusion, le mythe, les slogans, le décor et la paperasse restaient, mais *la vie réelle*, qui se moque des illusions, du décor et de la paperasserie, allait s'engager sur un tout autre chemin. Désormais, la Réaction et ses vastes conséquences: le « fascisme », de nouvelles guerres et catastrophes économiques et sociales, devenaient presque inévitables.

Dans cet ordre d'idées, l'erreur fondamentale – et fort connue – de Lénine est très curieuse et suggestive. Comme on le sait, Lénine s'attendait à une extension rapide de la Révolution « communiste » à d'autres pays. Ses espoirs furent déçus. Et cependant, *dans le fond*, il ne se trompait pas: la *vraie* Révolution « incendiera le monde ». Une *vraie* Révolution eût incendié le monde. Seulement, voilà: « sa » révolution n'était pas *la vraie*. Et cela, il ne le voyait pas. C'est là qu'il s'était trompé. Aveuglé par sa doctrine étatiste, fasciné par la « victoire », il lui était impossible de concevoir que c'était une révolution ratée, égarée; qu'elle allait rester stérile; qu'elle ne pouvait rien « incendier », car elle avait cessé elle-même de « brûler »; qu'elle allait perdre cette puissance communicative, propre aux grandes causes, car elle cessait d'être une grande cause. Pouvait-il prévoir, dans son aveuglement, que cette Révolution allait s'arrêter, reculer, dégénérer, engendrer dans d'autres pays une réaction victorieuse après quelques secousses sans lendemain? Certes non! Et il commit une seconde erreur: il croyait que le sort ultérieur de la Révolution russe dépendait de son extension à d'autres pays. C'est exactement le contraire qui était vrai: l'extension de la Révolution à d'autres pays dépendait des résultats de la Révolution russe. Ceux-ci étant vagues, incertains, les masses laborieuses à l'étranger hésitaient, attendaient des précisions, enquêtaient. Or, les informations et d'autres éléments indicateurs devenaient de plus en plus flous et contradictoires. Les enquêtes et

les délégations elles-mêmes n'apportaient rien de net. En attendant, les témoignages négatifs s'accumulaient. Les masses européennes temporisaient, n'osaient pas, se méfiaient ou se désintéressaient. L'élan nécessaire leur manquait, la cause restant douteuse. Ensuite vinrent les désaccords et les scissions. Tout cela faisait parfaitement le jeu de la Réaction. Elle se prépara, s'organisa et passa à l'action.

Les successeurs de Lénine durent se rendre à l'évidence. Sans peut-être en avoir perçu la vraie cause, ils comprirent intuitivement que l'état de choses prédisposait non pas à une *extension* de la Révolution « communiste », mais, au contraire, à une vaste *réaction* contre celle-ci. Ils comprirent que cette réaction serait dangereuse pour eux, car leur Révolution, telle qu'elle avait été faite, ne pouvait pas s'imposer au monde. Ils se mirent fébrilement à l'œuvre de préparation de guerres futures, désormais inévitables. Dorénavant, il ne leur restait plus que cette voie. Et à l'Histoire aussi!...

Il est curieux de constater que, par la suite, les « communistes » s'efforcèrent d'expliquer l'inachèvement et les écarts de leur Révolution en invoquant « l'entourage capitaliste », l'inaction du prolétariat des autres pays et la force de la réaction mondiale. Ils ne se doutaient pas – ou n'avouaient pas – que la mollesse des travailleurs étrangers et la réaction étaient, pour une bonne part, les conséquences naturelles de la fausse route où ils avaient *eux-mêmes* engagé la Révolution; qu'en détournant celle-ci, ils avaient *eux-mêmes* préparé le chemin à la réaction, au « fascisme » et aux guerres*.

* Qu'on ne se trompe pas sur le sort de la Révolution qui vient! Elle n'aura devant elle que deux voies: ou bien celle de la véritable et totale Révolution Sociale qui aboutira à l'*émancipation réelle des travailleurs* (ce qui est objectivement possible), ou bien, une fois de plus celle de l'impasse politique et étatique et autoritaire, aboutissant fatalement à une nouvelle réaction, à des guerres et à des catastrophes de toutes sortes. L'évolution humaine ne s'arrête pas. Elle se fraie un passage à travers n'importe quel obstacle et de n'importe quelle manière. De nos jours, la société capitaliste, autoritaire et politique *lui interdit définitivement toute avance*. Cette société doit donc disparaître *maintenant* d'une façon ou d'une autre. Si, cette fois encore les hommes ne savent pas la *transformer réellement et au moment même de la révolution*, les conséquences inéluctables en seront une nouvelle réaction, une nouvelle guerre des cataclysmes économiques et sociaux épouvantables, bref, la continuation d'une destruction totale, *jusqu'à ce que les hommes comprennent et agissent en conséquence*. Car, dans ce cas, l'évolution humaine n'aura pas d'autre moyen de se frayer le chemin. (Voir, à ce propos, mes *Choses vécues*, première étude sommaire de la Révolution russe: *La Revue anarchiste* de Sébastien FAURE, de 1922 à 1924.)

Telle est la tragique vérité sur la Révolution bolcheviste. Tel est son *fait capital* pour les «travailleurs de tous les pays». Dans le fond, il est fort simple, clair, *indiscutable*. Cependant, il n'est encore ni fixé ni même connu. Il le deviendra au fur et à mesure que les événements et l'étude libre de la Révolution russe évolueront. Le lecteur me comprendra mieux quand il sera parvenu au terme de cet ouvrage.

6° Mentionnons enfin un élément qui, sans avoir eu l'importance des facteurs cités, joua cependant son rôle dans la tragédie. Il s'agit de «bruit», de «réclame», de démagogie. Comme tous les partis politiques, le parti bolcheviste («communiste») en use et en abuse. Pour impressionner les masses, pour les «conquérir», il lui faut du «tapage», de la «publicité», du bluff. De plus, il se place, en quelque sorte, au sommet d'une montagne pour que la foule puisse le voir, l'entendre, l'admirer. Tout cela fait, momentanément, sa force. Or, tout cela est étranger au mouvement libertaire qui en raison même de son essence, est plus anonyme, discret, modeste, silencieux. Cela augmente sa faiblesse provisoire. Se refusant à *mener* les masses, travaillant à réveiller leur conscience et comptant sur leur action libre et directe, il est obligé de renoncer à la démagogie et d'œuvrer dans l'ombre, préparant l'avenir, sans chercher à s'imposer d'autorité.

Telle fut aussi sa situation en Russie.

Qu'il me soit permis d'abandonner, pour quelques instants, le domaine des faits concrets et d'entreprendre une brève incursion sur un terrain «philosophique», d'aller un peu *au fond* des choses.

L'idée maîtresse de l'anarchisme est simple: aucun parti, groupement politique où idéologique, se plaçant au-dessus ou en dehors des masses laborieuses pour les «gouverner» ou les «guider», ne réussira jamais à les *émanciper*, même s'il le désire sincèrement. L'émancipation *effective* ne pourrait être réalisée que par une *activité directe, vaste et indépendante des intéressés*, des travailleurs eux-mêmes, groupés, non pas sous la bannière d'un parti politique ou d'une formation idéologique, mais dans leurs propres *organismes de classe* (syndicats de production, comités d'usines, coopératives, etc.), sur la base d'une *action* concrète et d'une «*auto-administration*» (self-

government), *aidés*, mais non *gouvernés*, par les révolutionnaires œuvrant *au sein même*, et non *au-dessus* de la masse et des organes professionnels, techniques, défensifs ou autres. Tout groupement politique ou idéologique qui chercherait à « guider » les masses vers leur émancipation par la voie politique et gouvernementale ferait fausse route, aboutirait à un échec et finirait fatalement par instaurer un nouveau système de privilèges économiques et sociaux, provoquant ainsi le retour, sous un autre aspect, à un régime d'oppression et d'exploitation des travailleurs: donc à une autre *variété du capitalisme*, au lieu d'aider la Révolution à les acheminer vers leur émancipation.

Cette thèse en amène nécessairement une autre: l'idée anarchiste et la véritable Révolution émancipatrice ne pourraient être réalisées *par les anarchistes comme tels*, mais uniquement par les vastes masses intéressées elles-mêmes, les anarchistes, ou plutôt les révolutionnaires en général, n'étant appelés qu'à éclairer et à aider celles-ci dans certains cas. Si les anarchistes prétendaient pouvoir accomplir la Révolution Sociale en « guidant » les masses, une pareille prétention serait illusoire, comme le fut celle des bolcheviks, et pour les mêmes raisons.

Ce n'est pas tout. Vu l'immensité – on devrait dire *l'universalité* – et la nature même de la tâche la classe ouvrière *seule* ne pourrait, elle non plus, mener à bon port la véritable Révolution Sociale émancipatrice. Si elle avait la prétention d'agir seule, en s'imposant à d'autres éléments de la population par la dictature et en les entraînant derrière elle de force, elle subirait le même échec. Il faut ne rien comprendre aux phénomènes sociaux ni à la nature des hommes et des choses pour croire le contraire.

Aussi, aux approches des luttes pour l'émancipation effective, l'Histoire prend nécessairement un tout autre chemin.

Trois conditions sont indispensables – dans cet ordre d'idées – pour qu'une révolution réussisse *jusqu'au bout*:

1° Il faut que de très vastes masses – des millions d'hommes, dans plusieurs pays – poussées par la nécessité impérieuse, y participent de plein gré;

2° *Que*, de ce fait même, les éléments les plus avancés et les plus actifs: les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc., n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique;

3° *Que*, pour ces deux raisons, l'immense masse « neutre », emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie Révolution.

Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses.

Or, pour que ces millions d'hommes y soient acculés, il faut avant tout que cette force les déloge de l'ornière battue de leur existence quotidienne. Et, pour que cela se produise il faut que cette existence, donc la société actuelle elle-même, devienne impossible: *qu'elle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés.*

Telle est la voie où l'Histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la *véritable* Révolution, pour la *vraie* émancipation.

C'est ici que nous touchons le *fond* du problème.

J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite, ce qui a permis aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider. D'autres faux principes et préjugés sont également restés debout.

La destruction qui précéda la Révolution de 1917 fut suffisante pour faire cesser la guerre et modifier *les formes* du pouvoir et du capitalisme. Mais elle ne fut pas assez complète pour les détruire *dans leur essence même*, pour obliger des millions d'hommes à abandonner *tous* les faux principes sociaux modernes (État, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc.), à agir eux-mêmes sur des bases entièrement nouvelles et à en finir, à tout jamais, avec le capitalisme et avec le Pouvoir, *sous toutes leurs formes.*

*Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks.**

C'est ici que se pose la question « philosophique ».

Le raisonnement suivant paraît tout à fait plausible:

« Si, vraiment, L'insuffisance de la destruction préalable empêchait les masses de réaliser *leur* Révolution, ce facteur, en effet, primait, entraînait et expliquait tout. Dans ce cas, les bolcheviks n'eurent-ils pas raison de s'emparer du pouvoir et de pousser la Révolution le plus loin possible, barrant ainsi la route à la Réaction ? Leur acte ne serait-il pas historiquement justifié, avec ses moyens et ses conséquences ? »

À cela, je réponds:

1° Avant tout, il faut situer le problème. Dans le fond, les masses laborieuses étaient-elles, oui ou non, capables de continuer la Révolution et de construire la société nouvelle *elles-mêmes*, au moyen de leurs organismes de classe, créés par la Révolution et avec l'aide des révolutionnaires ?

Le vrai problème est là.

Si c'est non, alors on pourrait comprendre qu'on essaie de justifier les bolcheviks** (toutefois, sans pouvoir prétendre pour cela que leur révolution fût *la vraie*, ni que leurs procédés seraient justifiés là où les masses seraient capables d'agir elles-mêmes). Si c'est *oui*, ils sont condamnés irrévocablement et « sans circonstances atténuantes », quels que fussent les circonstances et les égarements momentanés des masses.

* Toutes ces idées sont développées d'une façon plus complète dans mon étude citée plus haut: *Choses vécues*.

** Comme le lecteur le voit, je ne dis pas que, dans ce cas, les bolcheviks *soient justifiés*. Celui qui voudrait affirmer cela devrait prouver qu'ils n'avaient *aucun moyen d'agir autrement* pour préparer les masses, progressivement, à accomplir quand même une révolution libre et totale. Je suis, justement, d'avis qu'ils auraient pu trouver d'autres procédés. Mais je ne m'attarde pas à cet aspect de la question: considérant la thèse de « l'incapacité des masses » comme absolument fausse, estimant que les faits accumulés dans cet ouvrage le prouvent abondamment, je n'ai aucune raison d'envisager un cas qui, pour moi est tout simplement inexistant.

En parlant de l'insuffisance de la destruction, nous entendons par là, surtout, la survivance néfaste de *l'idée politique*. Celle-ci n'ayant pas été infirmée préalablement, les masses, victorieuses en février 1917, confièrent le sort de la Révolution, par la suite, à un parti, c'est-à-dire à de nouveaux maîtres, au lieu de se débarrasser de tous les prétendants, quelles que fussent leurs étiquettes, et de prendre la Révolution entièrement en leurs mains. Elles répétèrent ainsi l'erreur fondamentale des révolutions précédentes.

Mais ce geste erroné n'a rien à voir *avec la capacité ou l'incapacité des masses*. Supposons un instant qu'il n'y ait pas eu de « profiteurs de l'erreur ». Les masses auraient-elles été capables de mener la Révolution vers son but final: l'émancipation effective, complète? À cette question je réponds catégoriquement *oui*. J'affirme même que les masses laborieuses elles-mêmes étaient *seules capables d'y aboutir*. J'espère que le lecteur en trouvera des preuves irréfutables dans cet ouvrage. Or, si cette affirmation est exacte, *alors le facteur politique n'était nullement nécessaire pour empêcher la réaction, pour continuer la Révolution et pour la faire aboutir*.

2° Signalons d'ores et déjà – on le verra plus loin – qu'un fait capital confirme notre thèse. En cours de Révolution, d'assez vastes masses *comprirent leur erreur*. (Le principe politique commençait à s'évanouir.) Elles voulurent la réparer, agir elles-mêmes, se dégager de la tutelle prétentieuse et inefficace du parti au pouvoir. Par-ci par-là elles mirent même la main à l'œuvre. Au lieu de s'en réjouir, de les encourager, de les aider dans cette voie, comme ce serait normal pour de vrais révolutionnaires, les bolcheviks s'y opposèrent avec une ruse, une violence et un luxe d'exploits militaires et terroristes sans précédent. Ainsi, ayant compris leur erreur, *les masses révolutionnaires voulurent et se sentirent capables d'agir elles-mêmes. Les bolcheviks brisèrent leur élan par la force*.

3° Il s'ensuit, irréfutablement, que les bolcheviks n'ont nullement « poussé la Révolution le plus loin possible » détenteurs du pouvoir, de ses fortes et de ses avantages, ils ont, au contraire, *enrayé* celle-ci. Et par la suite, s'emparant du capital, ils ont réussi, après une lutte

acharnée contre la Révolution populaire et totale, à tourner celle-ci à leur profit, renouvelant, sous une autre forme, l'exploitation capitaliste des masses. (Si les hommes ne travaillent pas librement, le système est nécessairement capitaliste. Seule la *forme* varie.)

4° Il est donc clair qu'il ne s'agit nullement d'une *justification*, mais uniquement d'une *explication* historique du triomphe du bolchevisme, face à la conception libertaire, dans la Révolution russe de 1917.

5° Il s'ensuit aussi que le véritable « sens historique » du bolchevisme est purement négatif, il est une leçon expérimentale de plus, démontrant aux masses laborieuses *comment il ne faut pas faire une révolution*: leçon qui condamne définitivement l'idée politique. Dans les conditions données, une telle leçon était presque inévitable, *mais nullement indispensable*. Agissant d'une autre façon (ce qui, théoriquement, n'était pas impossible), les bolcheviks auraient pu l'éviter. Ils n'ont donc pas à s'en enorgueillir ni à se poser en sauveurs.

6° Cette leçon souligne d'autres points importants:

a) *L'évolution historique de l'humanité* est parvenue à un degré où la continuité du progrès présuppose un travail libre, exempt de toute soumission, de toute contrainte, de toute exploitation de l'homme par l'homme. Économiquement, techniquement, socialement, même moralement, un tel travail est désormais non seulement *possible*, mais *historiquement indispensable*. Le « levier » de cette immense transformation sociale (dont nous vivons, depuis quelques dizaines d'années, les tragiques convulsions) est la *Révolution*. Pour être vraiment progressive et « justifiée », cette Révolution doit donc nécessairement aboutir à un système où le travail humain sera *effectivement et totalement émancipé*.

b) Pour que les masses laborieuses soient en mesure de passer du travail esclave au travail libre, elles doivent, dès le début de la Révolution, conduire celle-ci elles-mêmes, en toute liberté, en toute indépendance. Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront, concrètement et immédiatement, prendre en mains la tâche qui maintenant, leur est imposée par l'Histoire: l'édification d'une société basée sur le Travail émancipé.

En conclusion, toute révolution moderne qui ne sera pas conduite par les masses elles-mêmes n'aboutira pas au résultat historiquement indiqué. Donc elle ne sera ni progressive ni « justifiée », mais faussée, détournée de son véritable chemin et finalement échouera. Menées par de nouveaux maîtres et tuteurs, écartées de nouveau de toute initiative et de toute activité essentielle librement responsable, astreintes comme par le passé à suivre docilement tel « chef » ou tel « guide » qui aura su s'imposer, les masses laborieuses reprendront leur habitude séculaire de « suivre » et resteront un « troupeau amorphe », soumis et tondu. Et la vraie Révolution, tout simplement, ne sera pas accomplie.

7° On peut me dire encore ceci :

« Supposons, un instant, que vous ayez raison sur certains points. Il n'en reste pas moins que la destruction préalable ayant été, de votre propre avis, insuffisante, la Révolution totale, au sens libertaire du terme, était *objectivement impossible*. Par conséquent, ce qui arriva fut, historiquement au moins, *inévitabile*, et l'idée libertaire ne pouvait être qu'un rêve utopique. Son utopisme aurait mis en péril toute la Révolution. Les bolcheviks l'ont compris et ils ont agi en conséquence. Là est leur justification. »

Le lecteur a pu remarquer que je dis toujours : « *presque inévitable* ». C'est à bon escient que j'emploie ce « presque ». Sous ma plume ce petit mot acquiert une certaine importance.

Naturellement, en principe, les facteurs généraux et objectifs priment les autres. Dans le cas qui nous intéresse, l'insuffisance de la destruction préalable – la survivance du principe politique devait, objectivement, aboutir à l'avènement du bolchevisme. Mais dans le monde humain le problème des « facteurs » devient très délicat. Les facteurs *objectifs* y dominent, non d'une façon absolue, mais seulement dans une certaine mesure, et les facteurs *subjectifs* y jouent un rôle important. Quels sont exactement ce rôle et cette mesure ? Nous ne le savons pas, l'état rudimentaire des sciences humaines ne nous permettant pas de les préciser. Et la tâche est d'autant plus ardue que ni l'un ni l'autre ne sont fixés une fois pour toutes, mais sont, au contraire, infiniment mobiles et variables. (Ge

problème est apparenté à celui du « libre arbitre ». Comment et dans quelle mesure le « déterminisme » prime-t-il le « libre arbitre » de l'homme ? Inversement : dans quel sens et dans quelle mesure le « libre arbitre » existe-t-il et se dégage-t-il de l'emprise du « déterminisme » ? Malgré les recherches de nombreux penseurs, nous ne le savons pas encore.)

Mais ce que nous savons parfaitement, c'est que les facteurs *subjectifs* tiennent, chez les hommes, une place importante : à tel point que, parfois, ils dominent les effets apparemment « inévitables » des facteurs *objectifs*, surtout quand les premiers s'enchaînent d'une certaine manière.

Citons un exemple récent, frappant et universellement connu.

Dans la guerre de 1914, l'Allemagne, *objectivement*, devait écraser la France. Et, en effet, un mois à peine après le début des hostilités, l'armée allemande est sous les murs de Paris. L'une après l'autre, les batailles sont perdues par les Français. La France va être vaincue « presque » inévitablement. (Si elle l'avait été, il eût été très facile de dire plus tard, avec un air « scientifique », que c'était « historiquement et objectivement indispensable ».) Alors se produit une série de faits *purement subjectifs*. Ils s'enchaînent et détruisent les effets des facteurs *objectifs*.

Trop confiant en la supériorité écrasante de ses forces et entraîné par l'élan de ses troupes victorieuses, le général von Kluck, qui commande l'armée allemande, néglige de couvrir sérieusement son aile droite : premier fait *purement subjectif*. (Un autre général – ou même von Kluck à un autre moment – aurait peut-être mieux couvert son aile.)

Le général Galliéni, commandant militaire de Paris, s'aperçoit de la faute de von Kluck et propose au généralissime Joffre d'attaquer cette aile avec toutes les forces disponibles notamment avec celles de la garnison de Paris : deuxième fait *subjectif*, car il a fallu la perspicacité et l'esprit de Galliéni pour prendre une telle résolution et encourir une telle responsabilité. (Un autre général ou même Galliéni à un autre moment – eût pu ne pas être aussi perspicace ni aussi déterminé.)

Le généralissime Joffre accepte le plan de Galliéni et ordonne l'attaque: troisième fait subjectif, car il a fallu la bonhomie et d'autres qualités morales de Joffre pour accepter la proposition. (Un autre généralissime, plus hautain et plus jaloux de ses prérogatives, aurait pu répondre à Galliéni: Vous êtes commandant de Paris, occupez-vous donc de vos affaires et ne vous mêlez pas de ce qui n'est pas de votre compétence.)

Enfin, le fait étrange que les pourparlers entre Galliéni et Joffre aient échappé au commandement allemand, généralement bien informé de ce qui se passait du côté français, est aussi à ajouter à cet enchaînement de facteurs subjectifs enchaînement qui aboutit à la victoire française et fut décisif pour l'issue de la guerre.

Se rendant compte eux-mêmes de l'invraisemblance objective de cette victoire, les Français la baptisèrent « le miracle de la Marne ». Naturellement, ce ne fut pas un « miracle ». Ce fut, tout simplement, un événement plutôt rare, imprévu et « impondérable », un ensemble de faits d'ordre subjectif qui l'emporta sur les facteurs objectifs.

C'est dans le même sens que je disais à mes camarades de 1917, en Russie: « Il faut un « miracle » pour que l'idée libertaire l'emporte sur le bolchevisme dans cette Révolution. Nous devons croire à ce miracle et travailler à sa réalisation. » Je voulais dire par là que, seul, un jeu imprévu et impondérable de facteurs subjectifs pouvait l'emporter sur l'écrasant poids objectif du bolchevisme. Ce « jeu » ne s'est pas présenté. Mais ce qui importe, c'est qu'il aurait pu se produire. D'ailleurs, rappelons-le, il a failli se réaliser deux fois au moins: lors du soulèvement de Cronstadt, en mars; 1921, et au cours des luttes sévères entre la nouvelle Autorité et les masses anarchistes en Ukraine (1919 à 1921).

Ainsi, dans le monde humain, « l'inévitabilité objective absolue » n'existe pas. À tout moment, des facteurs purement humains, subjectifs, peuvent intervenir et l'emporter.

La conception anarchiste, aussi solidement et « scientifiquement » établie que celle des bolcheviks (cette dernière fut aussi traitée « d'utopique » par des adversaires, à la veille même de la Révolution)

existe. Son sort, au cours de la Révolution prochaine, dépendra d'un jeu très compliqué de toutes sortes de facteurs, objectifs et subjectifs, ces derniers surtout infiniment variés, mobiles, changeants, imprévisibles et insaisissables: jeu dont le résultat n'est à aucun moment « objectivement inévitable ».

Concluant sur ce point, je dis que l'insuffisance de la destruction fut la cause fondamentale du triomphe du bolchevisme sur l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917. Il va de soi qu'il en fut ainsi, et qu'il en est question ici, *parce que le jeu des divers autres facteurs n'a effacé ni la cause ni l'effet*. Mais il eût pu en être autrement. (Qui sait, d'ailleurs, quelle fut la part des facteurs subjectifs dans le triomphe du bolchevisme?)

Certes, le discrédit *préalable* de la néfaste chimère politique du « communisme » autoritaire aurait assuré, facilité et accéléré la réalisation du principe libertaire. Mais, d'une façon générale, *l'insuffisance de ce discrédit au début de la Révolution ne signifiait nullement l'écrasement inévitable de l'anarchisme*.

Le jeu compliqué de divers facteurs peut avoir des résultats imprévus. Il peut finir par supprimer la cause et l'effet. *L'idée politique et autoritaire, la conception étatiste peuvent être détruites au cours de la Révolution, ce qui laisserait le champ libre à la réalisation de la conception anarchiste*.

De même que toute Révolution, celle de 1917 avait deux voies devant elle:

1° Celle de la *vraie Révolution de masses*, menant droit à leur affranchissement total. Si cette voie avait été prise, l'immense élan et le résultat *définitif* d'une telle Révolution aurait, effectivement, « ébranlé le monde ». Vraisemblablement, toute réaction aurait été dès lors impossible; tout dissentiment au sein du mouvement social aurait été écarté d'avance par la force du fait accompli; enfin, l'effervescence qui, en Europe, suivit la Révolution russe, aurait abouti, vraisemblablement, au même résultat définitif.

2° Celle de la Révolution *inachevée*. Dans ce cas, l'Histoire n'aurait qu'un moyen de continuer: recul vers une réaction mondiale,

catastrophe mondiale (guerre), destruction totale de la forme de la société actuelle, et, en fin de compte, reprise de la Révolution par les masses elles-mêmes, réalisant leur véritable émancipation.

En principe, les deux voies étaient possibles. Mais, l'ensemble des facteurs en présence rendait la deuxième infiniment plus probable.

C'est la deuxième, en effet, qui fut suivie par la Révolution de 1917. *C'est la première* qui devra être prise par la Révolution prochaine. Et maintenant, notre parenthèse « philosophique » fermée, revenons aux événements.

AUTOUR DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

L'ATTITUDE DES BOLCHEVIKS ET DES ANARCHISTES AVANT OCTOBRE

L'attitude du parti bolcheviste à la veille de la Révolution d'octobre fut très typique (dans le sens que nous venons d'examiner).

Il convient de rappeler ici que l'idéologie de Lénine et la position du parti bolcheviste avaient beaucoup évolué depuis 1900. Se rendant compte que les masses laborieuses russes, une fois lancées dans la Révolution, iraient très loin et ne s'arrêteraient pas à une solution bourgeoise – surtout dans un pays où la bourgeoisie existait à peine comme classe – Lénine et son parti, dans leur désir de devancer et de dominer les masses pour les mener, finirent par établir un programme révolutionnaire extrêmement avancé. Ils envisageaient maintenant une révolution nettement *socialiste*. Ils arrivèrent à une conception presque *libertaire* de la révolution, à des mots d'ordre d'un esprit presque *anarchiste* – sauf, bien entendu, les points de démarcation fondamentaux: la prise du pouvoir et le problème de l'État.

Lorsque je lisais les écrits de Lénine, surtout ceux postérieurs à 1914, je constatais le parallélisme parfait de ses idées avec celles des anarchistes, exception faite de l'idée de l'État et du Pouvoir. Cette identité d'appréciation, de compréhension et de prédication me paraissait, déjà, très dangereuse pour la *vraie* cause de la Révolution. Car – je ne m'y trompais pas – sous la plume, dans la bouche et dans l'action des bolcheviks, toutes ces belles idées étaient sans vie réelle, sans lendemain. Ces écrits et ces paroles, fascinantes, entraînantes, devaient rester sans conséquences sérieuses puisque *les actes* ultérieurs n'allaient certainement pas correspondre aux théories. Or, j'avais la certitude que, d'une part, les masses, vu la faiblesse de l'anarchisme, allaient suivre aveuglément les bolcheviks, et que, d'autre part, ces derniers allaient, fatalement, tromper les masses,

les égarer sur une voie néfaste. Car, inévitablement, la voie étatiste allait fausser et dénaturer les principes proclamés.

C'est ce qui se produisit, en effet.

Afin de frapper l'esprit des masses, gagner leur confiance et leurs sympathies, le parti bolcheviste lança, avec toute la puissance de son appareil d'agitation et de propagande, des mots d'ordre qui, jusqu'alors, caractérisaient, précisément, l'anarchisme:

Vive la Révolution Sociale! À bas la guerre! Vive la paix immédiate!

Et, surtout:

La terre aux paysans! Les usines aux ouvriers!

Les masses laborieuses se saisirent vite de ces «slogans» qui exprimaient parfaitement leurs véritables aspirations.

Or, dans la bouche et sous la plume des anarchistes, ces mots d'ordre étaient sincères et concrets, car ils correspondaient à leurs principes et, surtout, à une action envisagée comme entièrement conforme à ces principes. Tandis que chez les bolcheviks les mêmes mots d'ordre signifiaient des solutions pratiques totalement différentes de celles des libertaires et ne correspondaient nullement aux idées que les mots prétendaient exprimer. Ce n'était justement que des «slogans».

«Révolution sociale» signifiait pour les anarchistes un acte *vraiment social*: une transformation qui allait se produire en dehors de toute organisation ou activité politique et étatiste, de tout système social périmé – gouvernemental et autoritaire.

Or, les bolcheviks prétendaient faire la Révolution Sociale précisément à l'aide d'un Etat omnipotent, d'un gouvernement tout-puissant, d'un pouvoir dictatorial.

Tant qu'une révolution n'a pas aboli l'État, le gouvernement et la politique, les anarchistes ne la considèrent pas comme une Révolution Sociale, mais simplement comme une révolution politique (qui, bien entendu, peut être plus ou moins teintée d'éléments sociaux).

Or, l'arrivée au pouvoir, l'organisation de « leur » gouvernement et de « leur » Etat suffisent aux « communistes » pour parler d'une Révolution Sociale.

Dans l'esprit des anarchistes, « Révolution Sociale » voulait dire: *la destruction de l'État en même temps que du capitalisme*, et la naissance d'une société basée sur un autre mode d'organisation sociale.

Pour les bolcheviks, « Révolution Sociale » signifiait, au contraire, *la résurrection de l'État* après l'abolition de l'État bourgeois, c'est-à-dire la création d'un nouvel Etat puissant appelé à « construire le socialisme ».

Les anarchistes tenaient pour impossible d'instaurer le socialisme par l'État.

Les bolcheviks prétendaient ne pouvoir y parvenir autrement que par l'État.

La différence d'interprétation était, on le voit, fondamentale.

(Je me rappelle ces grandes affiches collées aux murs, au moment de la Révolution d'octobre, annonçant des conférences de Trotsky sur *l'Organisation du Pouvoir*. « Erreur typique et fatale, disais-je aux camarades, car s'il s'agit d'une Révolution Sociale, il faut se préoccuper de l'organisation de *la révolution* et non pas de l'organisation *du Pouvoir* ».)

L'interprétation de l'appel à *la paix immédiate* était aussi très différente.

Les anarchistes entendaient par là *une action directe* des masses armées elles-mêmes, par-dessus la tête des gouvernants, des politiciens et des généraux. D'après les anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, proclamant ainsi hautement, à travers le monde, leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes leur dégoût de l'ignoble boucherie. Les anarchistes étaient d'avis que, précisément, un tel geste – franc, intègre, décisif – aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et aurait pu amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Ils pensaient qu'il fallait au besoin, profitant de l'immensité du

pays, y entraîner l'ennemi, le couper de ses bases, le décomposer et le mettre hors d'état de combattre.

Les bolcheviks avaient peur d'une telle action directe. Politiciens et étatistes, ils songeaient, eux, à une paix par la voie diplomatique et politique, fruit de pourparlers avec les généraux et les « plénipotentiaires » allemands.

La terre aux paysans, les usines aux ouvriers! Les anarchistes entendaient par là que, sans être propriété de qui que ce fût, le sol serait mis à la disposition de tous ceux qui désiraient le cultiver (sans exploiter personne), de leurs associations et fédérations, et que, de même, les usines, fabriques, mines, machines, etc., seraient également à la disposition de toutes les associations ouvrières productrices et de leurs fédérations. Le mode et les détails de cette activité seraient réglés par ces associations et fédérations *elles-mêmes*, suivant un libre accord.

Or, les bolcheviks entendaient par le même mot d'ordre *l'étatisation* de tous ces éléments. Pour eux, la terre, les usines, les fabriques, les mines, les machines, les moyens de transport, etc., devaient être *propriété de l'État* qui les remettrait en usufruit aux travailleurs.

Une fois de plus, la différence de l'interprétation était fondamentale.

Quant aux masses elles-mêmes, intuitivement, elles comprenaient tous ces mots d'ordre plutôt dans le sens libertaire. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la voix anarchiste était relativement si faible que les vastes masses ne l'entendaient pas. Il leur semblait que *seuls les bolcheviks* osaient lancer et défendre ces beaux et justes principes. Ceci d'autant plus que le parti bolcheviste se proclamait tous les jours et à tous les coins de rues le *seul parti* luttant pour les intérêts des ouvriers et des paysans; le seul qui, *une fois au pouvoir*, saurait accomplir la Révolution Sociale. « *Ouvriers et paysans! Le parti bolcheviste est le seul qui vous défend. Aucun autre parti ne saura vous mener à la victoire. Ouvriers et paysans! Le parti bolcheviste est votre parti à vous. Il est l'unique parti qui est réellement votre. Aidez-le à prendre le pouvoir, et vous triompherez.* » Ce leitmotiv de la propagande bolcheviste devint finalement une véritable obsession. Même le

parti des socialistes-révolutionnaires de gauche – parti politique autrement fort que les petits groupements anarchistes – ne put rivaliser avec les bolcheviks. Pourtant, il était alors puissant au point que les bolcheviks durent compter avec lui et lui offrir, pour quelque temps, des sièges au gouvernement.

LES BOLCHEVIKS, LES ANARCHISTES ET LES SOVIETS. – Il est, enfin, intéressant de comparer la position des bolcheviks à celle des anarchistes, à la veille de la Révolution d'octobre, *en face de la question des Soviets ouvriers*.

Le parti bolcheviste comptait accomplir la Révolution, d'une part, par l'insurrection de ces Soviets qui exigeraient « tout le pouvoir » pour eux et, d'autre part, par l'insurrection militaire qui soutiendrait l'action des Soviets (le tout, bien entendu, sous la direction immédiate et effective du parti). Les masses ouvrières avaient mission d'appuyer vigoureusement cette action. En parfait accord avec sa façon de voir et sa « tactique », le parti bolcheviste lança le mot d'ordre général de la Révolution: « Tout le pouvoir aux Soviets! »

Quant aux anarchistes, ce mot d'ordre leur était suspect, et pour cause; ils savaient bien que cette formule ne correspondait nullement aux véritables desseins du parti. Ils savaient qu'en fin de compte celui-ci *cherchait le pouvoir politique, bien centralisé, pour lui-même* (c'est-à-dire pour son comité central et, en dernier lieu, pour son chef Lénine qui, comme on sait, dirigeait tous les préparatifs de la prise du pouvoir, aidé par Trotsky).

« Tout le pouvoir aux Soviets! » n'était donc au fond, selon les anarchistes, qu'une formule creuse, pouvant recouvrir plus tard n'importe quel contenu. Elle était même une formule fautive, hypocrite, trompeuse, « car, disaient les anarchistes, si le « pouvoir » doit appartenir réellement *aux Soviets*, il ne peut pas être *au parti*; et s'il doit être *au parti*, comme les bolcheviks l'envisagent, il ne peut appartenir *aux Soviets* ». C'est pourquoi les anarchistes, tout en admettant que les Soviets pouvaient remplir certaines fonctions dans l'édification de la nouvelle société, n'admettaient pas la formule

sans réserve. Pour eux, le mot *pouvoir* la rendait ambiguë, suspecte, illogique et démagogique. Ils savaient que, par sa nature même, le pouvoir politique ne saurait être réellement exercé que par un groupe d'hommes très restreint, au centre. Donc, ce pouvoir – *le vrai* – ne pourrait appartenir aux Soviëts. Il serait, en réalité, entre les mains du parti. Mais alors, quel sens avait la formule: « Tout le pouvoir aux Soviëts » ?

Voici comment les anarcho-syndicalistes exprimèrent leurs doutes et leur pensée à ce sujet (trad. du russe, cit. du *Goloss Trouda*, hebdomadaire anarcho-syndicaliste de Pétrograd, no 11, du 20 octobre 1917, éditorial: « Est-ce la fin ? »):

La réalisation éventuelle de la formule: *Tout le pouvoir aux Soviëts* – ou, plutôt, la prise éventuelle du pouvoir politique – *serait-ce la fin ?* Serait-ce tout ? Cet acte achèvera-t-il l'œuvre destructive de la Révolution ? Déblayera-t-il définitivement le terrain pour la grande édification sociale, pour l'élan créateur du peuple en révolution ?

La victoire des « Soviëts » – si elle devient un fait accompli – et, une fois de plus, « l'organisation du pouvoir » qui la suivra, signifiera-t-elle effectivement la victoire du *Travail, des forces organisées des travailleurs*, le début de la véritable construction socialiste ? Cette victoire et ce nouveau « pouvoir » réussiront-ils à sortir la Révolution de l'impasse où elle s'est engagée ? Arriveront-ils à ouvrir de nouveaux horizons créateurs à la Révolution, aux masses, à tous ? Vont-ils désigner à la Révolution *le vrai chemin* d'un travail constructif, la solution effective de tous les problèmes brûlants de l'époque ?

Tout dépendra de l'interprétation que les vainqueurs prêteront au mot « pouvoir » et à leur notion d'« organisation du pouvoir ». Tout dépendra de la façon dont la victoire sera utilisée ensuite par les éléments qui tiendront, au lendemain de la victoire, ledit « pouvoir ».

Si par « pouvoir » on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l'étendue du pays, passeront aux mains des *organismes ouvriers et paysans* soutenus par les masses en armes;

Si l'on entend par « pouvoir » le plein droit de ces organismes d'exercer cette activité et de se fédérer dans ce but d'une façon naturelle et libre, commençant ainsi la nouvelle construction économique et sociale qui mènera la Révolution vers de nouveaux horizons de paix, d'égalité économique et de vraie liberté;

Si le mot d'ordre « pouvoir aux Soviëts » ne signifie pas l'installation de foyers d'un *pouvoir politique* foyers subordonnés à un centre politique et autoritaire général de l'État;

Si, enfin, le *parti politique* aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède effectivement sa place à une libre auto-organisation des travailleurs;

Si le « pouvoir des Soviets » ne devient pas, en réalité, un pouvoir étatiste d'un nouveau parti politique,

Alors, et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier le début d'une ère nouvelle.

Mais si l'on veut entendre par « pouvoir » une activité de *foyers politiques et autoritaires du parti*, foyers dirigés par son *centre politique et autoritaire principal* (pouvoir central du parti et de l'État) si la « prise du pouvoir par les Soviets » signifie, en réalité, l'usurpation du pouvoir *par un nouveau parti politique*, dans le but de reconstruire, *à l'aide de ce pouvoir*, par en haut et par le « centre » toute la vie économique et sociale du pays et de résoudre ainsi les problèmes compliqués du moment et de l'époque – alors cette nouvelle étape de la Révolution ne sera pas, elle non plus, une *étape définitive*. Nous ne doutons pas un instant que ce « nouveau pouvoir » ne saurait ni commencer la vraie construction socialiste ni même satisfaire les besoins et les intérêts essentiels et immédiats de la population. Nous ne doutons pas que les masses seront vite déçues de leurs nouvelles idoles et obligées de se tourner vers d'autres solutions, après avoir désavoué leurs derniers dieux. Alors, après un intervalle – plus ou moins long – la lutte recommencera nécessairement. Ce sera le début de la *troisième et dernière étape* de la Révolution russe: étape qui fera d'elle, effectivement, une *Grande Révolution*.

Ce sera une lutte entre les forces vives déployées par l'élan créateur des masses, d'une part, et le pouvoir social-démocrate à esprit centraliste se défendant âprement, d'autre part. Autrement dit: lutte entre les organismes ouvriers et paysans agissant directement et de leur propre chef, s'emparant de la terre et de tous les moyens de production, de transport, de distribution, pour établir, en toute indépendance, une vie humaine vraiment nouvelle, d'une part, et l'autorité marxiste politique, d'autre part; lutte entre les systèmes autoritaire et libertaire; lutte entre les deux principes qui se disputent depuis longtemps la prééminence: le principe marxiste et le principe anarchiste.

Et seule la victoire complète, définitive du principe anarchiste, principe d'une auto-organisation libre et naturelle des masses, signifiera la véritable victoire de la Grande Révolution.

Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la Révolution Sociale par le procédé politique. Nous ne croyons pas que l'œuvre de la construction sociale nouvelle, que la solution des problèmes si vastes, variés et compliqués de notre temps, puissent être réalisées par un acte politique, par la prise du pouvoir, par le haut, par le centre...

Qui vivra verra!

LA POSITION DES ANARCHISTES VIS-À-VIS DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Le même jour, le «Groupe de Propagande Anarcho-Syndicaliste» publia dans le *Goloss Trouda* la déclaration suivante où il prit nettement position face aux événements:

1. En tant que nous prêtons au mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux Soviets*» un tout autre sens que celui qui, à notre avis, lui est prêté par le parti social-démocrate bolcheviste «appelé par les événements à diriger le mouvement»; en tant que nous ne croyons pas aux vastes perspectives d'une révolution qui débute par un acte *politique*, à savoir par la prise du pouvoir; en tant que nous apprécions négativement toute action des masses déclenchée pour des buts politiques et sous l'emprise d'un parti politique; en tant, enfin, que nous concevons d'une toute autre façon, aussi bien le début que le développement ultérieur d'une vraie Révolution Sociale, nous apprécions le mouvement actuel *négativement*.

2. Toutefois, si l'action des masses se déclenche, alors, en tant qu'anarchistes, nous y participerons avec la plus grande énergie. Nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart des masses révolutionnaires, même si elles ne suivent pas notre chemin ni nos appels, même si nous prévoyons l'échec du mouvement. Nous n'oublions jamais qu'il est impassible de prévoir aussi bien la marche que l'issue d'un mouvement de masses. Par conséquent, nous considérons comme notre devoir de participer toujours à un tel mouvement, cherchant à lui communiquer notre sens, *notre* idée, *notre* vérité.

QUELQUES AUTRES POINTS DÉSACCORD

À part les grandes divergences de principe qui séparaient les anarchistes des bolcheviks, il existait entre eux des différences de détail. Citons-en deux, les plus importantes :

LES ANARCHISTES ET LE « CONTRÔLE OUVRIER DE LA PRODUCTION ».

– Le premier concernait le problème ouvrier. Les bolcheviks se préparaient à commencer par le soi-disant *contrôle ouvrier de la production*, c'est-à-dire l'ingérence des ouvriers dans la gestion des entreprises privées.

Les anarchistes objectaient que si ce « contrôle » ne devait pas rester lettre morte, si les organisations ouvrières étaient capables d'exercer *un contrôle effectif*, alors elles étaient capables aussi d'assurer elles-mêmes toute la production. Dans ce cas, on pouvait éliminer tout de suite, mais progressivement, l'industrie privée, en la remplaçant par l'industrie collective. En conséquence, les anarchistes rejetaient le mot d'ordre vague, douteux, de « contrôle de la production ». Ils prêchaient *l'expropriation – progressive mais immédiate – de l'industrie privée par des organismes de production collective*.

Soulignons, à ce propos, qu'il est absolument faux – j'insiste sur ce point car cette fausse assertion, soutenue par des gens ignorants ou de mauvaise foi, est assez répandue – il est faux, dis-je, qu'au cours de la Révolution russe, les anarchistes ne surent que « détruire » ou « critiquer », « sans pouvoir formuler la moindre idée positive ». Il est faux que les anarchistes « ne possédaient pas eux-mêmes et, partant, n'exprimèrent jamais des idées suffisamment claires sur l'application de leur propre conception ». En parcourant la presse libertaire de l'époque (*Goloss Trouda, l'Anarchie, Nabate*, etc.), on peut voir que cette littérature *abondait* en exposés nets et pratiques sur le rôle et le fonctionnement des organismes ouvriers ainsi que sur le mode

d'action qui permettait à ces derniers de remplacer, en liaison avec les paysans, le mécanisme capitaliste et étatiste détruit.

Ce qui manqua à l'anarchisme dans la Révolution russe, ce ne furent pas les *idées* claires et précises, ce furent, nous l'avons dit, les *institutions* pouvant, dès le début, appliquer ces idées à la vie. Et ce furent les bolcheviks qui, pour réaliser leurs propres desseins, s'opposèrent à la création et au fonctionnement de telles institutions.

Les idées, claires et précises, étaient lancées, les masses étaient intuitivement prêtes à les comprendre et à les appliquer, avec l'aide des révolutionnaires, des intellectuels, des spécialistes. Les institutions nécessaires étaient ébauchées et pouvaient être rapidement orientées vers le véritable but, avec l'aide des mêmes éléments. Les bolcheviks empêchèrent sciemment et la diffusion de ces idées, et cette aide éclairée, et l'activité de ces institutions. Car ils voulurent l'action pour eux seuls et sous forme de Pouvoir politique.

Cet ensemble de faits, précis et incontestables, est capital pour quiconque chercherait à comprendre le processus et le sens de la Révolution russe. Le lecteur trouvera plus loin de nombreux exemples – entre mille – appuyant mes affirmations, point par point.

LES BOLCHEVIKS, LES ANARCHISTES ET L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

– Le second sujet litigieux fut celui de l'*Assemblée Constituante*.

Pour continuer la Révolution et la transformer en une Révolution Sociale, les anarchistes ne voyaient aucune utilité à convoquer cette Assemblée: institution essentiellement politique et bourgeoise, encombrante et stérile, disaient-ils, institution qui, par sa nature même, se placerait « au-dessus des luttes sociales » et s'imposerait uniquement dans le but d'aboutir à des compromis dangereux, d'arrêter la Révolution et même de l'étouffer si possible.

Les anarchistes s'efforçaient donc de faire comprendre aux masses travailleuses l'inutilité de la « Constituante », la nécessité de s'en passer et de la remplacer immédiatement par des organismes économiques et sociaux, *si, réellement, on voulait commencer une Révolution Sociale.*

Les bolcheviks, en vrais politiciens, hésitaient à abandonner franchement la Constituante. (Sa convocation, nous l'avons vu, figurait en bonne place dans leur programme, avant la prise du Pouvoir.) Cette hésitation avait plusieurs raisons: d'une part, les bolcheviks ne voyaient aucun inconvénient à ce que la Révolution fût « arrêtée » au point où elle se trouvait, pourvu qu'ils restassent maîtres du pouvoir. Dans cet ordre d'idées, la Constituante pouvait servir leurs intérêts si, par exemple, sa majorité était bolchevisant ou si les députés approuvaient leur direction et leurs actes. D'autre part, les masses étaient encore fortement attachées à la Constituante et il n'était pas prudent de les contrarier dès le début. Enfin, les bolcheviks ne se sentaient pas encore suffisamment forts pour risquer de fournir un atout aux ennemis qui, rappelant les promesses formelles du parti avant la prise du pouvoir, pouvait crier à la trahison et troubler les masses. Or, tant que celles-ci n'étaient pas solidement bridées et soumises, leur esprit était en éveil et leur humeur restait fort changeante: l'exemple du gouvernement Kérénsky était encore tout frais. Finalement, le parti s'arrêta à la solution suivante: procéder à la convocation de l'Assemblée, tout en surveillant de près les élections et déployant le maximum d'efforts pour que le résultat soit favorable au gouvernement bolcheviste. Si la Constituante s'avérait bolchévisante ou, tout au moins, docile et sans importance réelle, la manœuvrer et l'utiliser aux fins du gouvernement; si, malgré tout, l'Assemblée n'était pas favorable au bolchevisme; surveiller de près les réactions dans les masses et la dissoudre à la première occasion venue. Certes, le jeu était quelque peu risqué. Mais comptant sur sa vaste et profonde popularité et aussi sur l'absence de pouvoir entre les mains de l'Assemblée qui, de plus, allait certainement se compromettre elle-même au cas où elle se dresserait contre le bolchevisme, ce risque fut accepté. Les événements qui suivirent montrèrent que le parti bolcheviste ne s'était pas trompé.

Au fond, la promesse des bolcheviks de convoquer la Constituante dès qu'ils seraient arrivés au pouvoir n'était, chez eux, qu'une formule démagogique. Dans leur jeu, c'était une carte qui devait gagner à

tout coup. Si la Constituante validait leur pouvoir, leur position s'en trouverait rapidement et singulièrement raffermie dans le pays et à l'étranger. Dans le cas contraire, ils se sentaient suffisamment forts pour s'en débarrasser dès que possible.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS

Naturellement, *les masses populaires* ne pouvaient pénétrer toutes les subtilités de ces diverses interprétations. Il leur était impossible – même lorsqu’elles entraient parfois en contact avec nos idées – de comprendre la portée réelle des différences dont il est question. Les travailleurs russes étaient les moins rompus aux choses de la politique. Ils ne pouvaient se rendre compte ni du machiavélisme ni du danger de l’interprétation bolcheviste.

Je me rappelle les efforts désespérés que je déployai pour prévenir les travailleurs, autant que cela me fut possible, par la parole et la plume, du danger imminent pour la vraie Révolution au cas où les masses permettraient au parti bolcheviste de s’installer solidement au pouvoir.

J’avais beau insister: les masses ne saisissaient pas le danger. Combien de fois on m’objectait ceci: « Camarade, nous te comprenons bien. Et, d’ailleurs, nous ne sommes pas *trop* confiants. Nous sommes d’accord qu’il nous faut être quelque peu sur nos gardes, ne pas croire aveuglément, conserver au fond de nous-mêmes une méfiance prudente. Mais, jusqu’à présent, les bolcheviks ne nous ont jamais trahis; ils marchent carrément avec nous, ils sont nos amis; ils nous prêtent un bon coup de main et ils affirment qu’une fois au pouvoir ils pourront faire triompher aisément nos aspirations. Cela nous paraît vrai. Alors, pour quelles raisons les rejeterions-nous? Aidons-les à conquérir le pouvoir et nous verrons après. »

J’avais beau affirmer qu’on ne pourrait jamais réaliser les buts de la Révolution Sociale au moyen d’un pouvoir politique; j’avais beau répéter qu’une fois organisé et armé, le pouvoir bolcheviste, tout en s’avérant fatalement impuissant comme les autres, serait pour les travailleurs infiniment plus dangereux et difficile à abattre que ne l’avait été ceux-là. Invariablement, on me répondait ceci: « Camarade, c’est nous, les masses, qui avons renversé le tsarisme.

C'est nous qui avons renversé le gouvernement bourgeois. C'est nous qui sommes prêts à renverser Kérensky. Eh bien, si tu as raison, si les bolcheviks ont le malheur de nous trahir, de ne pas tenir leurs promesses, nous les renverserons comme les autres. Et alors, nous marcherons définitivement et uniquement avec nos amis les anarchistes.»

J'avais beau affirmer à nouveau que, pour telles et telles raisons, l'État bolcheviste serait beaucoup plus dur à renverser: on ne voulait, on ne pouvait me croire.

Il ne faut nullement s'en étonner puisque même dans les pays habitués aux méthodes politiques et où (comme en France) on en est plus ou moins dégoûté, les masses laborieuses, et même les intellectuels, tout en souhaitant la Révolution, n'arrivent pas encore à comprendre que l'installation au pouvoir d'un parti politique, même d'extrême-gauche, et l'édification d'un Etat, quelle que soit son étiquette, aboutiront à la mort de la Révolution. Pouvait-il en être autrement dans un pays tel que la Russie, n'ayant jamais fait la moindre expérience politique?

Rentrant sur leurs navires de guerre de Pétrograd à Cronstadt après la victoire d'octobre 1917, les marins révolutionnaires entamèrent aussitôt une discussion sur le danger pouvant résulter de l'existence même du « Conseil des Commissaires du Peuple » au pouvoir. D'aucuns affirmaient, notamment, que ce « sanhédrin » politique serait capable de trahir un jour les principes de la Révolution d'octobre. Mais, dans leur ensemble, les marins, impressionnés surtout par la facile victoire de celle-ci, déclaraient en brandissant leurs armes: « Dans ce cas, puisque les canons ont su atteindre le Palais d'Hiver, ils sauront aussi bien atteindre Smolny. » (L'ex-Institut « Smolny » fut le premier siège du gouvernement bolcheviste à Pétrograd, aussitôt après la victoire.)

Comme nous le savons, l'idée politique, étatiste, gouvernementale n'était pas encore discréditée dans la Russie de 1917. Présentement, elle ne l'est encore dans aucun autre pays. Il faudra certainement du temps et d'autres expériences historiques pour que les masses,

éclairées en même temps par la propagande, saisissent enfin nettement la fausseté, le vide, le péril de cette idée.

La nuit de la fameuse journée du 25 octobre, je me trouvais dans une rue de Pétrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusil espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l'intérieur de la voiture, une main lança un paquet de feuilles de papier qui volèrent en tous sens. Je me baissai et j'en ramassai une. C'était un appel du nouveau gouvernement « aux ouvriers et paysans », leur annonçant la chute du gouvernement de Kérénsky et la liste du nouveau gouvernement « des commissaires du peuple », Lénine en tête.

Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût, mais aussi une sorte de satisfaction ironique s'emparèrent de moi « Ces imbéciles (s'ils ne sont pas, tout simplement, des démagogues imposteurs, pensai-je), doivent s'imaginer qu'ils font ainsi la Révolution Sociale ! Eh bien, ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon ! »

Qui eût pu prévoir à ce moment que seulement quatre années plus tard, en 1921, aux dates glorieuses de février – du 25 au 28 exactement – les ouvriers de Pétrograd se révolteraient contre le nouveau gouvernement « communiste » ?

Il existe une opinion qui jouit de quelque crédit parmi les anarchistes. On prétend que, dans les conditions données, les anarchistes russes, renonçant momentanément à leur négation de la « politique » des partis, de la démagogie, du pouvoir, etc., auraient dû agir « à la bolchevik », c'est-à-dire former une sorte de parti politique et tenter de prendre *provisoirement* le pouvoir. Dans ce cas, dit-on, ils auraient pu « entraîner les masses » derrière eux, l'emporter sur les bolcheviks et saisir le pouvoir « pour organiser ensuite l'anarchie ».

Je considère ce raisonnement comme fondamentalement et dangereusement faux.

Même si les anarchistes, dans ce cas, avaient remporté la victoire (ce qui est fort douteux), celle-ci, achetée au prix de l'abandon « momentané » du principe fondamental de l'anarchisme, n'aurait

jamais pu aboutir au triomphe de ce principe. Entraînés par la force et la logique des choses, les anarchistes au pouvoir – quel non-sens ! – n'auraient réalisé qu'une *variété du bolchevisme*.

(J'estime que les récents événements d'Espagne et l'attitude de certains anarchistes espagnols qui acceptèrent des postes gouvernementaux, se lançant ainsi dans le vide de la « politique » et réduisant à néant la véritable action anarchiste, confirment, dans une large mesure, mon point de vue.)

Si une pareille méthode pouvait apporter le résultat recherché, s'il était possible d'abattre le pouvoir par le pouvoir, l'anarchisme n'aurait aucune raison d'être. « En principe », tout le monde est « anarchiste ». Si les communistes, les socialistes, etc., ne le sont pas *en réalité*, c'est précisément parce qu'ils croient possible d'arriver à l'ordre libertaire en passant par le stade de la politique et du pouvoir. (Je parle de gens sincères.) Donc, si l'on veut supprimer le pouvoir par le moyen du pouvoir et des « masses entraînées », on est communiste, socialiste, tout ce qu'on voudra mais on n'est pas anarchiste. On est anarchiste, précisément, parce qu'on tient pour impossible de supprimer le pouvoir, l'autorité et l'État à l'aide du pouvoir, de l'autorité et de l'État (et des masses entraînées). Dès qu'on a recours à ces moyens – ne serait-ce que « momentanément » et avec de très bonnes intentions – on cesse d'être anarchiste, on renonce à l'anarchisme, on se rallie au principe bolcheviste.

L'idée de chercher à entraîner les masses derrière le pouvoir est contraire à l'anarchisme qui, justement, ne croit pas que les hommes puissent arriver jamais à leur véritable émancipation par ce chemin.

Je me rappelle, à ce propos, une conversation avec la très connue camarade Marie Spiridonova, animatrice du parti socialiste-révolutionnaire de gauche, en 1919 (ou 1920), à Moscou.

(Au risque de sa vie, Marie Spiridonova exécuta, jadis, un des plus farouches satrapes du tsar. Elle avait subi des tortures, frôlé la mort et séjourné longuement au bagne. Libérée par la révolution de février 1917, elle adhéra au parti socialiste-révolutionnaire de

gauche et devint un de ses piliers. C'était une révolutionnaire des plus sincères: dévouée, écoutée, estimée.)

Lors de notre discussion, elle m'affirma que les socialistes-révolutionnaires de gauche se représentaient le pouvoir sous une forme très restreinte: un pouvoir réduit au minimum, donc très faible, très humain et surtout très provisoire. « Juste *le strict nécessaire* permettant, le plus rapidement possible, de l'affaiblir, de l'effriter et de le laisser s'évanouir. » – « Ne vous trompez pas, lui dis-je: le pouvoir n'est jamais une « boule de sable » qui, à force d'être roulée, se désagrège; c'est toujours une « boule de neige » qui, roulée, ne fait qu'augmenter de volume. Une fois au pouvoir, vous ferez comme les autres. »

Et les anarchistes aussi, aurais-je pu ajouter.

Dans le même ordre d'idées, je me souviens d'un autre cas frappant.

En 1919, je militais en Ukraine. À cette époque, les masses populaires étaient déjà forcément désillusionnées par le bolchevisme. La propagande anarchiste en Ukraine (où les bolcheviks ne l'avaient pas encore totalement supprimée) commençait à remporter un vif succès.

Une nuit, des soldats rouges, délégués par leurs régiments, vinrent au siège de notre Groupe de Kharkow et nous déclarèrent ceci: « Plusieurs unités de la garnison, déçues par le bolchevisme et sympathisant avec les anarchistes, sont prêtes à agir. On pourrait arrêter sans inconvénient, une de ces nuits, les membres du gouvernement bolcheviste d'Ukraine et proclamer un gouvernement anarchiste qui serait certainement meilleur. Personne ne s'y opposerait, tout le monde en ayant assez du pouvoir bolcheviste. Nous demandons donc au parti anarchiste, dirent-ils, de se mettre d'accord avec nous, de nous autoriser à agir en son nom pour préparer l'action, de procéder à l'arrestation du gouvernement présent et de prendre le pouvoir à sa place, avec notre aide. Nous nous mettons entièrement à la disposition du parti anarchiste. »

Le malentendu était évident. Rien que le terme: « parti anarchiste » en témoignait. Les braves militaires n'avaient aucune notion de l'anarchisme. Ils avaient dû en entendre parler vaguement ou avaient assisté à quelque meeting.

Mais le fait était là. Deux solutions éventuelles se présentaient à nous: ou bien profiter de ce malentendu, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et «prendre le pouvoir» en Ukraine; ou bien expliquer aux soldats leur erreur, leur faire comprendre le fond même de l'anarchisme et renoncer à l'aventure.

Naturellement, nous nous arrê tâmes à cette dernière solution. Pendant deux heures, j'exposai aux soldats notre point de vue: «Si, leur dis-je alors, de vastes masses se soulevaient pour une nouvelle révolution, abandonnant franchement le gouvernement et ayant conscience qu'il ne faut pas le remplacer par un autre pour organiser leur vie nouvelle sur d'autres bases, ce serait la bonne, la vraie Révolution, et tous les anarchistes marcheraient avec les masses. Mais si nous – un groupe d'hommes – arrêtons le gouvernement bolcheviste pour nous mettre à sa place, rien ne changerait au fond. Et, par la suite, entraînés par le même système, nous ne pourrions pas faire mieux que les bolcheviks.»

Les soldats finirent par *comprendre* mes explications et partirent en jurant de militer dorénavant pour la véritable Révolution et pour l'idée anarchiste.

Mais ce qui est inconcevable, c'est qu'il existe de nos jours des «anarchistes» – et non des «derniers» – qui me reprochent de ne pas avoir «pris le pouvoir» à ce moment-là. Selon eux, nous aurions dû marcher, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et nous installer à sa place. Ils prétendent que nous avons manqué là une belle occasion de réaliser nos idées... à l'aide du pouvoir, ce qui est contraire à nos idées.

Combien de fois ai-je dit à mon auditoire, en pleine Révolution: «N'oubliez jamais que *pour* vous, *au-dessus* de vous, à *votre* place, personne ne pourra rien faire. Le «meilleur» gouvernement ne pourra que faire faillite. Et si, un jour, vous apprenez que tenté par l'idée politique et autoritaire, moi, Voline, j'ai accepté un poste gouvernemental, devenant «commissaire», ou «ministre», ou quelque chose de semblable, deux semaines après, camarades, vous pourrez me fusiller en toute tranquillité d'esprit et de conscience, sachant que j'ai trahi la vérité, la vraie cause et la véritable Révolution!»

APRÈS OCTOBRE

LES BOLCHEVIKS AU POUVOIR LES DIFFÉRENDS ENTRE EUX ET LES ANARCHISTES

PREMIERS TÂTONNEMENTS. – PREMIERS COMPROMIS. – PREMIÈRES IMPOSTURES. – LEURS CONSÉQUENCES FATALES. – La lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale: étatiste-centraliste et libertaire-fédéraliste, était inégale dans cette Russie de 1917.

La conception étatiste l'emporta. Le gouvernement bolcheviste s'installa sur le trône vacant. Lénine fut son chef incontesté. C'est à ce dernier et à son parti qu'incomba la tâche de liquider la guerre, de faire face à tous les problèmes de la Révolution et d'amener celle-ci dans la voie de la véritable Révolution Sociale.

L'idée politique prit le dessus. C'est elle qui allait faire ses preuves. Nous allons voir maintenant comment elle les a faites.

Le nouveau gouvernement – bolcheviste – était en fait un gouvernement d'intellectuels, de doctrinaires marxistes. Installés au pouvoir, prétendant y représenter les travailleurs et connaître, seuls, le véritable moyen de les mener vers le socialisme, ils entendaient gouverner, avant tout, au moyen de décrets et de lois que les masses laborieuses étaient tenues d'approuver et d'appliquer.

Au début, le gouvernement et son chef, Lénine, firent mine d'être les fidèles exécuteurs de la volonté du peuple travailleur; en tout cas, de justifier devant ce peuple leurs décisions, leurs gestes et leurs activités. Ainsi, par exemple, leurs toutes premières mesures, à savoir le premier pas officiel vers la paix immédiate (décret du 28 octobre 1917) et le décret remettant la terre aux paysans (le 26 octobre) furent adoptées par le Congrès des Soviets qui approuva le gouvernement. D'ailleurs, Lénine savait d'avance que ces lois seraient accueillies avec satisfaction et par le peuple et par les milieux révolutionnaires. Au fond, elles ne faisaient que sanctionner l'état de choses existant.

De même Lénine jugea encore nécessaire de justifier devant l'Exécutif des Soviets la dissolution de la Constituante (en janvier 1918).

Cet acte de la Révolution – un des premiers – mérite quelques précisions.

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. – Le lecteur sait que les anarchistes, en parfait accord avec l'ensemble de leur conception sociale et révolutionnaire, étaient opposés à la convocation de la Constituante.

Voici en quels termes ils développèrent leur point de vue dans l'éditorial de leur hebdomadaire de Pétrograd (*Goloss Trouda*, n° 19 du 18 novembre-1^{er} décembre 1917):

Camarades ouvriers, paysans, soldats, marins, et tous les travailleurs.

Nous voilà en pleine élection pour l'Assemblée Constituante.

Il est très probable que, bientôt, celle-ci se réunira et commencera à siéger.

Tous les partis politiques – y compris les bolcheviks – remettent le sort ultérieur de la Révolution, du pays et du peuple travailleur entre les mains de cet organe central.

Dans ces conditions, nous avons le devoir de vous mettre en garde contre deux dangers éventuels.

Premier danger: les bolcheviks n'auront pas dans la Constituante une forte majorité (ou même s'y trouveront en minorité).

Dans ce cas, la Constituante formera encore une institution politique inutile, bigarrée, socialo-bourgeoise. Ce sera encore une parlote absurde, à la manière de la « Conférence d'État » de Moscou, de la « Conférence démocratique » de Pétrograd, du « Conseil provisoire de la République », etc. Elle s'embourbera dans des discussions et disputes vaines. Elle freinera la véritable Révolution.

Si nous ne voulons pas *exagérer* ce danger, c'est uniquement parce que nous espérons que, dans ce cas, les masses sauront, une fois de plus, sauver la Révolution les armes à la main et la pousser en avant, sur le vrai chemin.

Mais nous devons dire, à propos de ce danger, que les masses laborieuses n'ont *nullement besoin* d'un nouveau remue-ménage de ce genre. Les masses pourraient et devraient s'en passer. À quoi bon gaspiller l'énergie et l'argent à créer et à entretenir une institution inepte ? (Et, en attendant, la Révolution des travailleurs s'arrêtera, une fois de plus !) À quoi bon sacrifier de nouveau des forces et du sang pour combattre plus tard cette institution stupide et stérile afin de « sauver (combien de fois encore ?) la Révolution » et la sortir d'un « point mort » ? Ces forces et ces efforts pourraient être employés, au grand profit de la Révolution, du peuple et du pays, à *organiser les masses laborieuses d'une manière directe et à la base même*: dans les villages, dans les villes, dans les entreprises, etc., à relier ces organisations, par en bas, en communes et en fédérations de villages et de villes libres, d'une façon naturelle et immédiate,

sur la base du travail et non sur celle de la politique ou de l'adhésion à tel ou tel parti, à aboutir, par la suite, à des unifications régionales, etc. Ces forces et ces efforts devraient et pourraient être employés à organiser immédiatement et énergiquement l'approvisionnement des entreprises en matières premières et en combustibles, à améliorer les voies de communications, à organiser les échanges et toute l'économie nouvelle en général; enfin, à mener une lutte directe contre les restes de la réaction (surtout contre le mouvement très gênant de Kalédine dans le Midi).

Second danger: les bolcheviks seront à l'Assemblée Constituante en *forte majorité*.

Dans ce cas, venus facilement à bout de l'« opposition » et l'ayant écrasée sans difficulté, ils deviendront, d'une façon ferme et solide, les maîtres *légaux* du pays et de toute la situation: maîtres reconnus manifestement par la « majorité de la population ». C'est précisément ce que les bolcheviks cherchent à obtenir de l'Assemblée Constituante. C'est pour cela qu'ils en ont besoin. La Constituante doit consolider et « légaliser » leur pouvoir.

Camarades, *ce danger est beaucoup plus important, plus grave que le premier*.

Soyez sur vos gardes !

Une fois leur pouvoir consolidé et « légalisé », les bolcheviks – qui sont des sociaux-démocrates, politiciens et étatistes, c'est-à-dire des hommes d'action centraliste et autoritaire – commenceront à arranger la vie du pays et du peuple avec des moyens gouvernementaux et dictatoriaux, imposés par le centre. Leur siège à Pétrograd dictera les volontés du parti à toute la Russie, disposera de tout le pays. *Vos Soviets et vos autres organisations locales deviendront peu à peu de simples organes exécutifs de la volonté du gouvernement central*. Au lieu d'un travail constructeur normal des masses laborieuses, au lieu d'une libre unification *par en bas*, on assistera à la mise en place d'un appareil autoritaire, politique et étatique qui agira *par en haut* et se mettra à écraser tout avec sa poigne de fer. Les Soviets et les autres organes devront obéir et s'exécuter. Cela sera appelé « discipline ». Malheur à celui qui ne sera pas d'accord avec le pouvoir central et ne jugera pas utile de lui obéir ! Fort de « l'approbation générale » de la population, ce pouvoir le forcera à se soumettre.

Soyez sur vos gardes, camarades ! Observez bien et souvenez-vous. Plus le succès des bolcheviks deviendra formel et leur situation solide, plus leur action prendra l'allure *autoritaire*, c'est-à-dire plus la réalisation et la défense de leur pouvoir politique et central deviendront nettes et précises. Ils commenceront à donner des ordres de plus en plus catégoriques aux organisations et aux Soviets locaux. Ils se mettront à faire par en haut la politique qu'ils voudront, sans reculer devant l'emploi de la force armée en cas de résistance.

Plus leur succès s'affirmera, plus ce danger se précisera, car leur action en deviendra d'autant plus sûre et ferme. Chaque nouveau succès – vous allez le voir ! – leur fera tourner la tête davantage. Chaque jour de plus de leur succès approchera la véritable Révolution de ce grand danger. L'accumulation de leurs succès signifiera l'aggravation du danger.

Vous pouvez, d'ailleurs, vous en apercevoir dès maintenant. Observez attentivement les derniers ordres et dispositions de la nouvelle autorité. Présentement déjà, vous pouvez vous rendre nettement compte de la tendance des sommités bolchevistes d'arranger la vie du peuple à la manière politique et autoritaire, au moyen du centre qui s'impose. Présentement déjà, des sommités donnent des ordres formels au pays. Présentement déjà, on voit clairement qu'elles comprennent le mot d'ordre « Pouvoir aux Soviets » comme pouvoir de l'autorité centrale à Pétrograd, autorité à laquelle les Soviets et les autres organes locaux doivent être soumis à titre de simples organes exécutifs.

Cela se passe *maintenant* que les sommités bolchevistes sentent encore fortement leur dépendance des masses et, naturellement, craignent de provoquer des désillusions; maintenant que leur succès n'est pas encore totalement assuré et dépend entièrement de l'attitude des masses à leur égard.

Que sera-ce donc lorsque leur succès deviendra un fait accompli et que les masses les auront entourées d'une confiance enthousiaste et solide? Camarades ouvriers, paysans et soldats!

Ne perdez jamais de vue ce danger! Soyez prêts à défendre la véritable Révolution et la vraie liberté de vos organisations et de votre action – partout où vous êtes – contre la violence et le joug de la nouvelle Autorité, du nouveau maître: l'État centralisé, et des nouveaux imposteurs: les chefs des partis politiques. Soyez prêts à agir de façon que les succès des bolcheviks – si ces succès leur font tourner la tête et les transforment en imposteurs – deviennent leur tombeau.

Soyez prêts à arracher la Révolution à une nouvelle prison. N'oubliez pas que seuls, *vous-mêmes*, devez et pouvez construire et créer votre vie nouvelle au moyen de vos libres organisations locales et de leurs fédérations. Sinon, vous ne la verrez jamais! Les bolcheviks vous disent souvent la même chose. Tant mieux, naturellement, si, en fin de compte, ils agissent conformément à ce qu'ils disent. Mais, camarades, tous les nouveaux maîtres, dont la situation dépend de la sympathie et de la confiance des masses, parlent au début un langage doux et tendre. Les premiers jours, Kérénsky avait, lui aussi, une bouche de miel; le cœur de fiel s'est révélé plus tard. Tenez compte et prenez note, non pas des *paroles* et des *discours*, mais des *gestes* et des *actes*. Et dès que vous aurez découvert la moindre contradiction entre ce que ces gens vous *disent* et ce qu'ils *font*, soyez sur vos gardes! Ne vous fiez pas aux paroles, camarades! Fiez-vous uniquement aux actes et aux faits! Ne vous fiez pas à l'Assemblée Constituante, aux partis, ni aux chefs.

Ayez uniquement confiance en vous-mêmes et dans la Révolution. Seuls *vous-mêmes*, c'est-à-dire vos organismes locaux de base, organismes des travailleurs et non des partis, et ensuite votre unification directe et naturelle (régionale, etc.) – seuls vous – mêmes devez être les constructeurs et les maîtres de la vie nouvelle, et non pas l'Assemblée Constituante, non pas un gouvernement central, non pas les partis ni les chefs!

Et dans un autre article du même hebdomadaire (n° 21 du 2-15 décembre 1917, éditorial: « À la place de l'Assemblée Constituante »), les anarchistes disaient ceci:

Il est notoire que nous, les anarchistes, renions l'Assemblée Constituante, l'estimant non seulement inutile, mais franchement nuisible à la cause de la Révolution. Cependant, peu nombreux sont encore ceux qui se rendent compte des raisons qui déterminent notre point de vue.

Or, justement, ce qui est essentiel, ce n'est pas tant le fait de nous dresser contre la Constituante; ce sont les raisons qui nous amènent à le faire.

Ce n'est pas par caprice, par obstination ou par esprit de contradiction que nous rejetons l'Assemblée Constituante. Nous ne nous bornons pas, d'ailleurs, à la rejeter « purement et simplement » nous arrivons à ce reniement d'une façon parfaitement logique.

Nous estimons, en effet, qu'en période de Révolution Sociale, ce qui importe aux travailleurs c'est qu'ils puissent organiser la vie nouvelle eux-mêmes, par en bas, et à l'aide de leurs organismes économiques immédiats, et non par en haut, au moyen d'un centre politique autoritaire.

Nous rejetons l'Assemblée Constituante, car nous mettons à sa place une tout autre institution « constituante » un organisme de travail, unifié par en bas, d'une façon naturelle.

Nous repoussons donc l'Assemblée Constituante, car nous proposons à sa place quelque chose d'autre. Et nous ne voulons pas que cette autre chose soit gênée par l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks reconnaissent, d'une part, l'organisation des travailleurs, directe et de classe (les Soviets, etc.); mais, d'autre part, ils conservent l'Assemblée Constituante, cet organisme inepte et hors d'utilité.

Nous estimons cette dualité contradictoire, nuisible, très dangereuse. Elle est le résultat fatal du fait que les bolcheviks, en vrais sociaux-démocrates, pataugent généralement dans les questions de la « politique » et de « l'économie », de « l'autorité » et de la non-autorité, du « parti » et de la « classe ». Ils n'osent pas renoncer définitivement et totalement aux préjugés morts, car cela signifierait pour eux se jeter à l'eau sans savoir nager.

Patauger dans des contradictions est inévitable pour des gens qui, lors d'une Révolution prolétarienne, considèrent comme leur tâche principale l'organisation du pouvoir!

Nous renions cette « organisation du pouvoir », car précisément, nous lui substituons « l'organisation de la Révolution ». « L'organisation du Pouvoir » aboutit logiquement à l'Assemblée Constituante. « L'organisation de la Révolution » aboutit, logiquement aussi, à une autre édification où, tout simplement, il n'y a pas de place pour la Constituante, ou cette dernière est carrément gênante.

Voilà pourquoi nous renions l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks préférèrent convoquer l'Assemblée, décidés d'avance à la dominer ou à la dissoudre si sa majorité n'était pas bolcheviste (chose possible dans l'ambiance du moment).

La Constituante fut donc convoquée, en janvier 1918. En dépit de tous les efforts du parti bolcheviste, au pouvoir depuis trois mois, la majorité de l'Assemblée s'avéra anti-bolcheviste. Ce résultat confirma pleinement les appréhensions des anarchistes. « Si les travailleurs, disaient-ils, poursuivaient tranquillement leur œuvre de construction économique et sociale, sans se soucier des comédies politiques, la grande majorité de la population les aurait suivis finalement, sans autre cérémonie. Tandis que maintenant on a sur le dos ce souci inutile... »

Toutefois, et en dépit de l'inutilité flagrante de cette Assemblée dont les « travaux » se poursuivaient dans une atmosphère d'indifférence morne et générale (tout le monde sentait, en effet, l'inutilité et la fragilité de cette institution), le gouvernement bolcheviste hésitait à la dissoudre.

Il fallut l'intervention quasi fortuite d'un anarchiste pour que l'Assemblée Constituante fût, enfin, dissoute. Tel fut le fait historique peu connu.

Le hasard voulut, en effet, qu'un anarchiste, marin de Cronstadt, Anatole Jélezniakoff, fût nommé par le gouvernement bolcheviste à la tête du détachement de garde au siège de l'Assemblée*.

Depuis plusieurs jours déjà, les discours interminables des leaders des partis politiques à l'Assemblée – discours qui se prolongeaient, sans aucune utilité, fort tard dans la nuit – fatiguaient et désespé-

* Comme dans maintes autres circonstances, les bolcheviks s'efforcent depuis longtemps, de défigurer les faits. Ils affirment, dans leur presse que Jélezniakoff était devenu – ou même fut toujours – bolchevik. On comprend que le contraire les gêne. Au moment de la mort de Jélezniakoff (il fut mortellement blessé lors d'un combat contre les « blancs » dans le Midi), les bolcheviks ont raconté dans une note, parue dans les Izvestia, que Jélezniakoff sur son lit de mort aurait déclaré être d'accord avec le bolchevisme. Depuis, ils disent carrément qu'il a toujours été bolchevik. Tout cela est faux. L'auteur de ces lignes et d'autres camarades d'idées ont connu Jélezniakoff intimement. En quittant Pétrograd pour le front, prenant congé de moi et sachant qu'en tant qu'anarchiste il pouvait s'attendre à tout de la part des bolcheviks, il me déclara textuellement ceci : « Quoi qu'il advienne et quoi qu'on puisse raconter sur moi, sache bien que je suis anarchiste que je me battrais comme tel et que si tel est mon sort, je mourrai en anarchiste. » Et il me légua le devoir de démolir le cas échéant les mensonges bolchevistes. J'accomplis ici ce devoir.

raient le corps de garde obligé, chaque fois, d'attendre la fin des discours de la veille.

Une nuit – les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche ayant quitté la séance après une déclaration comminatoire à l'adresse des représentants de la droite, et les discours allant leur petit train – Jélezniakoff, à la tête de son détachement, entra dans la salle des délibérations, s'approcha du fauteuil présidentiel et dit au président (V. Tchernoff, socialiste-révolutionnaire de droite): « Levez la séance, s'il vous plaît, mes hommes sont fatigués! »

Décontenancé, indigné, le président protesta. « Je vous dis que le corps de garde est fatigué, insista Jélezniakoff, menaçant. Je vous prie de quitter la salle des séances. Et d'ailleurs, *on en a assez de cette parlotte! Vous avez suffisamment bavardé! Partez!* »

L'Assemblée s'exécuta.

Le gouvernement bolcheviste mit à profit cet incident pour occuper militairement le siège de la Constituante et publier, le lendemain, le décret de dissolution.

Le pays resta indifférent. Plus tard, le gouvernement justifia cet acte devant l'Exécutif des Soviets. Tout marcha donc « convenablement » – *jusqu'au jour où la volonté du « gouvernement » entre, pour la première fois, en conflit avec celle des « gouvernés », du « peuple ».*

Et alors, tout changea. Ce fut à l'occasion de l'offensive allemande, en février 1918.

LA PAIX DE BREST-LITOVSK. – Au lendemain de la Révolution d'octobre, l'armée allemande qui opérait contre la Russie resta quelque temps inactive. Le commandement allemand hésitait, attendait les événements et manœuvrait en vue de tirer le plus grand profit possible de la situation créée.

En février 1918, se considérant prêt, il se décida et déclencha une offensive contre la Russie révolutionnaire.

Il fallait prendre position. Toute résistance était impossible, l'armée russe ne pouvant combattre. Il fallait trouver une solution à la situation. Cette solution devait résoudre, en même temps, le premier problème de la Révolution: celui de la guerre.

La situation ne présentait que deux solutions possibles:

a) Abandonner le front: laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en révolution; l'entraîner dans les profondeurs du pays afin de provoquer son isolement, la séparer de ses bases d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., défendant ainsi la Révolution Sociale; solution qui fut déjà utilisée avec succès en 1812 et qui reste toujours réalisable dans un pays tel que l'immense Russie.

b) Entrer en pourparlers avec le commandement allemand. Lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci, quelles qu'en fussent les conditions.

La première solution fut celle de la quasi-totalité des organisations ouvrières consultées, ainsi que des socialistes-révolutionnaires de gauche, des maximalistes, des anarchistes. On était d'avis que, seule, cette façon d'agir était digne de la Révolution Sociale; seule, elle permettait de traiter avec le *peuple* allemand, par-dessus la tête de ses généraux et gouvernants; seule, elle garantissait un élan prodigieux de la Révolution en Russie et permettait d'espérer, comme conséquence, un déclenchement de la révolution en Allemagne et ailleurs. Bref, nous l'avons déjà dit, on estimait que cette solution – une sorte d'action directe vraiment impressionnante – constituait, *dans les conditions données et dans un pays tel que la Russie*, la seule bonne méthode de défense de la Révolution.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le *Goloss Trouda* (n° 27, du 24 février 1918), dans un article intitulé: De l'esprit révolutionnaire:

Nous voici à un tournant décisif de la Révolution. Une crise est là qui peut être fatale. L'heure qui sonne est d'une netteté frappante et d'un tragique exceptionnel. La situation est enfin claire. La question est à trancher séance tenante. Dans quelques heures nous saurons si le gouvernement signe ou non la paix avec l'Allemagne. *Tout l'avenir de la Révolution russe et la suite des événements mondiaux dépendent de cette journée de cette minute.*

Les conditions proposées par l'Allemagne sont sans ambages ni réserves.

D'ores et déjà, on connaît les idées de plusieurs membres éminents des partis politiques et aussi celles des membres du gouvernement. Il n'y a d'unité de vues nulle part. Désaccord chez les bolcheviks. Désaccord chez les socialistes-révolutionnaires de gauche. Désaccord au Conseil des Commissaires du Peuple.

Désaccord au Soviet de Pétrograd et à l'Exécutif. Désaccord dans les masses, dans les fabriques, usines et casernes. L'opinion de la province n'est pas encore suffisamment connue...

(Nous l'avons dit plus haut: l'opinion des socialistes-révolutionnaires de gauche, et aussi celle des masses travailleuses à Pétrograd et en province, se précisa, par la suite, comme hostile à la signature du traité de paix avec les généraux allemands.)

Le délai de l'ultimatum allemand est de 48 heures. Dans ces conditions, qu'on le veuille ou non, la question sera discutée, la décision sera prise en hâte, dans les milieux strictement gouvernementaux. Et c'est ce qui est le plus terrible...

Quant à notre propre opinion, nos lecteurs la connaissent. Dès le début, nous étions contre les « pourparlers de paix ». Nous nous dressons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour *l'organisation immédiate et active d'une résistance de corps de partisans*. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé; le défi doit être accepté et le sort de la Révolution remis directement, franchement, entre les mains des prolétaires du monde entier.

Lénine insiste pour la signature de la paix. Et, si nos informations sont exactes, une grande majorité finira par le suivre. Le traité sera signé. Seule la conviction intime de *l'invincibilité finale* de cette Révolution nous permet de ne pas prendre cette éventualité *trop au tragique*. Mais cette façon de conclure la paix portera *un coup très dur* à la Révolution, en *l'infirmant*, en *l'abaissant*, en *la déformant* pour longtemps, nous en sommes absolument persuadés.

Nous connaissons l'argumentation de Lénine, surtout d'après son article: *De la phrase révolutionnaire (Pravda, n° 31)*. Cette argumentation ne nous a pas convaincus.

L'auteur fait, ensuite, une critique serrée de l'argumentation de Lénine et lui en oppose une autre pour terminer comme suit:

Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la Révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique incolore... L'acceptation de la paix fera courber la Révolution, la mettra à genoux, lui coupera les ailes, l'obligera à ramper... Car *l'esprit révolutionnaire*, le *grand enthousiasme de la lutte*, cette envolée magnifique de *la grandiose idée de l'affranchissement du monde* – lui seront enlevés.

Et – pour le monde – sa lumière s'éteindra.

La majorité du Comité Central du parti communiste se prononça d'abord en faveur de la première solution. Mais Lénine eut peur

de cette décision hardie En véritable dictateur, il n'avait aucune confiance en une action des masses si celles-ci n'étaient pas menées par des chefs et des politiciens, au moyen d'ordres formels et de machinations de coulisse. Il invoqua le danger de mort pour la

Révolution si la paix offerte par les Allemands était rejetée. Il proclama la nécessité d'un « répit » qui permettrait de créer *une armée régulière*.

Pour la première fois depuis la Révolution, il allait braver l'opinion des masses et même celle de ses propres camarades. Il menaça ces derniers de décliner toute responsabilité pour ce qui suivrait et de se retirer séance tenante si sa volonté n'était pas exécutée. Les camarades, à leur tour, eurent peur de perdre « le grand chef de la Révolution ». Ils cédèrent. L'opinion des masses fut délibérément piétinée. La paix fut signée.

Ainsi, pour la première fois, la « dictature du prolétariat » l'emporta sur le prolétariat. Pour la première fois, le *pouvoir bolcheviste réussit à terroriser les masses, à substituer sa volonté à la leur, à agir de son chef, faisant fi de l'opinion des autres*.

La paix de Brest-Litovsk fut *imposée* au peuple laborieux par le gouvernement bolcheviste. Le peuple pensait terminer la guerre d'une tout autre manière. Mais le gouvernement se chargea, lui, d'arranger tout. Il précipita les choses, força les événements et brima ainsi la résistance des masses. Il arriva à les faire taire, à obtenir leur obéissance, *leur passivité forcée*.

Je me souviens d'avoir rencontré incidemment, en ces heures de fièvre, le bolchevik connu N. Boukharine (exécuté, depuis, lors du fameux procès de Moscou). J'avais fait sa connaissance jadis, à New-York. Nous ne nous étions jamais revus en Russie. Passant rapidement par un couloir de Smolny (siège du gouvernement bolcheviste à Pétrograd à cette époque) où je m'étais rendu pour une affaire concernant notre organisation, je remarquai Boukharine en train de discuter et de gesticuler dans un recoin du couloir, au milieu d'un groupe de bolcheviks. Il me reconnut et me fit signe. Je m'approchai. Sans préambule, au comble de l'émotion, il se mit à se plaindre de l'attitude de Lénine dans la question de la paix.

Il se lamentait de se trouver en désaccord complet avec Lénine. Il souligna que, sur ce point, il était entièrement d'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les anarchistes et les masses en général. Et il affirmait, avec effroi, que Lénine ne voulait rien entendre, que Lénine « se fichait pas mal de l'avis des autres », qu'il « cherchait à imposer sa volonté et son erreur à tout le monde et terrorisait le parti, menaçant de lâcher le pouvoir ». D'après Boukharine, l'erreur de Lénine était fatale pour la Révolution. Et c'est ce qui l'effrayait.

– Mais, lui dis-je, si vous êtes en désaccord avec Lénine, vous n'avez qu'à l'affirmer et insister. Ceci d'autant que vous n'êtes pas seul. Et d'ailleurs, même si vous étiez seul, vous avez, je suppose, le même droit que Lénine d'avoir une opinion, de la faire valoir, de la répandre et la défendre.

– Oh, coupa-t-il, vous n'y pensez pas: vous imaginez-vous ce que cela signifie: lutter contre Lénine? Ce serait terrible. Cela entraînerait automatiquement mon exclusion du parti. Cela signifierait une révolte contre tout notre passé, contre notre discipline, contre des camarades de lutte. Je me verrais dans l'obligation de provoquer une scission dans le parti, d'entraîner avec moi d'autres réfractaires, de créer un parti à part pour lutter contre celui de Lénine. Voyons, mon vieux, vous me connaissez assez: suis-je de taille à devenir chef de parti et à déclarer la guerre à Lénine et au parti bolcheviste? Non, ne nous leurrions pas! Je n'ai pas l'étoffe d'un chef, moi. Et même si je l'avais... Non, non, je ne peux pas, je ne peux pas faire cela.

Il était très ému. Il se mit la tête entre les mains. Il pleurait presque.

Pressé et sentant l'inutilité de prolonger le débat, je l'abandonnai à son désespoir.

Comme on sait, il s'est rallié plus tard – peut-être en apparence seulement – à la thèse de Lénine.

Tel fut le premier différend sérieux entre le nouveau *gouvernement* et le peuple *gouverné*. Il se résolut à l'avantage du pouvoir *qui s'imposa*.

Ce fut la première imposture. Et ce ne fut que le premier pas – mais le plus difficile. Dorénavant, les choses devaient aller «toutes seules». Ayant une première fois enjambé impunément la volonté des masses laborieuses, s'étant une première fois emparé de l'initiative de l'action, le nouveau pouvoir lança, pour ainsi dire, un lasso autour de la Révolution. Par la suite, il n'avait plus qu'à le serrer pour obliger et, finalement, habituer les masses à se traîner à sa remorque, pour leur faire abandonner entre ses mains toute initiative, les soumettre entièrement à son autorité et réduire toute la Révolution aux proportions d'une dictature.

C'est ce qui arriva, en effet. Car, telle est, fatalement, l'attitude de tout gouvernement. Tel est, fatalement, le chemin de toute Révolution qui laisse intact le principe étatiste, centraliste, politique, gouvernemental.

Ce chemin est une pente. Une fois cette pente prise, le glissement se fait tout seul. Rien ne peut plus s'arrêter. Tout d'abord, ni les gouvernants, ni les gouvernés ne s'en aperçoivent. Les premiers (tant qu'ils sont sincères) croient remplir leur rôle et poursuivre une œuvre indispensable, salutaire. Les seconds, fascinés, serrés de près, dominés, suivent... Et quand, enfin, les uns et surtout les autres commencent à comprendre l'erreur, il est trop tard. Impossible de reculer. Impossible même de modifier quoi que ce soit. On est trop engagé sur la pente fatale. Et même si les gouvernés crient casse-cou et se dressent contre les gouvernants pour leur faire remonter cette pente menaçante, il est trop tard!

LA PENTE FATALE

Pour voir ce qu'est devenue par la suite la Révolution russe, comprendre le véritable rôle du bolchevisme et discerner les raisons qui – une fois de plus dans l'histoire humaine – transformèrent une magnifique et victorieuse révolte populaire en un lamentable échec, il faut, justement et avant tout, bien se pénétrer de *deux vérités* qui, malheureusement, ne sont pas encore assez répandues et dont la méconnaissance prive la plupart des intéressés du vrai moyen de compréhension.

Première vérité:

Il y a contradiction formelle et irrécyclable, il y a opposition entre la vraie Révolution qui tend à s'épanouir – *et doit pouvoir s'épanouir d'une façon illimitée pour vaincre définitivement* – d'une part, et la théorie de même que la pratique autoritaires et étatistes, d'autre part.

Il y a contradiction formelle et irrécyclable, il y a lutte entre l'essence même du *pouvoir socialiste Étatiste* (s'il triomphe), et celle du véritable *processus socialiste-révolutionnaire*.

La substance même de la véritable Révolution Sociale est la reconnaissance et la réalisation d'un vaste et libre mouvement créateur des masses laborieuses libérées de tout travail subordonné. C'est l'affirmation et l'épanouissement d'un immense processus de construction, basé sur le travail émancipé, sur la coordination naturelle et sur l'égalité élémentaire.

Au fond, la vraie Révolution Sociale est le début de la vraie évolution humaine, c'est-à-dire d'une libre ascension créatrice des masses humaines, basée sur la vaste et franche initiative de millions d'hommes dans toutes les branches d'activités.

Cette essence de la Révolution est instinctivement sentie par le peuple révolutionnaire. Elle est plus ou moins nettement comprise et formulée par les anarchistes.

Ce qui résulte « automatiquement » de cette définition de la Révolution Sociale (définition qu'on ne saurait réfuter), ce n'est pas l'idée d'une *direction autoritaire* (dictatoriale ou autre des masses) – idée appartenant entièrement au vieux monde bourgeois, capitaliste, exploiteur mais celle d'une *collaboration* à leur apporter dans leur évolution. Il en découle aussi la nécessité d'une circulation absolument libre de toutes les idées révolutionnaires et, enfin, le besoin des vérités sans fard, de leur recherche libre et générale, de leur découverte, de leur expérimentation et de leur mise en application comme conditions essentielles d'une action féconde des masses et du triomphe définitif de la Révolution.

Or, à la base du socialisme étatiste et du pouvoir dérivé, il y a la *non-reconnaissance formelle de ces principes de la Révolution Sociale*.

Les traits caractéristiques de l'idéologie et de la pratique socialistes (autorité, pouvoir, Etat, dictature) n'appartiennent nullement à l'avenir, mais font partie totalement du passé bourgeois. La conception « statique » de la révolution, l'idée d'une limite, d'un « achèvement » du processus révolutionnaire, la tendance à endiguer, à « pétrifier » ce processus et surtout – au lieu de réserver aux masses laborieuses toutes les possibilités d'un mouvement et d'une action amples et autonomes – de concentrer à nouveau entre les mains d'un Etat et d'une poignée de nouveaux maîtres toute l'évolution future, tout cela repose sur de vieilles traditions, sur une routine périmée, sur un modèle usé, qui n'ont rien de commun avec la véritable Révolution.

Une fois ce modèle appliqué, les vrais principes de la Révolution sont fatalement abandonnés. Et c'est alors, fatalement, la renaissance – sous une autre forme – de l'exploitation des masses laborieuses, avec toutes ses conséquences.

Il est donc hors de doute que la marche en avant des masses révolutionnaires vers leur émancipation réelle, vers la création des formes nouvelles de la vie sociale, est incompatible avec le principe même du pouvoir étatiste.

Il est clair que le principe autoritaire et celui de la Révolution sont diamétralement opposés et s'excluent réciproquement: que

le principe révolutionnaire est essentiellement tourné vers l'avenir, tandis que l'autre tient par toutes ses racines au passé (donc est réactionnaire).

La révolution socialiste autoritaire et la Révolution Sociale suivent deux processus inverses. Fatalement, l'une doit vaincre et l'autre périr. Ou bien c'est la vraie Révolution, avec son flux énorme, libre et créateur qui, s'arrachant définitivement aux racines du passé, triomphe sur les ruines du principe autoritaire, ou bien c'est le principe autoritaire qui l'emporte, et alors les racines du passé « accrochent » la vraie Révolution qui ne peut se réaliser.

Le *pouvoir socialiste* et la *Révolution Sociale* sont des éléments contradictoires. Impossible de les réconcilier, encore moins de les unir. Le triomphe de l'un signifie la mise en péril de l'autre, avec toutes les conséquences logiques, dans l'un comme dans l'autre cas.

Une révolution qui s'inspire du socialisme étatiste et lui confie son sort, ne serait-ce qu'à titre « provisoire » et « transitoire », est perdue: elle s'engage sur une fausse route, sur une pente de plus en plus accentuée. Elle court droit à l'abîme.

La seconde vérité – qui est plutôt un ensemble logique de vérités – complète la première en lui apportant quelques précisions:

1° *Tout* pouvoir politique crée, inévitablement, une *situation privilégiée* pour les hommes qui l'exercent. Il viole ainsi, dès le début, le principe égalitaire et frappe déjà au cœur la Révolution Sociale, mue, en grande partie, par ce principe.

2° *Tout* pouvoir politique devient inévitablement une source d'autres privilèges, même s'il ne dépend pas de la bourgeoisie. S'étant emparé de la Révolution, l'ayant maîtrisée, bridée, le pouvoir est *obligé de créer son appareil bureaucratique et coercitif*, indispensable pour toute autorité qui veut se maintenir, commander, ordonner, en un mot – « gouverner ». Rapidement, il attire et groupe autour de lui toutes sortes d'éléments aspirant à dominer et à exploiter. Il forme ainsi une *nouvelle caste de privilégiés*, d'abord politiquement et par la suite économiquement: dirigeants, fonctionnaires, militaires, policiers, membres du parti au pouvoir (une sorte de nouvelle noblesse), etc., individus *dépendant de lui*, donc prêts à le soutenir et

le défendre contre tout et contre tous, sans se soucier le moins du monde des « principes » ou de la « justice ». Il répand partout le germe de l'inégalité et en infecte bientôt l'organisme social tout entier qui, de plus en plus passif au fur et à mesure qu'il sent l'impossibilité de combattre l'infection, finit par devenir lui-même favorable au retour aux principes bourgeois, sous une nouvelle présentation.

3° *Tout* pouvoir cherche plus ou moins à prendre entre ses mains les rênes de la vie sociale. Il *prédispose* les masses à la passivité, tout esprit d'initiative étant étouffé *par l'existence même du pouvoir* et dans la mesure où celui-ci s'exerce.

Le pouvoir « communiste » qui, par principe, *concentre tout entre ses mains*, est, sous ce rapport, un véritable assommoir. Gonflé de son « autorité », imbu de sa prétendue « responsabilité » (dont, au fond, il se charge lui-même), il a peur de tout acte indépendant. Toute initiative autonome lui apparaît aussitôt suspecte, menaçante; il s'en trouve diminué et gêné. Car il veut tenir le gouvernail, et il veut le tenir seul. Toute autre initiative lui paraît être une ingérence dans son domaine et dans ses prérogatives. Elle lui est insupportable. Et elle est méprisée, rejetée, piétinée ou bien surveillée et frappée, avec une « logique » et une persistance impitoyables, abominables.

Les immenses forces créatrices nouvelles qui couvent dans les masses restent ainsi inutilisées. Ceci se rapporte aussi bien au domaine de l'action qu'à celui de la pensée. Sous ce dernier rapport, le pouvoir « communiste » se distingue surtout par une intolérance exceptionnelle, absolue, qui ne trouve un équivalent que dans celle de la feue Inquisition. Car, sur un autre plan, ce pouvoir se considère aussi comme l'unique porteur de la vérité et du salut, n'admettant ni ne tolérant aucune contradiction, aucune manière de voir ou de penser autre que la sienne.

4° Aucun pouvoir politique n'est capable de résoudre *effectivement* les gigantesques problèmes constructifs de la Révolution. Le pouvoir « communiste » qui s'empare de cette énorme tâche et prétend la réaliser se montre, sous ce rapport, particulièrement piteux.

En effet, sa prétention consiste à vouloir et à pouvoir « diriger » toute la formidable activité, infiniment variée et mobile, de millions

d'êtres humains. Pour s'en acquitter avec succès, il doit pouvoir embrasser, à tout instant, *l'immensité incommensurable et mouvante de la vie*: pouvoir tout connaître, tout comprendre, tout entreprendre, tout surveiller, tout pénétrer, tout voir, tout prévoir, tout saisir, tout arranger, tout organiser, tout mener. Or, il s'agit là d'un nombre incalculable de besoins, d'intérêts, d'activités, de situations, de combinaisons, de transformations, donc de problèmes de toute sorte et de toute heure, en mouvement continu.

Bientôt, ne sachant plus où donner de la tête, le pouvoir finit par ne plus rien saisir, rien arranger, rien « diriger » du tout. Et, en premier lieu, il se montre absolument impuissant à réorganiser efficacement la vie *Économique* du pays. Celle-ci se désagrège vite. Bientôt, complètement désorientée, elle se débat, d'une façon désordonnée, entre les débris du régime déchu et l'impuissance du nouveau système annoncé.

L'incompétence du pouvoir entraîne bientôt, dans les conditions ainsi créées, une véritable débâcle économique. C'est l'arrêt de l'activité industrielle, la ruine de l'agriculture, la destruction de tous liens entre les diverses branches de l'économie et la rupture de tout équilibre économique et social.

Il en résulte tout d'abord, fatalement, une politique de contrainte, surtout vis-à-vis des paysans pour les obliger à continuer malgré tout à nourrir les villes.

Ce procédé étant peu efficace, surtout au début, et les paysans recourant à une sorte de « résistance passive », la misère s'installe en maîtresse dans le pays. Travail, production, transports, échanges, etc., se désorganisent et tombent dans un état chaotique.

5° Pour maintenir la vie économique du pays à un niveau supportable, il ne reste au Pouvoir, en définitive, *que la contrainte, la violence, la terreur*. Il y recourt de plus en plus largement et méthodiquement. Mais le pays continue à se débattre dans une misère effrayante, allant jusqu'à la famine.

6° L'impuissance flagrante du pouvoir à doter le pays d'une vie économique normale, la stérilité manifeste de la Révolution, les souffrances physiques et morales créées par cette situation pour des

millions d'individus, une violence qui augmente tous les jours en arbitraire et en intensité: tels sont les facteurs essentiels qui bientôt lassent et écœurent la population, la dressent contre la Révolution et favorisent ainsi la recrudescence d'un esprit et de mouvements anti-révolutionnaires. Cette situation incite les très nombreux éléments neutres et inconscients – jusqu'alors hésitants et plutôt favorables à la Révolution – à prendre nettement position contre celle-ci et tue, finalement, la foi chez beaucoup de ses propres partisans.

7° Un tel état de choses fait non seulement dévier la marche de la Révolution, mais *compromet aussi l'œuvre de sa défense*.

Au lieu d'avoir des organismes sociaux (syndicats, coopératives, associations, fédérations, etc.), actifs, vivants, normalement coordonnés, capables d'assurer le développement économique du pays et d'organiser, en même temps, la défense de la Révolution par les masses elles-mêmes contre le danger de la réaction (relativement anodin dans ces conditions), on a, à nouveau, quelques mois après les débuts de la désastreuse pratique étatiste, une poignée d'affairistes et d'aventuriers au pouvoir, incapables de «justifier» et de fortifier normalement la Révolution qu'ils ont horriblement mutilée et stérilisée. Maintenant, ils sont obligés de se défendre eux-mêmes (et leurs partisans) contre les ennemis de plus en plus nombreux, dont l'apparition et l'activité croissante sont surtout la conséquence de leur propre faillite.

Ainsi, au lieu d'une défense naturelle et aisée de la Révolution Sociale celle-ci s'affirmant graduellement, on assiste, une fois de plus à ce spectacle déconcertant: le Pouvoir en faillite, défendant par tous les moyens, souvent les plus féroces, sa propre vie.

Cette fausse défense est, naturellement, organisée par en haut, à l'aide des anciennes et monstrueuses méthodes politiques et militaires qui «ont fait leurs preuves»: mainmise absolue du gouvernement sur la population tout entière, formation d'une armée régulière aveuglément disciplinée, création d'institutions policières professionnelles et de corps spéciaux farouchement dévoués, suppression des libertés de parole, de presse, de réunion et surtout d'action, instauration d'un régime de répression, de

terreur, etc. Il s'agit là, à nouveau, du dressage et de l'abrutissement des individus en vue d'obtenir une force entièrement soumise. Dans les conditions anormales où se déroulent les événements, tous ces procédés acquièrent rapidement un degré de violence et d'arbitraire. La décrépitude de la Révolution avance à grands pas.

8° Le « pouvoir révolutionnaire » en faillite se heurte inévitablement, non seulement aux ennemis « de droite », mais aussi aux *adversaires de gauche*, à tous ceux qui se sentent porteurs de la véritable idée révolutionnaire foulée aux pieds, ceux qui luttent pour elle et se dressent pour sa défense. Ceux-ci attaquent le pouvoir dans l'intérêt de la « vraie Révolution ».

Or, ayant goûté au poison de la domination, de l'autorité et de ses prérogatives, persuadé lui-même et cherchant à persuader le monde qu'il est l'unique force véritablement révolutionnaire appelée à agir au nom du « prolétariat », se croyant « obligé » et « responsable » devant la Révolution, confondant par une aberration fatale le sort de celle-ci avec le sien et trouvant pour tous ses actes de prétendues explications et justifications, le Pouvoir ne peut ni ne veut avouer son fiasco et disparaître. Au contraire, plus il se sent fautif et menacé, plus il met d'acharnement à se défendre. Il veut rester à tout prix maître de la situation. Il espère même, encore et toujours, « en sortir » et « arranger » les choses.

Comprenant parfaitement qu'il s'agit là, d'une façon ou autre, de son existence même, le Pouvoir finit par ne plus discerner ses adversaires; il ne distingue plus ses ennemis de ceux de la Révolution. De plus en plus guidé par un simple instinct de conservation, de moins en moins capable de reculer, il commence à frapper, avec un crescendo d'aveuglement et d'impudence, à tort et à travers, à droite comme à gauche. Il frappe sans distinction tous ceux qui ne sont pas avec lui. Tremblant pour son propre sort, il anéantit les meilleures forces de l'avenir.

Il étouffe les mouvements révolutionnaires qui, inévitablement, surgissent à nouveau. Il supprime en masse les révolutionnaires et les simples travailleurs coupables de vouloir relever l'étendard de la Révolution Sociale.

Agissant ainsi, impuissant au fond, fort uniquement par la terreur, il est obligé de cacher son jeu, de ruser, de mentir, de calomnier, tant qu'il juge bon de ne pas rompre ouvertement avec la Révolution et de garder intact son prestige, du moins à l'étranger.

9° Mais en foudroyant la Révolution, il n'est pas possible de s'appuyer sur elle. Il n'est pas possible non plus de rester suspendu dans le vide, soutenu par la force précaire des baïonnettes et des circonstances.

Donc, en étranglant la Révolution, le Pouvoir est obligé de s'assurer, de plus en plus nettement et fermement, l'aide et l'appui des éléments réactionnaires et bourgeois, disposés, par calcul, à se mettre à son service et à pactiser avec lui. Sentant le terrain se dérober sous ses pieds, se détachant de plus en plus des masses, ayant rompu ses derniers liens avec la Révolution et créé toute une caste de privilégiés, de grands et de petits dictateurs, de serviteurs, de flatteurs, d'arrivistes et de parasites, mais impuissant à réaliser quoi que ce soit de véritablement révolutionnaire et positif, après avoir rejeté et écrasé les forces nouvelles, le Pouvoir se voit obligé, pour se consolider, de s'adresser aux *forces anciennes*. C'est *leur* concours qu'il cherche de plus en plus souvent et de plus en plus volontiers. C'est d'elles qu'il sollicite accords, alliances et union. C'est à elles qu'il cède ses positions, n'ayant pas d'autre issue pour assurer sa vie. Ayant perdu l'amitié des masses, il cherche de nouvelles sympathies. Il espère bien les trahir un jour. Mais, en attendant il s'embourbe tous les jours davantage dans une action antirévolutionnaire et antisociale.

La Révolution l'en attaque de plus en plus énergiquement. Et le Pouvoir, avec un acharnement d'autant plus farouche, s'aidant des armes qu'il a forgées et des forces qu'il a dressées, combat la Révolution.

Bientôt celle-ci est définitivement vaincue dans cette lutte inégale. Elle agonise et se désagrège. L'agonie s'achève dans une immobilité cadavérique. La pente est descendue. C'est l'abîme. La Révolution a vécu. La réaction s'installe triomphalement – hideusement maquillée, impudente, brutale, bestiale.

Ceux qui n'ont pas encore compris ces quelques vérités et leur implacable logique n'ont rien compris à la Révolution russe. Et voilà pourquoi tous ces aveugles, les « léninistes », les « trotskistes » et *tutti quanti*, sont incapables d'expliquer convenablement la banqueroute de la Révolution russe et du bolchevisme – la banqueroute qu'ils sont forcés d'avouer. (Ne parlons pas des « communistes » occidentaux : ceux – là *veulent* rester aveugles.) N'ayant rien compris à la Révolution russe, n'ayant rien appris d'elle, ils sont prêts à recommencer la même suite d'erreurs néfastes : parti politique, conquête du pouvoir, gouvernement (« ouvrier et paysan » !), Etat (« socialiste »), dictature (« du prolétariat »)... Plats stupidités, criminelles, contradictions, écœurants non-sens !

Malheur à la prochaine Révolution si elle s'amuse à ranimer ces puants cadavres, si une fois de plus elle réussit à entraîner les masses laborieuses dans ce jeu macabre ! Elle ne pourra engendrer que d'autres Hitlers qui s'épanouiront sur la pourriture de ses ruines. Et, de nouveau, « sa lumière s'éteindra pour le monde ».

Récapitulons.

Le gouvernement « révolutionnaire » (« socialiste » ou « communiste ») s'installe. Naturellement, il veut pour lui une autorité pleine et entière. C'est lui qui commandera. (Autrement, à quoi servirait-il ?)

Tôt ou tard vient le premier désaccord entre les gouvernants et les gouvernés. Ce désaccord surgit d'autant plus fatalement qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est impuissant à résoudre les problèmes d'une Grande Révolution et que, malgré cela, il veut avoir raison, tout accaparer, garder pour lui l'initiative, la vérité, la responsabilité, l'action.

Ce désaccord tourne toujours à l'avantage des gouvernants qui apprennent vite à s'imposer par tous les moyens. Et, par la suite, toute initiative passe fatalement à ces gouvernants qui deviennent peu à peu maîtres des millions de gouvernés.

Ce fait acquis, les « maîtres » se cramponnent au pouvoir, en dépit de leur incapacité, de leur insuffisance, de leur malfeasance.

Ils se croient, au contraire, seuls porteurs de la Révolution. « Lénine (ou Staline), comme Hitler, a toujours raison. » « Ouvriers, obéissez à vos chefs ! Ils savent ce qu'ils font et ils travaillent pour vous. » – « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (... « pour que nous puissions mieux vous commander... ») Mais ce bout de phrase n'est jamais prononcé par les « chefs géniaux » des « partis ouvriers ».)

Ainsi, peu à peu, les gouvernants deviennent les maîtres absolus du pays. Ils créent des couches privilégiées sur lesquelles ils s'appuient. Ils organisent les forces capables de les soutenir. Ils se défendent farouchement contre toute opposition, contre toute contradiction, contre toute initiative indépendante. Ils monopolisent tout. Ils s'emparent de la vie et de l'activité de tout le pays.

N'ayant pas d'autres moyens d'action, ils oppriment, ils subjuguent, ils asservissent, ils exploitent...

Ils répriment toute résistance. Ils persécutent et écrasent, au nom de la Révolution, tout ce qui ne veut pas se plier à leur volonté.

Pour se justifier, ils mentent, ils trompent, ils calomnient.

Pour étouffer la vérité, ils sévissent : ils remplissent les prisons et les lieux d'exil, ils exécutent, ils torturent, tuent, assassinent.

Voici ce qui arriva, exactement et fatalement, à la Révolution russe.

L'ESSENTIEL. – Une fois bien assis au pouvoir, ayant organisé sa bureaucratie, son armée et sa police, ayant trouvé de l'argent et bâti un nouvel Etat dit « ouvrier », le gouvernement bolcheviste, maître absolu, prit en mains, définitivement les destinées de la Révolution. Progressivement – au fur et à mesure qu'augmentaient ses forces de propagande démagogique, de coercition et de répression – le gouvernement étatisa et monopolisa tout, absolument tout, *jusqu'à la parole, jusqu'à la pensée.*

Ce fut l'État – donc le *gouvernement* – qui s'empara du sol, de l'ensemble des terres. Il en devint le vrai *propriétaire*. Les paysans, dans leur masse, furent peu à peu transformés : d'abord en fermiers de l'État ; ensuite, comme on le verra, en véritables *serfs*.

Ce fut *le gouvernement* qui s'appropriâ les usines, les fabriques, les mines – bref, tous les moyens de production de communications, d'échanges, etc.

Ce fut *le gouvernement* qui usurpa le droit d'initiative, d'organisation, d'administration, de direction, dans tous les domaines de l'activité humaine.

Ce fut, enfin, *le gouvernement* qui devint le maître unique de la presse du pays et de tous les autres moyens de diffusion des idées. Toutes les éditions, toutes les publications, en U.R.S.S. – jusqu'aux cartes de visite – sont faites ou, au moins, rigoureusement contrôlées par l'État.

Bref, l'État – donc, le gouvernement – devint, finalement, seul détenteur de toutes les vérités, seul propriétaire de tous les biens matériels et spirituels, seul initiateur, organisateur, animateur de toute la vie du pays, dans toutes ses ramifications.

Les 150 millions d'«habitants» se transformèrent, progressivement, en simples exécuteurs des ordres gouvernementaux, en véritables esclaves du gouvernement et de ses innombrables agents. «Ouvriers, obéissez à vos chefs!»

Tous les organismes économiques, sociaux ou autres, sans exception aucune, en commençant par les Soviets et en finissant par les plus petites cellules, devinrent de simples filiales administratives de l'entreprise d'État sorte de «Société anonyme d'exploitation par l'État»: *filiales subordonnées* totalement à son «conseil d'administration central» (le gouvernement), surveillées de près par les agents de ce dernier (la police officielle et secrète), privées de tout semblant d'indépendance.

L'histoire authentique et détaillée de cette évolution, achevée il y a quelques douze ans – histoire extraordinaire, unique au monde – exigerait à elle seule un volume à part. Nous y reviendrons pour y apporter quelques précisions indispensables.

ACTIVITÉ CROISSANTE DES ANARCHISTES. – LEURS RAPIDES SUCCÈS. – Le lecteur sait déjà que cet étouffement de la Révolution, avec ses conséquences logiques désastreuses, provoqua, fatalement, une

réaction de plus en plus vive et soutenue *par les éléments de gauche* qui n'envisageaient pas la Révolution de la même façon et se dressèrent pour la défendre et la faire progresser.

Les plus importants de ces mouvements réfractaires naquirent dans les rangs du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* et chez les *anarchistes*.

La rébellion du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* fut celle d'un parti politique et étatique concurrent.

Ses différends avec le parti communiste et sa déception devant les résultats désastreux de la Révolution bolcheviste l'obligèrent finalement à se dresser contre les bolcheviks. Forcés de quitter le gouvernement, où ils avaient collaboré pendant quelque temps avec eux, ils entreprirent contre eux une lutte de plus en plus violente. Propagande antibolcheviste, tentatives de soulèvements, actes terroristes, rien n'y manqua.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent au fameux attentat de la ruelle Leontievsky (nous en parlerons plus loin). Ils organisèrent l'assassinat du général allemand Eichhorn (en Ukraine) et de l'ambassadeur allemand Mirbach (à Moscou): deux manifestations violentes protestant contre les accointances du gouvernement bolcheviste avec celui d'Allemagne. Plus tard, ils inspirèrent quelques troubles locaux, rapidement étouffés.

Ils sacrifièrent dans cette lutte leurs meilleures forces. Leurs leaders: Marie Spiridonova, B. Kamkoff, Kareline et autres, de même que nombre de militants anonymes, se comportèrent dans ces circonstances avec beaucoup de courage.

Cependant, si les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient arrivés au pouvoir, leurs actes eussent été par la suite fatalement et exactement semblables à ceux du parti bolcheviste. Le même système politique eût entraîné immanquablement les mêmes effets.

Au fond, les socialistes-révolutionnaires de gauche s'insurgèrent surtout contre le monopole et l'hégémonie du parti communiste. Ils prétendaient que si le pouvoir appartenait à droit égal, à deux ou à plusieurs partis, au lieu d'être monopolisé par un seul, tout irait pour le mieux. Naturellement c'était là une profonde erreur.

Les éléments actifs des masses laborieuses qui, ayant compris les raisons de la faillite du bolchevisme, entreprirent une lutte contre lui, le sentaient bien. Ils ne soutinrent le parti socialiste-révolutionnaire de gauche que dans une mesure très restreinte. Sa résistance fut rapidement brisée et ses luttes ne furent pas de longue durée. Elles n'eurent pas grand écho dans le pays.

La résistance des anarchistes fut, par endroits, beaucoup plus vaste et soutenue, malgré une répression rapide et terrible.

Ayant eu pour objet la réalisation de l'autre idée de la Révolution, ayant surtout pris, au cours des événements, une place importante, cette lutte et ses péripéties méritent toute l'attention du lecteur.

Ajoutons que, sciemment défigurée et ensuite étouffée par les bolcheviks, d'une part, dépassée par les événements ultérieurs d'autre part, cette épopée est restée absolument inconnue (réserve faite des milieux intéressés) non seulement du grand public, mais même de ceux qui ont plus ou moins étudié la Révolution russe. Malgré son importance, elle resta en marge de leur documentation et de leurs investigations.

Rarement, au cours de l'Histoire humaine, une idée a été aussi défigurée et calomniée que l'a été l'anarchisme.

Généralement d'ailleurs on ne s'occupait même pas d'anarchisme: on s'attaquait exclusivement aux « anarchistes », considérés par tous les gouvernements comme les « ennemis publics n° 1 » et présentés partout sous un jour exceptionnellement défavorable. Dans les meilleurs cas, on les taxait d'« illuminés », de « demi-fous », même de « fous » tout court. Plus souvent encore on les faisait passer pour des « bandits », des « criminels », des terroristes insensés, lanceurs de bombes en toutes occasions.

Certes, il y a eu – et il y a – des terroristes parmi les anarchistes, comme il en existe parmi les adeptes d'autres courants d'idées et organisations politiques ou sociales. Mais, précisément, considérant l'idée anarchiste comme trop séduisante et dangereuse pour tolérer que les masses s'y intéressent et la connaissent, les gouvernements de tous les pays et de toutes les tendances mettent à profit certains attentats commis par des anarchistes-terroristes pour compromettre

l'idée elle-même et salir, non seulement ces terroristes, mais aussi tous les militants quelles que soient leurs méthodes.

Quant aux penseurs et théoriciens anarchistes, on les traite, le plus souvent, d'« utopistes », de « rêveurs irresponsables », de « philosophes abstraits » ou « extravagants », dont les doctrines sont dangereusement interprétées par leurs « suiveurs », de « mystiques » dont l'idée, même si elle est belle, n'a rien de commun avec la vie réelle, ni avec les hommes tels qu'ils sont. (On prétend, du côté bourgeois, que le système capitaliste, lui, est stable et « réel », et, du côté socialiste, que l'idée socialiste autoritaire n'est pas utopique: ceci, malgré le chaos inextricable et les calamités sociales immenses, accumulés depuis des siècles par le premier, et en dépit des faillites retentissantes, « réalisées », en un demi-siècle d'applications, par la seconde.)

Très souvent, on cherche tout simplement à ridiculiser l'idée. Ne fait-on pas croire à la masse ignorante que l'anarchisme est un système « reniant toute société et toute organisation », d'après lequel « chacun peut faire ce qu'il veut » ?

Ne dit-on pas au public que l'anarchie est synonyme de désordre, ceci en face de la vraie et inconcevable pagaïe de tous les systèmes non-anarchistes appliqués jusqu'à présent ?

Cette « politique » vis-à-vis de l'anarchisme, due surtout à son intégrité et à l'impossibilité de l'appriivoiser (chose qui a si bien réussi avec le socialisme), vu qu'il se dérobe à toute activité « politique », porta ses fruits: une méfiance, voire une peur et une hostilité générales – ou, au moins, une indifférence, une ignorance et une incompréhension enracinées – l'accueillaient partout où il apparaissait.

Cette situation le rendit, pour longtemps, isolé et impuissant.

(Depuis quelque temps, lentement, sous la poussée des événements et de la propagande, l'opinion publique évolue à l'égard de l'anarchisme et des anarchistes. On commence à se rendre compte de la duperie et à voir clair. Peut-être le jour n'est-il plus éloigné où de vastes masses, ayant compris l'idée anarchiste, se tourneront contre les « bourreurs » – j'ai failli écrire: « bourreaux » – en accentuant l'intérêt pour l'idée-martyre et en provoquant une réaction psychologique naturelle.

(Certains aveux et vérités que la presse fut obligée de publier lors des événements d'Espagne, ainsi que certains faits plus ou moins connus, ont déjà produit un effet salutaire et fait gagner du terrain à l'idée libertaire.)

Quant à la Révolution russe, l'attitude du gouvernement bolcheviste à l'égard des anarchistes dépassa de loin, comme « bourrage de crânes », calomnie et répression, celle de tous les gouvernements anciens et actuels.

Le rôle que l'idée libertaire a joué dans la Révolution et le sort qu'elle y a subi, seront tôt ou tard largement connus, en dépit de l'étouffement traditionnel. Car, pendant assez longtemps, ce rôle fut considérable.

Les révélations, qui s'accumuleront peu à peu, jetteront non seulement un jour nouveau sur les événements passés et en cours, mais aussi une vive lumière sur la route à prendre: elles permettront de prévoir et de mieux comprendre certains phénomènes importants *qui, sans aucun doute, se produiront aux cours des événements d'un proche avenir.*

Pour toutes ces raisons, le lecteur a le droit – et surtout le devoir – de connaître les faits qui seront exposés ici.

Quelle a été l'activité des anarchistes dans la Révolution russe? Quels furent exactement leur rôle et leur sort? *Quel a été le véritable « poids » et quelle a été la destinée de cette « autre idée de la Révolution » représentée et détendue par les anarchistes?*

Notre étude répondra à ces questions en même temps qu'elle apportera les précisions indispensables sur le véritable rôle, l'action et le système bolcheviste. Nous voulons espérer que cet exposé aidera le lecteur à s'orienter dans les graves événements actuels et futurs.

Malgré leur retard irréparable et leur extrême faiblesse, en dépit aussi de toutes sortes d'obstacles et de difficultés et, enfin, nonobstant la répression expéditive et implacable dont ils furent l'objet, les anarchistes surent gagner çà et là, surtout après octobre, de vives et profondes sympathies.

Leurs idées remportèrent de prompts succès dans certaines régions.

Leur nombre augmenta vite, malgré les lourds sacrifices en hommes, qui leur furent imposés par les événements.

Leur activité exerça, au cours de la Révolution, une forte influence; elle eut des effets marqués d'abord parce qu'ils furent les seuls qui apportèrent *une idée nouvelle de la Révolution Sociale* à la thèse et à l'action bolchevistes, de plus en plus discréditées aux yeux des masses, ensuite, parce qu'ils propagèrent et défendirent cette idée, dans la mesure de leurs forces et en dépit des persécutions inhumaines, avec un désintéressement et un dévouement sublimes, jusqu'au bout, jusqu'au moment où le nombre écrasant, la démagogie effrénée, la fourberie et la violence inouïe de leurs adversaires les firent succomber.

Ne nous étonnons nullement de ces succès, ni de leur non-aboutissement.

D'une part, grâce à leur attitude intègre, courageuse et pleine d'abnégation, grâce aussi à leur présence et action constantes au sein même des masses, et non pas dans les « ministères » et les bureaux; grâce, enfin, à la vitalité éclatante de leurs idées face à la pratique devenue vite douteuse des bolcheviks, les anarchistes trouvaient – partout où ils pouvaient agir – des amitiés et des adeptes. (On est en droit de supposer que si les bolcheviks, parfaitement conscients du danger que ces succès représentaient pour eux, n'avaient pas mis fin, d'urgence, à la propagande et à l'action libertaires, la Révolution aurait pu prendre une autre tournure et aboutir à d'autres résultats.)

Mais, d'autre part, leur retard sur les événements, le nombre très restreint de leurs militants capables de mener une vaste propagande verbale et écrite dans l'immense pays, la non-préparation des masses, les conditions générales défavorables, les persécutions, les pertes considérables en hommes, etc., tout cela limita beaucoup l'étendue et la continuité de leur œuvre, facilitant l'action répressive du gouvernement bolcheviste.

Passons aux faits.

En Russie, les anarchistes ont toujours été les seuls qui propagèrent dans les masses l'idée de la véritable Révolution Sociale populaire, intégrale, émancipatrice.

La Révolution de 1905, à l'exception du courant anarchiste, marchait sur les mots d'ordre de la « démocratie » (bourgeoise): « À bas le tsarisme ! » « Vive la République démocratique ! » Le bolchevisme lui-même n'allait pas plus loin, à cette époque. L'anarchisme était alors la seule doctrine qui allait au fond du problème et avertissait les masses du péril d'une solution politique.

Si faibles que fussent alors les forces libertaires par rapport aux partis démocratiques, l'idée rassembla déjà autour d'elle une petite fraction d'ouvriers et d'intellectuels qui élevèrent, çà et là, leurs protestations contre le leurre de la « démocratie ».

Certes, leur voix clamait dans le désert. Mais cela ne les décourageait nullement. Et, bientôt, quelques sympathies et un certain mouvement naquirent autour d'eux.

La Révolution de 1917 se développa, au début, semblable à une crue. Il était difficile d'en prévoir les limites. Ayant renversé l'absolutisme, le peuple « fit son entrée dans l'arène de l'action historique ».

En vain les partis politiques s'efforçaient de stabiliser leurs positions en s'adaptant au mouvement révolutionnaire: le peuple laborieux allait toujours de l'avant contre ses ennemis, laissant derrière lui, l'un après l'autre, les différents partis, avec leurs « programmes ». Les bolcheviks eux-mêmes le parti le mieux organisé, le plus décidé et aspirant ardemment au pouvoir – furent obligés de modifier à plusieurs reprises leurs mots d'ordre pour pouvoir suivre l'évolution rapide des événements et des masses.

(Rappelons-nous leurs premiers slogans: « Vive l'Assemblée Constituante ! » « Vive le contrôle ouvrier de la production ! », etc.)

De même qu'en 1905, les anarchistes furent, en 1917, les seuls défenseurs de la Révolution Sociale véritable et intégrale. Ils se tenaient constamment et opiniâtrement sur cette voie, en dépit de leur nombre restreint, de leur faiblesse en moyens et de leur manque d'organisation.

En été 1917, ils soutenaient, en paroles et en actes, les mouvements agraires des paysans. Ils étaient aussi, invariablement, avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le « coup d'octobre », ceux-ci s'emparèrent, en différents endroits, d'entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur une base d'autonomie et de collectivité ouvrière.

C'est au premier rang que les anarchistes luttèrent dans le mouvement des ouvriers et marins de Cronstadt et de Pétrograd, les 3-5 juillet. À Pétrograd les libertaires donnèrent l'exemple de la mainmise sur les imprimeries afin d'y faire paraître des journaux ouvriers et révolutionnaires.

Lorsque, en été 1917, les bolcheviks prirent vis-à-vis de la bourgeoisie une attitude plus audacieuse que les autres partis politiques, les anarchistes les approuvèrent et considérèrent comme leur devoir révolutionnaire de combattre le mensonge des gouvernements bourgeois et socialistes qui désignaient Lénine et d'autres bolcheviks comme des « *agents du gouvernement allemand* ».

C'est également à l'avant-garde que les anarchistes luttèrent à Pétrograd, à Moscou et ailleurs, *en octobre 1917*, contre le gouvernement de coalition (de Kérénsky). Il va de soi qu'ils marchaient, non pas au nom d'un autre pouvoir quelconque, mais exclusivement au nom de la conquête par les masses laborieuses du droit de construire elles-mêmes, sur des bases vraiment nouvelles, leur vie économique et sociale. Pour de multiples raisons que le lecteur connaît, cette idée ne fut pas mise en pratique, mais les anarchistes luttèrent seuls et jusqu'au bout pour cette juste cause. Si, à cet égard, il y a lieu de leur adresser un reproche, c'est seulement celui de ne pas s'être pris à temps pour *s'accorder entre eux* et de ne pas avoir présenté, dans une mesure satisfaisante, *les éléments* d'une libre organisation au sein des masses laborieuses. Mais nous savons qu'il faut tenir rigoureusement compte de leur petit nombre, de leur concentration très tardive et, surtout, de l'absence de toute éducation syndicaliste et libertaire des masses elles-mêmes. Il fallait quelque temps pour remédier à cet état de choses. Or, *précisément et sciemment, les bolcheviks ne laissèrent ni aux anarchistes ni aux masses le temps de rattraper tous ces retards.*

À Pétrograd, ce furent encore les marins de Cronstadt qui, arrivés dans la capitale pour la lutte décisive d'octobre, jouèrent un rôle particulièrement important. Parmi eux les anarchistes se trouvaient en assez grand nombre.

À Moscou, la tâche la plus périlleuse et la plus décisive, pendant les durs combats d'octobre, incombait aux fameux « Dvintsi » (régiment de Dvinsk). Sous Kérénsky, ce régiment fut emprisonné en entier pour refus de prendre part à l'offensive sur le front austro-allemand, en juin 1917. C'étaient toujours les « Dvintsi » qui agissaient lorsqu'il fallait déloger les « blancs » (les « cadets », disait-on à l'époque) du Kremlin, du « Métropole » ou d'autres recoins de Moscou, aux endroits les plus dangereux. Quand les « cadets », renforcés, reprenaient l'offensive, c'étaient toujours les « Dvintsi » qui s'employaient à fond pour parer le coup, durant les dix jours de lutte. Tous se disaient anarchistes et marchaient sous la conduite de deux vieux libertaires: Gratchoff et Fedotoff.

La Fédération anarchiste de Moscou, avec une partie du régiment de Dvinsk, marcha la première, en ordre de combat, contre les forces du gouvernement de Kérénsky. Les ouvriers de Presnia, de Sokolniki, de Zamoskvoretchié et d'autres quartiers de Moscou marchèrent au combat ayant en avant-garde des groupes libertaires. Les ouvriers de Presnia perdirent un combattant de grande valeur: Nikitine, ouvrier anarchiste, luttant toujours au premier rang et frappé à mort, vers la fin de la bataille, au centre de la ville.

Quelques dizaines d'ouvriers anarchistes laissèrent leur vie dans ces luttes et reposent dans la fosse commune de la Place Rouge à Moscou.

Après la Révolution d'octobre, les anarchistes, malgré les divergences d'idées et de méthodes qui les séparaient du nouveau Pouvoir « communiste », continuèrent à servir la cause de la Révolution Sociale avec le même dévouement et la même persévérance. Rappelons-nous qu'ils étaient les seuls qui niaient le principe même de la « Constituante » et que lorsque celle-ci devint un obstacle à la Révolution, comme ils l'avaient prévu et prédit, ils accomplirent le premier pas vers sa dissolution.

Par la suite, ils luttèrent avec une énergie et une abnégation reconnues par leurs adversaires mêmes, sur tous les fronts, contre les offensives répétées de la réaction.

Dans la défense de Pétrograd contre le général Korniloff (août 1917), dans la lutte contre le général Kalédine au sud (1918), etc., les anarchistes jouèrent un rôle marquant.

De nombreux détachements de partisans, grands et petits, formés par les anarchistes ou conduits par eux (détachement de Mokrousoff, de Tcherniak, de Marie Nikiforova et autres, sans parler pour l'instant de l'armée des partisans de Makhno), et comptant dans leurs rangs un grand nombre de libertaires, luttèrent dans le Sud, sans trêve, contre les armées réactionnaires, de 1918 à 1920. Des anarchistes isolés se trouvaient sur tous les fronts comme simples combattants, perdus dans les masses ouvrières et paysannes insurgées.

Par endroits, les effectifs anarchistes grossissaient vite. Mais l'anarchisme dépensa beaucoup de ses meilleures forces dans ces luttes atroces. Ce sacrifice sublime, qui contribua puissamment à la victoire finale de la Révolution, affaiblit très gravement le mouvement libertaire, à peine formé. Et, malheureusement, ses forces étant employées sur les multiples fronts de la lutte contre la contre-révolution, le reste du pays en fut privé. La propagande et l'activité anarchistes en souffrirent considérablement.

En 1919 surtout, la contre-révolution conduite par le général Dénikine et, plus tard, par le général Wrangel, fit encore de grosses trouées dans les rangs libertaires. Car ce furent surtout *les libertaires* qui contribuèrent à la défaite de l'armée « blanche ». Celle-ci fut mise en déroute non pas par l'Armée Rouge du Nord, mais bien au Sud, en Ukraine, par la masse paysanne insurgée dont la principale force était l'armée de partisans, dite « makhnoviste », fortement imprégnée d'idées libertaires et conduite par l'anarchiste Nestor Makhno. En tant qu'organisations révolutionnaires, les groupes libertaires du Sud furent les seuls qui combattirent dans les rangs « makhnovistes » contre Dénikine et Wrangel. (Le lecteur trouvera des précisions sur ces luttes héroïques dans le livre troisième de cet ouvrage.)

Détail piquant: pendant que dans le Sud les anarchistes, momentanément libres d'agir, défendaient héroïquement la Révolution, payant de leur personne, le gouvernement « soviétique », véritablement sauvé par cette action, réprimait farouchement le mouvement libertaire dans le reste du pays. Comme le lecteur verra, aussitôt le danger conjure, la répression s'abattit aussi sur les anarchistes dans le Sud.

Les anarchistes prirent également une grande part dans les luttes contre l'amiral Koltchak dans l'Est, à des combats en Sibérie, etc. Ils y perdirent encore des militants et des sympathisants.

Partout, les forces de partisans, comptant dans leurs rangs un certain nombre de libertaires, firent plus de besogne que l'Armée Rouge régulière. Et partout les anarchistes défendirent le principe fondamental de la Révolution Sociale: l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs en marche vers leur véritable émancipation.

LES ORGANISATIONS ANARCHISTES

La participation des anarchistes à la Révolution ne se borna pas à une activité de combattants. Ils s'efforcèrent aussi de propager dans les masses laborieuses leurs idées sur la construction immédiate et progressive d'une société non-autoritaire, comme condition indispensable pour aboutir au résultat voulu. Pour remplir cette tâche, ils créaient leurs organisations libertaires, ils exposaient en détail leurs principes, ils les mettaient autant que possible en pratique, ils publiaient et diffusaient leurs journaux et leur littérature.

Citons quelques organisations anarchistes d'alors, parmi les plus actives.

1° « L'Union de propagande anarcho-syndicaliste *Goloss-Trouda* » (déjà citée). Elle avait pour but la diffusion des idées *anarcho-syndicalistes* dans les masses laborieuses. Elle déploya son activité, d'abord à Pétrograd (été 1917 – printemps 1918) et par la suite, pendant quelque temps, à Moscou. Son journal (*Goloss Trouda, La Voix du Travail*) fut d'abord hebdomadaire et plus tard quotidien. Elle fonda une maison d'éditions anarcho-syndicalistes.

Aussitôt arrivés au pouvoir, les bolcheviques s'appliquèrent à gêner, par tous les moyens, cette activité en général et la parution du journal en particulier. Finalement en 1918-1919, le gouvernement « communiste » liquida définitivement l'organisation et, plus tard également la maison d'éditions. Tous les adhérents furent soit emprisonnés, soit exilés.

2° « La Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou ». Ce fut, relativement, une grande organisation qui, en 1917-1918, mena une propagande intense à Moscou et en province. Elle publiait un journal

quotidien (*l'Anarchie*), de tendance anarcho-communiste* et fonda, elle aussi, une maison d'éditions libertaires. Elle fut mise à sac par le gouvernement « soviétique » en avril 1918. Quelques débris de cette organisation subsistèrent encore jusqu'en 1921. À cette date, les dernières traces de l'ancienne Fédération furent « liquidées » et les derniers militants « supprimés ».

3° La « Confédération des Organisations Anarchistes de l'Ukraine *Nabate* ». Cette importante organisation fut créée fin 1918 en Ukraine où, à cette époque, les bolcheviks n'étaient pas encore parvenus à imposer leur dictature. Elle se distingua surtout par une activité positive, concrète. Elle proclama la nécessité d'une lutte immédiate et directe pour les formes non-autoritaires de l'édification sociale et s'efforça d'en élaborer les éléments pratiques. Elle joua un rôle important par son agitation et sa propagande extrêmement énergique, et contribua pour beaucoup à la diffusion des idées libertaires en Ukraine. Elle publia, dans différentes villes, des journaux et des brochures. Son journal principal fut *Nabate (Le Tocsin)*. Elle tenta de créer un mouvement anarchiste *unifié* (basé, théoriquement, sur une sorte de « synthèse » anarchiste) et de rallier toutes les forces actives de l'anarchisme en Russie, *sans différence de tendances*, au sein d'une organisation générale. Elle unifia presque tous les groupes anarchistes de l'Ukraine et engloba aussi quelques groupes de la Grande Russie. Elle tenta de fonder une « Confédération Anarchiste Panrusse ».

* Quelques notes sur les tendances au sein de l'anarchisme seront utiles. Les anarcho-syndicalistes mettaient leur espoir surtout dans le mouvement ouvrier syndicaliste libre, autrement dit dans les méthodes d'action et d'organisation issues de ce mouvement.

Les *anarcho-communistes* comptaient non sur les syndicats ouvriers mais sur les communes libres et sur leurs fédérations, comme bases d'action, de transformation et de construction. Ils professaient une méfiance envers le syndicalisme.

Enfin, les *anarcho-individualistes*, sceptiques en face du syndicalisme et du communisme, même libertaire; ils tablaient surtout sur le rôle de l'individu libre. Ils n'admettaient que des associations libres d'individus comme base de la société nouvelle.

Au cours de la Révolution russe, un mouvement se fit jour dans les rangs anarchistes, qui chercha à concilier ces trois tendances en créant une sorte de « synthèse anarchiste » et un mouvement libertaire unifié. La confédération *Nabate* fut l'initiatrice de cette tentative d'unification anarchiste. Pour plus de détails, consulter la littérature anarchiste, surtout périodique, des années 1900 à 1930.

Développant son activité dans le Midi houlex, la Confédération y entra en relations étroites avec le mouvement des partisans révolutionnaires, paysans et ouvriers, et avec le noyau de ce mouvement: la « Makhnovtchina ». (Voir chapitre 1^{er} au troisième livre). Elle prit une part active aux luttes contre toutes les formes de la réaction: contre l'hetman* Skoropadsky, contre Pétlioura, Dénikine, Grigorieff, Wrangel et autres. Elle perdit dans ces luttes et dans des combats armés presque tous ses meilleurs militants. En dernier lieu, elle attira sur elle, naturellement, les foudres du pouvoir « communiste », mais étant données les conditions ukrainiennes, elle ne put résister, pendant quelque temps, à des attaques répétées.

Sa dernière et définitive liquidation par les autorités bolchevistes remonte à fin 1920. Vers cette époque, plusieurs de ses militants furent fusillés par les bolcheviks, sans l'ombre d'une procédure quelconque.

À part ces trois organisations d'assez grande envergure et d'action plus ou moins vaste, il en existait d'autres, de moindre importance. Un peu partout, en 1917 et 1918, surgissaient des groupes, des courants et des mouvements anarchistes, généralement peu importants et éphémères, mais, par endroits, assez actifs: les uns indépendants, les autres en relation avec l'une des organisations citées.

Malgré quelques divergences de principe ou de tactique, tous ces mouvements étaient d'accord sur le fond des choses remplissaient chacun dans la mesure de ses forces et de ses possibilités, leur devoir vis-à-vis de la Révolution et de l'anarchisme, en semant dans les masses laborieuses les germes d'une organisation sociale véritablement nouvelle: anti-autoritaire et fédéraliste.

Tous subirent finalement le même sort: la suppression brutale par l'autorité « soviétique ».

* Aux siècles passés, « hetman » était le titre du chef élu d'Ukraine indépendante. Installé au pouvoir par les Allemands, Skoropadsky s'appropriera ce titre.

LA PRESSE INCONNUE (ANARCHISTE)
DANS LA RÉVOLUTION RUSSE:
SA VOIX, SES LUTTES, SA FIN

Nous avons reproduit, plus haut, quelques articles du *Goloss Trouda*, journal de l'« Union de propagande anarcho-syndicaliste », concernant la position de celle-ci vis-à-vis de la prise du pouvoir par les bolcheviks, de la paix de Brest-Litovsk et de l'Assemblée Constituante.

Il est utile de les compléter par d'autres citations. Elles apporteront au lecteur des précisions sur les divers points de discordance entre les bolcheviks et les anarchistes, sur la position de ces derniers face aux problèmes de la Révolution et enfin sur l'esprit même des deux conceptions.

La presse anarchiste pendant la Révolution russe étant totalement inconnue hors du pays, certains de ces extraits constitueront pour le lecteur de véritables révélations.

Le premier numéro de *Goloss Trouda* parut le 11 août 1917, six mois après les débuts de la Révolution, donc avec un énorme et irréparable retard. Néanmoins, les camarades se mirent énergiquement à l'œuvre.

La tâche était dure. Le parti bolcheviste avait déjà accaparé la grande majorité de la masse ouvrière. Par rapport à son action et à son influence, celles de l'« Union » et de son organe étaient de peu d'importance. Son œuvre progressait lentement, difficilement. Il n'y avait presque plus de place pour elle dans les usines de Pétrograd. Tout le monde y suivait le parti bolchevik, ne lisait que ses journaux, ne voyait que par lui. Les bolcheviks disposaient dans le pays de plusieurs quotidiens largement diffusés. Personne ne prêtait attention à une organisation totalement inconnue, à des idées « bizarres » ne ressemblant pas du tout à ce qui se disait et se discutait ailleurs.

Et, cependant, l'« Union » acquit vite une certaine influence. Bientôt, on commença à l'écouter. Ses meetings – hélas ! peu nombreux – étaient bien fréquentés. Elle réussit rapidement à créer des groupes assez forts à Pétrograd même et dans sa banlieue : à Cronstadt, à Oboukhovo, à Kolpino, etc. Son journal avait du succès et se diffusait de mieux en mieux, même en province, en dépit de toutes les difficultés.

Dans les conditions données, la tâche principale de l'« Union » consistait à intensifier sa propagande, à se faire connaître, à attirer l'attention des masses travailleuses sur ses idées et sur sa position vis-à-vis des autres courants sociaux. Cette tâche incombait surtout au journal, la propagande orale restant pour l'instant fort restreinte, faute de moyens.

Trois périodes sont à distinguer dans la vie – très courte – et dans la propagande de l'« Union » 1° avant la Révolution d'octobre; 2° au moment même de cette seconde Révolution; 3° après celle-ci.

Dans la première période, l'« Union » lutta simultanément et contre le gouvernement de l'heure (de Kérénsky), et contre le danger d'une révolution politique (vers laquelle tout semblait converger), pour une nouvelle organisation sociale à base syndicale et libertaire.

Chaque numéro du journal contenait des articles précis et concrets sur la façon dont les anarcho-sindicalistes concevaient les tâches constructives de la Révolution à venir. Tels furent par exemple : une série d'articles sur le rôle des comités d'usines; les articles sur les tâches des Soviets, sur la façon de résoudre le problème agraire, sur la nouvelle organisation de la production, des échanges, etc.

Dans plusieurs articles – surtout dans ses éditoriaux – le journal expliquait aux travailleurs, d'une façon très concrète, quelle devait être, d'après les anarcho-sindicalistes, la véritable Révolution émancipatrice.

Ainsi, dans l'éditorial du n° 1 de *Goloss Trouda* (du 11 août 1917 : « L'Impasse de la Révolution ») le journal, après avoir parcouru rétrospectivement la marche de la Révolution et constaté sa crise

(en août, la Révolution russe traversa une période critique), écrivait ceci* :

Disons tout de suite que nous concevons et les causes profondes de cette crise et, surtout, l'action révolutionnaire prochaine, d'une manière qui ne ressemble en rien à celle de tous les écrivains socialistes.

S'il nous avait été possible d'élever notre voix plus tôt, au début même de la Révolution, aux premiers jours et semaines de son libre élan, de ses magnifiques envolées et de ses recherches ardentes, illimitées, nous aurions aussitôt, dès ces premiers moments, proposé et défendu des moyens et des actes absolument différents de ceux préconisés par les partis socialistes. Nous nous serions nettement dressés contre les « programmes » et la « tactique » de tous ces partis et fractions: bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche, socialistes-révolutionnaires de droite, etc. Nous aurions indiqué à la Révolution d'autres buts. Nous aurions suggéré aux masses laborieuses d'autres tâches.

Les longues années de notre travail à l'étranger furent consacrées à la propagande d'un tout autre ensemble d'idées, sur la Révolution Sociale et ses voies. Hélas, notre pensée ne pénétrait pas en Russie, séparée des autres pays par des barrières policières.

Aujourd'hui, nos forces se rallient ici. Et nous considérons comme notre premier devoir, comme notre tâche la plus sacrée de reprendre aussitôt ce travail sur notre propre sol: actuellement le sol de la liberté.

Nous devons agir. Nous devons ouvrir aux masses laborieuses des horizons nouveaux.

Nous devons les aider dans leurs recherches. La force des choses nous oblige à élever notre voix à une heure où la Révolution est momentanément bloquée dans une impasse et où les masses marquent un temps d'arrêt, comme plongées dans une lourde réflexion. Nous aurons à nous employer à fond pour que cette réflexion ne reste pas stérile. Nous devons utiliser ce temps d'arrêt de façon que la nouvelle vague révolutionnaire trouve les masses davantage prêtes, plus conscientes des buts à atteindre, des tâches à remplir, de la voie à suivre. Il faut faire tout ce qui est humainement possible pour que la vague à venir ne se brise, ne s'éparpille pas à nouveau dans un élan sans lendemain.

Dès à présent, nous devons indiquer les moyens de sortir de l'impasse: moyens dont la presse périodique tout entière, sans exception, ne dit pas un seul mot.

L'éditorial du n° 2 (« Le Tournant historique », le 18 août 1917) précise:

Nous vivons des minutes critiques. Les balanciers de la Révolution sont en mouvement – tantôt lentement, tantôt convulsivement. Ils continueront ce

* Toutes les citations sont traduites du russe.

mouvement pendant quelque temps encore. Ensuite, ils s'arrêteront. Les ouvriers russes sauront-ils en temps opportun, tant que leurs balanciers oscillent encore, jeter sur *leur plateau à eux* une *idée nouvelle*, un nouveau principe d'organisation, une nouvelle base sociale? C'est de cela que dépendent beaucoup – sinon totalement – et le futur destin et l'issue de la Révolution actuelle.

L'éditorial du n° 3 (« Actualités », le 25 août 1917) s'adresse aux travailleurs dans les termes suivants:

Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes: avant tout et surtout *continuez la Révolution*. Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux: vos communes, vos unions, vos comités, vos Soviets. Continuez – avec fermeté et persévérance toujours et partout – à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la Révolution! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos propres organismes sociaux – partout sur place – les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines.

En attendant, le parti bolcheviste s'orientait de plus en plus vers son coup d'État. Il se rendait parfaitement compte de l'état d'esprit révolutionnaire des masses et espérait en profiter, c'est-à-dire réussir la prise du pouvoir.

Critiquant cette orientation, *Goloss Trouda* écrit dans un article du même n° 3:

Une solution logique, claire et simple nous est offerte. Elle s'impose d'elle-même. Il n'y a qu'à la saisir – résolument, audacieusement. Il faut se décider à prononcer l'ultime parole dictée par la logique même des choses: *on n'a pas besoin d'un Pouvoir*. À la place d'un « Pouvoir », ce sont les organisations unifiées des travailleurs – ouvriers et paysans – qui doivent devenir les « maîtres de la vie ». Soutenues par les formations révolutionnaires des soldats, ces organisations doivent, non pas aider quelqu'un à « s'emparer du Pouvoir », mais prendre directement en mains la terre et les autres éléments et instruments de travail, établissant – partout sur place – un ordre économique et social nouveau.

Les simples «habitants» et les «fainéants» accepteront tranquillement le nouvel ordre de choses. La bourgeoisie – restée sans soldats et sans capitaux – restera, tout *naturellement* aussi, *sans pouvoir*. Et les organisations des travailleurs, reliées entre elles, mettront sur pied, d'un commun accord, la production, les transports et les communications, les échanges et la distribution des marchandises sur des bases nouvelles créant dans ce but, et selon les nécessités réelles, des organes de coordination et des centres indispensables. C'est alors – et alors seulement – que la Révolution aura vaincu.

L'article dit ensuite que, tant que la lutte aura le caractère de querelles entre les partis politiques pour le Pouvoir, et que les masses laborieuses seront entraînées dans ces querelles et divisées par des fétiches politiques, il ne pourra être question ni de la victoire de la Révolution ni même d'une reconstruction sociale vraiment profonde de la vie.

L'article exprime l'espoir que les masses, poussées par les exigences mêmes de la vie, finiront par arriver à cette solution dont les éléments sont déjà semés par les conditions objectives de notre époque et de toute l'ambiance donnée.

Et il conclut dans ces termes:

Il va de soi que nous ne prétendons pas être prophètes. Nous ne prévoyons qu'une certaine *éventualité*, une certaine *tendance* qui *peut aussi ne pas se réaliser*. Mais, dans ce dernier cas, la Révolution actuelle ne sera pas encore la vraie grande Révolution Sociale. Et alors, la solution du problème – telle que nous venons de la tracer incombera à l'une des révolutions futures.

Enfin, l'éditorial du n° 9 (du 6 octobre, donc à l'approche de la Révolution bolcheviste) dit:

Ou bien la Révolution poursuivant sa marche, les masses – au bout des épreuves, des malheurs et des horreurs de toutes sortes, après des erreurs, des heurts, des arrêts, des reprises, de nouveaux reculs, peut-être même d'une guerre civile et d'une dictature temporaire – *sauront*, enfin, élever leur conscience à une hauteur qui leur permettra d'appliquer leurs forces créatrices à une activité positive de leurs propres organismes autonomes, partout sur place: alors, le salut et la victoire de la Révolution seront assurés.

Ou bien les masses *ne sauront pas encore* créer, au cours de cette Révolution, leurs propres organismes coordonnés et consacrés à l'édification de la vie nouvelle: alors la Révolution sera tôt ou tard étouffée. Car, seuls ces organes sont capables de la mener vers la victoire définitive.

L'attitude de L'« Union » *au moment même du coup d'état d'octobre* a été déjà suffisamment mise en relief (voir chapitre 1). Nous n'y reviendrons donc pas. Rappelons seulement que, ayant exprimé leurs réserves, les anarchistes participèrent très activement à cette Révolution – là où elle aboutit à une action des masses (Cronstadt, Moscou) – ceci pour des raisons et pour des buts spécifiés dans les réserves mêmes.

Après la Révolution d'octobre, pendant les quelques mois de sa difficile existence, l'Union anarcho-syndicaliste de plus en plus brimée par le gouvernement bolcheviste, suivit au jour le jour l'action de celui-ci et la marche des événements*. Le journal, qui parut quotidiennement pendant trois mois, expliquait aux travailleurs tous les écarts, toutes les erreurs, tous les méfaits du nouveau pouvoir, *développant, en même temps, ses propres idées et indiquant les moyens de les appliquer*, conformément à sa façon de voir. Une telle besogne constituait, non seulement son droit, mais incontestablement son devoir le plus strict.

Dans une série d'articles: le 27 oct. (« Et après ? ») le 3-16 nov. (« La seconde Révolution »), le 4-17 nov. (« La Déclaration et la Vie »), etc., on insiste sur la nécessité d'abandonner dès à présent les méthodes *politiques* de la *dictature sur les masses* et de laisser au peuple laborieux la liberté d'organisation et d'action.

* Pour donner une idée de la façon d'agir du gouvernement pendant ces quelques mois, citons certains de ses procédés. Maître du courant électrique, il le faisait couper presque tous les matins vers les trois heures, sur la ligne qui alimentait l'imprimerie. Les réclamations ne servaient à rien. Le courant revenait vers 5 ou 6 heures ou même ne revenait pas du tout. Ainsi le journal ne pouvait paraître que vers 9 ou 10 heures lorsque, tous, les ouvriers et employés étant à leur travail, personne ne pouvait plus l'acheter. D'autre part, les vendeurs à la criée étaient bouculés, chassés et parfois arrêtés sous de fallacieux prétextes. À la poste, jusqu'à 50 % des exemplaires expédiés étaient sciemment « égarés ». Bref, il fallait lutter continuellement contre le sabotage ordonné par les autorités bolchevistes. (Note des transpositeurs: Dans l'édition que nous avons utilisée, cette note n'est pas identifiée dans le corps du texte. Nous l'avons insérée à l'endroit qui nous semblait le plus logique.)

Nous disons:

1° Dès le début de la Révolution, c'est-à-dire dès le mois de mars, les masses laborieuses auraient dû créer partout leurs organismes de travailleurs, organismes *de classe*, hors partis coordonnant l'action de ces organes et la concentrant tout entière sur l'unique but réel à atteindre: la mainmise sur tous les éléments indispensables pour le travail et, finalement, sur la vie économique du pays.

2° Les hommes instruits, conscients et expérimentés, les intellectuels, les spécialistes, etc., auraient dû, dès les premiers jours de la Révolution, se préoccuper non pas de la lutte et des mots d'ordre *politiques*, non pas de «l'organisation du Pouvoir», mais bien de celle de la *Révolution*. Tous ces hommes auraient dû assister les masses dans le développement et le perfectionnement de leurs organisations, les aidant à employer leur attention, leur énergie et leur activité à la préparation d'une *véritable Révolution*: économique et sociale.

À ce moment-là, personne ne les aurait entravés dans cette besogne.

En effet, les ouvriers, les paysans et *les soldats* étaient parfaitement d'accord les uns avec les autres dans cette tâche collective. La Révolution – la vraie – aurait avancé à grands pas, *par un chemin droit*. Elle aurait, dès le début, poussé ses racines bien en profondeur, ceci d'autant plus que les masses, elles-mêmes, dans un élan spontané, avaient déjà créé tout un réseau d'organisations et qu'il ne s'agissait plus que d'apporter à cette tâche constructrice un certain ordre et une plus haute conscience. Ah si, dès le début, tous les révolutionnaires sincères, toute la presse socialiste, etc., avaient concentré leur attention, leurs forces et leur énergie à cette besogne, les voies de la Révolution seraient autres.

C'est, précisément ce qui n'a pas été fait.

(La Seconde Révolution.)

Un article intitulé: «Le nouveau Pouvoir» (n° 14, du 4-17 novembre) dit:

Là où commence le Pouvoir finit la Révolution. Là où commence «l'organisation du Pouvoir» finit «l'organisation de la Révolution». L'expression: «pouvoir révolutionnaire» a autant de sens que les expressions: «glace chaude» ou «feu froid», c'est-à-dire aucun.

Si la Révolution s'engage définitivement sur la voie politique, selon la recette de «l'organisation du Pouvoir», nous verrons ce qui suit: dès que la première victoire révolutionnaire du peuple insurgé (victoire si chèrement payée en raison, justement, des mêmes méthodes politiques) deviendra un fait acquis, notre «seconde Révolution» s'arrêtera. Au lieu d'une activité révolutionnaire libre et créatrice des masses partout sur place – activité indispensable pour consolider et développer cette victoire – nous assisterons alors à un écœurant «marchandage» autour du Pouvoir au centre, à une «organisation (absolument inutile) du

Pouvoir» au centre et, enfin, à une « activité » absurde d'un nouveau « Pouvoir » au centre: d'un nouveau « gouvernement de toutes les Russies ».

Les Soviets et d'autres organismes locaux devront, bien entendu, dépendre du *Soviet central et du Gouvernement*; ils seront forcés de *se soumettre* au centre, de le reconnaître « Tout le pouvoir aux Soviets » deviendra, en fait, l'autorité des leaders du parti, placés au centre. À la place d'une union naturelle et indépendante des villes et de la campagne libres, construisant à leur gré la nouvelle vie économique et sociale, nous verrons un centre d'État « fort », un « pouvoir révolutionnaire ferme »: pouvoir qui prescrira, ordonnera, imposera, châtiara.

Ou cela sera ainsi ou l'autorité n'existera pas. Car rien d'intermédiaire entre ces deux éventualités n'est réalisable. Des phrases sur une « autonomie locale », en présence d'un pouvoir d'État en vigueur, sont toujours restées, restent aujourd'hui et resteront à l'avenir des phrases vides.

.....

Ce nouveau pouvoir, en train de se consolider, saura-t-il donner quoi que ce soit au peuple ?

Sans aucun doute, il tentera de lui octroyer quelque chose.

Mais, travailleurs, oubliez la *Révolution Sociale, le socialisme*, l'abolition du système capitaliste et votre véritable émancipation, si vous êtes disposés à attendre tout cela de la part du nouveau Pouvoir ! Car le nouveau Pouvoir (ni aucun autre) ne saura vous le donner.

Vous voulez des preuves ?

Et, après avoir assemblé des faits prouvant que le bolchevisme finira fatalement par la dégénérescence et la trahison, l'article conclut comme suit:

Cela signifie que, du bolchevisme au capitalisme, le front malgré tout, reste au fond, « unique », sans interruption. Telles sont les lois fatales de la lutte politique.

Vous allez nous dire que vous protesterez, que vous lutterez pour vos droits, que vous vous soulèverez et agirez partout sur place en pleine indépendance ?

Très bien. Mais alors, soyez prêts à ce que votre activité soit déclarée « arbitraire », « anarchique »; à ce que « les socialistes au pouvoir » vous assaillent sous ce prétexte, avec toute la force de leur autorité « socialiste »; et que, enfin, les couches de la population satisfaites par le nouveau gouvernement (couches auxquelles il aura donné « quelque chose ») ainsi que tous ceux qui en auront assez de la Révolution et n'éprouveront pour vous que de la colère et de la haine, *se dressent contre vous*.

Dans votre lutte contre le tsarisme vous aviez avec vous presque tout le pays.

Dans votre lutte contre Kerensky vous étiez déjà beaucoup plus isolés.

Si, maintenant, vous laissez le nouveau pouvoir se consolider (et si les événements s'y prêtent); si vous avez prochainement une lutte à entamer contre cette autorité devenue forte, vous ne serez plus qu'une poignée.

On vous écrasera impitoyablement comme des « fous », comme des « fanatiques » dangereux, comme des « anarchistes », comme des « bandits »... Et on ne posera même pas une pierre sur vos tombes.

Dans un article paru sous le titre: « D'impasse en impasse » (n° 15, du 6-19 novembre) nous lisons:

Il n'y a qu'un moyen de mettre la Révolution sur le juste et droit chemin: Renoncer à la consolidation du Pouvoir politique central. Aider tout de suite les masses – partout sur place – à créer leurs organisations de classe, hors des partis. Aider ces organisations à former un ensemble harmonieux, d'abord localement, ensuite régionalement, etc., au moyen des Soviets (conseils) de ces organisations: Soviets non pas autoritaires, mais uniquement instruments de liaison et de coordination. Orienter ces organismes vers le seul but qui importe: celui de leur mainmise progressive sur la production, les échanges, les communications, la distribution etc. Commencer ainsi, tout de suite, à organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles.

Alors commencera à se réaliser, facilement et d'une façon naturelle, une sorte de « dictature du travail ». Et le pays entier saura, peu à peu, s'y faire.

Et l'article conclut ainsi:

Tout Pouvoir est un péril pour la Révolution. *Aucun Pouvoir* ne saura amener la Révolution à son véritable but. Ce n'est guère dans les labyrinthes des combinaisons politiques que se trouve la clef qui ouvrira la porte promise du Temple de la victoire!

Un article sur « L'organisation de la Révolution » constate et précise (n° 16, du 7-20 novembre):

Les partis socialistes disent:

Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer du *Pouvoir d'État* et organiser ce nouveau Pouvoir. À l'aide de celui-ci, toute l'économie passera aussi entre les mains de l'État. *Les anarchistes* disent: Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer de *l'économie* et l'organiser.

Par ce moyen, le Pouvoir et l'État (reconnus par les socialistes eux-mêmes comme un mal « inévitable » et temporaire) seront éliminés. S'emparer de l'économie, cela signifie: prendre possession de l'agriculture et de l'industrie; prendre en mains la production, les échanges, les communications, etc. Cela signifie, avoir

à sa disposition tous les moyens et instruments de travail et d'échanges: le sol et le sous-sol, les mines; les fabriques, les usines, les ateliers, les chantiers, etc.; les stocks et les dépôts; les magasins; les banques; les locaux; les chemins de fer, les transports maritimes et fluviaux et toutes les voies de communication, la poste, le télégraphe, le téléphone, etc.

Pour s'emparer du *Pouvoir*, il faut un *parti politique*. Car, de fait, c'est un *parti* qui prend possession du pouvoir, en la personne de ses leaders (chefs). C'est pourquoi les socialistes incitent les masses à s'organiser en un parti, afin de soutenir celui-ci au moment de la lutte pour la prise du Pouvoir.

Pour s'emparer de *l'économie*, un parti politique n'est pas indispensable. Ce qui est indispensable, ce sont les organismes des travailleurs, de masses: organismes indépendants et restant en dehors de tout parti politique. C'est à ces organismes qu'incombe, au moment de la Révolution, la tâche de la nouvelle édification économique et sociale.

Voilà pourquoi les anarchistes ne forment pas un parti politique: ils militent, soit directement dans les organisations de masses, soit – comme propagandistes – dans des groupes et unions idéologiques.

Et, par la suite, l'article pose ces questions fondamentales:

Comment faut-il, comment peut-on s'organiser sans Pouvoir? Par quoi faut-il commencer? Comment faut-il s'y prendre?

Le journal promet de répondre à toutes ces questions d'une façon précise et détaillée. Et, en effet, il y répond dans plusieurs articles parus avant sa suppression (au printemps 1918). (Notons des articles tels que: «La Guerre», n° 17, du 8-21 novembre; «La Famine», même numéro; «La dernière étape» même numéro; «Que faire?» n° 19, du 18 novembre-1^{er} décembre; «Avertissement», n° 20; «Les tâches immédiates», n° 21, etc.).

La fin de l'année 1917 avait été très dure pour le peuple. La guerre continuait à épuiser et paralyser le pays. La situation à l'intérieur devenait de plus en plus tragique.

L'article «Que faire?» constate:

Les conditions d'existence des masses ouvrières empirent de jour en jour, la misère augmente. La faim s'installe en permanence dans les foyers. Le froid est là, mais le problème des loyers et du chauffage n'est pas résolu. Un très grand nombre d'usines ferment leurs portes, faute de moyens, de combustible de matières premières et, souvent de propriétaires qui sont en fuite: Les voies ferrées sont dans un état lamentable. L'économie du pays est totalement ruinée.

Et il continue:

Une situation paradoxale se crée: *En haut*, le gouvernement « ouvrier et paysan », centre investi de tous les pouvoirs et disposant de la force pour les exercer. Les masses attendent de lui des solutions. Il publie des décrets où il dit bien quelles *devraient être* les améliorations. (Et encore, ce qu'il préconise est bien au-dessous des besoins des masses), mais quant à la question essentielle: *comment y arriver*; il répond: « *L'Assemblée Constituante!* » *En bas*, tout demeure comme auparavant. Les masses crèvent de faim – mais la spéculation, le lucre, l'éceeurant commerce « sous le manteau » continuent de plus belle. Les masses sont dans la misère – mais les magasins (même les étalages) regorgent de vêtements, de viande, de légumes, de fruits et de conserves. Et ne doutons pas qu'il y ait en ville une bonne quantité d'objets de première nécessité.

Les masses sont pauvres – mais les banques sont riches.

Les masses sont privées de logis (si modestes soient-ils) – mais les maisons appartiennent aux propriétaires.

Les masses sont jetées dans la rue, les usines ferment leurs portes, et il est impossible de « prendre en mains » les entreprises abandonnées, faute de capitaux, de combustible et de matières premières.

La campagne a besoin des produits de la ville. La ville a besoin des produits de la campagne – mais la situation est telle qu'il est presque impossible de réaliser les échanges.

Constatant ce désastre et critiquant la molle attitude du gouvernement bolcheviste, la presse anarchiste propose en même temps les moyens qui lui paraissent être les plus rapides, les plus simples et les plus efficaces pour en sortir.

Ainsi, dans plusieurs articles (« Que faire? », « Avertissement », etc.), le journal soumet à l'attention des travailleurs tout un programme concret et détaillé des mesures urgentes, immédiates, telles que: réquisition par *les organismes ouvriers* des produits de première nécessité et organisation des stocks et dépôts de distribution (pour parer à la famine); création de restaurants populaires; organisation méthodique des comités de maisons, (de locataires), de rues, de quartiers et ainsi de suite (pour parer à l'insuffisance des logis et commencer, en même temps, à remplacer les propriétaires par des collectivités d'usagers): autrement dit, socialisation immédiate et progressive des lieux d'habitation; réquisition immédiate et progressive (toujours par les organismes ouvriers) des entreprises abandonnées par leurs propriétaires; organisation immédiate des travaux publics (pour entreprendre tout de suite les réparations urgentes dans les villes,

sur les voies ferrées, etc.), confiscation immédiate d'une partie des fonds en banques afin de permettre le développement de la nouvelle production collective; reprise des relations régulières entre les villes et la campagne: échange de produits entre les organisations ouvrières et les cultivateurs socialisation des chemins de fer et de tous les moyens de communication; réquisition et socialisation des mines aussi rapidement que possible aux fins d'approvisionnement immédiat (par les soins des organisations ouvrières), des usines, chemins de fer, habitations, etc., et en matières premières.

Le gouvernement bolcheviste était loin d'envisager de telles mesures, car elles tendaient, nécessairement, à diminuer son rôle, à le reléguer au second plan, à démontrer rapidement son inutilité et, finalement, à s'en passer. Il ne pouvait l'admettre.

Ne voulant rien confier aux masses, mais ne se sentant pas encore assez fort pour entreprendre lui-même quelque chose de décisif par la voie de l'action politique, il laissait traîner les choses, se bornant, en attendant, à des remèdes économiques timides et inefficaces. Il cherchait surtout à parer aux nécessités les plus pressantes par des procédés politico-policiers et militaires: réquisitions désordonnées, arbitraires et brutales à l'aide de détachements de troupes excitées par les chefs (procédés qui, entre autres conséquences, dressaient la campagne contre les villes et la détournaient de tout intérêt pour la Révolution), répressions, violences, etc.

Tout en protestant vigoureusement contre la fausse voie où les bolcheviks, d'après eux, allaient engager la Révolution, tout en critiquant leur système, les anarchistes furent les seuls à préconiser des mesures vraiment populaires, vraiment socialistes et en même temps, concrètes: mesures qui devaient, selon eux, orienter la Révolution, dès à présent, sur le chemin de la véritable Révolution Sociale.

Naturellement, les bolcheviks ne les écoutaient pas. Et quant aux masses, totalement accaparées et subjuguées par le bolchevisme, elles ne pouvaient ni entendre les anarchistes, ni se prononcer elles-mêmes.

À ce propos, je me permets de citer ici en entier un article de Goloss Trouda (n° 18, du 13 février 1918), paru au sujet d'un arrêté

du gouvernement bolcheviste concernant la liberté de la presse. L'article situe nettement la position respective des deux idéologies opposées, vis-à-vis d'un problème concret.

FAUSSE ROUTE. – Si l'on voulait noter, au jour le jour, les faits et les événements prouvant incontestablement qu'il n'est pas possible de réaliser la vraie Révolution Sociale « par en haut », on aurait déjà de quoi remplir des dizaines de colonnes du journal... Seulement, nous avons d'autres chats à fouetter pour l'instant ! Réservons donc cette tâche aux laborieux historiens futurs de notre Révolution. Sans doute, ils découvriront dans ses archives une abondante documentation démontrant éloquentement « comment il ne faut pas faire la révolution ». Quant à nous, nous en avons vraiment assez de répéter, tous les jours, que ni la vraie liberté ni la véritable émancipation du monde du travail, ni la nouvelle société, ni la nouvelle culture – bref, *qu'aucune valeur réelle du socialisme* ne peut être réalisée au moyen d'un « appareil d'État » centralisé, mû par un pouvoir politique entre les mains d'un parti. Ne serait-il pas temps d'en finir avec ce sujet, dans l'espoir que, demain, *la vie elle-même* fera comprendre cette vérité (au fond si simple) avec une netteté parfaite, à tous les aveugles ?

Et pourtant, ils sont encore bien nombreux, ces aveugles.

Il y a à peine quelques jours, nous avons eu en mains une résolution disant ce qui suit : Bien que l'idée de l'anarchisme soit la meilleure, la plus belle et la plus pure des idées, le moment de sa réalisation n'est pas encore venu. Il est indispensable, d'abord, de consolider la révolution faite (« socialiste »). « Nous sommes persuadés, conclut la résolution, que l'anarchisme viendra et triomphera *après le socialisme.* »

La voilà bien, cette conception courante, banale de l'anarchisme !

Pour le brave « habitant », l'anarchisme est, ou bien la bombe et le pillage, horreur et chaos, ou bien, dans le meilleur des cas un rêve béat : le paradis « après le socialisme ». Car le brave « habitant » *ne connaît pas* l'anarchisme. Il le juge d'après des « on-dit ». Il est si naïf, si crédule, le pauvre !...

Les auteurs de la résolution ne le connaissent pas non plus !

Si l'on se représente l'anarchisme comme l'avènement d'une époque où l'on vivra des jours tissés d'or et de soie dans un pays de Cocagne, alors oui : son temps n'est pas encore venu (de même *qu'en ce sens*, le temps du « socialisme » n'est pas encore venu, non plus).

Mais si (comme le font les auteurs de la résolution), on aborde le problème du point de vue *de la voie* vers l'émancipation, *du processus même* de la lutte pour l'affranchissement, alors il serait absurde de s'imaginer qu'en prenant telle voie, nous suivrions telle autre. Alors, on serait obligé de *choisir* : ou l'une ou l'autre.

Or, l'anarchisme n'est pas seulement une idée, un *but* : il est, avant tout, aussi une *méthode*, un *moyen* de lutte pour l'émancipation de l'homme. Et, de ce point

de vue, nous affirmons clairement, catégoriquement que la voie « socialiste » (celle du socialisme autoritaire et étatique) *ne peut* réaliser les buts de la Révolution Sociale, ne peut nous amener au socialisme. Seule la méthode anarchiste est capable de résoudre le problème.

La thèse essentielle de l'anarchisme comme méthode de lutte, comme voie vers *le vrai socialisme* est justement celle-ci: il est impossible d'aboutir à l'anarchisme, et généralement à la liberté, « à travers le socialisme », « après le socialisme ». Ce n'est pas « à travers » mais précisément « en travers » et « contre » « le socialisme » qu'on pourra y arriver. On ne peut réaliser l'anarchisme autrement qu'en allant *droit au but, par le chemin anarchiste direct* Sinon, nous n'y arriverons jamais.

Il est impossible de réaliser la liberté au moyen d'un socialisme étatique.

Étant partis à la conquête du socialisme par la voie d'une révolution faite par en haut, les « socialistes », d'après nous, ont dévié; ils ont fait fausse route. Leur chemin n'aboutit à aucune Révolution Sociale, à aucun socialisme. Ou bien ils seront obligés de rebrousser chemin et de reprendre la bonne route – juste droite, anarchiste, – ou bien ils s'égareront et engageront toute la Révolution dans une impasse.

Voilà ce que l'anarchisme affirme. Voilà pourquoi il lutte contre le « socialisme » actuel. Et voilà ce que la vie devra démontrer bientôt aux plus aveugles.

.....

Renonçant à nous occuper ici de nombreux faits qui d'ores et déjà, renforcent notre conviction, nous sentons la nécessité de fixer ici même un seul fait frappant, « fait » de la dernière minute*:

Nous venons de recevoir un exemplaire des « *Dispositions provisoires concernant le mode d'édition de tous imprimés, périodiques ou non, à Pétrograd* ».

Nous avons toujours considéré la lutte implacable contre la presse bourgeoise comme la tâche immédiate des travailleurs à l'époque de la Révolution Sociale.

Supposez donc un instant, cher lecteur, que cette Révolution suive, dès ses débuts, notre voie anarchiste: des organismes ouvriers et paysans se créent et se fédéralisent en une organisation de classe; ils prennent en mains la vie économique du pays, ils combattent eux-mêmes, et à leur manière, les forces adverses. Vous comprendrez facilement que la presse, en tant qu'instrument d'action de la bourgeoisie, serait combattue par ces organismes d'une manière essentiellement différente de celle employée par notre gouvernement « socialiste » pour combattre la presse « bourgeoise ».

En effet, est-ce que ces « Dispositions provisoires » visent la presse *bourgeoise* ?

Lisez attentivement les articles 2 à 8 de ces « Dispositions ». Lisez surtout avec attention le paragraphe intitulé: « Interdiction et confiscation. » Vous aurez la preuve palpable que, du premier de ces articles au dernier, ces « Dispositions » suppriment, non pas la presse bourgeoise, mais *toute ombre de liberté de la presse*

* Rappelons que ceci a été écrit en 1939.

en général. Vous verrez que c'est un acte typique, établissant *la plus rigoureuse censure pour toutes les publications qui auraient le malheur de déplaire au gouvernement*, d'où qu'elles viennent. Vous constaterez que cet acte établit une multitude de formalités et d'entraves absolument inutiles.

Or, nous sommes persuadés que la véritable Révolution des travailleurs lutterait contre la presse bourgeoise avec d'autres méthodes et sous d'autres formes.

Nous sommes convaincus que les vrais militants et hommes d'action de la véritable Révolution Sociale n'auraient ni n'auront jamais à recourir à une *loi sur la censure*: loi banale, typiquement bureaucratique et autoritaire; loi cherchant à protéger le gouvernement existant contre toute espèce de critique ou de lutte, *qu'elle vienne de droite ou de gauche*; loi, enfin, introduisant toute une série de freins, d'entraves et d'obstacles superflus et barbares du point de vue de la liberté d'expression.

Eh bien, nous avons dit plus d'une fois que toute voie possède ses particularités. Gloire aux dieux! La «particularité» en question ne touche, pour l'instant, que Pétrograd. Espérons que les masses révolutionnaires du reste du pays se montreront plus à la page que notre capitale défaillante et qu'elles rendront inutile l'application des «Dispositions provisoires» en province.

Espérons aussi que ces «Dispositions» *provisoires* ne deviendront pas *définitives*.

Les anarchistes supposaient que, les imprimeries et tous les moyens de publication étant pris en mains directement par les organisations ouvrières, ces dernières refuseraient – ce qui eût été simple et normal – d'imprimer et d'éditer les écrits contre-révolutionnaires. Ainsi – comme dans d'autres domaines – aucun besoin d'une action *politique* (gouvernement, police, etc.) ne se serait fait sentir et on se passerait de la «censure».

Inutile de dire que les «Dispositions» furent très rapidement étendues au pays entier et, plus tard, servirent de base à des lois sur la presse supprimant carrément *toute publication non gouvernementale* (non bolcheviste).

Dans l'article: «Les tâches immédiates», trop long pour être cité, le journal offre à nouveau des suggestions détaillées sur un ensemble de problèmes d'actualité. «Organisation du ravitaillement», «Comment résoudre la question des habitations», «Fabriques et usines», «Les banques»; «La Ville et la Campagne», «Les matières

premières et les combustibles», «Les transports», «Les travaux publics»: tels en sont les chapitres essentiels.

Naturellement, plusieurs articles furent consacrés à la question paysanne («L'œuvre paysanne», n° 22, et autres), ainsi que de nombreux éditoriaux concernant le problème ouvrier («La Voie ouvrière», n° 7 du quotidien; «L'Œuvre ouvrière», n° 11; «Le Congrès ouvrier», et ainsi de suite.)

Pour terminer, je me permets, à titre de curiosité, encore une citation tirée d'un article intitulé: «Lénine et l'Anarchisme» (n° 5, du 19 décembre-1^{er} janvier 1918):

Les «socialistes», gonflés de sentiments d'ordre, de prudence et de circonspection, reprochent au citoyen Lénine, à tout instant, son penchant pour l'anarchisme. Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule: «Patientez. Je ne suis pas encore *tout à fait anarchiste*.»

Les anarchistes attaquent le citoyen Lénine à cause de son faible pour le dogme marxiste. Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule: «Patientez. Je ne suis plus *tout à fait marxiste*.»

Nous éprouvons, enfin, le désir de dire à tous ceux qui sont ainsi troublés dans leur âme: ne vous inquiétez pas, n'attendez pas! Le citoyen Lénine *n'est pas du tout anarchiste*.

Et après une brève analyse de la position de Lénine face à la Révolution, l'article termine ainsi:

Le citoyen Lénine a raison quand il dit: Nous rejetons le parlementarisme, la Constituante, etc., parce que la Révolution a engendré les Soviets. Oui, la Révolution a engendré... non seulement les Soviets, mais en général une juste et saine tendance vers une organisation de classe, hors des partis, apolitique, non étatiste. Le salut de la Révolution est uniquement dans cette tendance. Et le citoyen Lénine aurait eu raison s'il avait reconnu il y a belle lurette – à l'aube de sa jeunesse – que la vraie Révolution allait prendre justement ce chemin. Hélas, à cette époque, il était «marxiste pur»!

Et maintenant? Oh, bien entendu, les tendances de plus en plus consciemment anarchisantes des masses le troublent. L'attitude des masses a déjà obligé le citoyen Lénine à s'écarter de l'ancien chemin. Il est en train de céder, de s'incliner. Il ne laisse l'«Etat», l'«autorité», la «dictature» que pour une heure, pour une toute petite minute, pour le «moment transitoire». Et après? Après, ce sera l'anarchisme, le presque-anarchisme, l'«anarchisme soviétique», l'anarchisme «à la Lénine».

Et les «marxistes» bourrés d'esprit de méthode de sagesse et de méfiance, clament horrifiés: «Vous voyez? Vous entendez? Vous comprenez? C'est terrible! Est-ce du marxisme, ça? Est-ce du socialisme?»

Mais grands dieux ! ne prévoyez-vous pas, citoyens socialistes, ce que dira le citoyen Lénine lorsque le pouvoir actuel sera consolidé et qu'il deviendra possible de ne plus prêter l'oreille à la voix des masses ?

Il reviendra alors sur son chemin habituel, battu. Il créera un « Etat marxiste », le plus authentique. Et, à l'heure solennelle de la victoire définitive, il vous dira : « Vous voyez, Messieurs, je suis, de nouveau, tout à fait marxiste ! »

Il reste une seule question, la principale : les masses ne deviendront-elles pas, avant cette heure bienheureuse, « tout à fait anarchistes » et n'empêcheront-elles pas le citoyen Lénine de retourner au « tout à fait marxisme » ?

Je regrette de ne pas avoir pu apporter ici quelques autres textes du même *Goloss Trouda*, de *l'Anarchie* (de Moscou), du *Nabate* (d'Ukraine). Je n'ai pas sous la main les numéros nécessaires. Et, dans les conditions présentes, je ne peux pas me les procurer. Mais je puis assurer que, à quelques nuances et détails près, le contenu de tous les journaux libertaires sérieux était semblable. D'ailleurs, ce qui est cité suffit pour donner au lecteur une idée assez nette sur les thèses, la position et l'activité des anarchistes au cours de la Révolution.

Je peux y ajouter que la Confédération Anarchiste d'Ukraine (*Nabate*), supprimée plus tard par le pouvoir bolcheviste, réussit à organiser en novembre 1918 et en avril 1919, à Koursk et à Elisabethgrad, deux Congrès qui réalisèrent un travail considérable. Ils dressèrent un plan d'action libertaire pour toute l'Ukraine. Leurs résolutions offrirent des solutions étudiées aux divers problèmes brûlants de l'heure.

La période entre octobre 1917 et fin 1918 fut significative et décisive : *c'est au cours de ces quelques mois que se joua le destin de la Révolution*. Pendant un certain temps, celle-ci oscilla entre les deux idées et les deux voies. Quelques mois après, le sort en fut jeté ; le gouvernement bolcheviste réussit à établir définitivement son Etat *militaire, policier, bureaucratique et capitaliste* (nouveau modèle).

L'idée libertaire, qui se mettait de plus en plus en travers de son chemin, fut étouffée.

Et quant aux vastes masses laborieuses, elles n'avaient ni assez de puissance ni assez de conscience pour pouvoir dire leur mot décisif.

QUELQUES ÉPISODES VÉCUS

Quelques épisodes vécus, choisis entre mille autres semblables, me servirent d'illustration pour faire mieux comprendre le caractère particulier de cette époque.

Un soir, fin 1917, à Pétrograd, deux ou trois ouvriers de l'ancienne usine de pétrole Nobel (elle employait 4 000 ouvriers environ) se présentèrent au siège de notre « Union » et nous racontèrent ce qui suit :

L'usine étant abandonnée par les propriétaires, les ouvriers avaient décidé, après de multiples réunions et discussions, de la faire marcher collectivement. Ils commencèrent à faire des démarches en ce sens et s'adressèrent, entre autres, à « leur gouvernement » (bolcheviste), lui demandant de les aider dans la réalisation de leur projet.

Le Commissariat du Peuple au Travail leur déclara que, malheureusement, il ne pouvait rien faire pour eux dans les conditions du moment : il ne pouvait leur procurer ni combustible, ni matières premières, ni commandes ou clientèle, ni moyens de transport, ni fonds de roulement. Comme fiche de consolation, on leur dit que 90 % des usines se trouvaient dans le même cas et que le gouvernement prendrait sous peu des mesures générales en vue de leur remise en marche.

Les ouvriers s'apprêtèrent alors à faire rouler l'usine par leurs propres moyens, espérant trouver ce dont ils avaient besoin pour continuer la production et s'assurer un marché suffisant.

Or, le Comité ouvrier de l'usine fut avisé par le Commissariat du Travail que, le cas de celle-ci n'étant pas isolé et un grand nombre d'entreprises se trouvant dans une situation analogue, le gouvernement avait pris la décision de fermer tous ces établissements, d'en licencier les ouvriers en leur versant le montant de deux ou trois mois de salaire et d'attendre des temps meilleurs.

Les ouvriers de l'usine Nobel n'étaient nullement d'accord avec le gouvernement. Ils voulaient continuer le travail et la production. Ils avaient maintenant la certitude de réussir. Ils le firent savoir au gouvernement. Celui-ci répondit par un refus catégorique. Il déclara qu'en tant que gouvernement dirigeant l'ensemble du pays et responsable devant cet ensemble il ne pouvait admettre que chaque usine agisse à la fantaisie, ce qui eût abouti à un chaos inextricable; qu'en tant que gouvernement, il était obligé de prendre des mesures générales, et qu'en ce qui concernait les entreprises dans le cas de celle de Nobel, cette mesure ne pouvait être que la fermeture.

Les ouvriers, réunis par le Comité de l'usine en une assemblée générale, s'élevèrent contre cette décision.

Alors le gouvernement leur proposa de faire une nouvelle réunion générale où ses représentants viendraient expliquer définitivement le véritable sens de la mesure prévue et la nécessité générale de son application.

Les ouvriers acceptèrent. Et c'est ainsi que quelques-uns d'entre eux, en relation avec notre « Union », vinrent nous mettre au courant et nous demander de dépêcher à ladite réunion un orateur qui exposerait le point de vue des anarchistes. (À cette époque, de telles choses étaient encore possibles.) Les ouvriers de l'usine, disaient-ils, seraient certainement contents de connaître notre avis, de pouvoir comparer les deux thèses, de choisir la meilleure et d'agir en conséquence.

C'est moi qui fus délégué à la réunion.

J'étais arrivé le premier. Dans un immense atelier, la plupart des ouvriers de l'usine étaient réunis. Sur une sorte d'estrade, dressée au milieu, les membres du Comité étaient installés autour d'une table, attendant l'arrivée des membres du gouvernement. L'attitude de la masse était grave, réservée. Je pris place sur l'estrade.

Bientôt arrivèrent très « officiellement » (déjà !), très solennellement, serviettes luisantes sous le bras, les représentants du gouvernement. Ils étaient trois ou quatre, Chliapnikoff lui-même, Commissaire du Peuple au Travail à l'époque, en tête.

C'est lui qui parla le premier. D'un ton sec, officiel, il répéta les termes de la décision prise par le gouvernement et développa les motifs qui l'avaient amené à la prendre. Il conclut en déclarant que cette décision était ferme, irrévocable, sans appel, et qu'en s'y opposant les ouvriers commettraient un acte d'indiscipline dont les conséquences pourraient être graves pour eux et pour le pays.

Un silence glacial accueillit son discours, sauf quelques applaudissements nettement bolchevistes.

Alors le président déclara que certains ouvriers de l'usine devraient connaître aussi le point de vue des anarchistes et qu'un représentant de l'Union anarcho-sindicaliste étant là, il lui donnait la parole.

Je me levai. Les « membres du gouvernement » stupéfaits (visiblement, ils ne s'attendaient pas à cela), me dévisagèrent avec une curiosité non dissimulée, mêlée d'ironie, d'inquiétude et de dépit.

Ce qui se passa par la suite resta fidèlement gravé dans ma mémoire tant ce fut typique, suggestif et encourageant pour mes convictions.

M'adressant aux ouvriers de l'usine, je leur dis à peu près ceci :

– Camarades, vous travaillez depuis des années dans cette usine. Vous voulez continuer ici votre travail libre. C'est parfaitement votre droit. C'est, peut-être, même votre devoir. En tout cas, le devoir évident du gouvernement – qui se dit vôtre – est de vous faciliter la tâche, de vous soutenir dans votre résolution. Mais le gouvernement vient de vous répéter qu'il se voit impuissant à le faire et que pour cette raison, il va fermer l'usine et vous licencier, ceci au mépris de votre décision et de vos intérêts. Je tiens, avant tout, à vous dire qu'à notre sens – je parle au nom de l'« Union anarcho-sindicaliste » – l'impuissance du gouvernement (qui se dit vôtre) n'est pas une raison pour vous priver de votre morceau de pain honnêtement gagné.

Une salve d'applaudissements m'interrompit.

– Au contraire, repris-je, ces hommes-là (je désignai les « membres du gouvernement »), qu'ils s'appellent « gouvernement » ou autrement, auraient dû vous féliciter de votre initiative, vous encourager

et vous dire comme nous vous disons, nous: Vu l'impuissance des autorités, il ne vous reste qu'une seule issue, c'est de vous débrouiller vous-mêmes et d'en sortir par vos propres forces et moyens. Votre gouvernement devrait y ajouter que, comme tel, il fera tout de même son possible pour vous venir en aide aussitôt qu'il le pourra. Moi, je ne suis pas membre du gouvernement ni ne veux l'être; car aucun gouvernement, vous le voyez, n'est capable de faire le nécessaire pour vous ni organiser la vie humaine en général. J'ajouterai donc autre chose. Je vous pose une question: Avez-vous les forces et les moyens pour tâcher de continuer le travail? Croyez-vous pouvoir réussir? Pourriez-vous, par exemple, créer dans votre sein de petits organismes mobiles et actifs dont les uns s'occuperaient de la recherche du combustible; d'autres, du problème des matières premières; d'autres encore, de la question des livraisons par chemin de fer; d'autres enfin, de celle des commandes et de la clientèle, etc.? Tout dépend de cela, camarades. Si vous pouvez créer le nécessaire, si vous croyez pouvoir réussir, vous n'avez qu'à y aller et le gouvernement – «votre» gouvernement – ne devrait, certes y voir aucun inconvénient, au contraire... Quant à nous, les anarchistes, nous sommes sûrs que les ouvriers eux-mêmes, ayant des relations variées un peu partout dans le pays et connaissant à fond les éléments essentiels de leur travail, sauront – surtout étant 4 000 – résoudre le problème beaucoup plus simplement et rapidement que le gouvernement. Nous estimons donc que vous n'avez qu'à créer pour cela des organismes mobiles réunissant des hommes capables, par leurs relations, leurs connaissances et leurs aptitudes, d'agir énergiquement et avec succès. Leur mission terminée, ces organismes cesseraient d'exister et leurs membres rejoindraient la masse des ouvriers de l'usine. Que pensez-vous de cela?

Des applaudissements unanimes et prolongés me répondirent. Et, en même temps, plusieurs voix clamèrent:

– Mais oui! Mais oui! Justement! Nous avons préparé tout ce qu'il faut. Nous pouvons continuer. Nous sommes sur la question depuis des semaines...

– Attention, camarades, dis-je, vous manquez de combustible. Le gouvernement renonce à vous en fournir. Sans combustible l’usine ne peut pas marcher. Pourrez-vous vous en procurer vous-mêmes, par vos propres moyens ?

– Oui, oui ! clamait-on. On est quinze à l’usine, déjà prêts et organisés pour aller dans une région; chacun dans ses relations trouvera à volonté un combustible qui conviendra parfaitement à l’usine.

– Et pour amener ce combustible ici ?

– Nous sommes déjà en pourparlers avec des camarades des chemins de fer. Nous aurons des wagons et tout le nécessaire. Une autre équipe des nôtres s’en occupe.

– Et pour le marché ?

– Aucune difficulté, camarade ! Nous connaissons très bien la clientèle de l’usine et nous saurons écouler les produits puisque nous y sommes.

Je jetai un coup d’œil sur Chliapnikoff et les autres, Ils roulaient des yeux terribles et battaient nerveusement la table des doigts.

– Eh bien ! mes amis, continuai-je, dans ces conditions, notre avis anarchiste est simple: agissez, produisez, allez-y ! Cependant, un mot encore. Il va de soi que vous n’agirez pas en patrons capitalistes, n’est-ce pas ? Vous n’allez pas embaucher des ouvriers pour les exploiter ? Vous n’allez pas vous constituer en une Compagnie anonyme par actions ?

On rit. Et, tout de suite, quelques ouvriers prirent la parole pour déclarer que, bien entendu, tout le travail serait fait d’une manière collective, en parfaite camaraderie, uniquement pour pouvoir vivre. Le comité veillerait sur la bonne marche de l’entreprise. On répartirait l’encaisse d’une façon équitable et d’un commun accord. L’excédent des recettes, – s’il y en avait, formerait un fonds de roulement.

– Et, conclut-on, si nous commettons des actes contraires à la solidarité des travailleurs, nous donnons carte blanche au gouvernement pour sévir. Dans le cas contraire, il n’a qu’à nous laisser faire et à avoir pleinement confiance en nous.

– Donc, mes amis, terminai-je à mon tour, vous n’avez qu’à démarrer. Je vous souhaite bon courage et bonne chance !

Un tonnerre d’applaudissements me répondit. Une animation extraordinaire, remplaçant la torpeur de tout à l’heure, régnait dans l’atelier. De partout on acclamait cette conclusion et on ne s’occupait même plus des « représentants du gouvernement » qui restaient là immobiles, figés sur leurs sièges, les traits contractés.

Chliapnikoff chuchota alors à l’oreille du président. Celui-ci agita frénétiquement la sonnette. Enfin, le calme se rétablit.

Alors, Chliapnikoff reprit la parole.

Froidement, quoique visiblement en colère, scandant les mots et les accompagnant de gestes de commandant d’armée, il déclara qu’« en tant que membre du gouvernement » il n’avait rien à modifier – ni à ajouter ni à rétracter – de ce qu’il avait déjà dit. Il répéta que la décision du gouvernement était définitive.

– C’est vous-mêmes, dit-il, qui nous avez placés au pouvoir. Vous nous avez volontairement, librement confié les destinées du pays. Vous avez donc confiance en nous et en nos actes. C’est vous, la classe ouvrière de ce pays, qui avez voulu que nous nous occupions de vos intérêts. Dès lors, c’est à nous de les connaître, de les comprendre et d’y veiller. Il va de soi que notre tâche est de nous préoccuper des vrais intérêts généraux de la classe laborieuse et non pas de telle ou telle autre petite fraction. Nous ne pouvons pas agir – un enfant le comprendrait – dans l’intérêt particulier de telle ou telle entreprise séparément. Il est logique et naturel que nous élaborions et établissions des plans d’action concernant l’ensemble du pays ouvrier et paysan. Ces plans doivent sauvegarder l’avenir de cet ensemble. Le contraire, c’est-à-dire prendre ou tolérer des mesures de faveur à l’égard de telle ou telle collectivité, serait ridicule, contraire aux intérêts généraux du peuple, criminel vis-à-vis de la classe ouvrière tout entière. Notre impuissance à résoudre tout de suite les divers problèmes compliqués de l’heure est passagère. Elle est explicable par les terribles conditions actuelles, après tous les malheurs vécus, après le, chaos d’où nous sortons à peine. La classe ouvrière doit le comprendre et savoir patienter. La situation

présente ne dépend pas de notre volonté. Elle n'a pas été créée par nous. Nous en subissons, tous, les conséquences pénibles et fatales. Elles le sont pour tout le monde, et pour quelque temps encore. Les ouvriers n'ont qu'à s'y faire comme tout le monde, au lieu de chercher à créer des situations privilégiées pour tel ou tel groupe de travailleurs. Une pareille attitude serait essentiellement bourgeoise, égoïste et désorganisatrice. Si certains ouvriers, poussés par des anarchistes, ces petits-bourgeois et désorganiseurs par excellence, ne veulent pas le comprendre, tant pis pour eux ! Nous n'avons pas de temps à perdre avec les éléments arriérés et leurs meneurs.

Et, pour terminer, il déclara, d'un ton agressif, plein de menaces :

– De toutes façons, je tiens à prévenir les ouvriers de cette usine et aussi Messieurs les anarchistes, ces ratés et désorganiseurs professionnels, que le gouvernement ne peut rien changer dans ses décisions prises à bon escient et qu'il les fera respecter, d'une manière ou d'une autre. Si les ouvriers résistent, tant pis pour eux ! Ils seront tout simplement licenciés de force et sans indemnité. Les plus récalcitrants, les meneurs, ennemis de la cause générale prolétarienne, s'exposeront, de plus, à des conséquences infiniment plus graves. Et quant à messieurs les anarchistes, qu'ils prennent bien garde ! Le gouvernement ne pourra tolérer qu'ils se mêlent des affaires qui ne les regardent pas et qu'ils excitent les honnêtes ouvriers à la désobéissance... Le gouvernement saura sévir contre eux, et il n'hésitera pas. Qu'ils se le tiennent pour dit !

C'est avec une extrême réserve que ce dernier discours fut accueilli.

Après la réunion, des ouvriers m'entourèrent, outrés, indignés. Ils avaient parfaitement saisi la fausse note du discours de Chliapnikoff.

– Son discours a été habile, mais faux, disaient-ils. Pour nous, il ne s'agit pas d'une situation privilégiée. Une pareille interprétation dénature notre vraie pensée. Le gouvernement n'a qu'à permettre aux ouvriers et paysans d'agir librement *dans tout le pays*. Alors, il verra : les choses se réorganiseront vite d'elles-mêmes et on tombera

d'accord pour la satisfaction de tous. Et il aura, lui, moins de soucis de boulot et aussi d'explications à fournir.

Au fond, c'étaient toujours les mêmes conceptions qui se manifestaient et s'opposaient dans un cas typique: la conception gouvernementale étatiste et la conception socialo-libertaire. Chacune avait ses arguments et ses raisons.

Ce qui indigna encore les ouvriers, ce furent les menaces proférées contre eux et contre nous.

– Un gouvernement socialiste devrait recourir à d'autres méthodes pour que la vérité se dégage, disaient-ils.

Au demeurant, ils ne se faisaient plus aucune illusion sur l'issue du conflit.

Et, en effet quelques semaines après, l'usine fut fermée et les ouvriers licenciés, toute résistance étant impossible devant les mesures prises par le gouvernement « ouvrier » contre les ouvriers.

Un autre épisode:

En été 1918, après un séjour sur le front de la Révolution contre l'invasion allemande (en Ukraine), je rejoignis la petite ville de Bobrow (département de Voronège), où demeurait ma famille.

Les membres du Comité bolcheviste local, tous des jeunes, me connaissaient personnellement. Ils connaissaient aussi mes aptitudes en matière d'enseignement et d'éducation des adultes. Ils me proposèrent d'organiser le travail éducatif et culturel dans la région. (À l'époque, cette entreprise portait le nom de « Proletcult »: Culture prolétarienne.)

J'acceptai, à deux conditions toutefois: 1° Ne toucher aucune espèce de rémunération (pour conserver toute indépendance dans mes méthodes et mon action); 2° Précisément garder l'indépendance entière de mon activité d'éducateur.

Le Comité accepta. Le Soviet local, naturellement, confirma.

Je me rappelle la première réunion du nouvel organisme ainsi créé.

J'avais envoyé un grand nombre de convocations et d'invitations à des organisations ouvrières de la ville, aux villages environnants, à des intellectuels, etc. Le soir, je me trouvai devant une trentaine de

personnes réservées, méfiantes, presque hostiles. Je compris aussitôt : ces gens s'attendaient à une réunion-type, un « commissaire » bolchevik aux gestes de dictateur, revolver à la ceinture, donnant des ordres et des commandements à exécuter à la lettre.

Cette fois, les braves gens trouvèrent devant eux quelque chose de tout à fait différent.

Leur parlant en ami, je leur fis comprendre tout de suite qu'il s'agissait, dans notre œuvre, de leur propre initiative, de leur élan, de leur volonté et de leur énergie. Je leur fis ressortir que toute intention de commander, de dicter ou d'imposer quoi que ce fût m'était absolument étrangère. Et je les invitai à œuvrer eux-mêmes, dans la mesure de leurs forces et de leurs responsabilités, pour accomplir dans la région un bon travail éducatif et culturel.

M'adressant ainsi à leur bonne volonté et à leurs capacités naturelles, je précisai, en même temps, mon propre rôle : aide amicale et efficace dans l'établissement des plans et des programmes ; constitution du corps enseignant ; suggestions et conseils basés sur mon expérience et mes connaissances, etc.

Je leur traçai un tableau sommaire sur ce que nous pourrions réaliser dans notre région si nous nous y mettions en bonne collaboration et avec tout notre cœur.

Un échange de vues, tout à fait libre, suivit mon exposé. Et je pus constater qu'un certain intérêt s'éveilla chez les assistants.

La réunion suivante rassembla une centaine de personnes. L'atmosphère en fut beaucoup plus confiante et amicale.

Il fallut, toutefois, trois ou quatre réunions pour que la glace fût définitivement rompue et la confiance mutuelle entièrement acquise. Dès que ma profonde sincérité fut hors de doute et que la tâche parut à tout le monde intéressante et réalisable, une grande sympathie naquit parmi nous tous et un véritable enthousiasme apparut chez certains.

Et alors commença une activité fiévreuse dont l'ampleur et les effets dépassèrent rapidement toutes mes prévisions. Des dizaines d'hommes, sortis du sein du peuple, souvent à peine instruits eux-mêmes, s'enthousiasmèrent pour la tâche et se mirent à travailler

avec une ardeur et aussi avec une dextérité, une richesse d'idées et de réalisations telles que, bientôt, il ne me restait plus qu'à combiner et coordonner leurs efforts ou à préparer des réalisations plus importantes et plus vastes.

Nos réunions, toujours publiques et où tout assistant pouvait apporter son brin d'idée ou d'effort, commencèrent à attirer des paysans et même des paysannes de sillages assez éloignés de la ville. On parla de notre œuvre dans toute la région. Les jours de marché, nos réunions rassemblaient une véritable foule, fort pittoresque.

Bientôt, une excellente troupe de théâtre populaire fut prête et se prépara à donner des spectacles ambulants, choisis avec goût et méthode.

Des locaux furent vite trouvés et aménagés pour tous nos besoins.

Meubles réparés et remis à neuf; vitres brisées remplacées; fournitures d'écoles (cahiers, crayons, plumes, encre, etc.) dénichées en un rien de temps, alors qu'auparavant leur absence constituait un obstacle grave: tels furent les premiers pas réalisés dans le domaine de l'enseignement.

Une bibliothèque fut fondée, et les premiers dons en livres affluèrent.

Des cours du soir pour adultes commencèrent à fonctionner.

Mais les autorités locales envoyèrent leurs rapports au Centre, à Moscou. Là on comprit tout de suite que j'agissais d'après mon libre entendement, sans me soucier des « instructions » et « prescriptions » d'en haut; que tous, nous œuvrions librement, sans nous soumettre aux décrets et aux ordres de Moscou lesquels, pour la plupart, n'étaient nullement applicables dans notre région ou même se révélaient totalement ineptes.

Un beau jour, je commençai à recevoir « de là-bas », par l'intermédiaire du Soviet local, de gros paquets bourrés de décrets, de prescriptions, de règlements, d'ordres formels et aussi de programmes, projets, plans, etc., tous plus fantastiques et absurdes les uns que les autres. On me sommait de m'en tenir strictement aux textes de toute cette paperasserie stupide, de ces ordres impossibles, irréalisables.

Je parcourus toute cette « littérature » et continuai mon activité, sans plus y penser.

Cela se termina par un ultimatum: ou me soumettre ou me démettre. Naturellement, je pris cette dernière solution, sachant d'avance qu'une soumission et une application des instructions de Moscou allaient fatalement tuer l'œuvre entreprise. (Je prie le lecteur de croire que, l'œuvre m'intéressant en elle-même, je me tenais, très loyalement, à mes devoirs professionnels, sans faire jamais allusion à mes idées anarchistes. Il ne s'agissait là nullement d'une propagande « subversive » quelconque et il n'en fut jamais question dans les sommations qu'on m'adressa. Tout simplement, le « Centre » n'admettait pas qu'on pût ne pas suivre aveuglément ses prescriptions.)

C'était fini. Après une émouvante réunion d'adieu où tout le monde sentait bien que l'œuvre naissante était déjà compromise, je démissionnai.

Mon successeur, fidèle serviteur de Moscou, appliqua à la lettre les instructions du « Centre ». Quelque temps après, tout le monde déserta. L'organisme qui, récemment encore, était plein de vie, dépérit rapidement et disparut.

Ajoutons que, quelques mois plus tard cette entreprise de « culture prolétarienne » échoua lamentablement sur toute l'étendue du pays.

Encore un épisode:

Tout comme les ouvriers de l'usine Nobel à Pétrograd, les travailleurs de différentes entreprises, dans plusieurs villes ou régions industrielle, voulaient prendre de leur chef certaines mesures, soit pour faire marcher les usines menacées d'arrêt, soit pour assurer et organiser l'échange avec la campagne, soit enfin pour faire face à telle ou telle autre difficulté: améliorer un service défectueux, redresser une situation chancelante, réparer les erreurs, combler des lacunes, etc. *Systématiquement et partout, les autorités bolchevistes interdirent aux masses toute action indépendante, tout en étant elles-mêmes, le plus souvent, incapables d'agir utilement et en temps opportun.*

Ainsi, par exemple, le Soviet de la ville d'Elisabethgrad (dans le Midi) s'avérant impuissant à résoudre certains problèmes économiques locaux de grande urgence, et ses procédés bureaucratiques ne laissant aucun espoir d'aboutir, les ouvriers de plusieurs usines (en 1918-1919 une pareille tentative était encore possible) demandèrent à la présidence de ce Soviet l'autorisation de s'occuper eux-mêmes lesdits problèmes, de créer les organismes appropriés, de grouper autour d'eux tous les ouvriers de la ville pour assurer la réussite, bref, d'agir sous le contrôle du Soviet.

Comme partout ailleurs, ils furent sévèrement réprimandés et menacés de sanctions pour leur geste « désorganisateur ».

Autre fait :

À l'approche de l'hiver, plusieurs villes manquaient de combustibles non seulement pour les entreprises, mais aussi pour le chauffage des habitations.

En Russie, ces dernières étaient toujours chauffées au bois. Dans les contrées boisées, très nombreuses, s'approvisionner en combustibles en temps opportun – vers la fin de l'été généralement – était fort simple. Avant la Révolution, les propriétaires des grands dépôts de bois de chauffage engageaient souvent les paysans des villages environnants pour abattre les arbres et les entreposer, soit en gare, soit au dépôt même. En Sibérie et dans d'autres régions du Nord, pays boisés par excellence, cette coutume était générale. La récolte terminée, les paysans, libres de toute besogne des champs, se chargeaient volontiers de cette tâche, pour des salaires très réduits.

Après la Révolution, les Soviets des villes, transformés en organes administratifs par la volonté du gouvernement étaient formellement chargés de l'approvisionnement nécessaire. C'était donc à eux de traiter avec les paysans. Et ce moyen s'imposait d'autant plus que les propriétaires des forêts et des dépôts étaient introuvables et que les chemins de fer fonctionnaient mal.

Or, à cause de leur lenteur bureaucratique – maladie générale de toutes les administrations officielles – les Soviets n'arrivaient presque nulle part à s'acquitter de la tâche en temps opportun.

Le moment propice venu, les ouvriers et les habitants des villes s'offraient bénévolement pour aller s'entendre avec les paysans et assurer la livraison du bois. Naturellement, les Soviets refusaient, qualifiant ce geste, invariablement, d'« arbitraire », de « désorganisateur », et prétendant que l'approvisionnement en question devait être fait par les organes officiels de l'État, les Soviets, suivant un plan général établi par le gouvernement central.

Comme résultat: ou bien les villes restaient sans combustible, ou bien ce dernier était payé fantastiquement cher, le travail devenant très pénible et les routes étant à peu près impraticables après le mois de septembre, à cause des pluies et de la boue.

Souvent, les paysans refusant net de se prêter à cette besogne en cette saison, même pour des prix élevés (au fond, les roubles-papiers bolchevistes les tentaient peu), on les y obligeait par ordre militaire.

Je pourrais remplir des dizaines de pages d'exemples analogues, puisés au hasard dans tous les domaines. Le lecteur n'a qu'à varier et à multiplier lui-même ceux que je viens de citer: il ne dépassera jamais la réalité!

Partout et en toutes choses, le même phénomène apparaissait: production, transports, échanges, commerce, etc., tombaient dans un chaos inconcevable. Les masses n'avaient aucun droit d'agir de leur propre initiative. Et les « administrations » (Soviets ou autres) se trouvaient constamment en faillite.

Les villes manquaient de pain, de viande, de lait, de légumes. La campagne manquait de sel, de sucre, de produits industriels.

Des vêtements pourrissaient dans les stocks des grandes villes. Et la province n'avait pas de quoi s'habiller.

Désordre, incurie, impuissance régnaient partout et en tout. Mais quand les intéressés eux-mêmes voulaient intervenir pour résoudre énergiquement tous ces problèmes, on ne voulait rien savoir. Le gouvernement entendait « gouverner ». Il ne tolérait aucune « concurrence ». La moindre manifestation d'un esprit d'indépendance et d'initiative était taxée d'« indiscipline » et menacée de sévères sanctions.

Les plus belles conquêtes, les plus beaux espoirs de la Révolution étaient en train de s'évanouir. Et le plus tragique était que le peuple, dans son ensemble, ne s'en rendait pas compte. Il « laissait faire », confiant dans son « gouvernement » et dans l'avenir. Le gouvernement prenait son temps pour mettre sur pied une force coercitive imposante, aveuglément obéissante. Et *quand le peuple comprit, il était trop tard*.

Après tout ce qui a été dit, je crois pouvoir me passer de commentaires. Il suffit de noter que ces « choses vécues » confirmaient par les faits notre idée fondamentale: la véritable Révolution ne peut s'accomplir autrement qu'au moyen d'une activité *libre* des millions d'intéressés eux-mêmes, du peuple travailleur. Dès qu'un gouvernement s'en mêle et se substitue au peuple, *la vie* quitte la Révolution: tout s'arrête, tout recule, tout est à recommencer.

Et qu'on ne nous dise pas que le peuple « ne veut pas agir », qu'« il faut l'y obliger par la force » pour « faire son bonheur malgré lui » etc. Tout ceci est pure invention. Lors d'une grande Révolution, le peuple ne demande pas mieux que d'agir. Ce dont il a besoin, c'est une *aide* désintéressée des révolutionnaires accomplis, des hommes instruits, des spécialistes, des techniciens. La vérité est que les castes, les groupes et les hommes avides du pouvoir et des privilèges, bourrés de fausses doctrines et méprisant le peuple en qui ils n'ont aucune confiance, *empêchent ce peuple d'agir* et, au lieu de *l'aider*, cherchent à le *gouverner*, à le *mener* et, en fin de compte, à *l'exploiter*, sous une autre forme. Et, pour se justifier, ils créent la légende de son « impuissance ». Tant que les peuples, c'est-à-dire les masses laborieuses de tous les pays, ne l'auront pas compris et n'auront pas mis leur veto aux aspirations réactionnaires de tous ces éléments, toutes les révolutions finiront en queue de poisson, et l'émancipation effective du Travail restera un rêve sans lendemain.

Nous venons de dire que les masses ne se rendaient pas exactement compte du péril mortel qui se dressait ainsi sur le chemin de la Révolution.

Il était naturel, toutefois, que, dans les nouvelles conditions créées par le gouvernement bolcheviste, les critiques et les idées

des anarchistes, tendant à ce que les masses laborieuses obtiennent une liberté d'initiative et d'action pour elles-mêmes, trouvassent un écho de plus en plus profond dans la population.

Ce fut alors que le mouvement libertaire commença à remporter de rapides succès. Et ce fut alors que le gouvernement bolcheviste, de plus en plus inquiet de ces succès, se décida à recourir, contre l'anarchisme menaçant, au moyen éprouvé de tous les gouvernements: à une *répression implacable*, doublée de ruse et de violence.

LA RÉPRESSION

LES PRÉPARATIFS

Une tâche réussit pleinement au « pouvoir soviétique » : au printemps 1918, il avait déjà poussé assez loin l'organisation de ses cadres gouvernementaux et étatistes – cadres policiers, militaires et ceux de la bureaucratie « soviétique ». La base de la dictature était ainsi créée, suffisamment solide, entièrement soumise à ceux qui l'avaient établie et qui l'entretenaient. Il était possible de compter sur elle.

C'est avec ces forces de coercition, disciplinées et déjà aveuglément obéissantes, que le gouvernement bolcheviste brisa quelques tentatives d'action indépendante, esquissées çà et là.

C'est à l'aide de ses forces, rapidement accrues, qu'il finit par soumettre les masses à sa farouche dictature.

Et c'est avec les mêmes forces, dès qu'il fut sûr de l'obéissance sans réserve et de la passivité de la majeure partie de la population, qu'il se retourna contre les anarchistes.

Pendant les journées révolutionnaires d'octobre, la tactique des bolcheviks vis-à-vis des anarchistes se réduisait à ceci : utiliser au maximum ces derniers comme éléments de combat et de « destruction » en les aidant, dans la mesure nécessaire (en armements, etc.), mais en les surveillant de près.

Aussitôt la victoire acquise et le pouvoir conquis, le gouvernement bolcheviste changea de méthode.

Citons un exemple frappant.

Pendant les durs combats de Moscou en octobre 1917, l'état-major des « Dvintzi » (régiment de Dvinsk déjà cité), était installé dans les locaux du Soviet de Moscou. Au cours des événements, un « Comité révolutionnaire » bolcheviste s'établit aussi à Moscou et se proclama « pouvoir suprême ». Et aussitôt, l'état-major des « Dvintzi » (connu comme « anarchiste ») devint l'objet de la surveillance, des soupçons et de la méfiance du « Comité ».

Un filet d'espionnage fut tendu autour de lui. Une sorte de blocus entrava ses mouvements.

Gratchoff (anarchiste qui commandait le régiment) voyait bien que les bolcheviks étaient préoccupés, non pas de la vraie Révolution et des problèmes immédiats, mais uniquement des rivalités et de la prise du pouvoir. Il pressentait qu'ils allaient châtrer la Révolution et la mener à la ruine. Une profonde angoisse l'étreignait. Il se demandait en vain comment saisir et arrêter à temps la main criminelle du nouveau pouvoir, prête à placer un garrot autour de la Révolution. Il se concerta avec quelques camarades, hélas, impuissants comme lui !

À défaut de mieux, il eut l'idée d'armer les travailleurs le mieux possible. Il remit à plusieurs usines des fusils, des mitrailleuses, des cartouches. Il espérait ainsi pouvoir préparer les masses à une révolte éventuelle contre les nouveaux imposteurs.

Il périt bientôt, subitement. Appelé par les autorités bolchevistes à Nijni-Novgorod, « pour affaires d'ordre militaire », il y fut tué d'un coup de feu, dans des circonstances fort mystérieuses, soi-disant accidentelles, par un soldat ne sachant pas encore manier le fusil.

Certains indices nous permettent de supposer qu'il fut assassiné par un mercenaire à la solde du pouvoir « soviétique ».

(Les circonstances de la mort de l'anarchiste Durruti en Espagne, en 1936, rappellent étrangement le cas Gratchoff.)

Par la suite, tous les régiments révolutionnaires de Pétrograd et de Moscou ayant participé aux combats d'octobre furent désarmés par les autorités bolchevistes.

À Moscou, le premier régiment désarmé (de force) fut celui de Dvinsk.

Et un peu plus tard, sur toute l'étendue du pays, tous les citoyens sans exception, *y compris les travailleurs et leurs organisations*, furent sommés, sous peine de mort, de remettre leurs armes aux autorités militaires bolchevistes.

LE DÉCLENCHEMENT

C'est au printemps de 1918 que les persécutions des anarchistes par le gouvernement « communiste » furent déclenchées d'une façon générale, méthodique et décisive.

La paix de Brest-Litovsk conclue, le gouvernement se sentit assez solide pour entreprendre une lutte à fond contre ses adversaires « de gauche » (socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes).

Il lui fallait agir avec méthode et prudence.

Tout d'abord, la presse communiste, sur l'ordre du gouvernement, entreprit contre les anarchistes une campagne de calomnies et de fausses accusations, de jour en jour plus violente. En même temps on préparait activement le terrain dans les usines, à l'armée et dans le public, par des meetings et des conférences. On tâtait partout l'esprit des masses.

Bientôt, le gouvernement acquit la certitude qu'il pouvait compter sur ses troupes et que les masses resteraient plus ou moins indifférentes ou impuissantes.

Dans la nuit du 12 avril, sous un prétexte faux et absurde, toutes les organisations anarchistes de Moscou – principalement la « Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou » – furent attaquées et saccagées par des forces policières et militaires. Pendant quelques heures, la capitale prit l'aspect d'une ville en état de siège. Même l'artillerie participa à l'« action ».

Cette opération servit de signal à la mise à sac des organisations libertaires à peu près dans toutes les villes importantes du pays. Comme toujours les autorités provinciales dépassèrent en zèle celles de la capitale.

Trotsky qui, depuis deux semaines, préparait le coup et menait en personne, dans les régiments, une agitation déchaînée contre les « anarcho-bandits », eut la satisfaction de pouvoir faire sa fameuse

déclaration: « Enfin, le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme ! »

Éternelle et cruelle ironie de l'histoire humaine: quinze ans après, Staline emploiera la même formule et appliquera le même « balai de fer » au... trotskysme, à la grande indignation de Trotsky.

J'avoue avoir éprouvé quelque sentiment de satisfaction devant cette sorte de justice immanente*.

Cependant, cette première agression ne fut qu'un timide début, un « essai », une « ébauche ».

L'idée même de l'anarchisme ne fut pas encore déclarée hors la loi. Une certaine liberté de parole de presse, ou plutôt, de profession de foi très restreinte, il est vrai, subsista. Par-ci par-là un certain travail libertaire restait encore possible. Dans une mesure relative, des organisations libertaires ombres pâles du passé – se remirent de la « catastrophe » et reprirent leur activité.

En attendant, le gouvernement bolcheviste foudroya le parti socialiste-révolutionnaire (de même que d'autres fractions de gauche, les « maximalistes », etc.). Nous nous en occuperons beaucoup moins, ces autres luttes n'ayant ni la même envergure ni le même intérêt que celle menée contre les anarchistes. On peut considérer le duel entre les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche comme une lutte entre deux partis politiques en vue de la prise du pouvoir, ce qui ne présente qu'un intérêt médiocre pour nous.

Notons, toutefois, qu'après s'être débarrassé, au sein du gouvernement, de quelques membres du parti socialiste-révolutionnaire, le parti communiste lui fit une guerre sans merci. À partir de l'été 1918, les socialistes-révolutionnaires de gauche se trouvèrent dans la situation de hors-la-loi. Bientôt, ils disparurent en tant que parti. Individuellement, leurs militants furent traqués à travers le pays et supprimés jusqu'au dernier. Le sort tragique de la malheureuse Marie Spiridonova représente une des pages les plus effarantes de cette répression inhumaine. Arrêtée, traînée de prison en prison, torturée moralement et, peut-être physiquement aussi, elle a dû finir

* Ces lignes furent écrites avant l'assassinat de Trotsky. (Note de l'éditeur)

ses jours dans quelque cellule infecte, sinon dans une cave, sous les balles des « tchékistes » (Je manque d'indications précises sur son sort). Et combien d'autres militants du parti, dont l'unique tort fut de concevoir autrement les tâches et les voies de la Révolution, ont dû subir le même sort !

EN PLEINE FURIE

En 1919-1920, les protestations et les mouvements des ouvriers et des paysans (déjà esquissés en 1918) s'accrurent contre les procédés monopolisateurs et terroristes du pouvoir « soviétique » à leur égard. Le gouvernement, de plus en plus implacable et cynique dans son despotisme, répondit par des représailles toujours plus accentuées.

Naturellement, les anarchistes étaient, de nouveau, corps et âme avec les masses trompées, opprimées, en lutte ouverte. Soutenant les ouvriers, ils exigeaient pour les travailleurs et leurs organisations le droit de guider la production eux-mêmes, librement, sans intervention des politiciens. Soutenant les paysans, ils revendiquaient pour ceux-ci l'indépendance, l'auto-administration, le droit de traiter librement et directement avec les ouvriers. Au nom des uns et des autres, ils réclamaient la restitution de ce que les travailleurs avaient conquis par la Révolution, de ce dont ils étaient « frustrés » par le pouvoir « communiste », notamment la restauration du « vrai régime soviétique libre », le rétablissement des « libertés politiques » pour tous les courants révolutionnaires, etc. Bref, ils exigeaient qu'on rendît les conquêtes d'octobre au peuple lui-même, aux organisations ouvrières et paysannes libres.

Naturellement ils démasquaient et combattaient au nom de ces principes, par écrit et par la parole, la politique du gouvernement.

Comme il était à prévoir, le gouvernement bolcheviste finit par leur faire aussi une guerre d'extermination.

Après la première grande opération du printemps 1918, les persécutions se succédèrent d'une façon presque ininterrompue, revêtant un caractère de plus en plus brutal et décisif.

Vers la fin de cette même année 1918, plusieurs organisations libertaires en province furent à nouveau saccagées. À celles qui, par hasard, y échappèrent, les autorités ne laissèrent plus aucune possibilité de faire quoi que ce soit.

En 1919, en même temps que se poursuivait la répression en Grande Russie, les persécutions commencèrent en Ukraine. (Pour plusieurs raisons, la dictature bolcheviste s'y installa beaucoup plus tard qu'ailleurs.) Partout où les bolcheviks prenaient pied, les groupes libertaires étaient liquidés, les militants arrêtés, les journaux suspendus, les librairies détruites, les conférences interdites.

Inutile de dire que toutes ces mesures étaient prises par ordre purement policier, militaire ou administratif, totalement arbitraire, sans mise en accusation, instruction ou autre procédure judiciaire. Le modèle en fut donné, une fois pour toutes, par la « procédure » de Moscou instaurée par Trotsky lui-même au printemps 1918.

En été de la même année 1919, après la fameuse ordonnance n° 1824 de Trotsky, déclarant hors la loi le mouvement dit « makhnoviste » (voir cinquième partie, chapitre II), on arrêta un peu partout, en même temps que les partisans de Makhno, les anarchistes en général. Et, très souvent, on les fusilla aussitôt, sur le simple ordre d'un officier rouge.

Dans la plupart des cas, la suppression des organisations libertaires était accompagnée d'actes d'une sauvage violence, d'un vandalisme insensé, de la part des « tchékistes » (policiers communistes) et des soldats rouges trompés, énervés ou surexcités: on brutalisait les militants, hommes et femmes, comme des « criminels »; on brûlait les livres, on démolissait les locaux, etc. C'était une véritable furie de répression.

À la fin de l'été 1919, une mise à sac générale des organisations anarchistes eut lieu en Ukraine.

Fin 1919, il ne restait plus du mouvement anarchiste en Russie que des débris.

Au début d'octobre 1920, le pouvoir « soviétique », ayant besoin du concours des partisans révolutionnaires « makhnovistes » pour combattre Wrangel, conclut une entente avec Makhno.

D'après l'une des clauses de l'accord, les anarchistes emprisonnés et exilés devaient recouvrer leur liberté et obtenir le droit de militer ouvertement en Russie et en Ukraine.

Tout en retardant, naturellement, l'exécution de cette clause, les bolcheviks durent cependant interrompre les persécutions et relâcher quelques militants.

Aussitôt Wrangel vaincu, le gouvernement « soviétique » attaqua traîtreusement Makhno et démolit, à nouveau, le mouvement libertaire en Ukraine.

Et voici comment :

Fin novembre 1920, à peine Wrangel battu, le gouvernement fit arrêter à Kharkow les anarchistes convoqués de partout à un Congrès légal. En même temps, il traqua à nouveau les libertaires à Kharkow et à travers toute l'Ukraine, leur livrant une véritable chasse, organisant des battues et des embuscades, saisissant les jeunes gens de 14 à 16 ans, prenant « en otages » des parents, des femmes, des enfants... comme s'il voulait se venger de la récente concession forcée et rattraper le temps perdu, cherchant, cette fois, à exterminer « la sale race anarchiste » jusqu'aux enfants !

Pour justifier cette ignoble « action », le gouvernement expliqua sa rupture avec Makhno par une soi-disant trahison de celui-ci, et inventa un fantastique « grand complot anarchiste contre le pouvoir soviétique ».

La petite histoire de ce complot est fort piquante et mérite d'être racontée. La voici :

Quelques jours avant la victoire décisive sur Wrangel, lorsque la défaite de ce dernier ne laissait plus aucun doute, la station centrale d'émissions radiophoniques de Moscou prescrivit à toutes les stations de province d'arrêter leurs appareils de réception, donc *de ne pas prendre* un télégramme urgent et absolument secret de Lénine, qui devait être capté exclusivement par les deux stations centrales : celle de Kharkow et celle de Crimée.

La consigne ne fut pas exécutée par un sympathisant libertaire au service de l'une des stations de province. Et qui capta le télégramme suivant :

« *Établir effectifs anarchistes Ukraine particulièrement région makhnoviste. — LÉNINE.* »

Quelques jours après fut communiqué, dans les mêmes conditions, le télégramme suivant:

«*Exercer surveillance active tous anarchistes. Préparer documents autant que possible de caractère criminel d'après lesquels on pourrait mettre en accusation. Tenir secrets ordre et documents. Envoyer partout instructions nécessaires.* – LÉNINE.»

Et, quelques jours plus tard, fut lancé le troisième et dernier télégramme laconique ainsi conçu:

«*Arrêter tous anarchistes et les incriminer.* – LÉNINE.»

Tous ces télégrammes furent adressés à Rakovsky, alors Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine, et à d'autres autorités civiles et militaires.

Au reçu du troisième télégramme, le radiotélégraphiste sympathisant alerta un camarade anarchiste. Ce dernier partit en toute hâte pour Kharkow afin de prévenir les anarchistes de la répression en préparation. Il arriva trop tard: l'acte était déjà consommé. Presque tous les anarchistes de Kharkow, et aussi ceux arrivés au Congrès, se trouvaient en prison. Leurs locaux étaient fermés.

Tel fut le «complot» des anarchistes ukrainiens contre le pouvoir soviétique

Notons qu'au moment de l'accord entre le gouvernement «des Soviets» et Makhno, la délégation makhnoviste avait fixé officiellement le nombre de personnes, emprisonnées ou exilées et devant être libérées, à *plus de 200 000*: pour la plupart, *des paysans appréhendés en masse comme sympathisant avec le mouvement makhnoviste*. Nous ne savons pas combien d'anarchistes conscients se trouvaient parmi eux. Et nous ne saurons jamais combien de personnes, à cette époque, furent fusillées ou disparurent sans laisser de trace dans de nombreuses prisons locales, souvent secrètes et inconnues de la population.

Lors du mouvement de Cronstadt, en mars 1921 (voir Livre III), le gouvernement bolcheviste procéda à de nouvelles arrestations massives d'anarchistes et d'anarcho-syndicalistes. Il organisa à nouveau une véritable chasse à l'homme à travers le pays, cherchant à s'emparer des derniers militants qui osaient encore élever la voix.

Car, contrairement à tous les mensonges répandus par le pouvoir « soviétique » à l'intérieur et ailleurs, la révolte de Cronstadt et les mouvements qui l'accompagnèrent furent fortement imprégnés d'esprit libertaire.

Tout mouvement de masse: une grève ouvrière, protestations de paysans ou un mécontentement parmi les marins ou les soldats, se répercutait invariablement sur le sort des anarchistes.

Souvent, on jetait en prison des personnes n'ayant d'autres liens avec les libertaires qu'une communauté d'idées, une parenté ou de vagues relations d'amitié.

Admettre ouvertement le point de vue anarchiste – cela suffisait pour vous faire mener en prison d'où l'on ne sortait que difficilement ou, en général, jamais.

En 1919 et 1921, les cercles des Jeunesses Anarchistes furent brutalement supprimés. Cette jeunesse s'occupait uniquement de s'instruire et étudiait entre autres, en commun, la doctrine anarchiste avec laquelle elle sympathisait le plus. L'action bolcheviste fut provoquée uniquement par le désir de couper court à toute envie des jeunes de connaître les idées libertaires. Seul le dogme marxiste resta admis.

En l'été 1921, la presse soviétique elle-même (chose extrêmement rare, explicable uniquement par l'intention de mettre la jeunesse en garde et de lui enlever toute tentation de persévérer) communiqua qu'aux environs de Jmérinka (une petite ville d'Ukraine), avaient été « découverts et liquidés » – c'est-à-dire fusillés – 30 à 40 anarchistes établis dans cette localité et ayant des ramifications dans d'autres villes méridionales. On ne put jamais connaître les noms de tous ceux qui périrent ainsi. Mais on peut établir que, parmi les fusillés, se trouvaient quelques-uns des meilleurs militants de la jeunesse libertaire.

Vers la même époque, et encore d'après la presse soviétique elle-même, furent emprisonnés et en partie fusillés, à Odessa, les membres d'un groupe anarchiste assez important et actif qui, entre autres, faisait de la propagande dans les milieux et institutions soviétiques (même dans le Soviet d'Odessa et dans le Comité local

du parti). Cela constituait, selon la presse soviétique, un crime de « haute trahison ».

Selon les données officielles, il y eut, jusqu'à fin 1922, 92 anarchistes « tolstoïens » (pacifistes intégraux) fusillés, principalement pour refus de servir dans l'armée. Beaucoup de « tolstoïens » languissaient en prison.

Un de ces braves pacifistes se trouva un jour nez à nez avec Peters, le fameux exécuter de la Tchéka (police communiste secrète), devant un guichet de cette dernière. Il venait, par miracle, d'être remis en liberté. En attendant son tour, il enlevait paisiblement des poux de sa barbe hirsute et les jetait par terre. (À cette époque, les poux étaient les amis les plus intimes des hommes; dans le public, on les appelait tendrement « sémachki », du nom de M. Sémachko, Commissaire du Peuple à la Santé publique: ironie cruelle mais suggestive.)

– Pourquoi donc les jetez-vous comme ça au lieu de les tuer? demanda Peters, étonné.

– Je ne tue jamais des êtres vivants, fut la réponse.

– Oh! fit Peters, très amusé. Que c'est drôle, tout de même! Vous vous laissez bouffer par des poux, des punaises et des puces? Mais vous êtes donc piqué, mon ami, c'est le cas de le dire. Moi, j'ai supprimé quelques centaines de bonshommes – des bandits, s'entend – et ça ne me fait rien du tout. Ah ça, par exemple!

Il n'en revenait pas et ne cessait de regarder curieusement le paisible « tolstoïen », le prenant certainement pour un *fou* plaisant.

Je pourrais poursuivre longtemps encore ce martyrologe.

Je pourrais citer des centaines de cas où l'on attirait les victimes dans des pièges pour les fusiller, soit après « interrogatoire » et tortures, soit même sur place, parfois dans un champ, à la lisière d'une forêt ou en les retirant d'un wagon en arrêt dans une gare perdue...

Je pourrais citer des centaines de cas de perquisitions et d'arrestations brutales et ignobles, accompagnées de violences et de vexations de toute sorte*.

* L'auteur de ces lignes fut du nombre des personnes violentées.

Je pourrais donner de longues séries de noms de libertaires, souvent de très jeunes gens, jetés en prison ou exilés dans des régions malsaines où ils périrent après de lentes et terribles souffrances.

Je pourrais raconter des cas révoltants de répression individuelle basée sur un mouchardage éhonté, sur une trahison cynique ou sur une provocation répugnante. Des cas où les victimes n'avaient, le plus souvent, d'autre tort que celui de vouloir penser librement et de ne pas cacher leur pensée.

On supprimait des hommes en tant que porteurs d'une idée, si celle-ci n'était pas exactement celle du gouvernement et de sa clique privilégiée. On cherchait à supprimer l'idée elle-même, à écraser toute pensée indépendante... Ou encore, très souvent aussi, on abattait des hommes qui savaient et pouvaient dévoiler certaines vérités*.

Je me bornerai à *quelques* exemples individuels, particulièrement odieux. (Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet au chapitre premier du Livre III, sur la révolte de Cronstadt, et, au dernier chapitre du même livre, sur le mouvement « makhnoviste ».)

* Voir, pour cela, certaines publications libertaires: *La Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, le *Bulletin du Comité de Secours*, entre autres.

LE CAS LÉON TCHORNY ET FANNY BARON

En juillet 1921, 13 anarchistes détenus, sans motif plausible, à la prison de Taganka (à Moscou), firent une grève de la faim, exigeant une mise en accusation ou une mise en liberté. La grève coïncida avec la session du Congrès international des Syndicats rouges (Profintern), à Moscou. Un groupe de délégués syndicalistes étrangers (surtout français) interpella le gouvernement « soviétique » sur ce fait, de grève, l'ayant appris, avec force détails, de la bouche de parents des détenus. L'interpellation porta aussi sur d'autres cas analogues et même sur l'ensemble de la politique de répression vis-à-vis des syndicalistes et des anarchistes.

Au nom du gouvernement, Trotsky eut le cynisme de répondre aux délégués: « Nous n'emprisonnons pas les vrais anarchistes. Ceux que nous tenons en prison ne sont pas des anarchistes, mais des criminels et des bandits se couvrant du nom d'anarchistes. »

Les délégués, bien renseignés, ne se tinrent pas pour battus. Ils portèrent l'interpellation à la tribune du Congrès, réclamant au moins la mise en liberté des anarchistes enfermés à Taganka... L'interpellation provoqua au Congrès un gros scandale et obligea le gouvernement (qui craignait, en cas d'insistance, des révélations plus graves) à lâcher prise. Il promit aux délégués de libérer les prisonniers de Taganka. La grève cessa le onzième jour...

Après le départ des délégués, et après avoir laissé traîner l'affaire pendant deux mois au cours desquels il chercha un prétexte suffisant pour pouvoir accuser les détenus, toujours en prison, d'un délit grave et se dégager de sa promesse, le gouvernement se vit forcé de les élargir. (Il le fit en septembre 1921, et les expulsa aussitôt de l'U.R.S.S., sauf trois.)

Mais, pour se venger (la vengeance était un élément constant dans la répression bolcheviste) et surtout pour justifier devant les travailleurs étrangers et leurs délégués ses procédés terroristes à

l'égard des « soi-disant libertaires », il monta, un peu plus tard, une grosse et fausse « affaire » contre ceux-ci.

Pour des actes soi-disant « criminels », notamment pour une prétendue fabrication de faux billets de banque soviétiques, il fit fusiller (naturellement en secret, la nuit, dans l'une des caves de la Tchéka, sans l'ombre d'une procédure judiciaire), quelques anarchistes des plus honnêtes, sincères et dévoués à la cause: la jeune Fanny Baron (dont le mari était en prison), le militant bien connu Léon Tchorny (de son vrai nom, Tourtchaninoff) et d'autres.

Il a été prouvé plus tard que les libertaires fusillés n'avaient aucun rapport avec les délits en question.

Et il a été prouvé, d'autre part, que la prétendue affaire de fabrication de faux billets avait été montée de toutes pièces par la Tchéka elle-même. Deux de ses agents, le nommé Steiner (dit Kamenny) et un chauffeur tchékiste, s'étaient introduits dans les milieux libertaires et, en même temps, dans certains milieux criminels afin de pouvoir « constater » les liens entre les deux et combiner l'« affaire ». Tout se passait sous la direction de la Tchéka et avec la complicité étroite de ses agents. Les apparences indispensables réunies, l'« affaire » fut montée et rendue publique.

Ainsi, pour justifier ses autres crimes à l'aide d'un nouveau, le gouvernement sacrifia quelques anarchistes de plus et tenta de souiller leur mémoire.

LE CAS LEFÈVRE, VERGEAT, LEPETIT

Citons encore un cas particulier, la perte des trois militants français: Raymond Lefèvre, Vergeat et Lepetit, délégués au Congrès de l'Internationale Communiste qui eut lieu à Moscou dans l'été 1920.

Raymond Lefèvre, tout en étant membre du parti communiste, manifesta à plusieurs reprises ses douloureux sentiments, se rendant parfaitement compte de la fausse voie où s'engageaient ses camarades d'idée. Quant à Vergeat et Lepetit, tous deux anarcho-syndicalistes, ils exhalaient ouvertement leur colère et n'épargnaient pas leurs critiques sur l'état de choses en Russie. C'est plus d'une fois que Lepetit, la tête entre ses mains, disait en songeant au compte rendu qu'il devait faire à ses camarades syndicalistes français: « Mais, qu'est-ce que je vais bien leur dire ? »

Le Congrès terminé, ils travaillèrent plusieurs jours et plusieurs nuits à rassembler leurs notes et documents. Les mesures de pression commencèrent à leur égard lorsque, à l'approche du retour en France, tous trois refusèrent de consigner leurs dossiers aux fonctionnaires du Pouvoir soviétique, soi-disant chargés de l'acheminement des documents vers le lieu de destination. Lefèvre refusa même de confier ses notes et papiers aux membres russes de son parti.

Alors, les politiciens moscovites décidèrent de « saboter » leur départ.

Sous de fallacieux prétextes, on ne les laissa pas prendre la route normale qu'empruntèrent Cachin et d'autres délégués communistes. Pour des raisons mystérieuses, le gouvernement soviétique décida de les « faire partir par le Nord ».

Voulant absolument accomplir leur mission et se croyant suffisamment protégés par la présence du communiste Lefèvre qui devait faire le voyage avec eux, Vergeat et Lepetit étaient décidés

à tout pour rentrer en France à temps et prendre part au Congrès confédéral où ils devaient présenter leurs rapports.

Leur calvaire commença par le long et pénible voyage de Moscou à Mourmansk (port de l'Extrême Nord, sur l'océan Glacial), qu'ils effectuèrent dans des conditions cruelles. « On nous sabote », disait avec raison Lepetit. Dans le train, par un froid intense, sans vêtements chauds ni vivres, ils firent des réclamations aux tchékistes qui accompagnaient le convoi, leur demandant l'indispensable. Ils avaient beau rappeler leur qualité de délégués, ils n'obtenaient que cette réponse: « Nous ignorons complètement qu'il y ait des délégués dans le train. Nous n'avons reçu aucun ordre à ce sujet. » Ce ne fut que sur les instances réitérées de Lefèvre qu'on leur donna quelques vivres. Ainsi, souffrant de maintes privations et au prix de pires difficultés, ils arrivèrent enfin à Mourmansk. Ils s'y réfugièrent chez des pêcheurs et attendirent l'exécution des promesses de Moscou, c'est-à-dire l'arrivée d'un bateau qui devait les emmener en Suède.

Trois semaines se passèrent ainsi dans l'inquiétude et l'étonnement de ne pas voir arriver le bateau promis. On commença à douter de pouvoir revenir en France en temps opportun et de remplir jusqu'au bout la mission.

Lefèvre écrivit alors une première lettre à un ami de Moscou. Ne recevant pas de réponse, il en envoya une deuxième, puis une troisième, toujours sans résultat. On sut par la suite que ces lettres furent remises à Trotsky qui les confisqua.

Dans sa dernière missive, Lefèvre fit un poignant exposé de leur situation et annonça leur résolution désespérée de traverser l'océan Glacial sur une barque de pêche pour sortir du pays des Soviets. « Nous allons à la mort », écrivait-il.

On réunit les fonds nécessaires pour l'achat d'un canot de pêche. Et, malgré les supplications de quelques compagnons et aussi des pêcheurs de la côte, ils s'embarquèrent et partirent... à la mort, comme disait bien Raymond Lefèvre. Car on ne les a plus revus.

Une preuve palpable de cet assassinat froidement combiné à Moscou n'existe pas. (Ou les personnes qui la possèdent gardent

le silence, pour des raisons faciles à comprendre.) Les bolcheviks, naturellement, nient. Mais peut-on en douter lorsqu'on connaît l'attitude ferme et intransigeante de Vergeat et de Lepetit en Russie, les procédés habituels du gouvernement bolcheviste et les pressions et entraves qu'ils subirent pour leur départ alors que Cachin, avec d'autres délégués communistes, purent à la même époque faire le voyage de retour sans encombre et arriver à temps pour répéter aux congressistes de Tours la leçon apprise à Moscou?...

De toute façon, nous avons relaté fidèlement les faits authentiques qui finirent par être connus en Russie. Nous estimons qu'ils parlent assez éloquemment d'eux-mêmes. Au lecteur de juger en définitive.

UN ÉPISODE VÉCU

Qu'il me soit, permis de raconter ici mon cas personnel, d'une allure moins tragique, mais qui met bien en relief certains procédés du bolchevisme dignes d'être inscrits parmi les hauts exploits du communisme étatiste. Car ce cas était loin d'être unique, à l'époque dont je parle. (Depuis, il ne peut se reproduire dans un pays entièrement soumis à ses nouveaux maîtres.)

En novembre 1918, j'arrivais dans la ville de Koursk, aux confins de l'Ukraine pour assister à un Congrès des libertaires d'Ukraine. À cette époque, un tel congrès était encore possible dans le voisinage de l'Ukraine, vu l'état de ce pays en lutte contre la réaction et l'invasion allemande. Les bolcheviks y *toléraient* les anarchistes, tout en les utilisant et en les surveillant.

Depuis le début de la Révolution, la population laborieuse de Koursk n'avait encore jamais entendu une conférence sur l'anarchisme, le petit groupe local ne disposant pas de forces nécessaires et les peu nombreux conférenciers libertaires étant en général pris ailleurs. Profitant de ma présence, le groupe me proposa de faire une conférence sur l'anarchisme, dans un grand local de la ville. Naturellement, j'acceptai avec joie.

Il fallait demander l'autorisation du président du Soviet local. Ce président, un brave ex-ouvrier, nous la délivra sans difficulté. Le précieux document en mains, la salle fut louée deux semaines à l'avance, pour une soirée de la semaine de Noël. De grandes et belles affiches furent commandées quelques jours après et collées aux murs. Tout était prêt.

La conférence s'annonçait comme devant être un très beau succès pour nos idées. Certains indices: rumeurs de la ville, rassemblements devant les affiches, demandes de renseignements au siège du groupe, etc., ne laissaient aucun doute à ce sujet. La salle devait être archi-comble.

Peu habitués à de pareilles réussites (en Grande Russie, à cette époque déjà, aucune conférence publique sur l'anarchisme n'était possible), nous en éprouvions une légitime satisfaction.

Deux jours avant la date fixée, le secrétaire du groupe vint me voir, ému et indigné: il venait de recevoir une note du président du *Comité bolcheviste de Koursk* (le vrai pouvoir), l'informant qu'en raison des jours de fête, la conférence anarchiste ne pourrait avoir lieu et qu'il avait avisé le responsable de la salle, laquelle était maintenant prise par le Comité pour une soirée dansante populaire.

Je me précipitai au siège du Comité communiste. Là, j'eus une explication orageuse avec le président nommé, si je ne m'abuse, Rynditch (ou *Ryndine*, je ne me le rappelle pas exactement).

– Comment ! lui dis-je, vous, communiste, ne reconnaissez pas les règles de priorité ? Nous avons obtenu l'autorisation du Soviet et loué la salle deux semaines à l'avance, précisément pour être sûrs de l'avoir. Le Comité n'a qu'à s'inscrire à son tour.

– Je regrette, camarade, mais la décision du Comité qui est, ne l'oubliez pas, le pouvoir suprême et, comme tel, peut avoir des raisons que vous ignorez et qui priment tout, est irrévocable. Ni le président du Soviet ni le responsable de la salle ne pouvaient savoir d'avance que le Comité allait avoir besoin de la salle pour cette date. Et, d'ailleurs, il est absolument inutile de discuter ou d'insister. Je vous le répète: c'est irrévocable, la conférence n'aura pas lieu... Ou encore, organisez-la dans une autre salle ou à une autre date.

– Vous savez très bien qu'il n'est pas possible d'arranger tout cela en deux jours. Et puis, il n'y a pas d'autre salle aussi grande. D'ailleurs, toutes les salles doivent déjà être prises pour des soirées de fête. La conférence est ratée, tout simplement.

– Je regrette. Reportez-la à une date postérieure. En somme, vous ne perdez rien. La chose est arrangeable.

– Oh ! cela ne sera plus pareil. Ces modifications portent toujours un grand préjudice à la cause. Et puis, les affiches coûtent cher. Et surtout, je dois quitter Koursk ces jours-ci. Mais dites-moi: comment pensez-vous arranger les choses le soir de la conférence ? Il m'est avis que vous allez vous exposer à une résistance de la part du public

qui, certainement, viendra très nombreux pour la conférence. Les affiches sont collées depuis deux semaines. Les ouvriers de la ville et des environs attendent avec impatience. Il est trop tard pour faire imprimer et placarder un contre-ordre. Vous aurez du mal à imposer à cette foule une soirée dansante à la place de la conférence qu'elle viendra écouter.

– Ça, c'est notre affaire à nous ! Ne vous en faites pas, nous nous en chargeons pleinement.

– Donc, au fond, la conférence est interdite par le Comité, cela malgré l'autorisation du Soviet.

– Ah non, non, camarade ! Nous ne l'interdisons nullement. Fixez-la pour tout de suite après les fêtes. Et nous en aviserons le public qui sera venu pour la conférence, voilà tout.

Sur ce, nous nous séparâmes. Je me concertai avec les membres du groupe et nous décidâmes de reporter la conférence au 5 janvier 1919. On en avisa le Comité bolcheviste et le responsable de la salle. Ce changement m'obligeait à retarder de quelques jours mon départ pour l'Ukraine comme j'en avais l'intention.

On commanda de nouvelles affiches. En outre, on décida premièrement qu'on laisserait aux autorités bolchevistes le soin de se débrouiller avec le public, et secondement qu'à tout hasard je resterais, ce soir-là, chez moi, à l'hôtel. Car nous supposions que le très nombreux public exigerait malgré tout, la conférence et que finalement, les bolcheviks se verraient obligés de céder. Il fallait donc que le secrétaire du groupe pût me convoquer le cas échéant.

Personnellement, je m'attendais à un gros scandale peut-être même à une collision assez grave. La conférence était fixée à huit heures du soir.

Vers 8 heures et demie, on m'appela au téléphone. Je reconnus la vois émue du secrétaire : « Camarade, la salle est littéralement assiégée par une foule qui ne veut rien entendre et exige la conférence. Les bolcheviks sont impuissants à la raisonner. Probablement, ils devront céder et la conférence aura lieu. Prenez une voiture et venez vite. »

Je saute dans une voiture et je file. De loin, j'entends, dans la rue, une clameur extraordinaire. Arrivé sur les lieux, je vois une foule stationnant aux abords de la salle et hurlant: «Au diable la soirée dansante! Assez de danses! Nous en avons marre!... Nous voulons la conférence! Nous sommes venus pour la conférence!... Conférence! Conférence! Con-fé-rence!»

Le secrétaire qui m'attendait vient me prendre. Difficilement, nous nous frayons un passage jusqu'à l'intérieur, plein de monde. La salle est au premier. Parvenu en haut de l'escalier, j'y trouve le «camarade» Rynditch en train de haranguer la foule qui crie toujours: «Conférence! Conférence!»

– Vous faites bien de venir... Vous voyez ce qui se passe, me lance l'homme, très en colère. C'est bien votre travail à vous, çà!

Indigné, je dis:

– Je vous ai prévenu. C'est vous qui êtes responsable de tout cela. Vous vous êtes chargé d'arranger les choses. Eh bien, allez-y! Débrouillez-vous maintenant comme vous voudrez! Le mieux et le plus simple serait de permettre la conférence.

– Non, non et non! crie-t-il, furieux. Elle n'aura pas lieu, votre conférence, je vous le garantis.

Je hausse les épaules.

Brusquement, il me dit:

– Voilà, camarade. Ils ne veulent pas m'écouter. Et je ne voudrais pas recourir à des mesures graves. Vous pouvez arranger les choses. Ils vous écouteront. Expliquez-leur la situation et persuadez-les de s'en aller tranquillement. Faites-leur entendre raison. Dites-leur bien que votre conférence est ajournée. Il est de votre devoir de faire ce que je vous demande.

Je sens que si la conférence n'a pas lieu tout de suite, elle n'aura jamais lieu. J'ai la certitude qu'elle sera interdite définitivement et que moi je serai peut-être arrêté.

Je refuse catégoriquement de parler à la foule. Avec un geste nettement négatif, je lui crie:

– Non, je ne parlerai pas Vous l'avez voulu, débrouillez-vous!

La foule, voyant notre dispute, hurle de plus en plus fort. Rynditch tâche de crier quelque chose. Peine perdue ! Sa voix est couverte par une véritable tempête. La foule se sent forte. Elle s'égayé, s'amuse, presse les rangs, emplit de plus en plus l'escalier, le palier, les abords immédiats de la salle aux portes closes.

Rynditch fait des gestes désespérés et s'adresse de nouveau à moi :

– Parlez-leur, parlez-leur donc ! me dit-il, ou ça finira mal !

Une idée me vient. Je fais signe à la masse qui nous entoure. La voilà apaisée. Alors, posément, scandant les mots, je dis :

– Camarades ! La responsabilité de cette confusion bien regrettable incombe au Comité bolcheviste de la ville. Nous avons les premiers loué la salle, deux semaines à l'avance. Deux jours avant la conférence, le Comité, sans même se concerter avec nous, a pris possession de la salle pour y organiser une soirée dansante. (La foule crie à tue-tête : « À bas la soirée dansante ! La conférence ! ») Il nous a obligés à reporter notre conférence à une date ultérieure. Je suis le conférencier et je suis prêt à faire la conférence tout de suite. Les bolcheviks l'interdisent formellement pour ce soir. Mais c'est *vous*, les citoyens de la ville ; c'est vous le public. C'est donc à vous de décider. Je suis à votre entière disposition. Choisissez, camarades : ou bien nous ajournons la conférence, et alors, retirez-vous en paix et revenez tous, ici même, à la nouvelle date : le 5 janvier ; ou bien, si vous voulez la conférence tout de suite et si vous êtes vraiment décidés, *agissez*, emparez-vous de la salle.

À peine ces dernières paroles prononcées la foule joyeuse, applaudit à tout rompre et hurle : « Conférence tout de suite ! Conférence ! Conférence ! » Et, dans un élan irrésistible, elle se rue vers la salle. Rynditch est débordé. On ouvre la porte. (Sinon, elle aurait été enfoncée.) On donne la lumière.

En un clin d'œil la salle est pleine. Le public, en partie assis, en partie debout, se calme. Je n'ai qu'à commencer. Mais Rynditch bondit sur l'estrade. Il s'adresse au public :

– Citoyens, camarades ! Patientez encore quelques minutes. Le Comité bolcheviste va se concerter et prendre une décision définitive.

Elle vous sera communiquée tout à l'heure. Probablement, la soirée dansante n'aura pas lieu...

– Hourra! crie la foule transportée de joie par son apparente victoire: Conférence! Vive la Conférence!

On applaudit à nouveau. Et on rigole.

Les bolcheviks s'éloignent dans une chambre voisine pour se concerter. On ferme les portes de la salle. On attend patiemment la décision. On suppose que cette petite comédie est jouée par les bolcheviks pour sauver la forme.

Un quart d'heure se passe.

Brutalement, la porte de la salle s'ouvre et un fort détachement de soldats tchékistes (troupes spéciales, sorte de gendarmerie ou gardes mobiles, dressées et aveuglément dévouées au régime), fusils à la main, y pénètre. Le public, stupéfait, reste figé, chacun à sa place. Tranquillement, dans un silence impressionnant, les soldats occupent la salle, se glissant le long des murs, derrière les sièges. Un groupe reste près de la porte, face à la salle, les fusils braqués sur le public.

(On a su plus tard que le Comité bolcheviste s'était adressé, d'abord, à la caserne de la ville, demandant à un régiment régulier d'intervenir. Les soldats voulurent des explications – à cette époque c'était encore possible – déclarèrent qu'ils voudraient eux-mêmes assister à cette conférence et refusèrent. C'est alors que le Comité fit venir un détachement de tchékistes, prêts à toutes les besognes.)

Aussitôt, les membres du Comité reparaisent dans la salle silencieuse. Rynditch remonte sur l'estrade et dit au public d'un ton triomphant:

– Voilà. La décision du Comité est prise. La soirée dansante n'aura pas lieu. La conférence non plus. D'ailleurs, il est trop tard pour l'une comme pour l'autre. J'invite le public à évacuer la salle et l'immeuble dans un calme absolu et dans un ordre parfait. Sinon, les tchékistes interviendront.

Indignés, mais impuissants, les gens commencent à se lever et à quitter la salle. « Quand même, murmurent d'aucuns: elle est ratée, leur soirée... Ce n'est déjà pas mal! » En bas une autre surprise les

attend: à la sortie, deux tchéquistes armés fouillent chaque personne et contrôlent les pièces d'identité.

Plusieurs personnes sont arrêtées. On en relâchera une partie le lendemain. Mais quelques-uns resteront en prison. Je rentre à l'hôtel. Le lendemain matin, un coup de téléphone. La voix de Rynditch:

– Camarade Voline, venez me voir au Comité. J'ai à vous parler au sujet de votre conférence.

Je réponds:

– La date en est fixée au 5 janvier. On a commandé les affiches. Vous n'y voyez pas d'inconvénient ?

– Non. Mais venez quand même, j'ai à vous parler.

À peine entré, je suis reçu par un bolchevik qui me dit, aimable et souriant:

– Voilà, camarade. Le Comité a décidé que votre conférence *n'aura pas lieu*. C'est vous-même qui êtes responsable de cette décision, car votre attitude, hier, fut hostile et arrogante. De plus, le Comité a décidé que vous ne pourrez pas rester à Koursk. Pour l'instant, vous resterez ici même, dans nos locaux.

– Ah ! Je suis donc arrêté ?

– Ah ! non, non, camarade. Nous ne vous arrêtons pas. Vous êtes seulement *retenu ici* pendant quelques heures, jusqu'au départ du train pour Moscou.

– Pour Moscou ? m'écriai-je. Mais je n'ai absolument rien à faire à Moscou ! Et j'ai déjà un billet pour Kharkow (Ukraine) où je devais me rendre après le Congrès. J'y ai des amis et du travail.

Après une courte délibération avec ses camarades, l'homme me dit:

– C'est entendu. Vous pouvez aller à Kharkow. Mais le train ne part qu'à une heure du matin. Vous devez donc rester ici toute la journée.

– Pourrais-je aller à l'hôtel chercher mes affaires et ma valise ?

– Non, camarade. Nous ne pouvons pas vous permettre cela.

– Je vous promets d'aller directement à l'hôtel prendre mes affaires. Et, d'ailleurs, qu'on m'accompagne.

– Justement, camarade, ce n'est pas possible, nous regrettons. On peut vous voir. La chose peut s'ébruiter, Nous ne le voulons pas. L'ordre est formel. Donnez des indications à l'un de nos camarades: il ira chercher votre valise à l'hôtel.

Un «gardien», tchékiste armé, était déjà planté devant la porte de la chambre. Il n'y avait rien à faire.

Un «camarade» m'apporta ma valise. Vers minuit, un autre m'emmena en voiture à la gare et assista à mon départ.

J'ajoute que ce voyage inattendu s'effectua dans des conditions tellement pénibles, qu'en cours de route je tombai malade. J'évitai une congestion pulmonaire, uniquement grâce à un compagnon de route qui me fit héberger chez ses amis, à Soumy (une petite ville d'Ukraine). Là, un bon docteur me soigna aussitôt. Et, quelques jours après, je me trouvais à Kharkow.

J'ajoute aussi que, dès mon arrivée, j'écrivis pour notre hebdomadaire local (*Nabate*) – interdit un peu plus tard par les autorités bolchevistes en raison de son succès grandissant – un article intitulé: « Histoire d'une conférence sous la dictature du prolétariat ». J'y racontais en détail toute cette savoureuse aventure.

L'ACCORD FINAL

Après tout ce que nous avons dit sur la nature du socialisme étatiste et sur son évolution fatale, le lecteur comprendra aisément les raisons qui amenèrent ce « socialisme » à un conflit irréductible avec l'idée libertaire.

Pour un homme averti il n'y a rien d'inattendu ni de surprenant dans le fait que le Pouvoir socialiste persécute l'anarchisme et les anarchistes. Ce fait a été prévu par les anarchistes eux-mêmes (entre autres, déjà, par Bakounine) longtemps avant la Révolution, pour le cas où celle-ci s'engagerait sur la voie autoritaire et étatiste.

La répression de l'idée libertaire, la persécution de ses adeptes, l'étouffement des mouvements indépendants des masses: telles sont les conséquences fatales de l'opposition entre *la vraie Révolution* prenant son élan et *la pratique étatiste* qui, momentanément triomphante, n'admet pas cet élan, ne comprend pas la vraie révolution et s'y oppose.

Le nouveau gouvernement (si la révolution a le malheur d'en former un), qu'il se dise « révolutionnaire », « démocratique », « socialiste », « prolétarien », « ouvrier et paysan », « léniniste », « trotskiste » ou autre, se heurte infailliblement aux forces vives de la vraie Révolution. Cet antagonisme entraîne le pouvoir, avec la même fatalité, dans une lutte de plus en plus implacable, qu'il devra justifier avec toujours plus d'hypocrisie, contre les forces révolutionnaires et, de ce fait même, contre les anarchistes, porte-parole, éclaireurs et défenseurs les plus fermes des forces de la vraie Révolution et de ses aspirations.

Le triomphe du Pouvoir dans cette lutte signifie, inévitablement, la défaite de la Révolution Sociale et par cela même, « automatiquement », l'écrasement des anarchistes.

Tant que la Révolution et les anarchistes résistent, l'autorité socialiste sévit, avec toujours plus de violence et d'effronterie. Une

terreur sans limite et une tromperie monstrueuse: tels sont ses derniers arguments, telle est l'apothéose de sa défense désespérée.

Alors, tout ce qui est vraiment révolutionnaire finit par être impitoyablement balayé par l'imposture soi-disant « révolutionnaire », comme contraire aux « intérêts suprêmes de la Révolution » (ô ironie cruelle !), comme « criminel », comme « traître » !

Voilà ce qui était à prévoir – et fut prévu par certains – au cas où l'idée étatiste triompherait.

Voilà ce qui est entièrement et définitivement confirmé par l'expérience de la Révolution russe.

Et voilà ce que des millions d'hommes devraient enfin comprendre s'ils veulent éviter à la prochaine Révolution l'échec, l'épouvante et le désastre de la Révolution russe.

Actuellement – et depuis longtemps – aucune presse aucune propagande, aucun mouvement libertaire n'existent plus en Russie. L'anarchisme y est hors la loi. Les anarchistes y ont été exterminés *jusqu'au dernier*, par tous les moyens et procédés possibles et imaginables.

Quelques-uns se trouvent encore, çà et là, dans des prisons et lieux d'exil. La mort a fait parmi eux de tels ravages qu'il en reste aujourd'hui très peu en vie.

Un petit nombre d'anarchistes russes échappés au massacre, bannis de leur pays ou l'ayant fui, se trouvent dans différents pays d'Europe et d'Amérique.

Et s'il existe en Russie des partisans conscients de l'idée libertaire, ils sont obligés de garder leurs idées pour eux.

Depuis des années, comme au temps des tsars, il n'est plus question ni d'anarchistes ni d'anarchisme en Russie.

Le « Comité de Secours aux anarchistes emprisonnés et exilés en Russie », comité qui fonctionna durant de longues années en Allemagne, en France et aux États-Unis, publiant des Bulletins d'information sur la répression, ramassant des fonds et les expédiant aux victimes, ce comité dut, lui aussi, cesser toute activité, les relations avec les quelques victimes encore en vie étant devenues impossibles.

L'« épopée » d'extermination du mouvement libertaire en Russie au lendemain de la Révolution « communiste » est terminée. À l'heure actuelle, c'est déjà « de l'histoire ».

Le plus terrible est qu'au bout de cette répression unique, à côté des vrais anarchistes, des centaines de milliers de simples travailleurs – ouvriers, paysans et intellectuels – s'étant élevés contre l'imposture, furent également anéantis et que *l'idée révolutionnaire elle-même ou, plutôt, toute pensée et action libres* devinrent, elles aussi, « de l'histoire » au pays « du socialisme » naissant !...

L'ÉTOUFFOIR

Comment se fait-il que cette effarante « histoire » n'ait pas été connue à l'étranger ? Le lecteur va le comprendre. Dès le début, et pendant des années, le gouvernement bolcheviste fit son possible pour cacher son œuvre hideuse aux travailleurs et aux révolutionnaires des autres pays en les trompant méthodiquement et impudemment, au moyen classique du silence, du mensonge et de la calomnie. Son procédé fondamental a été celui de tous les imposteurs de tous les siècles : après avoir étouffé l'idée et le mouvement, en étouffer aussi l'histoire. Jamais la presse « soviétique » ne parle des luttes que le bolchevisme a dû mener contre la liberté du peuple ni des moyens auxquels il a dû recourir pour en arriver à bout. Nulle part dans œuvres « soviétiques » le lecteur ne trouvera la relation de ces faits. Et lorsque la Littérature bolcheviste ne peut éviter d'en parler, elle se borne à noter, en quelques lignes, qu'il s'agissait de réprimer des mouvements contre-révolutionnaires ou des exploits de bandits. *Qui donc irait vérifier les faits ?*

Un autre procédé lui fut d'un grand secours : la fermeture effective des frontières. Les événements de la Révolution russe se déroulaient – et se déroulent encore – en vase clos. Il fut toujours difficile sinon impossible de savoir exactement ce qui s'y déroulait. La presse du pays, uniquement gouvernementale, se taisait sur tout ce qui avait trait à la répression.

Lorsque, dans les milieux avancés d'Europe, était évoquée la question des persécutions des anarchistes en Russie, quelques bribes de la vérité ayant transpiré en dépit de toutes les mesures, le gouvernement bolcheviste déclarait, chaque fois, par la bouche de ses représentants et avec un « culot » rare : « Allons donc ! Les anarchistes – les vrais – ont en U.R.S.S. la pleine liberté d'affirmer et de propager leurs idées. Ils ont même leurs clubs et leur presse ». Et puisque, en somme, on ne s'intéressait pas tellement aux anarchistes

et à leurs idées, cette réponse suffisait. Il aurait *fallu enquêtes sur enquêtes pour prouver le contraire. Qui donc y pensait ?*

Quelques renégats de l'anarchisme, patronnés par le gouvernement bolcheviste, prêtèrent à ce dernier un précieux concours. En guise de témoignage, le gouvernement citait les fausses assertions de ces ex-anarchistes. Ayant renié leur passé et cherchant à se refaire une virginité, ils confirmaient et témoignaient tout ce qu'on voulait.

Les bolcheviks aimaient aussi citer les anarchistes « apprivoisés » dits « soviétiques ». Ceux-ci crurent sage et utile de s'adapter à la situation et au bolchevisme « afin de pouvoir faire quelque chose » – prudemment, sous le manteau, derrière la façade du « loyalisme ». Cette « tactique de couleur protectrice » ne put réussir avec les bolcheviks, rompus eux-mêmes à tous les procédés d'une lutte antigouvernementale. Surveillant de près ces anarchistes « camouflés », les talonnant sans répit, les menaçant et les « apprivoisant » adroitement, les autorités finirent par les acculer à justifier et même à approuver – « momentanément » – tous les exploits du bolchevisme. Les récalcitrants furent enfermés ou déportés. Et quant à ceux qui se soumièrent vraiment, on les mit en vedette comme des « vrais anarchistes » qui « ont compris le bolchevisme », en les opposant à tous les autres, les « faux anarchistes ».

Ou encore, les bolcheviks parlaient des anarchistes qui restaient à peu près inactifs et ne touchaient jamais aux points « sensibles ». Pour créer un « trompe-l'œil », on leur permettait de conserver quelques organisations insignifiantes étroitement surveillées. On autorisa certaines d'elles à rééditer quelques anciennes œuvres anarchistes inoffensives : historiques ou théoriques. Et on désignait ces « maisons d'éditions anarchistes » pour affirmer qu'on ne touchait pas aux « vrais anarchistes ». Plus tard, toutes ces « organisations » furent également « liquidées ».

Enfin, on tolérait quelques « anarchistes » extravagants, « bouffons », qui défiguraient l'anarchisme jusqu'à en faire une caricature. Les écrivains bolchevistes ne manquaient pas de les citer pour ridiculiser l'idée.

Le gouvernement bolcheviste se créa ainsi une façade lui permettant de cacher la vérité aux masses et aux gens mal informés à l'étranger. Plus tard, ayant constaté l'indifférence, la naïveté et la lâcheté des milieux « avancés » des autres pays, les bolcheviks négligèrent même de cacher cette vérité. Puisque les gens « avancés » et les masses l'avalèrent toute crue !

Cette façade trompeuse permit aux bolcheviks de recourir avec succès à une arme dont l'emploi est, hélas ! toujours efficace : la calomnie.

D'une part, ils confondaient sciemment les anarchistes avec les « contre-révolutionnaires », les « criminels », les « bandits », etc.

D'autre part, ils affirmaient qu'en pleine révolution les anarchistes, même lorsqu'ils n'étaient pas des « bandits », savaient seulement bavarder, critiquer, « rouspéter », mettre des bâtons dans les roues de la Révolution, détruire, provoquer le désordre et mener leurs propres affaires. On prétendait que, même quand ils voulaient servir la Révolution, ils étaient incapables de réaliser quelque chose de correct ; qu'ils n'avaient aucun « programme positif », qu'ils ne proposaient jamais rien de réel, qu'ils étaient des rêveurs irresponsables, qu'ils ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient et que, pour toutes ces raisons, le gouvernement bolcheviste se vit dans l'obligation de sévir, car de tels éléments présentaient un grave danger au cours d'une difficile révolution.

Personne ne connaissant la vérité et n'étant à même de contrôler les faits, le procédé réussit.

Cette « tactique » servit le gouvernement bolcheviste merveilleusement, invariablement, durant des années. D'ailleurs, elle faisait partie de tout un système de duperie en lequel les bolcheviks étaient passés maîtres.

Toutes les révélations, de plus en plus nombreuses et précises de la presse libertaire ou autre à l'étranger, étaient méthodiquement et cyniquement réfutées avec les mêmes arguments stéréotypés.

La masse des travailleurs, les intellectuels d'avant-garde de tous les pays, éblouis par le faux éclat de la « première république socialiste », acceptant toutes les niaiseries de leurs « chefs géniaux » et se

laissant ainsi magistralement « rouler », se souciaient fort peu des révélations des anarchistes.

La vanité, la mode, le snobisme et d'autres facteurs secondaires jouèrent leur rôle dans cette indifférence générale.

Enfin, les plus prosaïques intérêts personnels y contribuèrent aussi. Entre autres, combien d'écrivains renommés dans tous les pays, fermaient sciemment les yeux sur la vérité qu'ils connaissaient, pourtant, suffisamment ! Le gouvernement « soviétique » avait besoin de leurs noms pour sa publicité. En revanche, il assurait à leurs œuvres un marché intéressant, parfois presque unique. Et les pauvres hommes concluaient ce marchandage tacite, berçant leur conscience avec des excuses et des justifications inspirées par leurs nouveaux mécènes.

LE TRUC DES « DÉLÉGATIONS »

Avant de terminer, je dois consacrer quelques lignes à un procédé spécial de « bourrage de crâne », appliqué par les « Soviets » sur une vaste échelle: les « délégations étrangères » (ou « ouvrières »).

Le fait est connu. Un des « arguments-massues » des bolcheviks pour démentir les révélations défavorables, consiste à invoquer le témoignage des « délégations » envoyées en U.R.S.S. par telles ou telles organisations, usines ou institutions de divers pays. Après un séjour de quelques semaines dans « le pays du socialisme », les « délégués », à de rares exceptions près, qualifient de « bobards », de « mensonges » et de « calomnies » tout ce qui se dit à l'étranger au désavantage des « Soviets ».

Au début, ce « truc des délégations » était infaillible. Plus tard, il perdit son efficacité. Depuis quelque temps, il est presque abandonné. D'une part, les événements se précipitent et ce petit jeu se trouve dépassé. D'autre part, on a fini par comprendre que, dans les conditions données, les « délégués » ne peuvent nullement saisir la réalité, même s'ils sont sincères et impartiaux. Un programme de séjour strict et rapide, bien réglé et calculé d'avance, leur est imposé dès leur arrivée. Ne connaissant ni la langue, ni les mœurs, ni la vie réelle de la population, ils sont aidés ou plutôt maniés par des guides et des interprètes gouvernementaux. On leur montre et on leur raconte ce qu'on veut. Ils n'ont, en somme, aucun moyen d'approcher la population pour étudier objectivement et longuement son existence.

Tout cela est maintenant plus ou moins acquis.

Mais il existe un fait qui reste encore inconnu du public et qui, pourtant, en dit long sur l'état de choses en U.R.S.S.

Le « Comité de Secours » déjà cité, quelques organisations syndicales et aussi quelques militants connus individuellement: le regretté Erich Muhsam en Allemagne, Sébastien Faure en France,

proposèrent au gouvernement bolcheviste, à plusieurs reprises, de laisser entrer en Russie *une véritable délégation*, constituée en toute indépendance et composée de militants de différentes tendances, y compris des « communistes ». On proposait au gouvernement « soviétique » les conditions suivantes: 1° séjour libre et illimité, jusqu'à ce que la délégation elle-même juge sa mission terminée; 2° faculté de se rendre partout où la délégation le jugera indispensable dans l'intérêt de sa mission, y compris les prisons, les lieux d'exil, etc.; 3° droit de publier les faits, les impressions et les conclusions dans la presse d'avant-garde à l'étranger; 4° un interprète choisi par la délégation elle-même.

Il était tout à fait dans l'intérêt du gouvernement bolcheviste d'accepter une telle proposition si, bien entendu, il était sincère, s'il n'avait rien à dissimuler, s'il ne cachait pas des réalités inavouables. Un rapport favorable et approuvateur d'une telle délégation aurait mis fin à toute équivoque. Tout gouvernement socialiste, gouvernement « ouvrier et paysan » (supposons un instant que cela puisse exister) aurait dû accueillir une pareille délégation les bras ouverts. Il aurait même dû la souhaiter, la suggérer, la réclamer. Le témoignage et l'approbation d'une pareille délégation auraient été vraiment décisifs, irrésistibles, irréfutables.

Or, *jamais cette offre ne fut acceptée*. Le gouvernement « soviétique » fit chaque fois la sourde oreille.

Le lecteur devrait bien réfléchir sur ce fait. C'est que la *désapprobation* d'une telle délégation aurait été, elle aussi irrésistible, et définitive. Or, les résultats d'une pareille enquête eussent été foudroyants pour la renommée du gouvernement « soviétique », pour tout son système et pour toute sa cause.

Mais, personne ne bougeait à l'étranger. Les fossoyeurs de la Révolution pouvaient dormir sur les deux oreilles et dédaigner les tentatives de leur faire avouer la terrible vérité: la faillite de la Révolution à la suite de leurs méthodes. Les aveugles et les vendus de tous les pays marchaient avec eux.

Dévoilant ici la vérité, inconnue toujours – nous en sommes sûrs – de la presque totalité de nos lecteurs non anarchistes, nous

remplissons un devoir impérieux. Ceci non seulement parce que la vérité doit apparaître un jour dans tout son éclat, mais aussi – et surtout – parce que cette vérité rendra un service inappréciable à tous ceux qui *veulent* être éclairés, qui sont las d'être les éternelles dupes d'imposteurs félon; et qui, enfin, forts de cette vérité, pourront agir à l'avenir en pleine connaissance de cause.

L'histoire de la répression en U.R.S.S. est non seulement suggestive et révélatrice par elle-même: elle est encore un excellent moyen de faire comprendre *le fond même, les « dessous » cachés, la véritable nature du communisme autoritaire.*

Sous ce rapport, nous n'avons qu'un regret: celui de ne pouvoir relater ici cette « histoire » que d'une façon très incomplète.

Citons encore un exemple récent. Il souligne bien la façon dont les bolcheviks et leurs serviteurs trompent le monde.

Il s'agit de l'ouvrage d'un certain E. Yaroslavski, bolchevik notoire: *L'Anarchisme en Russie*, paru en 1937, en espagnol et en français, aux fins de contrecarrer les succès éventuels de l'idée libertaire en Espagne et ailleurs lors des événements connus.

Nous laisserons de côté les « renseignements » absolument fantaisistes sur les origines de l'anarchisme, sur Bakounine, sur l'anarchisme en Russie avant 1917 et sur l'attitude des anarchistes pendant la guerre de 1914. Une réponse à ces fables paraîtra, peut-être, un jour dans la presse spécifiquement anarchiste.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les dissertations de l'auteur sur le mouvement libertaire au *cours de la Révolution de 1917.*

Yaroslavski se garde bien de parler du *véritable mouvement anarchiste*. Il s'arrête abondamment sur des mouvements à côté qui n'avaient aucun rapport avec l'anarchisme. Il s'occupe beaucoup de groupes, de quelques journaux et d'activités anarchistes *de second plan*. Il marque soigneusement les points faibles et choisit malignement les lacunes pour alimenter sa mauvaise foi. Il s'arrête surtout, longuement, aux « débris » du mouvement: à ces malheureux « restes » qui, au lendemain de la liquidation des vraies organisations libertaires, se débattaient désespérément et vainement pour conserver ne fût-ce qu'une ombre d'activité. C'était, vraiment, des déchets lamentables et

impuissants de l'ancien mouvement anarchiste étouffé. Désormais, ils ne pouvaient plus faire quoi que ce fût de sérieux, de positif. Leur « activité », mi-clandestine, surveillée, gênée, n'était nullement caractéristique du mouvement libertaire en Russie. Dans tous les pays, et à toutes les époques, ces sortes de débris des organisations brisées par la force de l'État traînent par la suite, jusqu'à épuisement fatal et total, une existence malade et stérile. Des déviations, des inconséquences, des scissions remplissent fatalement leur semblant de vie, sans qu'on puisse honnêtement leur en faire grief, toute possibilité d'une activité normale leur étant enlevée.

C'est de ces débris que Yaroslavski nous parle, tout en faisant mine de parler du véritable mouvement anarchiste.

Il ne cite l'« Union anarcho-syndicaliste de Pétrograd » et son journal (*Goloss Trouda*) qu'une seule fois, en passant, et uniquement parce qu'il y trouve quelque chose à falsifier. Il ne parle ni de la Fédération de Moscou, ni du journal *l'Anarchie*. Et s'il consacre quelques lignes au *Nabate* d'Ukraine, c'est encore pour dénaturer les faits.

S'il était honnête, il aurait dû s'arrêter surtout à ces trois organisations et citer leur presse. Mais il sait bien qu'une pareille impartialité ruinerait ses assertions, donc serait contraire au but même de son « ouvrage ». Et il élimine tout ce qui prouve incontestablement le fond sérieux, le sens positif et l'influence du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste en Russie, au cours de la Révolution de 1917.

Il ne souffle mot, non plus, des persécutions, de la répression, de la suppression violente du mouvement. Car, s'il disait la vérité, il ruinerait sa thèse mensongère.

Selon lui, les anarchistes en 1917 « étaient contre la Révolution socialiste et prolétarienne ». Selon lui, le mouvement libertaire s'est éteint de lui-même, en raison de son impopularité et de son impuissance.

Le lecteur sait que cette version est exactement le contraire de la vérité. Précisément, parce que le mouvement évoluait et croissait vite, gagnant des sympathies et augmentant ses succès, les bolcheviks se hâtèrent de le supprimer dans le germe, au moyen de

la plus banale violence: par l'intervention brutale de leurs soldats et de leur police.

Mais si Yaroslavski avouait cette vérité, elle bouleverserait tout son échafaudage ! Et il ment, sûr de l'ignorance de ses lecteurs et de l'absence d'un démenti.

Si je me suis permis de m'arrêter assez longuement à cet exemple, c'est parce que cette manière de présenter les choses est une *manière-type*. Tous les ouvrages bolchevistes sur l'anarchisme en Russie procèdent exactement de la même façon et se ressemblent comme gouttes d'eau. La consigne vient d'en haut. Les « historiens » et les « écrivains » bolchevistes n'ont qu'à la suivre. Il faut détruire l'idée libertaire par tous les moyens. C'est du travail fait sur commande et grassement payé. Il n'a rien à voir avec *la vérité historique* que nous sommes en train d'établir.

LA « JUSTICE » BOLCHEVISTE

Il nous reste à jeter un rapide coup d'œil sur les procédés *administratifs et judiciaires* des bolcheviks, à l'époque.

D'ailleurs, dans leur essence, ces procédés n'ont presque pas changé. Si, de nos jours, ils sont moins souvent appliqués, c'est que ceux qui les subissaient jadis sont exterminés. Mais tout récemment encore, les mêmes principes et mesures ont été appliqués à des « trotskistes », à de vieux bolcheviks anti-staliniens, à des fonctionnaires tombés en disgrâce: policiers, officiers et autres.

Comme nous l'avons fait comprendre, il existe en Russie une police politique qui œuvre en secret, qui a le droit d'arrêter des gens en secret, sans autre forme de procès, de les « juger » secrètement, sans témoins ni avocat, de les « condamner » secrètement à des peines variées, y compris la peine de mort, ou de renouveler leur détention ou leur exil aussi longtemps que bon lui semble.

C'est là le point essentiel. Le régime odieux appliqué aux emprisonnés et exilés – nous maintenons cette affirmation en dépit de toutes les dénégations des « délégués » étrangers dupés ou achetés – n'est qu'une circonstance aggravante. Même si la vie dans les prisons russes avait le caractère humanitaire sous lequel la présentent les officiels et leurs thuriféraires, il n'en resterait pas moins vrai que d'honnêtes travailleurs peuvent être enlevés arbitrairement à leur classe, jetés en prison et privés du droit de lutter pour leur cause sur une simple décision de quelques fonctionnaires.

À l'époque dont il est question, cette police omnipotente s'appelait: la *Tchéka*: abrégé de son nom russe complet – *Tchérezvytcháinaïa Kommissia* (Commission extraordinaire).

La Tcheka fut constituée fin 1917, sur l'initiative de Lénine, par un noyau de militants communistes ayant fait leurs preuves dans la lutte contre le tsarisme et jouissant de la confiance illimitée du Comité Central du Parti Communiste russe.

À l'époque, les communistes justifiaient l'existence de cette institution et les particularités de son fonctionnement par la nécessité de réagir rapidement contre de nombreux complots qui menaçaient la Révolution. Plus tard, cette argumentation perdit sa valeur. La Tchéka n'en subsista pas moins. Maintenant, il s'agit de défendre le Pouvoir contre la Révolution!

La modification, en 1923, de son titre en celui de Guépéou (encore un abrégé) ne modifia que peu de choses dans sa pratique. Et, depuis, rien n'a changé, sauf les figures des chefs. Les noms de: Djerzinsky, créateur et animateur de la Tchéka, mort subitement ou, selon d'aucuns, assassiné par ordre de Staline, en cours de fonction; Iagoda, exécuté à l'issue du fameux « procès »; Léjoff, son remplaçant, disparu mystérieusement, etc., sont assez connus à l'étranger.

La Tchéka ne présentait jamais de rapports sur son activité: ni à l'ensemble des travailleurs ni à leurs « élus ». Ses activités se poursuivaient toujours dans le plus grand mystère. Le service des renseignements était alimenté surtout par un vaste réseau d'agents secrets dont une bonne partie fut recrutée dans l'ancienne police tsariste. La Tchéka profitait en outre de l'obligation imposée à tout communiste d'aider la police « révolutionnaire » par des indications, des dénonciations etc.

L'arbitraire, les abus, les crimes perpétrés dans les cachots de cette institution dépassent toute imagination. Naturellement, nous ne pouvons pas nous attarder à les énumérer: ce sujet spécial mériterait un volume à part. Le futur historien sera épouvanté lorsque des archives livrées à la publicité lui fourniront cette horrible documentation humaine. (Le lecteur trouvera quelques éléments édifiants dans certains ouvrages.)

À l'époque dont nous parlons, des tribunaux et des procès publics pour des affaires politiques n'existaient pas. D'ailleurs, même actuellement de tels procès sont exceptionnels. C'était exclusivement la Tchéka qui s'en occupait.

Les sentences n'étaient publiées nulle part. Plus tard, on donnait parfois, en quelques lignes, des extraits des procès-verbaux d'une séance policière. Ces extraits signalaient uniquement qu'un tel cas

était porté à l'ordre du jour et que telle sentence était prononcée. On n'en exposait pas les motifs.

Comme règle, l'arrêt était sans appel.

C'est la Tchéka elle-même qui exécutait les sentences prononcées. Si c'était la mort, on extrayait le détenu de sa cellule et on l'exécutait généralement en lui tirant une balle de revolver dans la nuque au moment où, suivi d'un tchékiste bourreau, il descendait les dernières marches d'un escalier menant à la cave. Le corps était ensuite inhumé clandestinement. Jamais on ne le rendait aux parents. Fréquemment, ces derniers n'apprenaient l'exécution de leur proche qu'indirectement: par le refus de l'administration de la prison d'accepter les vivres apportés. La phrase classique était d'une simplicité lapidaire: «Un tel ne figure plus sur les registres de la prison». Cela pouvait signifier le transfert dans une autre prison ou l'exil. Et quand c'était la mort, la formule était la même. Aucune autre explication n'était admise. C'était aux parents de se renseigner ailleurs et d'apprendre exactement à quoi s'en tenir.

L'exil, toujours administratif, signifiait la déportation aux endroits les plus éloignés et défavorisés de l'immense pays: soit dans les régions chaudes et marécageuses – malsaines à l'extrême – du Turkestan, soit dans l'extrême Nord, aux confins des terribles régions de Naryme et de Touroukhansk.

Assez souvent, le gouvernement «s'amusait» à envoyer des gens dans le Turkestan et à les faire transférer ensuite brusquement dans le Nord ou inversement. C'était un moyen indirect mais sûr de les expédier tout simplement dans l'autre monde.

La correspondance échangée en son temps entre le Comité de Secours et les libertaires exilés dans le Nord, révèle toute l'horreur physique et morale de la «vie» de ces victimes. Arrivées au lieu de destination, elles étaient désormais isolées du monde. Dans plusieurs endroits – villages et bourgs oubliés dont les habitants vivaient de la chasse et de la pêche – on ne voyait arriver la poste que deux ou même une fois *par an*. Certaines de ces agglomérations ne comptaient que 4 ou 5 huttes perdues dans un désert de neige et de glace.

Les exilés y souffraient de toutes les maladies dues à la sous-alimentation, au froid, à l'inaction; du scorbut, de la tuberculose, des maladies du cœur et de l'estomac. La vie y était une lente torture et la mort apparaissait comme une délivrance.

Les prisons où l'on enfermait les libertaires, les syndicalistes, les « oppositionnels », les simples ouvriers, paysans ou autres citoyens rebelles ou uniquement suspects de ne pas être d'accord avec les autorités, n'ont jamais été visitées par les « délégations étrangères ». Celles-ci étaient généralement conduites à Sokolniki, à Lefortovo, dans certaines dépendances de Boutyrki, c'est-à-dire dans des prisons de Moscou où l'on gardait des contre-révolutionnaires, des spéculateurs et des prisonniers de droit commun. Parfois, on obligeait ceux-ci à se dire « prisonniers politiques » et à louer le régime de la prison, sous promesse de réduction de la peine. Quelques délégations purent visiter la prison des sociaux-démocrates à Tiflis, dans le Caucase. Mais jamais les prisons dont les noms suivent n'ont reçu la visite des délégués ou voyageurs étrangers. Citons surtout: le camp de Solovki, lieu d'emprisonnement souvent mentionné dans la presse étrangère, mais resté mystérieux; la prison de Souzdal (ancien monastère transformé); l'« isolateur politique » de Verkhné-Oural'sk, celui de Tobolsk, celui de Iaroslav. On pourrait y ajouter de nombreuses prisons et de multiples camps de concentration répartis sur toute l'étendue du pays. Tous restèrent totalement inconnus aux naïfs ou aux intéressés osant faire, au retour d'un voyage « d'études » dans le « premier pays socialiste », des rapports favorables sur « le nouveau régime pénitentiaire créé par l'U.R.S.S. »

Dire qu'un Romain Rolland affirma n'avoir pu établir l'existence d'une justice administrative en Russie !....

La répression déchaînée, la violence contre le peuple, la terreur: tel fut le couronnement de l'œuvre des bolcheviks, de leur régime dit « soviétique ».

Pour justifier cette horreur, ils invoquent les intérêts de la Révolution. Rien ne peut être plus faux, plus hypocrite que cette tentative de justification.

Les anarchistes ont été exterminés en Russie; ils ne peuvent plus y exister uniquement parce qu'ils défendaient les principes mêmes de la Révolution Sociale, parce qu'ils luttèrent pour la véritable liberté économique, politique et sociale du peuple.

Les révolutionnaires en général et des centaines de milliers de travailleurs ont été anéantis en Russie par une nouvelle Autorité et une nouvelle couche privilégiée qui, comme toutes les autorités et toutes les couches privilégiées du monde n'ont plus rien de l'esprit révolutionnaire et ne se maintiennent au pouvoir que par la soif de dominer et d'exploiter à leur tour. Leur système s'appuie sur la ruse et la violence, comme dans n'importe quel système autoritaire et étatiste, nécessairement dominateur, exploiteur et oppresseur.

Le régime « communiste » étatiste n'est qu'une variété du régime fasciste. Il est grand temps que les travailleurs de tous les pays le comprennent, qu'ils y réfléchissent, qu'ils tirent de bonnes leçons de cette formidable expérience négative.

D'ailleurs, les événements en cours et à venir contribueront puissamment à ce résultat.

Au moment où j'écris ces lignes – en décembre 1939 – le bolchevisme est, enfin, en train de sortir de ses frontières, de sa « cage » russe. On le verra à l'œuvre, au grand jour. Je n'ai pas le moindre doute sur la nature du jugement définitif.

Ces événements contribueront également – je l'espère – à mieux comprendre l'esprit du présent ouvrage et ses révélations.

Et inversement, je l'espère aussi – cet ouvrage aidera à mieux comprendre certains faits.

Entre autres, c'est à la lumière de ces révélations qu'on pourra s'expliquer l'avènement d'un Staline.

En effet, Staline « n'est pas tombé de la lune ». Staline et le « stalinisme » ne sont que les conséquences logiques d'une évolution préalable et préparatoire, elle-même résultat d'un terrible égarement, d'une déviation néfaste de la Révolution.

Ce furent Lénine et Trotsky – c'est-à-dire leur système – qui préparèrent le terrain et engendrèrent Staline.

Avis à tous ceux qui, ayant soutenu Lénine, Trotsky et consorts, fulminent aujourd'hui contre Staline: ils moissonnent ce qu'ils ont semé!

Il est vrai que la logique n'est pas l'apanage de tout le monde.

Mais qu'ils rectifient, au moins, leur tir avant qu'il ne soit trop tard!

« Voici des faits qui démontrent l'éternelle monstruosité autoritaire. Puissent-ils faire reculer d'effroi ceux qui s'aventurent à l'aveuglette sur les voies de la Dictature, fût-ce au nom du plus sublime idéal ou de la plus logique formule de sociologie. Puissent-ils surtout, à la veille d'événements qui peuvent amener une situation révolutionnaire, inciter à prendre toutes précautions, non seulement pour éviter de tomber dans les pièges où se sont brisés et meurtris les anarchistes russes, mais encore pour être capables, aux heures révolutionnaires, d'opposer des conceptions pratiques de la production et de la répartition des biens à celles des dictateurs communistes. »

Ces paroles – belles, vigoureuses et justes – ont été écrites, il y a plus de quinze ans, par un anarchiste au courant des faits. Plus tard, un peu avant sa mort, ses convictions anarchistes ont fléchi.

Dans un moment d'égarement il approuva le bolchevisme.

Heureusement, si les *hommes* – êtres généralement faibles et inconséquents – plient, se déforment et passent, les *vérités* qu'ils ont jadis proclamées *demeurent!*

L'ÉTAT BOLCHEVISTE

Fin 1921, le pouvoir communiste se sentit définitivement maître de la situation. Du moins, il pouvait se considérer à l'abri de tout danger immédiat. Ses ennemis et adversaires, aussi bien ceux de l'extérieur que ceux de l'intérieur, aussi bien ceux de droite que de gauche, étaient désormais hors d'état de le combattre.

Dès 1922, il pouvait se consacrer entièrement à la mise au point et à la consolidation de son Etat.

C'est ce qu'il fit, en effet. Et c'est ce qu'il continue à faire.

Parlant dès à présent de l'État bolcheviste et des années postérieures à 1921, je donne l'impression de rompre la suite chronologique du récit et de devancer le cours des événements. En effet, le soulèvement de Cronstadt (mars 1921) et les différents mouvements d'Ukraine (1919-1921) sont antérieurs à la formation définitive de cet Etat.

Cette rupture n'est qu'apparente. Elle ne troublera nullement la continuité de notre étude. Celle-ci, au contraire, en bénéficiera, en raison de son caractère plutôt explicatif et analytique que purement historique.

D'une part, l'État russe actuel n'est, dans ses traits essentiels, qu'un développement logique de ce qui fut fondé et établi en 1918-1921. Les modifications ultérieures ne furent que des remaniements ou compléments de détails. Nous les signalerons à l'occasion.

D'autre part, et c'est l'essentiel, le lecteur ne pourrait comprendre à fond ni les raisons, ni la portée, ni le déroulement des événements tels que le soulèvement de Cronstadt ou les mouvements d'Ukraine *s'il ne possède pas, préalablement, des données suffisantes sur la véritable nature de cet État.*

Voilà pourquoi nous sommes obligés, dans l'intérêt même de notre œuvre et du lecteur, de peindre d'abord cet État et de parler ensuite de Cronstadt et de l'Ukraine.

LA NATURE DE L'ÉTAT

L'U.R.S.S. INCONNUE – L'État bolcheviste, monté dans ses grandes lignes en 1918-1921, existe depuis vingt ans.

Cet Etat, qu'est-il exactement ?

Quels sont ses bases, sa structure, ses éléments essentiels ?

Il s'appelle: Union des Républiques Soviétiques Socialistes (U.R.S.S.). Il prétend être un Etat « prolétarien » ou encore « ouvrier et paysan ». Il affirme exercer une « dictature du prolétariat ». Il se flatte d'être « la patrie des travailleurs », le rempart de la révolution et du socialisme.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Les faits et les actes justifient-ils ces déclarations et ces prétentions ?

Un rapide examen nous permettra de répondre à ces questions.

J'ai dit: examen rapide. En effet, une étude détaillée et plus ou moins complète sur l'État russe actuel est un sujet particulier. Il ne fait pas l'objet du présent ouvrage. D'autre part, après ce qui précède, un coup d'œil général suffira. Complétons et assemblons ce que nous avons déjà laissé entrevoir.

Je profite de l'occasion pour faire savoir au lecteur non initié qu'il existe actuellement* en France une riche littérature en livres, brochures, articles de revues et de journaux, etc., permettant de se faire une idée assez exacte de la structure, du fonctionnement et de l'esprit de l'État « soviétique ». Depuis quelques années, de nombreux ouvrages ont paru qui mettent bien en relief le véritable caractère de cet Etat: la nature réelle de son gouvernement, la situation véritable de ses masses laborieuses, l'état exact de son économie, de sa culture, etc. Ces œuvres mettent à jour les coulisses et les « dessous » cachés du régime, ses égarements, ses « maladies secrètes ».

* Écrit en 1939.

Certes, les auteurs ne cherchent pas à approfondir le problème pour établir *les causes* et *les conséquences* de la déchéance. Ils ne font non plus aucune allusion à cette « autre flamme » : l'idée libertaire, son rôle et son sort dans la Révolution russe. Pour eux, comme pour tant d'autres, c'est un terrain inconnu. Ils n'entrevoient aucune solution. Mais ils constatent sincèrement les faits. Ils font voir ainsi la fausse route prise par la Révolution et prouvent irréfutablement la faillite de celle-ci. Généralement, ces études fournissent une documentation abondante et précise.

Ici nous nous bornerons à une large « vue d'ensemble » qui suffira à notre but. Car c'est *le caractère général* de cet Etat qui nous intéresse, dans la mesure où il nous explique la suite des événements.

Nous avons dit plus haut que le souci primordial du parti bolcheviste au pouvoir était d'étatiser toute l'activité toute la vie du pays : tout ce qui pouvait en être étatisé. Il s'agissait de créer ce régime que la terminologie moderne qualifie de « totalitaire ».

Une fois en possession d'une force coercitive suffisante, le parti et le gouvernement bolchevistes s'employèrent de leur mieux à cette tâche.

C'est en la réalisant que le Pouvoir communiste créa son immense appareil bureaucratique. Il finit par façonner une nombreuse et puissante caste de fonctionnaires « responsables », qui forme aujourd'hui une couche hautement privilégiée de quelque deux millions d'individus. Maîtresse effective du pays, de l'armée et de la police, elle soutient, protège, vénère et flatte Staline : son idole, son « tsar », seul homme juge capable de maintenir « l'ordre » et de sauvegarder ses privilèges.

Peu à peu, les bolcheviks étatisèrent, monopolisèrent, « totalisèrent » aisément et rapidement : l'administration tout entière, les organisations ouvrières, paysannes et autres ; les finances ; les moyens de transport et de communication ; le sous-sol et la production minière ; le commerce extérieur et le grand commerce intérieur ; la grosse industrie ; le sol et l'agriculture ; la culture, l'enseignement et l'éducation ; la presse et la littérature ; l'art, la science, les sports,

les distractions, même la pensée ou, du moins, toutes ses manifestations.

L'étatisation des organismes ouvriers: Soviets, syndicats, comités d'usines, etc., fut la plus facile et la plus rapide. Leur indépendance fut abolie. Ils devinrent simples rouages administratifs et exécutifs du parti et du gouvernement.

La partie fut menée avec habileté. Les ouvriers ne s'aperçurent même pas qu'ils étaient en train d'être ligotés. Puisque l'État et le gouvernement étaient maintenant « *les leurs* », il leur parut naturel de ne pas s'en détacher. Ils trouvèrent normal que leurs organisations remplissent des fonctions dans l'État « ouvrier » et exécutent les décisions des « camarades commissaires ».

Bientôt, aucun acte autonome, aucun geste libre ne fut plus permis à ces organisations.

Elles finirent par se rendre compte de leur erreur. Mais c'était trop tard! Lorsque certains organismes ouvriers, gênés dans leur action et inquiets, sentant que « quelque chose n'allait pas dans le royaume des Soviets », manifestèrent quelque mécontentement et voulurent reconquérir un peu d'indépendance, le gouvernement s'y opposa avec toute son énergie et toute sa ruse. D'autre part, il prit immédiatement des mesures et des sanctions. D'autre part, il chercha à raisonner. « Puisque – disait-il aux ouvriers, de l'air le plus naturel du monde – nous avons maintenant un Etat ouvrier où les travailleurs exercent leur dictature et où tout leur appartient, cet Etat et ses organes sont *les vôtres*. Alors, de quelle « indépendance » peut-il être question? De telles réclamations sont maintenant un non-sens. Indépendance de quoi? De qui? *De vous-mêmes*? Puisque l'État, maintenant, *c'est vous!*... Ne pas le comprendre, signifie ne pas comprendre la révolution accomplie. Se dresser contre cet état de choses signifie se dresser contre la Révolution elle-même. Des idées et des mouvements pareils ne sauraient être tolérés, car ils ne peuvent être inspirés que par les ennemis de la Révolution, de la classe ouvrière, de son Etat, de sa dictature et du pouvoir ouvrier. Ceux qui parmi vous sont encore assez inconscients pour écouter les chuchotements de ces ennemis et prêter l'oreille à leurs néfastes

suggestions parce que tout ne va pas encore à merveille dans votre jeune Etat, ceux-là commettent un véritable acte contre-révolutionnaire.»

Il va de soi que tous ceux qui persistaient à protester et à réclamer étaient impitoyablement broyés.

La plus difficile à réaliser fut l'appropriation définitive du sol, la suppression du cultivateur individuel, l'étatisation de l'agriculture. Comme on sait, c'est Staline qui réalisa cette transformation, il y a quelques années. Mais périodiquement, la situation se complique et sérieusement. La lutte entre l'État et les masses paysannes reprend, sous d'autres formes.

Puisque tout ce qui est indispensable au travail et à l'activité de l'homme – autrement dit tout ce qui est, dans le vaste sens du terme, *capital* – appartient en Russie à l'État, il s'agit, dans ce pays, d'un capitalisme d'État intégral.

Capitalisme d'État: tel est le système économique, financier, social et politique de l'U.R.S.S., avec toutes ses conséquences et manifestations logiques dans tous les domaines de la vie: matériel, moral, spirituel ou autre.

L'étiquette *exacte* de cet Etat serait, non pas *U.R.S.S.* mais *U.R.C.E.*: Union des Républiques Capitalistes Étatistes. (La consonance: *URS* et, hélas! le fond, resteraient les mêmes.)

Économiquement, cela signifie que l'État est le *propriétaire réel et unique* de toutes les richesses du pays, de tout le « patrimoine national », de tout ce qui est indispensable à des millions d'hommes pour vivre, travailler, agir (y compris, soulignons-le, l'or et le capital-argent, national et étranger.)

C'est là la chose la plus importante: celle qu'il s'agit avant tout de comprendre. Le reste en découle fatalement.

Socialement, l'essentiel de ce système est le suivant:

SITUATION DES OUVRIERS

Tout comme dans d'autres pays, l'ouvrier en U.R.S.S. (U.R.C.E.) est un salarié. Mais il est un salarié de l'État. L'État est son unique patron. Au lieu d'en avoir des milliers « au choix », comme c'est le cas dans les pays du capitalisme privé, en U.R.S.S. (U.R.C.E.), l'ouvrier n'en a qu'un seul. Tout changement de patron y est impossible.

On prétend qu'étant « ouvrier », cet Etat n'est pas « patron » dans le sens habituel du mot: les bénéfices qu'il réalise dans la production ne vont pas dans les poches des capitalistes, mais servent, en dernier lieu, les intérêts des ouvriers, donc reviennent à eux, sous d'autres formes que l'argent.

Tout subtil qu'il soit, ce raisonnement est purement théorique. L'État « ouvrier » n'est pas dirigé* par les ouvriers eux-mêmes (les travailleurs ne pourraient diriger la production eux-mêmes que dans un tout autre système social, jamais dans un Etat centralisé moderne), mais par une très vaste couche de fonctionnaires à la solde du gouvernement qui, lui, forme au centre un groupe ferme, détaché des masses laborieuses et agissant à son gré. On dira qu'il est « responsable » devant les ouvriers. C'est une autre abstraction. La réalité n'a rien de commun avec ces formules.

Demandez à n'importe quel ouvrier en U.R.S.S. – mais que ce soit un simple et véritable ouvrier – sous quelle forme il tire profit des bénéfices réalisés par l'État sur ses salaires. Il ne vous comprendra même pas: il n'en sait rien. La seule chose qu'il sait, c'est qu'il touche son maigre salaire, bien insuffisant, et qu'il a toutes les peines du monde pour vivre. Il sait aussi qu'il y a beaucoup de gens, dans le pays, qui vivent « agréablement » (Staline *dixit*), grassement, même luxueusement.

* Naturellement, j'emploie le terme « diriger » dans le sens organiser, administrer (terme social) et non dans celui de gouverner (terme politique). Un gouvernement, même composé d'ouvriers (ce qui n'est pas le cas en U.R.S.S.), ne pourrait servir que les intérêts d'une couche privilégiée qui se formerait fatalement dans un système politique, étatique.

Demandez-lui s'il peut exercer une pression sur les « responsables », s'il peut les critiquer, les rappeler à l'ordre, les éliminer, les remplacer. Il vous comprendra encore moins. Ce qu'il sait, c'est qu'il n'a qu'à exécuter les ordres de ses chefs, qui « savent ce qu'ils font », et que la moindre critique lui coûterait cher. Ces chefs lui sont imposés par le gouvernement et ne sont responsables que devant celui-ci. Et quant au gouvernement, il est infailible et inattaquable: sa responsabilité est un mythe.

Voyons un peu quelle est la situation réelle de l'ouvrier en U.R.S.S.? Diffère-t-elle essentiellement de celle des travailleurs dans les pays du capitalisme privé?

Comme partout ailleurs, l'ouvrier en U.R.S.S. est obligé de se présenter, le jour de paye, au guichet de l'établissement pour toucher son salaire. Ce salaire lui est versé par un fonctionnaire, caissier de l'unique patron: l'État.

Le fonctionnaire fait son compte d'après le taux des salaires établi par le gouvernement. Il retient sur la paye ce que l'État-patron juge nécessaire de retenir: tant pour le Secours Rouge, tant pour l'emprunt (« libre », mais obligatoire: encore un sophisme soviétique), tant pour la propagande à l'étranger, tant pour la Loterie Nationale (un autre geste « libre », mais obligatoire), etc. Après quoi il verse la paye à l'ouvrier, exactement comme n'importe quel caissier employé de n'importe quelle « boîte », dans n'importe quel pays. Naturellement, l'ouvrier ne sait pas le moins du monde ce que « l'État » gagne sur son salaire ni ce que cet État fait de ce gain. « Ça, c'est l'affaire du gouvernement », et l'ouvrier n'aura même pas l'idée de se mêler tant soit peu de ce problème.

Mais, dans un pays à capitalisme privé, l'ouvrier, s'il est mécontent, peut quitter son patron et en chercher un autre. Il peut changer d'usine, aller où il veut, faire ce qu'il lui plaît. Tout cela est impossible en U.R.S.S. puisqu'il n'y existe qu'un seul patron, propriétaire de toutes les usines. Conformément aux dernières lois, l'ouvrier n'a même pas le droit de « demander son compte » et de quitter l'usine de son gré, sans motif plausible. Pour cela il lui faut une autorisation de la Direction. Notons, en passant, que cette Direction est formée

également de fonctionnaires qui ont remplacé, depuis longtemps, les comités d'usines. L'ouvrier est donc *attaché* à son lieu de travail, à la manière d'un serf ou d'un esclave*.

Si l'ouvrier quitte l'usine sans une autorisation spéciale *inscrite sur sa carte d'identité obligatoire*, ou s'il en est renvoyé comme fautif, il ne peut plus travailler nulle part, sauf réautorisation. Aucun directeur d'usine, fonctionnaire du même patron-État, ne l'embauchera, sous peine de sanctions très sévères.

Dans ces conditions, l'État-patron peut faire de l'ouvrier ce qu'il veut. Il le traite en véritable esclave. L'ouvrier est obligé d'accepter tout: il n'a ni choix du patron, ni moyens de défense (les syndicats étant entre les mains du gouvernement-patron et prétendant ne pas comprendre que le syndiqué puisse se défendre « contre son propre gouvernement »), ni aucune possibilité d'exister autrement que rivé à sa chaîne. À moins qu'il ne se « débrouille » comme il peut. Il ne peut, non plus, se plaindre ni même se prononcer, la presse étant elle aussi entre les mains de son « gouvernement », la parole n'appartenant qu'à ce dernier et les réunions ne pouvant avoir lieu autrement que sur ordre officiel. Dans un pays aussi étendu que la Russie, le meilleur moyen de « se débrouiller » a toujours été le vagabondage. La pratique n'a pas changé depuis. Des milliers et des milliers d'ex-ouvriers russes, ayant quitté l'usine « irrégulièrement » et se trouvant en rupture de ban avec les autorités, reprennent la vieille tradition, empruntent la voie du vagabondage et forment une importante masse de *chômeurs* dont la presse soviétique ne parle naturellement pas.

Les lois concernant l'ouvrier en général et la main-d'œuvre dans les usines en particulier sont extrêmement dures. Des dizaines de milliers d'ouvriers languissent et périssent dans des prisons et lieux d'exil pour l'unique motif de les avoir enfreintes.

* Le lecteur ne me soupçonnera pas d'accorder une préférence au capitalisme privé. Je constate un fait, sans plus. Il est évident que la liberté de se choisir un exploitateur est peu de chose. Mais vivre et travailler sous l'éternelle menace de perdre l'unique exploitateur possible n'est pas plaisant non plus. Cette menace, constamment suspendue sur la tête de l'ouvrier en U.R.S.S., fait de lui un esclave achevé. C'est tout ce que je veux dire.

Le travail lui-même est pénible. D'abord, sauf dans les grands centres, les conditions hygiéniques dans les ateliers sont déplorables, l'ambiance générale est déprimante. Ensuite, le dur travail aux pièces et le système Taylor sont appliqués à peu près partout.

Le fameux « stakhanovisme »* en témoigne. (Le lecteur trouvera dans certains ouvrages d'autres témoignages et preuves irréfutables de ce que nous avançons.)

* Les dessous du « stakhanovisme » ne sont pas assez connus hors de Russie.

Le terme vient du nom d'un ouvrier mineur, *Stakhanoff*, choisi par le parti et les autorités bolchevistes en vue d'une vaste campagne pour l'intensification du rendement ouvrier. Il s'agissait, pour les magnats du néo-capitalisme « soviétique », d'appliquer en U.R.S.S. les principes du système *Taylor*, sans que le terme fût prononcé et, surtout, sans qu'on y vît la main instigatrice du gouvernement. Un jour, Stakhanoff fait à ses chefs, soi-disant spontanément, une déclaration sensationnelle, affirmant qu'il a découvert un nouveau principe d'organisation du travail pour l'extraction du charbon, qui permettra d'augmenter la productivité de x fois. Le gouvernement « s'intéresse » à la découverte – il la trouve utile, en fait une grosse affaire, l'ébruite et entreprend une vaste campagne pour généraliser la nouvelle méthode.

En fait, Stakhanoff, inspiré et poussé par le parti, ne « découvrit » que l'Amérique: Sa « nouvelle » méthode n'était qu'une vieille connaissance qui fit jadis ses débuts outre-Atlantique, justement: le travail à la chaîne, adapté aux conditions russes. Mais la « mise en scène » et une publicité spécifique en firent une extraordinaire et géniale trouvaille. Les nigauds et les gobe-mouches, à l'étranger, la prirent très au sérieux.

La « découverte » faisait bien l'affaire de l'État-patron: d'abord, elle permettait d'espérer une hausse générale du rendement ouvrier; ensuite, elle donnait lieu à la formation rapide d'une couche de privilégiés parmi les ouvriers, formation très utile, ces privilégiés étant, généralement, d'excellents entraîneurs d'hommes, appelés à faciliter le maniement et l'exploitation de la masse ouvrière; enfin, elle allait rehausser, dans certains milieux, le prestige du gouvernement-patron.

L'« affaire » fut donc « lancée », au moyen d'une intense publicité par voie de presse, par des affiches, par des meetings, etc. Stakhanoff fut proclamé « héros du travail », récompensé, décoré... Son système fut appliqué à d'autres branches de la production. Partout des jaloux – des « émules » – se mirent à l'imiter et même à le dépasser. Tous ces individus aspiraient à se distinguer, à « sortir des rangs » à « arriver », naturellement, au détriment de l'ensemble des ouvriers astreints à se soumettre à la nouvelle cadence, c'est-à-dire à une exploitation grandissante, sous la surveillance de tous ces « héros ». Ces derniers faisaient leur carrière sur le dos des autres. Ils obtenaient des avantages et des privilèges dans la mesure où ils réussissaient à appliquer le système et à entraîner les masses. L'« émulation » des « stakhanovistes » entre eux donna naissance au « super-stakhanovisme ».

La masse ouvrière comprit rapidement le véritable sens de l'innovation. Impuissante à s'opposer à cette « super-exploitation » par un mouvement général, elle manifesta son mécontentement par de nombreux actes de sabotage et de vengeance, allant parfois jusqu'à l'assassinat des « stakhanovistes » trop zélés. Il fallut recourir à des mesures extrêmement sévères pour réprimer le mouvement anti-stakhanoviste. D'ailleurs, l'entreprise se termina bientôt en queue de poisson. La part du bluff déduite, il en resta une sorte d'arrivisme ouvrier qui ne joue plus qu'un rôle très effacé dans la production.

Naturellement, l'ouvrier « étatisé » en U.R.S.S. est, du moins en principe, un esclave *moderne*: à condition d'être *docile* et *zélé*, il est assez bien entretenu, assuré par son « seigneur » (Etat), gratifié d'un congé payé, etc.

Toutefois, il ne s'agit là, en réalité, que d'une partie assez restreinte de la classe ouvrière. Celle-ci est divisée en plusieurs catégories. La différence de leurs conditions de vie va de l'aisance à la misère, en passant par tous les stades intermédiaires. Les faveurs en question ne s'appliquent qu'à des ouvriers « dignes d'elles ». Pour être à l'aise, pour avoir des congés et d'autres avantages, il faut les mériter, se détacher du troupeau, savoir « grimper ».

L'écrasante majorité des travailleurs en U.R.S.S. traîne une existence misérable, surtout les ouvriers non-qualifiés, les manœuvres, les domestiques, les petits employés et, en général, la masse ouvrière moyenne, courante.

D'autres, qualifiés et spécialisés, esclaves privilégiés, ont une vie relativement « belle » et forment une sorte d'« aristocratie ouvrière ».

Le plus souvent, ces derniers méprisent et repoussent leurs malheureux compagnons de classe. La lutte pour l'existence est âpre en U.R.S.S. Tant pis pour les victimes ! Qu'elles se débrouillent ! Si l'on s'occupe d'elles, on devient vite victime soi-même. Or, l'ouvrier qualifié et privilégié, le vrai « stakhanoviste » – digne disciple du fameux Stakhanoff, premier ouvrier-arriviste et arrivé ambitieux des situations de plus en plus élevées. Il a bon espoir de sortir un jour, des rangs des esclaves, de devenir lui-même fonctionnaire, chef quelconque, directeur peut-être... Il fait tout pour y arriver: il se démène; il travaille pour quatre; il façonne des jeunes qui le remplaceront à l'usine; il se fait remarquer partout où il le peut; il fait des études si possible; il est toujours d'accord avec les autorités et il le souligne; il est candidat au Parti. Il flatte et courtise ici; il plastronne là. Mais, avant tout, il faut qu'il ne se gêne guère avec ceux qui sont en bas, ni avec ses concurrents. La lutte est dure en U.R.S.S..

Les ouvriers «stakhanovistes» sont surtout des «entraîneurs» dont le rôle est de démontrer par l'exemple à la masse des ouvriers, qu'il est possible d'intensifier la production. Ils sont grassement payés et obtiennent des avancements, en particulier les «super-stakhanovistes» qui sont les «as» du «stakhanovisme». Leur rôle est aussi de faire voir aux ouvriers qu'à force de bien travailler on peut «arriver» à une vie «convenable et même agréable» (Staline *dixit*).

Dans la plupart des cas, une fois le nouveau «rendement-record» établi à l'usine, il est impossible à un «stakhanoviste» d'y rester: les ouvriers ne le laisseraient pas en vie. Généralement les autorités prennent soin de leur fidèle serviteur: le plus souvent il est envoyé, tout d'abord dans un sanatorium où il séjourne «convenablement» pendant quelques mois: après quoi il est appelé à un poste administratif à Moscou ou dans une autre grande ville où, souvent, on met à sa disposition une coquette villa et où il mène une vie «agréable», touchant des appointements et jouissant des prérogatives en rapport avec les services rendus. Sa carrière est faite. Il est fonctionnaire. Il est «arrivé», «sorti du troupeau».

Par tous ces procédés «stakhanovisme», «super-stakhanovisme», classification en diverses catégories des salariés. etc., le gouvernement «communiste» arrive, lui, à *diviser et à mieux commander la masse ouvrière*. Il crée, en même temps, une couche privilégiée qui lui est servilement dévouée: elle tient en haleine «le troupeau» et sert de «tampon» entre les maîtres et les esclaves.

Ainsi, les procédés employés par les nouveaux maîtres – les «communistes» – vis-à-vis de la masse laborieuse demeurent ce qu'ils avaient été de tout temps: diviser et dominer. Et la parole consolatrice lancée par les maîtres dans le «troupeau» reste, elle aussi, éternelle: «Ouvriers! Vous voulez «arriver»? Maintenant, cela ne dépend que de vous-mêmes, car tout homme capable, appliqué et dévoué peut devenir «quelqu'un». Ceux qui n'y réussissent pas, les «ratés», n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes.»

D'après les calculs minutieux et objectifs de l'économiste E. Yourievsky, *tirés des statistiques du gouvernement de l'U.R.S.S.*, sur les

quelque 18 millions d'ouvriers en 1938, il y avait environ 1 million et demi (8 %) d'ex-ouvriers et ouvriers privilégiés: super-stakhanovistes et stakhanovistes, etc.

On comprend que le gouvernement encourage et favorise cet arrivisme dont il tire de si grands profits et que, d'ailleurs, il ne désigne jamais sous ce nom. On appelle cela: « noble émulation », « zèle honorable au service du prolétariat » et ainsi de suite. Il existe une décoration « pour le zèle ». Il existe même toute une couche de « porteurs de décorations » (« ordénonostsi »).

Avec les plus « dignes » de ces éléments le gouvernement crée une sorte de nouvelle noblesse « soviétique » et aussi une nouvelle bourgeoisie capitaliste-étatiste: soutiens décidés et solides du régime.

C'est à tous ces éléments que Staline, leur chef suprême, fait allusion lorsqu'il dit, dans certains de ses discours: « La vie chez nous devient toujours plus agréable, plus gaie... »

Le troupeau reste le troupeau, comme partout ailleurs. Et, comme partout, le gouvernement dispose d'« assez de moyens pour le maintenir à sa merci, tranquille et soumis. »

On prétend que de telles mœurs préparent le passage au « véritable communisme ».

Nous nous sommes demandés si le sort de l'ouvrier en U.R.S.S. est préférable à celui du travailleur en pays du capitalisme privé. Or, le vrai problème n'est pas là; il est plus justement celui-ci: un tel état des choses *contient-il* du *socialisme* ou, du moins, *en est-ce l'« aurore »*? Une telle organisation, une telle ambiance sociale, peuvent-elles y mener?

Nous invitons le lecteur à répondre lui-même à ces questions – et à d'autres encore – lorsqu'il sera parvenu au terme de notre étude.

SITUATION DES PAYSANS

Là il faut distinguer quatre périodes successives.

Tout d'abord, cherchant à gagner et à consolider les sympathies des vastes masses laborieuses et de l'armée, le gouvernement bolcheviste pratiqua vis-à-vis des paysans une politique de « laisser faire ».

Les paysans – le lecteur le sait – commencèrent à s'emparer des biens fonciers dont les propriétaires étaient soit en fuite, soit chassés, longtemps avant la Révolution d'octobre. Le gouvernement bolcheviste n'eut qu'à sanctionner cet état de choses. (Décret du 25 octobre 1917.)

« D'eux-mêmes, les soldats ont cessé la guerre, tandis que les paysans se sont emparés des terres et les ouvriers, des usines », constate P. Milioukov, historien et écrivain russe bien connu, ex-ministre du premier gouvernement provisoire: « Lénine n'eut qu'à sanctionner le fait accompli pour s'assurer les sympathies des soldats, des paysans et des ouvriers ». (P. Milioukov, *Histoire de Russie*, vol. III, p. 1274.) Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation du leader bourgeois, bien qu'il eût tort de ne tenir aucun compte de l'influence de la propagande et de l'activité des révolutionnaires. Avec cette réserve, son témoignage est particulièrement intéressant. Milioukov fut toujours fin observateur et connaisseur de la vie russe. Il détenait un poste lui permettant une bonne information. Enfin, il n'avait aucune raison de diminuer le rôle des bolcheviks, au contraire... (Remarquons en passant que ce témoignage est fort suggestif, non seulement par rapport au problème paysan et ouvrier lors d'une révolution, mais aussi en ce qui concerne le problème de la guerre.)

Avis à tous ceux qui, intentionnellement ou par ignorance, prétendent que la Révolution fut accomplie non pas par les masses, mais par les bolcheviks. C'est un point à souligner. Dans le fond, la Révolution d'octobre, de même que celle de février, fut réalisée

et gagnée par les masses, bien entendu avec l'aide et le soutien des révolutionnaires de toutes tendances. Les masses étaient prêtes à la nouvelle Révolution; elles la réalisaient de jour en jour, partout sur place. C'est ce qui importe; c'est ce qui signifie «accomplir la révolution». Quant aux bolcheviks, ils accomplirent un acte purement politique en s'emparant du pouvoir qui *devait tomber fatalement au cours de cette Révolution populaire en marche*. Par leur geste politique les bolcheviks arrêtaient la véritable Révolution et déterminèrent sa déviation*.

Cette constatation confirme, entre autres, la thèse fondamentale des anarchistes. Ceux-ci affirment, en effet, que lorsque les conditions nécessaires et favorables sont remplies, les masses sont parfaitement capables d'accomplir la Révolution elles-mêmes, avec l'aide et le concours des révolutionnaires. Ils ajoutent – et c'est ce qui est essentiel dans leur point de vue – qu'au lendemain de la victoire, *la Révolution devrait suivre le même chemin*: action libre des masses, soutenue par l'action libre des révolutionnaires de toutes tendances, sans qu'un parti politique, en éliminant les autres, s'installe au pouvoir, impose sa dictature et monopolise la Révolution.

Donc, au début – *première période* – Lénine ne toucha pas aux paysans. C'est pour cette raison, entre autres, que ceux-ci le soutinrent, lui laissant ainsi le temps nécessaire pour consolider son Pouvoir et son Etat. À cette époque, on disait même – surtout à l'étranger – que les paysans étaient ceux qui gagneraient le plus à la Révolution russe, et que les bolcheviks, en dépit de leur doctrine marxiste seraient obligés de s'appuyer, en fin de compte, non pas sur la classe ouvrière mais sur la classe paysanne.

* Les bolcheviks prétendent que s'ils n'avaient pas pris le pouvoir, la contre-révolution aurait repris le dessus et la Révolution aurait été abattue. Cette affirmation est gratuite. Les bolcheviks ont pu se saisir du pouvoir *parce que les vastes masses étaient pour la Révolution*. Les «masses» ce sont surtout les ouvriers, les paysans, les soldats. Les ouvriers prenant les usines, les paysans s'emparant des terres, les révolutionnaires aidant les uns et les autres, et les soldats étant partisans de la Révolution, quelle serait *la force* qui, sans industrie, sans fonds, sans aide et sans armée, aurait pu arrêter celle-ci? L'étranger? Qui sait quelles auraient été la situation et l'attitude des autres pays si la Révolution russe avait pris le chemin préconisé par les anarchistes? Qui sait quelles en auraient été les conséquences? À ce moment-là, il fallait débattre publiquement les deux thèses. Les bolcheviks préférèrent étouffer l'autre. Le monde en subit les conséquences depuis un quart de siècle.

Or, plus tard – *deuxième période* – au fur et à mesure que l'État s'affermissait et que, d'autre part, les villes leurs provisions épuisées, tournaient leur regard vers la campagne, Lénine commença à refermer de plus en plus le cercle autour des paysans.

Si les ouvriers des villes et des régions industrielles avaient eu, par le canal de leurs organisations indépendantes et agissantes, la liberté d'action et d'initiative, ils auraient certainement établi un contact économique direct et fécond avec les paysans pour la production, les échanges, etc. On peut être sûr qu'un tel contact entre les producteurs et les consommateurs libres des villes et de la campagne aurait abouti à des ententes et, finalement, à une solution pratique et heureuse de ce problème capital de la Révolution Sociale: celui des rapports entre les deux classes de travailleurs, entre les deux branches essentielles de l'économie nationale.

Mais, voilà ! Les ouvriers et leurs organisations n'avaient aucune liberté d'action, aucune initiative. Les paysans non plus. Tout se trouvait concentré entre les mains de l'État, du gouvernement. Lui seul pouvait agir, entreprendre, résoudre.

Dans ces conditions, et naturellement, tout le monde attendait ses décisions.

Les paysans qui, sur des suggestions et propositions directes des ouvriers, auraient certainement fait de leur propre initiative, depuis longtemps et d'une façon naturelle, spontanée et simple, le nécessaire auprès des villes, les paysans ne bougeaient pas, tant que le gouvernement – il était là pour cela ! – ne faisait pas connaître ses intentions.

Par sa présence et ses fonctions mêmes, un gouvernement s'interpose entre les deux couches de travailleurs et les sépare. Automatiquement il les empêche de s'aboucher puisqu'il se charge d'intervenir auprès des deux en intermédiaire, en arbitre.

Or, lorsqu'elles émanent d'un gouvernement, les « dispositions » n'ont rien des relations directes de travailleurs à travailleurs. Par leur nature même, elles ne peuvent être autres que des prescriptions, des commandements, des ordres.

Donc, Lénine intervint. Naturellement, en tant que dictateur marxiste, il ne comprenait rien à la véritable situation. Il expliquait

l'attitude indifférente des paysans, non pas comme une conséquence fatale de l'application du faux principe gouvernemental, mais comme une manifestation de leur « égoïsme », de leur « mentalité petite-bourgeoise », de leur « hostilité à l'égard des villes », etc.

Il agit et sévit. Par une série de décrets et d'ordonnances, il somma les paysans de remettre la plus grande partie de leur récolte à l'État. Cette sommation fut appuyée par la force armée et policière. Ce fut la période des réquisitions, des impôts en nature, des « expéditions armées », bref, du « communisme de guerre ». La violence militaire s'abattit sur les paysans pour leur soustraire tout ce dont l'« Etat » avait besoin.

On défendit aux paysans de vendre leurs produits. On établit, sur les chemins de fer, sur les routes et autour des villes, des « barrages » pour empêcher cette vente qualifiée de « spéculation ». Des milliers de paysans et d'autres « citoyens » furent arrêtés et une partie fusillés pour avoir enfreint ces mesures. Inutile de dire qu'on ramassait surtout les pauvres bougres qui portaient en ville un quelconque sac de farine à seule fin d'avoir quelques sous permettant d'augmenter leur subsistance quotidienne, ou encore des paysans qui cherchaient uniquement à venir en aide à leurs parents ou amis affamés. Les *vrais* spéculateurs en gros « forçaient » les barrages aisément à coups de pots-de-vin. Une fois de plus, dans le système étatiste, la réalité se moquait de la « théorie ».

Bientôt, cette politique aboutit à des troubles sérieux. Les paysans opposèrent à la violence une résistance farouche. Ils cachaient leur blé; ils réduisaient la surface d'ensemencement aux proportions strictement nécessaires pour satisfaire leurs besoins personnels; ils tuaient leur bétail, ils sabotaient le travail, ils se dressaient çà et là contre les perquisitions et les réquisitions, ils assassinaient de plus en plus souvent les « commissaires » chargés de ces opérations.

Les villes se trouvèrent sous la menace d'être affamées, et aucune amélioration ne put être envisagée. Les ouvriers, subissant de dures privations, comprenant de mieux en mieux les véritables raisons de cette faillite et cherchant à redresser la Révolution, commencèrent à s'émouvoir sérieusement. Une partie de l'armée se montra assez

disposée à soutenir ce mouvement des masses. (C'est ainsi que se produisit, en mars 1921, le grand soulèvement de Cronstadt dont nous nous occuperons dans la dernière partie de notre ouvrage.) La situation devenait critique.

Ne croyant pas son Etat, c'est-à-dire l'ensemble des forces d'appui et de coercition, assez consolidé pour réussir à imposer, coûte que coûte, sa volonté au pays, Lénine recula. Aussitôt après la « victoire » de Trotsky sur Cronstadt, il proclama la fameuse NEP: « la nouvelle politique économique ».

La NEP forme la *troisième période* de l'évolution du problème agraire.

Elle ne fut « nouvelle » que par rapport à l'impitoyable rigueur et aux mesures militaires de la veille. Ce fut, tout simplement, une certaine détente. On alléga un peu la pression pour contenter les ventres et apaiser les esprits.

« La nouvelle politique » octroya aux paysans une certaine liberté de disposer du produit de leur travail: notamment d'en vendre une partie librement, au marché. Les barrages furent supprimés. Le petit commerce bénéficia de quelques « libéralités ». La propriété individuelle recouvra quelques droits.

Mais, pour mille raisons, la NEP ne changea pas grand chose. Elle ne constituait pas une solution. Ce fut une demi-mesure, vague et douteuse. Certes, elle rasséra un peu l'atmosphère. Mais elle créa, en même temps, une sorte de flottement et de désorganisation. Elle aboutit rapidement à des confusions et à des contradictions lourdes de conséquences, aussi bien dans le domaine économique que dans la vie du pays en général.

D'autre part, la situation équivoque et instable qu'elle avait créée représentait un certain danger pour la sécurité du gouvernement. Ayant fait des concessions, celui-ci avouait une certaine faiblesse. Cet aveu indirect éveilla des espoirs dans les milieux bourgeois. Il donna une impulsion nouvelle à des forces et à des éléments dont l'esprit et l'activité pouvaient devenir vite séditieux et même dangereux pour le régime. Ceci d'autant plus que les sympathies des masses pour le bolchevisme s'étaient fortement émoussées depuis

1917, ce que le gouvernement n'ignorait pas. Le réveil éventuel des appétits bourgeois chez certains éléments de la paysannerie paraissait particulièrement redoutable.

Les membres du parti et les couches privilégiées en général, déjà formées dans ce nouvel Etat et assez influentes eurent peur. On insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'en finir avec la « pause de la NEP » et de revenir au régime de l'État-patron, de l'État-poigne.

Pour toutes ces raisons Staline, qui remplaça Lénine mort en 1924, se vit obligé de choisir entre deux solutions: ou bien élargir encore la NEP, ce qui signifiait, en dépit de la possession des « leviers de commande », ouvrir les portes à la restauration économique, et peut-être, politique du régime du capitalisme privé; ou bien revenir à l'étatisme intégral, au régime totalitaire, et reprendre l'offensive à l'État contre les paysans.

Tout pesé, sûr de la puissance acquise et de la maîtrise de l'État, assuré du soutien actif des couches privilégiées ainsi que de l'appui d'une bonne partie de l'armée, définitivement assujettie, et de toutes les forces coercitives de « son appareil », Staline finit par opter pour la deuxième décision. Il procéda, à partir de 1928, à l'étatisation totale de l'agriculture: étatisation appelée « collectivisation » et représentant la *quatrième période* de l'évolution du problème paysan.

Par la force des armes, par la terreur qui prit bientôt des formes et des proportions inouïes, l'État se mit à enlever au paysan resté propriétaire son lopin de terre, même moyen, même petit. Il entra ainsi en possession effective et complète du sol.

Avant cette opération, il fallait distinguer en U.R.S.S.:

1° Les « sovkhos » (abrégié du nom russe): « possessions soviétiques », *exploitées directement par l'État*;

2° Les « kolkhoz »: « possessions collectives », *exploitées en commun par les paysans* y adhérant et travaillant sous la direction et sous le contrôle de l'État;

3° Les cultivateurs individuels, à l'époque sortes de fermiers de l'État, redevables vis-à-vis de celui-ci, comme les « kolkhoz » d'une partie plus ou moins importante de leurs produits.

Cette distinction disparut à la « collectivisation ». L'agriculture tout entière devint désormais *entreprise directe de l'État, propriétaire effectif du sol*. Tout « chantier agricole » prit le nom de « kolkhoz »;

Tout paysan fut obligé par force d'entrer dans un « kolkhoz ». Son lopin de terre et ses biens furent confisqués. Et, soulignons-le, il s'agissait non, seulement des paysans plus ou moins aisés, mais aussi *des millions de cultivateurs pauvres*, ayant juste de quoi se nourrir, n'employait pas de main-d'œuvre et ne disposant que du strict nécessaire pour leur travail individuel.

Depuis cette époque, tout paysan en U.R.S.S. est obligatoirement attaché à un « kolkhoz », comme l'ouvrier à une usine. L'État l'a transformé, non seulement en son fermier, mais en son *serf* et l'a contraint à travailler pour ce nouveau maître. Et, comme tout vrai maître, il ne lui laisse, sur le produit de son travail, que le minimum indispensable pour vivre: le reste, la plus grosse part, est mise à la disposition du gouvernement. Et, comme tout vrai maître, celui-ci en dispose à son gré, sans que le paysan en ait la moindre notion. Certes, ce reste ne va pas enrichir les capitalistes, mais il y a d'autres couches à engraisser en U.R.S.S.

Théoriquement, l'État « achète » aux « kolkhoz » leurs produits. C'est surtout sous cette forme qu'il rémunère le travail des paysans. Mais, propriétaire et acheteur unique, il paie pour ces produits un prix dérisoire. Cette rémunération n'est qu'une nouvelle forme d'exploitation des masses paysannes *par l'État capitaliste*.

Pour le comprendre, il suffit de constater que, d'après les données de la presse « soviétique », l'État réalisa en 1936 *un bénéfice net de près de 25 millions de roubles par la revente des produits achetés aux « kolkhoz »*. Ou encore: en 1937, les « kolkhosiens » ne touchèrent que près de 50 pour 100 de la valeur réelle des produits de leur labour. Le reste fut retenu comme impôts frais d'administration, retenues diverses, etc.

La quasi-totalité de la population paysanne de l'U.R.S.S. se retrouve aujourd'hui *dans un état de servage*. Cette organisation agricole rappelle les fameuses « colonies militaires » d'Araktchéieff,

du temps du tsar Alexandre Ier. En fait, l'agriculture « soviétique » est « mécanisée », « bureaucratisée », « militarisée ».

Pour arriver à ces fins, Staline dut recourir vis-à-vis des paysans à de terribles mesures de violence. En maints endroits la campagne n'accepta pas de bonne grâce les réformes annoncées: elle se

cabra. Staline s'y attendait. Il n'hésita pas. Des millions de paysans furent emprisonnés, déportés ou fusillés à la moindre résistance. Des détachements de « troupes spéciales » – sorte de garde mobile ou de corps de gendarmerie et de police militarisée – remplirent surtout cette besogne. Au cours de ces « expéditions », nombre de villages récalcitrants ou rebelles furent brûlés et fauchés par l'artillerie et les mitrailleuses.

De plus, au cours de tous ces bouleversements, plusieurs famines dévastèrent des régions entières et emportèrent d'autres millions de victimes.

Finalement, « force resta à la loi ». Il n'y a pas lieu de s'en étonner, ni de « rester sceptique » vis-à-vis de nos affirmations. Nous savons par d'autres exemples, tels que ceux du fascisme et de l'hitlérisme, à quel point un régime autoritaire, armé de tous les moyens modernes, peut subjuguier les masses et leur imposer sa volonté, en dépit de toutes les résistances et de tous les obstacles, *tant que la police et l'armée lui obéissent*.

D'aucuns diront que le gouvernement bolcheviste n'avait pas d'autres moyens pour sauvegarder son régime, pour sauver le pays de la famine permanente et d'autres désastres pires que le remède, pour « *faire progresser l'agriculture* », pour « *assurer la marche vers le socialisme* ».

Nous sommes d'accord, sauf sur les buts.

Oui, le procédé étatiste, gouvernemental, n'a pas d'autres moyens d'action que ceux-là. Mais c'est, précisément, la preuve irréfutable que sa doctrine est erronée et que la situation créée est sans issue. Car, par ces moyens, jamais le socialisme ne sera réalisé.

Ce système peut « assurer » la marche, non « vers le socialisme », mais vers un *capitalisme d'état*, plus abominable encore que le capitalisme privé. Ce système n'est donc nullement un état « de

transition», comme on veut souvent nous le faire croire: il est tout simplement un autre mode de domination et d'exploitation. On sera obligé de le combattre comme on a combattu – ou comme on combat aujourd'hui – d'autres systèmes à base de domination et d'exploitation.

Quant au « progrès de l'agriculture », nous sommes persuadés que la vraie collectivisation progressive de cette branche – comme de toute l'économie – sera réalisée par des forces qui n'auront rien de commun avec celles de la dictature politique étatiste.

Nous avons dit que depuis un moment le problème agraire se compliquait sérieusement en U.R.S.S. La masse paysanne menant une lutte, sourde mais efficace, contre l'État-patron et sabotant le travail des « kolkhoz », le rendement de l'agriculture commença à baisser catastrophiquement. Afin de stimuler les kolkhosiens et pour les réconcilier avec le système, on les autorisa alors à posséder, au sein même du « kolkhoz », une certaine propriété individuelle, d'ailleurs très restreinte: un peu de terre, quelque bétail, quelque outillage. On permit au kolkhosien de travailler un peu pour lui-même.

Le résultat fatal de cette mesure ne tarda pas à se faire sentir: la lutte entre le paysan et l'État se cristallisa bientôt autour de ce « secteur privé » (« autour de la vache », dit-on dans le pays).

Depuis ce temps, les paysans tendent opiniâtrement à augmenter leur « propriété », leurs droits et leur travail personnel au détriment du kolkhoz.

Quant à l'État, il s'oppose, naturellement, à cette tendance. Mais, d'autre part, il se voit obligé de ménager autant que possible le « secteur individuel » dont le rendement est supérieur à celui du kolkhoz et contribue fortement à la prospérité de l'État.

Actuellement, cette lutte et ces hésitations constituent le point névralgique du problème agraire en U.R.S.S. Il n'est pas impossible que le pays se trouve à la veille d'une nouvelle et cinquième période dans son évolution agricole.

Notons, toutefois, que ces détails et les autres ne changent rien au tableau général que nous venons de peindre.

SITUATION DES FONCTIONNAIRES

La troisième couche sociale, dont l'importance devient énorme en U.R.S.S., est celle des bureaucrates, des *fonctionnaires*.

Du moment que les relations directes entre les diverses catégories de travailleurs sont supprimées, de même que leur initiative et leur liberté d'action, le fonctionnement de la machine d'État doit être nécessairement assuré par des intermédiaires dépendant de la direction centrale de la machine. Le nom que l'on donne à ces intermédiaires: fonctionnaires, désigne merveilleusement leur rôle qui consiste à *faire fonctionner*.

Dans les pays « libéraux » les fonctionnaires « font fonctionner » ce qui relève de l'État.

Dans un pays où l'État *est tout*, ils sont appelés à faire fonctionner le tout. Ce qui veut dire qu'ils sont chargés d'organiser, d'administrer, de coordonner, de surveiller, bref, de faire marcher la vie entière du pays: économique et autre.

Dans un pays aussi immense que l'U.R.S.S., cette « armée civile » de l'État-patron doit être extraordinairement nombreuse. Et en effet, la caste des fonctionnaires s'y élève à quelques millions. D'après E. Yourievsky, déjà cité, leur nombre global dépasse *neuf millions*. N'oublions pas qu'en U.R.S.S. il n'y a ni municipalités ni autres services ou organismes indépendants de l'État, ni entreprises privées quelles qu'elles soient.

Il va de soi qu'à part les petits employés subalternes, c'est la couche sociale la plus privilégiée. Sous ce rapport, seuls les cadres supérieurs militaires peuvent lui faire concurrence. Les services qu'elle rend au patron (État) sont inappréciables. À côté de l'armée et de la police, énormes aussi et bien dressées, la bureaucratie « soviétique » est une force de première importance. Au fond, tout repose sur elle. Non seulement elle sert l'État, l'organise, le régit, le fait marcher, le contrôle, etc., mais, ce qui est encore plus

précieux, *elle soutient fidèlement et activement le régime* dont elle dépend entièrement. Au nom du gouvernement qu'elle représente, la haute bureaucratie commande, dicte, ordonne, prescrit, surveille, punit, sévit; la moyenne et même la petite exécutent et commandent aussi, chaque fonctionnaire étant maître dans les limites qui lui sont assignées. Hiérarchiquement, tous sont responsables devant leurs supérieurs. Les plus hauts le sont devant le fonctionnaire-chef, le grand, le génial, l'infaillible Dictateur.

Les fonctionnaires se donnent corps et âme au gouvernement. Et ce dernier leur en sait gré: à l'exception du troupeau de petits employés dont la situation correspond à celle du troupeau ouvrier, les fonctionnaires « responsables » en U.R.S.S. sont l'objet de soins inlassables. Bonne rémunération et avancement sont garantis à tout fonctionnaire digne de ces faveurs. Tout fonctionnaire docile et appliqué est bien payé, choyé, félicité, décoré. Les plus dévoués et zélés avancent rapidement en grade et peuvent espérer arriver aux postes les plus élevés de l'État.

La médaille a pourtant son revers. Tout fonctionnaire est, au fond, un instrument et un jouet entre les mains de ses supérieurs. La moindre faute, erreur ou négligence peut lui coûter cher. Responsable uniquement devant ses chefs, tel un militaire, il est sanctionné par eux dans l'ordre administratif, suivant leur bonne volonté, sans autre forme de procès. C'est la destitution foudroyante, souvent la prison, parfois la mort. Le caprice personnel et l'arbitraire des chefs règnent sans appel. Le plus terrible est que, fréquemment, le fonctionnaire sanctionné n'est qu'un bouc émissaire, sa « faute » ou son échec étant imputable, soit aux dispositions défectueuses de ses supérieurs, soit aux conditions générales ou encore à la politique du gouvernement. « Staline a toujours raison » (comme Hitler en Allemagne). S'il y a un malheur, on trouve vite les coupables. Très souvent aussi – la chose est profondément ancrée dans les mœurs de la bureaucratie « soviétique » – le coupable tombe victime de la lutte pour l'existence; la concurrence, la jalousie, les intrigues, ces éléments inséparables d'un arrivisme déchaîné, guettent le fonctionnaire à tous les instants de sa vie.

En revanche, certains écarts de la vie privée des hauts fonctionnaires, allant parfois jusqu'à la débauche, sont tolérés par le gouvernement, comme une sorte de délassément indispensable. Le Guépéou ferme les yeux. Ses chefs y participent. Le fameux Iagoda fut un gros noceur pervers. Et il y a encore des orgies à Moscou !

« Arriver » à tout prix et par tous les moyens, sans se faire prendre : tel est l'un des plus grands soucis et un des plus forts stimulants en U.R.S.S.

Aussitôt un peu au-dessus du niveau de l'immense troupeau des 150 millions d'ouvriers, paysans et petits employés tout fonctionnaire débutant peut, en se montrant dévotement et aveuglément soumis, en sachant flagorner et « jouer des coudes », arriver à la « belle vie ».

C'est cet espoir qui pousse aujourd'hui tout jeune citoyen en U.R.S.S. vers l'instruction et l'étude. Il aspire et espère, comme le « stakhanoviste », « sortir de la masse » qui se débat dans la misère. Il ambitionne un poste de chef, une voiture, une serviette en cuir, une paire de bonnes bottes, une bonne rémunération des décorations.

Sur ce chemin, il ne se gêne pas avec son prochain. Il sait à merveille se faufiler, bousculer, insinuer, intriguer, piétiner, écraser... Et, bien entendu, il sait aussi flatter, encenser, être obséquieux et servile.

Pour se rendre compte de tout cela, il suffit de suivre attentivement ce qui se passe dans le pays. Il suffit même de lire attentivement la presse « soviétique », si l'on connaît suffisamment la vie, la mentalité et les mœurs russes en général. Les discours et les harangues des chefs, les distributions périodiques de décorations, les déclarations et interventions des délégués aux Congrès, les reportages locaux et les « petites histoires » quotidiennes qui trouvent leur place et leurs échos dans les journaux, toute cette documentation met celui qui sait la lire et la comprendre au courant de la situation.

D'après Yourievsky, sur les 10 millions environ de fonctionnaires en U.R.S.S., 2 millions (20 %) sont des privilégiés. Le reste mène une existence plus ou moins pénible, agrémentée par l'espoir d'« en sortir » et d'« arriver ».

Si nous groupons toutes nos données, nous obtiendrons le tableau suivant, bien entendu approximatif:

1 500 000	ouvriers privilégiés sur	18 000 000
2 000 000	de fonctionnaires privilégiés sur	10 000 000
4 000 000	de paysans aisés sur	142 000 000
2 500 000	privilégiés divers: membres du parti (indépendamment de leurs fonctions), spécialistes, militaires, policiers, etc...	
—————		—————
10 000 000	de privilégiés toutes catégories sur	170 000 000

Ces 10 millions constituent la nouvelle classe privilégiée en U.R.S.S. et le soutien réel du régime.

Le reste de la population: 160 millions d'âmes, n'est qu'un troupeau plus ou moins obscur, soumis, exploité et misérable.

LA STRUCTURE POLITIQUE

Par notre analyse du rôle des fonctionnaires, nous touchons à la structure *politique* du pays.

Politiquement, l'U.R.S.S. est gouvernée par de hauts fonctionnaires d'État (comme la France, d'après la formule consacrée, est gouvernée par les « préfets ») et administrée, sous leurs ordres, par une innombrable armée de fonctionnaires subalternes.

Il nous reste à apporter à cette constatation certaines précisions indispensables,

Avant tout, il faut distinguer deux éléments absolument différents: l'un est constitué par *les apparences*, le décor, la mise en scène – seul héritage de la glorieuse Révolution d'octobre – l'autre est *la réalité*.

En apparence, l'U.R.S.S. est gouvernée par les *Soviets*. (« Les Soviets partout ! » clament les communistes français, sans savoir nullement à quoi s'en tenir sur les « Soviets », sans avoir la moindre notion de leur vraie histoire ni de leur véritable rôle.)

Rien n'est plus faux ! Les braves gens qui, à l'étranger, croient encore sincèrement en ce mythe se laissent magistralement « rouler ».

Sans nous perdre ici dans des détails, établissons les faits essentiels, soulignant surtout les traits peu ou pas connus.

Depuis très longtemps, les « Soviets » (conseils ouvriers) ne jouent plus aucun rôle important en U.R.S.S., ni politique, ni social. Leur emploi est tout à fait secondaire et même insignifiant: ce sont des organes purement administratifs et exécutifs, chargés de petites besognes locales sans importance, entièrement soumis aux « directives » des autorités centrales: gouvernement et organes dirigeants du parti. Les Soviets n'ont même pas l'ombre d'un pouvoir.

Un grand malentendu règne, hors de Russie, sur les Soviets. Pour nombre de travailleurs des autres pays, le terme *Soviet* a quelque chose de mystique. Une foule de sincères, de naïfs – de « poires » pour

dire le mot – prenant des vessies pour des lanternes, prêtent foi au décor « socialiste » et « révolutionnaire » des nouveaux imposteurs. En Russie, les masses sont *contraintes*, par la violence et par d'autres méthodes à usage interne, de s'adapter à cette imposture (exactement comme elles le sont dans l'Allemagne de Hitler, dans l'Italie de Mussolini, etc.). Mais les millions de travailleurs des autres pays s'y laissent naïvement prendre, inconscients de la supercherie dont ils seront un jour les premières victimes.

Éclairons cette question des Soviets.

Deux faits essentiels sont à souligner:

Le premier. – La création des « Soviets » eut lieu en Russie uniquement à défaut d'autres organisations ouvrières, sous la nécessité pressante de former un organe d'information, de coordination et d'action commun à plusieurs usines. (Voir ici même, deuxième partie, chap II.)

Il est certain que si la Russie avait possédé en 1905 des syndicats ouvriers et un mouvement syndicaliste de classe, on n'aurait jamais eu l'idée de créer des « Soviets »; on n'aurait jamais eu recours à ces organismes vagues, tout à fait fortuits et purement représentatifs.

Le second. – Au fond, un « Soviet » n'est nullement un organisme de lutte de classe, d'action révolutionnaire. Il ne peut être, non plus, une cellule vivante, agissante, de la transformation sociale ou de la nouvelle société naissante. Par sa structure même, c'est une institution molle, passive, d'allure plutôt bureaucratique ou, dans le meilleur cas, administrative. Un Soviet peut s'occuper de certaines petites besognes locales, sans plus. C'est une sorte de *conseil municipal ouvrier*. Mais – et cela est grave – par sa structure et surtout par ses prétentions, il peut devenir, dans certaines circonstances, un instrument entre les mains d'un parti politique ou d'un gouvernement, comme ce fut le cas en Russie. Il est donc sujet à la « maladie politique » et, partant, représente un danger certain pour la Révolution.

Pour ces deux raisons, tout ce fameux système « des Soviets », produit des conditions spécifiques où se trouvait le mouvement ouvrier en Russie, *ne représente aucun intérêt ni aucune utilité pour les travailleurs des pays où il existe des organismes syndicaux, un mouvement*

syndical, une lutte syndicaliste; pour les pays où les ouvriers ont depuis longtemps leurs organisations de classe, de combat et de reconstruction sociale; pour les pays où les masses laborieuses se préparent à une lutte finale directe, en dehors de l'État, des partis politiques et d'un gouvernement quel qu'il soit.

En apparence – avons-nous dit – la Russie est gouvernée par les Soviets (« libres émanations de la classe ouvrière », d'après le mythe répandu à l'étranger).

Théoriquement, c'est-à-dire selon la vieille constitution « soviétique » écrite, le pouvoir suprême en U.R.S.S. appartient au Congrès Panrusse des Soviets, convoqué périodiquement et ayant, en principe, le droit de nommer, d'éliminer et de remplacer le gouvernement. En principe, les Soviets détiennent le pouvoir législatif, et leurs « Exécutifs », le pouvoir exécutif.

En réalité, c'est le gouvernement lui-même: le Conseil des Commissaires du Peuple, émanation directe du parti communiste, qui détient, d'une façon absolue, *toute la force et tout le pouvoir*, aussi bien législatif qu'exécutif, dans le pays.

C'est le *gouvernement* qui est maître, non les Soviets.

C'est le *gouvernement* qui peut, s'il veut, écraser le Congrès des Soviets, ou tout Soviet pris séparément, ou tout membre d'un Soviet, en cas d'opposition ou de non-obéissance. Car c'est le gouvernement qui tient tous les « leviers de commande ».

Mais il y a mieux. Le véritable gouvernement du pays, ce n'est même pas le Conseil des Commissaires du Peuple qui, lui aussi, *n'est qu'un décor*, mais bien le *Politbureau* (Bureau politique), lequel comprend quelques sommités du parti, membres de son Comité central. Ce n'est pas tout.

En fait, c'est le chef brutal et rusé du Politbureau, secrétaire et chef du parti et du Comité central, le « grand » et « génial » Staline (ou celui qui le remplacera), qui est *le véritable pouvoir suprême*: le dictateur, le « *Vojde* » (*Duce ou Führer*) du pays. Cet homme pourrait dire, avec beaucoup plus de raison que Louis XIV: « L'État (l'U.R.S.S.) c'est moi! »

C'est Staline (ou son remplaçant éventuel) qui est soutenu par l'« aréopage » (le Politbureau), le Conseil des Commissaires du Peuple, le parti tout entier, les « candidats » (aspirants) au parti, les couches privilégiées, la bureaucratie, l'« appareil », l'armée et la police. Car tout ce monde dépend de lui, matériellement et moralement, et n'existe que grâce à lui. Tout ce monde croit aveuglément en sa force et en son habileté pour sauvegarder le régime, constamment menacé par le sourd mécontentement et la colère – pour l'instant impuissante – des vastes masses populaires trompées subjuguées et exploitées.

C'est lui – le « grand Chef » – et ensuite le Politbureau, le Comité central du parti et le Conseil des Commissaires du Peuple, qui imposent leurs volontés aux Soviets *et non l'inverse*.

D'aucuns prétendent que Staline et toutes ces institutions règnent *par la volonté du peuple*: car, dit-on, tous les membres du gouvernement, des organes dirigeants et des Soviets *sont élus*, d'une façon libre et secrète.

Or, en examinant de près le mécanisme et les dispositions qui le régissent, il est facile de se rendre compte, même sans y participer, que ces élections « libres et discrètes » ne sont qu'une comédie (plus ou moins comme partout ailleurs).

Si, tout au début, les élections aux Soviets, etc., étaient relativement libres et à peu près discrètes* – les vastes masses étant pour les Soviets, le gouvernement n'avait rien à craindre de ce côté et, d'autre part, il était impossible de décevoir ces masses immédiatement – cette liberté relative n'existe plus depuis fort longtemps. Depuis des années, les élections ne sont plus ni libres ni secrètes, et *ceci de façon tout à fait officielle*, n'en déplaît aux « suiveurs » ignorants des autres pays, qui ont toujours nié le fait. Il est notoire, en effet, que les prétendus « liberté » et « caractère secret » des élections furent « octroyés » au peuple récemment, par la fameuse « Constitution démocratique » de Staline. Le véritable but de ce geste fut d'apaiser

* La « dictée », la surveillance, la menace existaient dès le début. D'autre part, notons en passant que les Commissaires du Peuple, les membres du Politbureau et d'autres organes suprêmes n'étaient jamais élus, mais désignés par le Comité central du parti, sous la pression du « génial Vojde » et validés par le Congrès des Soviets, instrument docile du Comité.

le mécontentement grandissant en U.R.S.S. et, d'autre part, de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs étrangers. Staline et son gouvernement avaient désormais la certitude de pouvoir rester maîtres de la situation, malgré la « liberté » et le « secret » des élections. L'« appareil » de l'État était suffisamment solide – et le peuple suffisamment dompté – pour que ce gouvernement eût à sa merci le troupeau votant, en dépit des « libéralités » accordées. Le texte même de la « Constitution » laisse percer ces calculs.

Aujourd'hui, malgré les apparences, les élections sont inspirées, voire imposées, menées, organisées et surveillées de près par les innombrables agents du gouvernement omnipotent. Les comités, les « cellules » et d'autres organes du Parti sur place « suggèrent » aux électeurs leurs « idées » et imposent leurs candidats. D'ailleurs, la liste de ces derniers est unique, présentée par le Parti Communiste. Il n'y a pas de concurrents. Qui oserait s'opposer à cette liste ou en présenter une autre ? Et dans quel but l'électeur « bouderait »-il, puisque ce geste ne pourrait rien changer à la situation, tout en pouvant mener le rétif en prison ?

Le vote est « libre » et « secret » dans ce sens que l'électeur peut manipuler la plume sans être surveillé par-dessus l'épaule. Mais quant à ce que sa plume peut coucher sur le papier, il n'a pas le choix. Son geste est « prédestiné », donc purement automatique.

Ainsi, la composition des Soviets et leur soumission au gouvernement sont assurées d'avance. Et le « bulletin de vote » ne constitue qu'une supercherie de plus.

Rappelons au lecteur que la « Constitution de Staline » est la troisième depuis la Révolution d'octobre. La première, adoptée par le Ve Congrès des Soviets en juillet 1918, sous Lénine, établit les bases de l'État bolcheviste. La deuxième fut adoptée en 1924, encore sous Lénine. Elle apporta certaines précisions et modifications qui consolidèrent la puissance de l'État, en supprimant les derniers vestiges de l'indépendance des Soviets, des comités d'usines, etc. Enfin, la troisième fut octroyée par Staline et adoptée en 1936. Cette dernière ne changea rien à l'état des choses. Quelques remaniements de détail sans importance; quelques vagues promesses; quelques

articles rabâchant des formules « démocratiques » aussitôt contredites par les articles suivants et, enfin, le remplacement des Congrès annuels panrusses des Soviets par un Soviet Supérieur permanent, renouvelable tous les quatre ans. Ce fut tout.

Je devrais parler maintenant du niveau *culturel* de cet étrange Etat.

Mais puisque, au fond, la culture ne fait pas partie de la *structure* d'un Etat, je préfère m'en occuper plus loin, dans le chapitre des *Réalisations*.

VUE D'ENSEMBLE

Pour achever le tableau que je viens de brosser, voici quelques derniers coups de pinceau.

Le système bolcheviste veut que l'État-patron soit aussi, pour chaque citoyen, le fourrier, le guide moral, le juge, le distributeur de récompenses et de punitions.

L'État fournit à ce citoyen du travail et lui désigne un emploi – l'État le nourrit et le paie ! L'État le surveille ; l'État l'emploie et le manie à sa guise ; l'État l'éduque et le façonne ; l'État le juge ; l'État le récompense ou le châtie ; employeur, nourrisseur, protecteur, surveillant, éducateur, instructeur, juge, geôlier, bourreau – tout, absolument tout dans la même personne : celle d'un Etat qui, à l'aide de ses fonctionnaires, veut être omniprésent, omniscient, omnipotent. Malheur à celui qui chercherait à lui échapper !

Souignons que l'État (le gouvernement) bolcheviste s'est emparé non seulement de tous les biens matériels et moraux existants, mais – ce qui est peut-être, le plus grave – il s'est fait aussi le détenteur perpétuel de toute vérité, dans tous les domaines : vérité historique, économique, politique, sociale, scientifique, philosophique ou autre. Dans tous les domaines le gouvernement bolcheviste se considère comme infaillible et appelé à mener l'humanité.

Lui seul possède la vérité. Lui seul sait où et comment se diriger. Lui seul est capable de mener à bien la Révolution Et alors, logiquement, fatalement, il prétend que les 175 millions d'hommes qui peuplent le pays doivent eux aussi le considérer comme seul porteur de la vérité : porteur infaillible, inattaquable, sacré. Et, logiquement, inévitablement, tout homme ou groupement osant, non pas combattre ce gouvernement, mais simplement douter de son infaillibilité, le critiquer, le contredire, le blâmer en quoi que ce soit, est considéré comme son ennemi et partant comme ennemi de la vérité, de la Révolution : le « contre-révolutionnaire » !

Il s'agit là d'un véritable *monopole de l'opinion et de la pensée*. Toute opinion, toute pensée autre que celle de l'État (ou gouvernement) est considérée comme une hérésie: hérésie dangereuse, inadmissible, criminelle. Et, logiquement, immanquablement, intervient le châtement des hérétiques: la prison, l'exil, l'exécution.

Les syndicalistes et les anarchistes, farouchement persécutés *uniquement parce qu'ils osent avoir une opinion indépendante sur la Révolution*, en savent quelque chose.

Comme le lecteur le voit, ce système est bien celui d'un *esclavage complet, absolu, du peuple*: esclavage physique et moral. Si l'on veut, c'est une nouvelle et terrible *Inquisition sur le plan social*. Telle est l'œuvre accomplie par le Parti bolcheviste.

Chercha-t-il ce résultat ? Y alla-t-il sciemment ?

Certainement non. Indubitablement, ses meilleurs représentants aspiraient à un système qui aurait permis la construction du vrai socialisme et aurait ouvert la route au communisme intégral. Ils étaient convaincus que les méthodes préconisées par leurs grands idéologues allaient y mener infailliblement. D'autre part, ils croyaient que tous les moyens étaient bons et justifiés, du moment qu'ils devaient mener au but.

Ils s'étaient trompés, ces sincères. Ils ont fait fausse route.

C'est pour cela que certains d'entre eux, ayant compris l'erreur irréparable et ne voulant pas survivre à leurs espoirs évanouis, se suicidèrent.

Naturellement, les conformistes et les arrivistes s'adaptèrent.

Je tiens à enregistrer ici un aveu qui m'a été fait, il y a quelques années, par un bolchevik éminent et sincère, lors d'une discussion serrée, passionnée. « Certainement, me dit-il, nous nous sommes égarés et engouffrés là où nous ne voulions ni ne pensions arriver. Mais nous tâcherons de revenir sur nos erreurs, de sortir de l'impasse, de retrouver le bon chemin. Et nous y réussirons. »

On peut être absolument certain, au contraire, qu'ils ne réussiront pas, qu'ils n'en sortiront jamais. Car, la force logique des choses, la psychologie humaine générale, l'enchaînement des faits matériels, la suite déterminée des causes et des effets sont, *en fin de compte*, plus

puissants que la volonté de quelques individus si forts et sincères qu'ils soient.

Ah, si *des millions d'hommes libres* s'étaient trompés, s'il s'agissait de *puissantes collectivités agissant en toute liberté, en toute franchise et en accord complet*, on aurait pu, par un effort commun de volonté, réparer les fautes et redresser la situation. Mais une tâche pareille est impossible pour un groupe d'individualités placées en dehors et au-dessus d'une masse humaine subjuguée et passive, face à des forces gigantesques qui les dominent.

Le parti bolcheviste cherche à construire le socialisme au moyen d'un Etat, d'un gouvernement, d'une action politique, centralisée et autoritaire. Il n'aboutit qu'à un capitalisme d'État monstrueux, meurtrier, basé sur une odieuse exploitation des masses « mécanisées », aveugles, inconscientes.

Plus il sera démontré que les chefs du parti furent sincères, énergiques, capables, et qu'ils étaient suivis par de vastes masses, mieux en ressortira la conclusion historique qui se dégage de leur œuvre Cette conclusion, la voici:

Toute tentative d'accomplir la Révolution Sociale à l'aide d'un Etat, d'un gouvernement et d'une action politique – même si cette tentative est très sincère, très énergique, favorisée par les circonstances et épaulée par les masses – aboutira fatalement à un capitalisme d'État, le pire des capitalismes, et qui n'a absolument aucun rapport avec la marche de l'humanité vers la société socialiste.

Telle est la leçon mondiale de la formidable et décisive expérience bolcheviste: leçon qui fournit un puissant appui à la thèse libertaire et sera bientôt, à la lumière des événements, comprise par tous ceux qui peinent, souffrent, pensent et luttent.

LES « RÉALISATIONS »

LE PROBLÈME. — En dépit de nombreux ouvrages et études apportant une documentation abondante et des précisions irréfutables sur les prétendues « réalisations soviétiques », bien des gens continuent à croire obstinément en ce mythe. Car bien des gens prétendent connaître et comprendre les choses sans les examiner de près, sans même se donner la peine de lire ce qui se publie.

Nombre de naïfs, prônant une entière confiance aux affirmations des partisans de l'U.R.S.S., estiment sincèrement que les merveilleuses « réalisations » de l'unique « Etat socialiste » préparent le terrain pour le prochain « communisme » vrai et intégral.

Nous qui connaissons le pays, nous qui suivons de près ce qui s'y passe et s'y décèle, nous pouvons apprécier à leur juste valeur les « conquêtes » et les « prouesses » bolchevistes à ce jour.

Une analyse approfondie et détaillée de celles-ci n'est pas dans notre sujet. Mais nous tenons à répondre ici brièvement à cette fort intéressante et naturelle question :

Le capitalisme d'État auquel, d'après les propres aveux des communistes sincères, le bolchevisme a abouti en Russie, donne-t-il au moins des résultats appréciables au point de vue purement industriel, agricole, culturel ? Réalise-t-il des progrès dans ces domaines ? A-t-il réussi à donner un élan au pays arriéré industriellement, techniquement, politiquement, socialement ? Pourra-t-il un jour, en raison des progrès accomplis, faciliter la transformation sociale et le passage à la société socialiste de demain ? Ce capitalisme d'État peut-il être considéré comme une transition vers le socialisme : stade inévitable et indispensable dans un pays tel que l'était la Russie avant la Révolution ?

Nombre de gens prétendent que, dans les conditions données, les bolcheviks ont fait le maximum du possible. En raison de l'état rudimentaire de l'industrie, de la technique et de l'instruction

générale des masses, disent-ils, l'unique but concevable *dans ce pays* était l'installation au pouvoir d'une élite intellectuelle qui, d'autorité, obligerait le peuple à rattraper les retards, créerait une puissante industrie, une technique moderne, une agriculture progressive, une activité éducative exemplaire. Cette tâche était la seule abordable. Et elle était indispensable dans ce pays. Les bolcheviks furent les seuls à la comprendre et à s'y consacrer résolument, ne s'arrêtant devant aucun moyen, devant aucun obstacle. Et ils eurent parfaitement raison de balayer impitoyablement tout ce qui pouvait les gêner dans cette œuvre préparatoire. Car, l'avenir immédiat du pays et aussi celui du socialisme en général dépendaient de ces réalisations nécessaires et urgentes.

Les chapitres qui précèdent, incitent déjà, nous l'espérons, à réfléchir sur le bien-fondé de ces assertions.

Complétons notre exposé, *grosso modo*, par quelques faits, chiffres et constatations précises.

LE MOYEN D'INVESTIGATION. – Il existe un excellent moyen de se rendre compte des réalisations *effectives* de l'État bolcheviste et de sa *véritable* situation. Ceci à condition, toutefois, de connaître le pays, son histoire, sa langue, ses mœurs, et surtout de savoir lire la presse soviétique. Il est à regretter que, faute de ces conditions essentielles, le moyen en question soit peu praticable hors de Russie.

Ce moyen consiste à suivre régulièrement les journaux qui paraissent en U.R.S.S., tout particulièrement les *Izvestia* et la *Pravda*.

Le gouvernement bolcheviste sait très bien que, sauf de rares exceptions, ces journaux ne sont pas lus à l'étranger. Misant, d'une part, sur l'ignorance de ce qui se passe réellement en U.R.S.S. et, d'autre part, sur les effets de son immense et intense *propagande*, le gouvernement se croit suffisamment à l'abri des révélations inopportunes. Obligé d'avouer et d'expliquer certaines faiblesses à sa propre population, il peut le faire en toute sécurité. Il tolère donc certains aveux dans ses journaux, tout en contrôlant, naturellement, leur objet, leur allure et leur dosage.

D'aveu en aveu, un lecteur régulier et attentif de la presse soviétique arrive fatalement à des conclusions édifiantes.

LA PRESSE « SOVIÉTIQUE ». – Les rubriques suivantes doivent surtout attirer l'attention du chercheur :

- 1° Les éditoriaux;
- 2° Les comptes rendus des Congrès (les discours des délégués tout particulièrement);
- 3° Les reportages et les correspondances locales;
- 4° La chronique.

Les éditoriaux. – Les éditoriaux et autres articles de fond, fabriqués sur commande et exécutés toujours sur le même gabarit, revêtent, depuis des années, un même caractère invariable.

Chaque article débute par un hymne aux « réalisations » acquises :

Dans tel domaine, est-il dit notamment, nous avons fait des pas de géants. Tout va à merveille. « Le parti et le gouvernement » (formule consacrée répétée maintes fois dans chaque article) ont pris telle ou telle décision, ils ont appliqué telle ou telle mesure ou promulgué tel ou tel décret. Nous sommes donc sûrs (on glisse imperceptiblement au temps futur) que, dès à présent, ceci ou cela sera fait; que, très prochainement, on aura réalisé tel ou tel progrès; qu'incessamment on aura atteint tel et tel résultat, etc.

Cette partie occupe généralement les deux tiers de l'article.

Ensuite vient, invariablement, un « Mais », un « Cependant », un « Pourtant » ou un « Toutefois » :

Mais, continue l'article, le parti et le gouvernement se voient obligés de constater que, d'après les derniers rapports reçus, les réalisations actuelles sont encore loin d'atteindre les résultats nécessaires; que les belles promesses se font attendre; que présentement il n'y a que ceci et cela de fait. Suivent les chiffres et les données en étonnante disproportion avec les prévisions.

Plus vous lisez, plus vous vous apercevez qu'en attendant le splendide *avenir*, le réel *présent* est déplorable: négligences, omissions, fautes graves, faiblesses, impuissance, désordre, pagaille, voilà ce que

constate habituellement l'article. Et il continue, invariablement, par des appels désespérés: « Allons! Accélérons la cadence! Il faut se ressaisir! Il est grand temps d'augmenter la production! Moins de rebut! Que les responsables y mettent de l'ordre! Le parti et le gouvernement ont rempli leur devoir. C'est aux ouvriers de faire le leur », etc.

Souvent l'article se termine par des menaces à l'égard de ces malheureux « responsables » et en général de ceux qui resteraient sourds aux appels « du parti et du gouvernement ».

Je me suis arrêté à ce détail de la presse soviétique, car il est extrêmement typique et se retrouve, jour après jour, depuis vingt ans. Cela en dit déjà long sur les « réalisations » *effectives*, précédentes.

Les comptes rendus des Congrès. – Les comptes rendus des Congrès sont particulièrement édifiants si l'on se donne la peine de suivre attentivement *les discours des délégués*.

Tous les délégués appartiennent, bien entendu, à l'« aristocratie » ouvrière privilégiée. Tous leurs discours se ressemblent comme des gouttes d'eau.

Chaque discours débute par une glorification démesurée de Staline: le grand, le génial, le bien-aimé, le vénéré, le surhomme, l'homme le plus sage de tous les peuples et de tous les siècles. Ensuite, tout délégué affirme que dans sa région – ou dans son domaine – on fait des efforts inouïs pour réaliser les prescriptions « du parti et du gouvernement », pour contenter le « Vojde » (Chef) adoré. Après quoi on entend de belles promesses pour l'avenir. Enfin, presque tous les délégués énumèrent servilement tout ce que le « parti et le gouvernement » ont déjà fait « pour les ouvriers ». En guise d'exemple, le délégué cite habituellement son propre cas. Cette partie du discours est, généralement, la plus curieuse. Travaillant avec zèle et ayant atteint tels et tels résultats, dit le délégué, il a pu réaliser tel et tel gain, ce qui lui a permis d'avoir maintenant un intérieur coquets, de jolis meubles, un phono, un piano, etc. Et il espère faire mieux encore pour arriver à un train de vie encore plus agréable. « Il a bien raison, notre grand Staline, s'écrie le délégué: la vie en U.R.S.S. devient tous les jours plus gaie, plus aisée! »

Fréquemment, il termine son discours sur une note naïve jusqu'au ridicule: « Les autorités m'ont promis, dit-il, en récompense de mes efforts, ceci et cela (un beau vélo, par exemple). La promesse n'est pas encore réalisée, mais j'attends patiemment, confiant dans mon gouvernement... » (Applaudissements prolongés du Congrès.)

Le but de ces discours, savamment inspirés, est clair. On dit aux ouvriers: « Travaillez avec zèle, obéissez aux autorités, vénérez votre « Vojde », et vous arriverez à sortir du troupeau, à vous créer une gentille existence bourgeoise ».

Cette propagande porte ses fruits spécifiques. Le désir d'« arriver » fouette l'énergie de milliers d'individus en U.R.S.S. L'exemple de ceux qui « arrivent » décuple cette énergie. La caste dominante y trouve son profit. Mais le « socialisme » ? Patience, pauvres dupes !

Quant aux reportages, correspondances locales, chroniques, etc., ces rubriques nous permettent, en les suivant régulièrement, de nous faire une idée approximative et suggestive d'une multitude de faits journaliers, de ces « petits riens » qui, en réalité, composent et caractérisent l'existence. Au bout d'une pareille étude, on est suffisamment fixé sur le niveau social et le véritable esprit du « premier pays socialiste ».

Naturellement, l'étude de cette documentation doit être complétée par la lecture des articles de revues, des statistiques, etc.

Quelles sont donc nos conclusions quant aux réalisations concrètes en U.R.S.S. ?

LA PROPAGANDE. – Il existe avant tout un domaine où le pouvoir « soviétique » a vraiment battu tous les records: c'est celui de la *propagande*; plus exactement, celui du mensonge, de la tromperie et du bluff.

Dans ce domaine les bolcheviks se sont révélés maîtres hors concours*.

Ayant entre leurs mains tous les moyens d'information, de publicité, etc., ils ont, d'une part, entouré le pays d'une véritable muraille protectrice à travers laquelle ils laissent passer uniquement

* À côté d'eux, les « nazis » eux-mêmes ne sont que de modestes élèves et imitateurs.

ce qui correspond à leurs desseins; et, d'autre part, ils utilisent tous les moyens pour monter et maintenir une entreprise incroyablement puissante de duperie, de truquage, de mise en scène et de mystification.

Cette propagande trompeuse à travers le monde est d'une envergure et d'une intensité sans égales. Des sommes considérables y sont sacrifiées. Jeter de la poudre aux yeux est une des tâches principales de l'État bolcheviste. Journaux, revues, brochures, livres, photos, cinéma, T.S.F., expositions, démonstrations, « témoignages », etc., tous les moyens, plus truqués les uns que les autres, sont utilisés.

Incontestablement, le gouvernement soviétique fait un large usage de subventions directes ou indirectes à l'étranger. Parmi les « Amis de l'U.R.S.S. », par exemple, se trouvent des écrivains qui sont « amis » surtout parce que ce titre leur permet d'écouler leur production littéraire en U.R.S.S. ou d'entrevoir d'autres avantages dus à cette « amitié ».

La propagande par la parole ne suffisant pas, le gouvernement bolcheviste a magistralement organisé une duperie *par le fait*.

Nul ne peut entrer en U.R.S.S. sans une autorisation spéciale, très difficile à obtenir, à moins d'offrir une certaine garantie de sympathie pour le régime. Nul ne peut parcourir le pays librement ni examiner en toute indépendance ce qui l'intéresse. Par contre le gouvernement a patiemment et minutieusement monté un fastueux décorum. Il a exécuté tout un « montage » de promesses à exposer au monde ébloui. Il montre cet échafaudage en toute occasion. Les « délégations ouvrières » autorisées de temps à autre à passer quelques semaines en Russie, abominablement dupées (si leurs membres sont sincères), lui servent de moyen. De même la majorité écrasante de « touristes » ou de visiteurs isolés qui parcourent le pays sous l'œil vigilant des mouchards, sans pouvoir comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe réellement autour d'eux.

Usines, collectivités agricoles, écoles, musées, cantines, terrains de sports, de jeux ou de repos, etc., tout est préparé à l'avance, dans des endroits déterminés, et truqué d'une telle manière que le pauvre voyageur en reste « épaté » sans se douter de la supercherie.

Et même lorsqu'il voit quelque chose de vraiment bon ou beau, il ne se doute pas que cela concerne uniquement *les 10 millions de privilégiés*, mais nullement les 160 millions de « prolos » exploités.

Si la bourgeoisie des autres pays recourt à un « bourrage de crânes », le bolchevisme, lui, fait du « superbourrage » tel que, de nos jours encore et en dépit de tous les témoignages sincères, des millions de travailleurs de tous les pays ne connaissent pas la vérité sur l'U.R.S.S.

Passons à d'autres réalisations.

LA BUREAUCRATIE. – LA NOUVELLE BOURGEOISIE. – L'ARMÉE. – LA POLICE. – Nous savons déjà que l'État bolcheviste a réussi à faire naître et à développer avec une rapidité vertigineuse *une bureaucratie formidable*, incomparable, inégalable, une bureaucratie qui forme actuellement à elle seule une caste privilégiée, « aristocratique », de plus de 2 millions d'individus.

Il a réussi, d'autre part, à diviser la population de l'État « socialiste » en plusieurs catégories – 20 au moins – de salariés. On est arrivé à une inégalité des conditions sociales jamais atteinte par les États du capitalisme privé. Les catégories les plus basses perçoivent de 100 à 150 roubles par mois. Les catégories les plus élevées gagnent 3 000 roubles et plus*.

Il existe *une bourgeoisie d'État* en U.R.S.S.: bourgeoisie qui vit grassement, disposant de villas somptueuses, de voitures, de domestiques, etc.

L'État bolcheviste a su militariser les propres rangs du parti dirigeant en formant, surtout avec la jeunesse bolcheviste, des « corps d'armée spéciaux », sortes de corps de gendarmerie ou de garde mobile. C'est à l'aide de ces corps spéciaux que le gouvernement bolcheviste écrasa l'émeute révolutionnaire de Cronstadt en 1921 et que, lorsqu'il le faut, il noie impitoyablement dans le sang les grèves, les manifestations et les révoltes qui se produisent dans ce pays de temps à autre, mais dont, naturellement, la presse bolcheviste ne souffle mot.

* Ces chiffres se rapportent aux années 1936-1938.

Telle qu'elle fut: ligotée, châtrée, bureaucratisée, embourgeoisée, embrigadée, défigurée et pétrifiée, la Révolution russe, nous l'avons dit, était impuissante à s'imposer *d'elle-même* au monde. Les bolcheviks finirent par s'en rendre compte. Ils comprirent aussi que, dans ces conditions, ils auraient tôt ou tard, presque fatalement, à défendre leur système – non seulement contre l'«ennemi intérieur», mais contre le monde entier – et qu'ils auraient à le faire suivant les mêmes méthodes qui leur avaient servi pour s'imposer au pays: *la violence armée*.

Dès lors, ils s'appliquèrent inlassablement à forger l'instrument indispensable à l'emploi de cette méthode: *une armée moderne puissante*.

Leur production minière et leur «industrie lourde» furent consacrées particulièrement à cette besogne. La tâche leur réussit dans une certaine mesure. Ils finirent par créer une armée régulière, façonnée sur le modèle de toutes les armées du monde: mécaniquement disciplinée, aveuglément dévouée au Pouvoir, nantie de grades et de décorations, bien nourrie, bien habillée et munie d'engins «dernier cri».

Cette armée finit par devenir une force imposante.

Le bolchevisme a su, enfin, former *une police puissante*, en partie normale, mais surtout secrète, une police qui est, peut-être, la meilleure au monde puisqu'elle a réussi, jusqu'à ce jour, à maintenir dans l'obéissance une population subjuguée, trompée, exploitée, miséreuse. Il a su, tout particulièrement, élever *le mouchardage* à la hauteur d'une vertu civique. Tout membre du parti communiste – voire tout citoyen loyal – est tenu d'aider le «Guépéou», de lui signaler les cas suspects, de moucharder, de dénoncer.

En fin de compte, le Pouvoir bolcheviste a réussi à réduire *en complet esclavage* 160 millions d'individus, dans le but de les amener un jour – par ce moyen infaillible, paraît-il – à la liberté, à la prospérité, au *vrai communisme*. En attendant, avec son administration entièrement bureaucratisée, avec son économie totalement étatisée, avec son armée professionnelle et sa police omnipotente, ce Pouvoir aboutit à créer *un Etat bureaucratique, militaire et policier par*

excellence: un modèle d'« Etat totalitaire »; un mécanisme dominateur et exploiteur incomparable; un véritable Etat capitaliste.

Toutes ces « prouesses » et « réalisations » sont indéniables. Que dire des autres ?

LES AUTRES « RÉALISATIONS ». – Établissons avant toute autre chose, et d'une façon catégorique, que, d'après les aveux mêmes des pouvoirs soviétiques, *aveux forcés, indirects, mais suffisamment nets*, les trois plus grandes tâches de l'État capitaliste :

La fameuse « industrialisation » du pays,

Les célèbres « plans quinquennaux »,

La formidable « collectivisation de l'agriculture », ont abouti à un fiasco complet.

Certes, on a importé dans le pays une quantité imposante de machines, d'appareils et d'engins de toutes sortes; on a érigé, dans certaines grandes villes, des maisons modernes et, dans certains endroits, des habitations ouvrières, d'ailleurs très mal aménagées; on a réalisé, à l'aide d'ingénieurs et de techniciens étrangers, quelques constructions gigantesques, telles que: le barrage de « Dnieprostroï », les hauts fourneaux de « Magnitogorsk », les vastes entreprises mécaniques de « Sverdlovsk », le fameux canal « Biélooserski », etc.; enfin, on a repris, après l'arrêt dû aux années de tempête, les exploitations minières, la production du naphthe, le fonctionnement régulier des usines. Cela, tout pays, tout régime l'aurait fait, sous peine de disparaître. Dans le cas présent, le problème a pour nous un tout autre sens.

Dans tout ce qui a été accompli par l'État bolcheviste, peut-on y voir de véritables réalisations qui intéressent notre point de vue ? Peut-on y constater un vrai *progrès général du pays*, progrès qui le mettrait sur le chemin de *l'émancipation sociale et culturelle des masses laborieuses*, sur le chemin du socialisme, du communisme ? L'activité du gouvernement bolcheviste créa-t-elle dans le pays les conditions indispensables à une telle évolution ? Réalisa-t-elle vraiment l'ébauche d'une société nouvelle ? Là est tout le problème.

L'industrialisation d'un pays ne peut être vraiment productive et progressive que si elle s'harmonise avec l'évolution générale et naturelle de celui-ci; elle ne peut être utile socialement que si elle se trouve en harmonie avec l'ensemble de la vie économique et si, par conséquent, ses effets peuvent être utilement assimilés par la population. Dans le cas contraire, elle aboutit à des édifications peut-être impressionnantes, mais *socialement* inutiles.

On peut ériger tout ce qu'on veut lorsqu'on dispose de certains moyens et surtout d'une main-d'œuvre asservie, maniable à souhait et payable par l'État-patron comme bon lui semble. Le problème ne consiste pas, cependant, à présenter des réalisations mécaniques ou autres, mais à pouvoir les mettre au service du but poursuivi.

Or, une industrialisation forcée, imposée à une population qui n'y est préparée à aucun point de vue, ne peut remplir ce rôle essentiel. Vouloir industrialiser par en haut un pays dont la population laborieuse n'est qu'un troupeau soumis, inerte et misérable, c'est vouloir industrialiser un désert.

Pour qu'un pays puisse s'industrialiser effectivement, il doit posséder un des deux éléments essentiels que voici ou bien une énergique, puissante et riche *bourgeoisie*, ou bien une population *maîtresse de ses destinées*, c'est-à-dire libre, consciente de ses besoins et de ses actes, avide de progrès et décidée à s'organiser pour le réaliser. Dans le premier cas, la bourgeoisie doit disposer d'un marché capable d'absorber rapidement les résultats d'une industrialisation. Dans le second, cette assimilation et l'industrialisation sont assurées par l'élan puissant de toute la population en marche vers le progrès.

La Révolution russe a supprimé la bourgeoisie. La première condition n'existait donc pas. Restait la seconde. Il fallait donner libre cours à *l'évolution collective* d'un peuple de 170 millions d'individus, peuple *spontanément prêt* à accomplir une formidable expérience sociale: bâtir une société sur des bases absolument nouvelles, non capitalistes et non étatistes. Il fallait, simplement *aider* ce peuple à réaliser l'expérience. L'immense progrès technique étant dans le monde humain un fait accompli, une rapide industrialisation et l'abondance de produits étant de nos jours, matériellement possibles,

il n'y avait pas d'obstacles insurmontables pour que de puissantes collectivités humaines, emportées par un élan prodigieux et aidées par toutes les forces mûres disponibles, n'aboutissent pas, cette fois, au but recherché. Et qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si cette route avait été prise ?

Le Parti bolcheviste n'a rien compris à cette tâche. Ayant saisi le pouvoir vacant, il voulut se substituer à la bourgeoisie déchue et à la masse libre créatrice. Il supprima les deux conditions pour les remplacer par une troisième: le *Pouvoir dictatorial* qui étouffe le vrai souffle de la Révolution – l'élan formidable de millions d'êtres humains vers le but – qui tarit toutes les sources vives du véritable progrès et barre la route à l'évolution effective de la société. Le résultat d'une telle erreur fut fatal: un « mécanisme », des « mécanismes » sans vie, sans âme, sans création.

Nous savons aujourd'hui, nous basant sur des données précises et incontestables, qu'à part le secteur militaire, l'« industrialisation » bolcheviste aboutit, dans l'écrasante majorité des cas, à toutes sortes d'installations et de constructions stériles, surtout en ce qui concerne le véritable progrès économique, social et culturel d'un peuple.

Nous savons que les 75 pour 100 de toutes ces « formidables » édifications restent sans objet, ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal.

Nous savons que les milliers de machines importées de l'étranger sont pour la plupart rapidement mises hors de service, abandonnées, perdues.

Nous savons que la main-d'œuvre actuelle en U.R.S.S.: main-d'œuvre qui n'est qu'un troupeau d'esclaves travaillant à contrecœur et d'une façon abrutissante pour le compte du patron-État, ne sait pas les manier, les utiliser et qu'enfin *la population* n'en tire aucun profit. Seul l'équipement de *l'armée* en bénéficie, dans une certaine mesure.

Nous savons que le *peuple* – 160 millions d'individus sur 170 – vit dans des conditions effarantes de misère et d'abrutissement moral.

La prétendue « industrialisation » de l'U.R.S.S. n'est pas une prouesse; elle n'est pas une « réalisation de l'État socialiste »: elle est une *entreprise anonyme de l'État-patron* obligé, après la faillite du « communisme de guerre » et ensuite de la N.E.P., de jouer sa dernière carte. Celle-ci consiste à bercer ses propres sujets, et aussi les naïfs de l'étranger, par la grandeur factice et illusoire de ses projets, dans l'espoir de se maintenir ainsi « jusqu'aux temps meilleurs ».

L'« industrialisation » de l'U.R.S.S. n'est qu'un *bluff*, rien de plus.

Les « *plans quinquennaux* » ne sont eux non plus qu'un immense bluff faisant suite à celui de l'« industrialisation ». Nous appuyant sur des faits et des chiffres précis, nous affirmons que ces plans ont fait une faillite complète. On commence aussi à s'en rendre compte un peu partout.

Quant à la « *collectivisation* », nous en avons assez parlé pour ne pas insister. Le lecteur a vu ce qu'elle représente en réalité. Nous répétons qu'une telle « collectivisation » n'est nullement la vraie solution du problème agraire. Elle est loin d'être une « réalisation » socialiste ou même simplement sociale. Elle est un système de violence inutile et absolument stérile. Nous affirmons que le paysan sera gagné à la cause de la Révolution Sociale par des moyens qui n'auront rien de commun avec ce retour au servage moyenâgeux, où le maître féodal est remplacé par le maître d'État.

FAITS ET CHIFFRES. – Peut-on construire, ne disons pas le socialisme, mais tout bonnement une économie saine et progressive sur de telles bases?

Voyons quelques faits et chiffres.

Les plans quinquennaux. – En 1939, l'U.R.S.S. s'est prononcée sur les résultats de la *troisième période Quinquennale*.

Tout au long des deux premières, les journaux soviétiques se plaignaient inlassablement des retards considérables dans l'exécution des plans. L'extraction des minerais et de la houille, l'exploitation des puits de pétrole, la production métallurgique, celle des produits textiles, les progrès de l'industrie lourde et de toutes autres, l'ex-

tension des voies ferrées et l'amélioration de leur matériel – bref, toutes les branches de l'activité économique se trouvaient en grand retard sur les prescriptions et les prévisions. On passait d'une période quinquennale à la suivante, tout en restant très en arrière des résultats à atteindre.

Le génial dictateur sévissait, frappait, exécutait.

Or, voici que les *Izvestia* se voient obligés d'avouer indirectement, dans une série d'articles d'août à novembre 1939, la faillite de la troisième tranche. Le journal constate que la production de l'acier et du fer s'est révélée en octobre 1939 inférieure à celle d'octobre 1938, pourtant insuffisante; que le rendement a baissé dans toutes les branches de l'industrie métallurgique; que plusieurs hauts fourneaux ont dû être éteints faute de charbon et de métal.

La situation devient critique à un tel point qu'à partir du mois de septembre la presse soviétique *cesse de communiquer les chiffres mensuels*.

– D'après les données de la presse soviétique, les usines de locomotives n'ont réalisé, au cours des deux premières périodes quinquennales, qu'un peu plus de 50 % du plan.

– Le nombre des wagons de marchandises ne put être augmenté que dans une proportion très en dessous des prévisions du plan.

– Les fabuleuses entreprises telles que le « Dnieprostroï », le « Magnitogorsk », etc., fonctionnent mal. Plusieurs de ces entreprises subissent de longues périodes d'inactivité forcée.

– Les gigantesques projets d'électrification ne sont réalisés que dans une mesure insignifiante.

– Le commissaire du peuple Kossyguine déclare en mai 1939 que les entreprises textiles sont faiblement outillées et techniquement inaptes à travailler dans les proportions nécessaires. Il se plaint, en outre, d'un manque de liaison entre l'industrie textile, d'une part, et les producteurs de la matière première, de l'autre. « Les entreprises textiles, avoue-t-il, ne reçoivent pas assez de lin, de chanvre, de laine. Cependant, de grandes quantités de lin pourrissent dans les champs; le chanvre récolté attend indéfiniment d'être transformé en fils; et quant à la laine, les règles élémentaires de triage et de nettoyage

sont négligées dans sa préparation, ce qui porte un préjudice énorme à la fabrication des tissus. On peut en dire autant, ajoute-t-il, de la préparation des cocons de soie.»

On pourrait couvrir ainsi des pages et des pages avec des faits et des chiffres précis, puisés dans la presse bolcheviste et se rapportant à tous les domaines, pour prouver irréfutablement la faillite des « plans quinquennaux ».

L'« *industrialisation* ». – Pour décrire l'état lamentable de toutes les industries soviétiques, on n'a que l'embarras du choix.

– D'après les aveux des *Izvestia* (plusieurs numéros de janvier 1940), l'industrie houillère ne sait pas utiliser les nouvelles machines. Ce qui est l'une des raisons du rendement insuffisant.

– Les journaux soviétiques du 30 juillet 1939 sont consacrés à la « Journée des transports ferroviaires ». Les aveux que nous y découvrons sont exceptionnellement édifiants.

– Généralement les rails sont fournis par les usines en quantités très insuffisantes. Leur qualité est mauvaise.

– Quatre grandes usines fabriquent des rails en U.R.S.S. Depuis quelque temps, ces usines ont cessé de fabriquer des rails de première qualité. Les chemins de fer doivent donc se contenter des rails de seconde et de troisième qualité. Or, parmi ceux-ci jusqu'à 20 % sont inutilisables.

– En juillet 1939, en pleins travaux de réparation de voies, la grande usine « Kouznetzki » cesse brusquement toute livraison de rails. La raison ? Manque d'outillage pour le percement des trous.

– D'une façon générale, les pièces détachées indispensables pour les travaux de réparation n'arrivent pas, ce qui arrête tout travail.

– Trois grandes usines qui fabriquent diverses pièces détachées pour les chemins de fer interrompent très souvent la livraison faute d'acier, d'outils ou pour d'autres raisons. Un cas est cité, entre autres, où il ne manquait à l'usine que 180 pounds (environ 3 tonnes) de métal, seulement. Néanmoins, toute la livraison fut bloquée et les chemins de fer manquèrent d'un *million* de pièces de rechange.

– Très souvent aussi, les usines livrent telles ou telles pièces, mais négligent de fournir telles autres, aussi indispensables. Les rails sont

là, mais ils gisent à terre et se détériorent, faute de crampons, par exemple.

– Les autorités ont beau sévir. Le gouvernement a beau lancer des S.O.S. et établir les « responsabilités », toutes ces mesures restent inefficaces et les rapports officiels sont obligés de constater, de temps à autre, que l'une des raisons de toutes ces lacunes est « *l'absence de tout intérêt, de tout entrain chez les masses laborieuses* ». D'après certains aveux des organes compétents, l'indifférence des ouvriers frise le sabotage.

On parle aussi beaucoup « d'excès de centralisation », de « bureaucratisme », d'« incurie générale », etc.

Mais *parler* ne signifie pas *remédier*. Or, il n'existe pas de remède. Il faut donc condamner le système tout entier

– D'après d'autres aveux de la presse soviétique, toutes les exploitations minières, ainsi que celle du naphte, souffrent d'un *manque d'organisation*. Leur rendement reste faible, malgré l'emploi des machines (qui d'ailleurs, sont souvent dans un très mauvais état) et en dépit de toutes les mesures officielles. Les numéros de la *Pravda* de décembre 1939 constatent que le rendement des entreprises houillères de l'Oural baisse continuellement.

– Vers la même époque, les journaux se plaignent d'un gâchis inextricable dans l'industrie chimique.

– Par ailleurs, nous apprenons que l'usine « Le Proletariat Rouge » qui, d'après la *Pravda*, est à l'avant-garde de l'industrie métallurgique en U.R.S.S., n'arrive à produire que 40 pour 100 de métal, en raison d'« un grand désordre technique et administratif ».

Nous pourrions continuer les exemples et les citations à l'infini.

Dans tous les domaines, la situation de l'industrie en U.R.S.S. a toujours été et reste de nos jours la même: lamentable. La vraie industrialisation n'est qu'un mythe. Il y a des machines, il n'y a pas d'*industrialisation*.

La « *collectivisation* ». – On pourrait amonceler des volumes de données édifiantes, recueillies çà et là dans la presse bolcheviste.

Citons quelques faits, toujours pris au hasard dans des journaux russes:

– Pour ce qui concerne la récolte de 1939, *l'Agriculture socialiste* du 8 août constate que, partout, les travaux de récolte sont très en retard, et souvent mettent la moisson en péril. Par endroits, la récolte est à peu près manquée. Selon la section agraire du Comité central du parti, la raison principale en est dans *l'insuffisance des moyens techniques* due, à son tour, *à la négligence, à la désorganisation, à l'incurie et à des retards de toutes sortes.*

Ainsi, par exemple, les pièces de rechange indispensables pour les machines réalisées n'arrivent pas à temps ou sont livrées en quantités insuffisantes.

– La construction des ateliers de réparation est partout très en retard. Par exemple, une centrale qui, s'engage à construire pour telle date 300 ateliers, n'en achève que... 14 ! Une autre en construit 8 sur 353 promis, et ainsi de suite. Dans le district de Koursk, 3 ateliers seulement sur les 91 du plan ont été terminés.

– D'autre part (toujours d'après les aveux du journal) les travaux de récolte sont en difficulté car, cette année (1939), de grandes quantités de blé ont été couchées par les intempéries. Or, les instructions sur la façon d'adapter les machines à la récolte du blé couché se laissent toujours attendre :

– Enfin, continue le journal, les cadres des ouvriers qualifiés ont sensiblement diminué cette année car, en beaucoup d'endroits, les mécaniciens et les conducteurs des machines n'ont pas encore été payés pour l'année passée. La raison ? On paie ces ouvriers après que les kolkhozes ont effectué leurs versements. Or, en beaucoup d'endroits, ces derniers n'ont encore rien versé.

– *Les Izvestia et L'Agriculture socialiste* constatent qu'en 1939, à cause de tous ces « contretemps », on a moissonné au 1^{er} août 64 millions d'hectares de blé en moins par rapport à 1938.

– La presse soviétique de novembre 1939 se plaint des retards considérables dans la récolte des pommes de terre et d'autres légumes. Les raisons ? Le manque d'hommes et de chevaux, la défectueuse livraison de l'essence et, surtout l'incurie des kolkhoziens.

– *Les Izvestia* du 4 novembre 1939 avouent qu'au 25 octobre les sovkhozes n'ont fourni que 67 % des semences obligatoires du plan ;

que les kolkhoz ont rempli seulement 59 % de leurs obligations de paiements; qu'à la même date, 34 % seulement de pommes de terre et 63 % de légumes en général ont été livrés par les kolkhoz à l'État.

– En juillet 1939, un Congrès d'éleveurs d'État en Ukraine constate: 1° qu'il existe beaucoup de kolkhoz n'ayant aucun cheptel (45 % en Khirguisie; 62 % en Tadjikie; 17 % dans le district de Riasan; 11 % dans celui de Kirovsk; 34 % en Ukraine etc.); 2° que de très nombreux kolkhoz ne disposent que d'un cheptel dérisoire: ainsi, en Ukraine, presque 50 % des kolkhoz ont moins de 10 vaches (« tout juste pour que ça sente un peu la vache » plaisanta le rapporteur); 3° que, d'une façon générale, le nombre de têtes de bétail avait beaucoup diminué en U.R.S.S. depuis la collectivisation.

Et le plus curieux est que, comme partout ailleurs, aucune mesure vraiment franche, pratique et efficace ne put être trouvée.

Faut-il continuer ?

Ces faits, ces aveux et ces lamentations durent depuis vingt ans. Et, pour bien d'autres domaines, on pourrait poursuivre cette énumération à l'infini.

En U.R.S.S. on y fait plus attention. On se plie, dans la mesure nécessaire, aux exigences des autorités et... « on se débrouille comme on peut ».

À l'étranger, jusqu'à ces derniers temps, on n'en savait généralement rien. Actuellement, la vérité commence à percer. Pour être pleinement édifié, le lecteur n'a qu'à se pencher sur les ouvrages de plus en plus nombreux qui traitent ces problèmes et révèlent ces faits.

Quant à nous, nous avons tenu à citer ici quelques faits et chiffres pour permettre au lecteur de prévoir d'ores et déjà la réponse aux questions fondamentales qui nous intéressent ! Notre sujet principal ne nous permet pas de nous y attarder.

Cependant notons encore un fait important et tout récent.

Les dernières mesures prises par le gouvernement bolcheviste pour stimuler l'activité des kolkhoz sont typiques.

Déjà en été 1939, certains organes de presse – par exemple, *L'Œuvre constructrice du Parti*, n° X – constataient que le mal essentiel du

système soviétique était « le peu d'intérêt du kolkhozien à fournir un travail de qualité et à obtenir de bonnes récoltes ». Inspirée d'en haut, la presse se mit à travailler ce sujet.

Un peu plus tard, en janvier 1940, les *Izvestia* déclarent que « le Parti et le gouvernement » avaient pris la décision de stimuler l'intérêt économique des kolkhoziens. Dans ce but, affirma-t-on, dorénavant « chaque kolkhozien devra avoir la certitude que tout excédent de récolte par lui obtenu restera à la disposition entière du kolkhoz et servira à améliorer son économie » (*Donc, précédemment ce n'était pas le cas*). Et on ajoutait qu'il était très important de « développer l'initiative créatrice – des masses kolkhoziennes ».

Enfin, par un arrêté en date du 18 janvier 1940 le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires du Peuple accordaient aux kolkhoz une certaine indépendance économique. Chaque kolkhoz obtenait le droit d'établir lui-même le plan des semailles (lequel, naturellement, devrait toujours être « validé par les autorités officielles »).

Il va de soi que cette sorte de NEP kolkhozienne restera lettre morte. Elle n'est qu'une manœuvre du gouvernement due surtout à ses revers dans la guerre finlandaise et pratiquement contrecarrée par toute l'ambiance. D'ailleurs, la masse paysanne a parfaitement compris cette nouvelle machination; elle a accueilli la « réforme » avec une totale indifférence.

Nous avons tenu à en parler, car cette petite histoire jette une lumière très vive sur le véritable caractère de la « collectivisation » bolcheviste.

Rappelons-nous que, d'une façon générale, cette prétendue « collectivisation » forcée, entreprise dans le but d'asservir complètement le paysan à l'État et représentant une nouvelle forme de servage, craque de toutes parts. Elle ne réalise aucun progrès. Son échec est certain. Ce que nous venons de voir ne laisse aucun doute à ce sujet.

D'ailleurs, la presse soviétique elle-même est obligée d'insister de plus en plus sur la gravité de la lutte du « secteur individuel »

contre le « secteur socialiste » dans l'agriculture de l'U.R.S.S. Celui-ci est négligé, abandonné, même carrément saboté par les paysans à la moindre occasion et par mille moyens. La situation est considérée finalement comme « très sérieuse ». Les quelques apparentes concessions sont des tentatives d'éveiller chez le kolkhoziens un intérêt pour leur kolkhoz et de combattre les tendances contraires à cet intérêt.

Il n'y a pas le moindre doute que ces tentatives échoueront. La lutte du paysan contre le servage continuera.

LES « RÉALISATIONS » SUR LE « FRONT CULTUREL ». — Abandonnons le plan « matériel » : économique, industriel, technique. Abordons certains domaines qu'il serait possible de qualifier « spirituels ».

Trois points surtout demandent des précisions :

- 1° Le problème de l'éducation et de l'instruction du peuple ;
- 2° L'émancipation de la femme ;
- 3° Le problème religieux.

Je regrette de ne pouvoir m'arrêter longuement sur chacun de ces sujets. Une pareille tâche exigerait trop de place. Elle n'est pas le but de cet ouvrage. Bornons-nous à en établir les quelques traits essentiels.

L'éducation et l'instruction. — Depuis des années, les ignorants et les intéressés prétendent qu'ayant trouvé le pays dans un état totalement inculte, presque « sauvage », les bolcheviks lui ont fait accomplir « un pas de géant » sur le chemin de la culture générale, de l'instruction et de l'éducation.

Des voyageurs étrangers, après avoir visité telle ou telle, grande ville, nous parlent des merveilles qu'ils ont pu voir « de leurs propres yeux ».

N'ai-je pas entendu affirmer avec la plus parfaite assurance, qu'avant les bolcheviks « il n'y avait presque pas d'écoles populaires en Russie » et qu'actuellement « il y en a de splendides à peu près partout » ? N'ai-je pas entendu dire par un conférencier que, « avant la Révolution il n'y avait dans le pays que deux ou trois Universités, et que les bolcheviks en ont créé plusieurs ? » Ne raconte-t-on pas

qu'avant les bolcheviks le peuple russe, presque entier, ne savait ni lire ni écrire et que maintenant ce type d'illettré total a presque disparu ? Ne dit-on pas – je cite ce cas comme exemple de l'ignorance et des fausses assertions concernant la Russie – ne dit-on pas que la loi tsariste interdisait aux ouvriers et aux paysans l'accès des écoles secondaires et supérieures ?

Quant aux voyageurs, il est certain qu'ils peuvent observer et même admirer dans de grandes villes de l'U.R.S.S. quelques belles écoles modernes, bien équipées et bien organisées: d'abord, parce que de telles écoles modèles sont l'un des apanages de toutes les grandes villes du monde (un voyageur pouvait faire les mêmes constatations en Russie tsariste); ensuite, parce que l'installation de telles écoles fait partie du programme démonstratif et décoratif du gouvernement bolcheviste. Mais il est clair que la situation dans quelques grandes villes ne signifie rien quant à l'état des choses *dans le pays*, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays aussi vaste que la Russie. Un voyageur qui voudrait formuler de conclusions se rapprochant de la vérité devrait aller voir les choses et suivre leur évolution au jour le jour, pendant au moins quelques semaines, dans les profondeurs du pays: dans les nombreuses petites villes, dans les innombrables villages, dans les kolkhoz, dans les usines éloignées des grands centres, etc. Quel est donc le voyageur qui a eu l'idée, obtenu l'autorisation et la possibilité de le faire ?

Et quant aux légendes du genre de celles dont je viens de donner quelques échantillons, nous leur avons déjà réglé leur compte dans d'autres parties de cet ouvrage.

Personne ne prétendra que l'instruction et l'éducation du peuple étaient suffisamment répandues dans la Russie d'avant la Révolution. (Elles ne l'étaient d'ailleurs, dans aucun pays. Il n'y avait qu'une différence de détails et de nuances.) Personne ne contestera que la quantité de gens ne sachant ni lire et écrire restait encore très élevée dans la Russie tsariste et que l'instruction populaire y était très en retard par rapport à certains pays occidentaux. Mais de là aux affirmations dont je viens de citer des exemples, il y a de la marge.

Il est assez facile d'établir l'exacte vérité.

D'une part, le réseau des écoles primaires, secondaires et supérieures dans la Russie d'avant la Révolution était déjà assez impressionnant, sans être suffisant. C'est surtout par rapport à *l'enseignement lui-même* que la situation était défectueuse: les programmes, les méthodes et les moyens étaient lamentables. Naturellement, le gouvernement se souciait fort peu de l'instruction véritable du peuple. Et quant aux municipalités et aux particuliers, surveillés par les autorités et tenus de suivre les programmes officiels, ni les unes ni les autres ne pouvaient aboutir à de grands résultats, tout en ayant réussi quelques belles réalisations.

D'autre part, les prétendus «énormes progrès» réalisés dans ce domaine par le gouvernement bolcheviste sont en réalité très médiocres.

Pour se rendre compte, il suffit, comme en d'autres matières, de suivre de près la presse soviétique authentique.

Comme par ailleurs, ses lamentations et ses aveux à ce sujet, depuis des années, sont très éloquents.

Arrêtons-nous à quelques citations plus ou moins récentes.

D'après les déclarations générales et les chiffres officiels globaux, l'enseignement en U.R.S.S. se poursuit d'une façon plus que satisfaisante. Le nombre des élèves dans les écoles primaires et secondaires atteignait en 1935-1936 le chiffre imposant de 25 millions; le nombre des étudiants dans les écoles supérieures s'élevait à 520 000. En 1936-1937, les chiffres respectifs étaient: 28 millions et 560 000. Enfin, en 1939 (*Pravda* du 31 mai): 29,7 millions et 600 000. Près d'un million d'élèves recevaient un enseignement technique: industriel, commercial, agricole, etc. Les cours pour les adultes étaient nombreux dans le pays. Le désir de s'instruire y est très vif.

Il est naturel qu'un gouvernement issu de la Révolution et se prétendant populaire s'efforce de satisfaire les aspirations du peuple à une bonne instruction. Il est normal que ce gouvernement soumette le système d'enseignement à une réforme fondamentale. Tout gouvernement post-révolutionnaire en eût fait autant.

Pour juger l'œuvre du gouvernement bolcheviste en connaissance de cause, les chiffres officiels et quantitatifs ne suffisent pas.

Le vrai problème est de savoir quelles sont *la qualité et la valeur* de ce nouvel enseignement.

Il faut se demander si le gouvernement a réussi à organiser un *bon* enseignement, à assurer une instruction *valable, profonde, solide*.

Il faut savoir si l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont capables de former des hommes constructeurs d'une vie nouvelle, des militants de l'œuvre socialiste.

À cette question fondamentale, la presse soviétique elle-même, par ses aveux qui durent depuis des années, répond négativement.

Mais, tout d'abord, constatons que l'enseignement en U.R.S.S. *n'est pas égal pour tout le monde*. En effet, l'enseignement *supérieur* n'y est pas gratuit. (Voir la « Constitution » de Staline, art. 125.) La majorité des étudiants sont *boursiers* de l'État. Et les autres ? Bon nombre de jeunes sont donc privés de l'instruction supérieure qui devient ainsi un *privilège* accordé selon le bon plaisir du gouvernement.

Nous le notons en passant, car il y a d'autres défauts beaucoup plus graves.

Depuis des années, les mêmes constatations et lamentations reviennent invariablement dans les colonnes des journaux soviétiques.

1° Le gouvernement ne réussit pas encore à produire une quantité suffisante de *manuels scolaires*. La bureaucratie, le centralisme, les lenteurs administratives, etc., empêchent d'y arriver.

Le président du Comité dirigeant les écoles supérieures, un certain Kaftanoff, dut avouer dans son discours (*Pravda* du 31 mai 1939) que les écoles supérieures manquaient totalement de manuels. On a enfin réussi à en éditer une petite quantité en 1939. Et encore, une bonne partie de ceux-ci ne constitue que la réimpression de manuels parus avant la Révolution.

2° Même constatation, d'année en année, pour les *fournitures d'école*. Leur pénurie ou leur très mauvaise qualité gêne sérieusement l'œuvre d'instruction.

3° La quantité d'*édifices scolaires* est absolument insuffisante. Elle s'accroît très lentement, ce qui crée un grave obstacle aux progrès

réels de l'instruction. De plus, les édifices existants sont dans un très mauvais état, et ceux qu'on construit – toujours à la hâte et sans soin – sont défectueux et se dégradent rapidement.

Cependant, les défauts signalés ne sont pas les plus importants.

Un mal beaucoup plus profond paralyse l'œuvre d'éducation en U.R.S.S.: *le manque d'instituteurs et de professeurs.*

Depuis 1935, les *Izvestia*, la *Pravda* et d'autres journaux soviétiques abondent en aveux et en pleurs à ce sujet.

Selon ces aveux, la préparation des cadres d'instituteurs ne répond nullement aux nécessités du pays. En 1937, par exemple, 50 % seulement du « plan » des cadres ont été obtenus.

Des centaines et parfois des milliers d'instituteurs manquent dans les districts.

Ce n'est pas tout. Ceux qui exercent leur fonction sont loin d'être dûment qualifiés. Ainsi, les deux tiers environ des professeurs d'écoles secondaires n'ont pas reçu une instruction supérieure. De même, les deux tiers des instituteurs primaires manquent d'instruction secondaire.

La presse soviétique se plaint amèrement de *l'ignorance crasse* des instituteurs et cite de nombreux exemples ahurissants de leur inaptitude et de leur incompetence.

En résumé – et *en réalité* – l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont dans un état lamentable.

Hors des grandes villes et de leur factice décorum, il n'existe ni assez de manuels, ni assez de fournitures, ni assez d'écoles, ni assez de maîtres. Les édifices scolaires manquent d'installations élémentaires, de locaux, d'hygiène, souvent même de chauffage.

Dans les profondeurs du pays, l'enseignement populaire se trouve dans un état d'abandon incroyable. C'est la pagaille absolue.

Dans ces conditions, les prétendus « 90 % de la population » plus ou moins lettrés, ne sont-ils pas un mythe de plus ?

La presse soviétique elle-même y répond. D'année en année elle constate l'absence de la plus élémentaire instruction et un niveau culturel très bas, non seulement dans la masse du peuple, mais

aussi chez la jeunesse scolaire, chez les étudiants, les instituteurs et les professeurs.

Les efforts du gouvernement pour remédier à cet état de choses n'aboutissent pas. L'ambiance générale, *le fond même du système bolcheviste* constitue un obstacle insurmontable à toute amélioration effective de la situation.

La tendance même de tout le système d'enseignement en U.R.S.S. empêche le succès. On fait plutôt de *la propagande* que de l'instruction ou de l'éducation. On bourre le crâne aux élèves avec les doctrines rigides du bolchevisme et du marxisme. *Aucune initiative, aucun esprit critique, aucune liberté de doute ni d'examen ne sont tolérés.*

L'enseignement tout entier est pénétré d'un esprit *scolastique*: morne, dur, figé.

Le manque général de toute liberté d'opinion, l'absence de toute discussion ou d'action indépendantes, voire de tout échange d'idées dans le pays où seul le dogme marxiste est admis, tout cela interdit la véritable instruction et la vraie éducation du peuple.

Les voyageurs – observateurs nécessairement superficiels et souvent naïfs – admirent les institutions culturelles et sportives qu'ils ont vues « de leurs propres yeux » lors de quelques rapides visites officielles à Moscou, à Léningrad et dans deux ou trois autres villes.

Mais voilà ce que nous trouvons, par exemple, dans le n° 168 du journal *Troud* (juillet 1939):

Les mineurs du bassin du Donetz y posent aux autorités la question suivante (chose rare: le document a été publié):

Quelle est l'utilité des retenues effectuées sur leurs salaires en vue de l'entretien du « Palais de la Culture » à Gorlovka (une localité industrielle du bassin)?

En cette année 1939, disent les mineurs, le coût de cet entretien atteint quelques millions de roubles. Le budget du « Club des mineurs » s'élève, seul, à 1 173 000 roubles. Sur cette somme, plus de 700 000 sont payés à l'industrie cinématographique pour la location de films que personne ne vient voir en raison de leur mauvaise qualité. Les autres 400 000 roubles sont affectés à l'entretien du

personnel. Et quant aux mineurs, ils ne profitent absolument en rien de l'argent qu'ils sont obligés de verser.

Le « Palais de la Culture », continuent les mineurs, est entouré d'un jardin appelé solennellement: « le parc ». Une somme d'argent importante a été retenue sur les salaires des mineurs pour la mise en état de ce jardin. Avec cet argent, on a construit une immense porte d'entrée, munie de multiples caisses-guêrites en béton. Mais on a oublié de monter une muraille autour du « parc ». Le jardin est là, avec la luxueuse entrée, mais sans muraille. Personne n'en profite car tout s'y trouve dans un état d'abandon. Pourtant on y a élevé un théâtre, une estrade, un tir, même un bain-douche. Aucune de ces installations ne fonctionne pour les mineurs. Elles sont là uniquement pour faire voir à ces derniers la désinvolture avec laquelle les dirigeants responsables des organisations ouvrières manient l'argent des ouvriers. Ces dirigeants se sont aménagés à l'intérieur du « parc », un petit jardin à eux: coin intime, appelé « jardin du Comité minier ». Et quant aux mineurs qui paient et le « Palais », et le « Club », et le « Parc », et le « Jardin du Comité mineur », ils ont à leur disposition les rues poussiéreuses de Gorlovka.

Par miracle, cette réclamation a trouvé place dans les colonnes du journal. Il faut supposer que, pour certaines raisons, les autorités n'ont pu refuser aux mineurs cette publication et qu'il a été décidé en haut lieu de faire droit à leur réclamation et d'appliquer des sanctions. Mais il est certain que sur un cas offert à la publicité, des milliers d'autres restent inconnus.

Un dogmatisme étouffant, l'absence de toute vraie vie individuelle, de tout élan libre, de toute envolée morale, un manque de perspectives vastes et passionnantes; le règne d'un esprit de caserne, d'un fonctionnarisme suffoquant, d'un servilisme et d'un arrivisme plats; la monotonie désespérante d'une existence morne et incolores réglée jusque dans ses moindres détails par les prescriptions de l'État: telles sont les caractéristiques de tout ce qui touche à l'enseignement, à l'éducation et à la « culture » en U.R.S.S.

Quoi d'étonnant que, selon la *Komsomolskaïa Pravda* (par exemple, le n° du 20 octobre 1936), une déception profonde et un

esprit d'ennui « dangereux » envahissent les rangs de la jeunesse scolaire ? L'ambiance tout entière exerce une action déprimante sur les jeunes.

D'après certains aveux parus dans la presse soviétique, une grande quantité d'étudiant ne suit les cours que par obligation, sans intérêt réel.

Beaucoup d'étudiants passent leurs nuits à jouer aux cartes.

Les lignes suivantes ont été trouvées dans le « journal » d'un jeune étudiant :

« Je m'ennuie. Je m'ennuie terriblement. Rien de saillant ni de remarquable : ni parmi les hommes, ni dans les événements. Qu'est-ce qui m'attend ? Bon, je terminerai mon cours. Bon, je serai ingénieur, excellent ingénieur peut-être. J'aurai deux chambres, une femme bête, un gosse intelligent et 500 roubles d'appointements. Deux réunions par mois etc. Et après ?... Et lorsque je me demande si j'éprouverai du regret à quitter cette vie, je me réponds : non, je la quitterai sans grand regret. »

L'émancipation de la femme. – On a fait beaucoup de bruit autour de « l'émancipation de la femme par les bolcheviks ». La véritable égalité des sexes, l'abolition du mariage légal, l'union libre, la liberté pour la femme de disposer de son corps et le droit à l'avortement, toutes ces belles « prouesses » du gouvernement bolcheviste ont été chantées et glorifiées par la presse « d'avant-garde » de tous les pays, sans la moindre tentative d'examen approfondi sur place.

Ces « réalisations » appartiennent aussi au domaine des mythes.

Le lecteur sait que les idées sur l'égalité et sur la liberté des sexes, avec toutes les conséquences pratiques qui en découlent, étaient acquises depuis longtemps – bien longtemps avant la Révolution – par les milieux avancés russes. Tout gouvernement issu de la Révolution se trouvait obligé d'en tenir compte, de sanctionner cet état de choses. Il n'y a rien de spécifiquement « bolcheviste » dans cette conquête. Le mérite des bolcheviks n'y occupe qu'une place très modeste.

Incontestablement, le gouvernement bolcheviste a voulu appliquer les principes énoncés. Mais, à nouveau, la question essentielle

est de savoir *s'il a réussi*. Et, à nouveau, nous pourrions remplir des pages – avec, à l'appui, des faits authentiques – pour démontrer qu'il a échoué lamentablement et que son propre système, avec ses conséquences pratiques l'a obligé à tout lâcher, à revenir en arrière, à ne garder que la légende et le bluff.

D'abord, le mariage légal n'est nullement aboli en U.R.S.S.: il est *simplifié* ou plutôt, il est devenu civil tandis qu'avant la Révolution il était obligatoirement religieux. Même remarque pour le divorce qui, civil, est réglementé par une série de conditions pécuniaires, de mesures pénales, etc. (Voir, par exemple, les *Izvestia* du 28 juin 1936.)

En examinant les enregistrements de mariages, on constate une forte proportion de mariages conclus entre des femmes très jeunes et des hommes âgés mais hautement appointés. Ceci prouve qu'en U.R.S.S., comme partout ailleurs – et peut-être même plus qu'ailleurs – le mariage *est une « affaire »* et non pas une libre union d'amour, comme les bolcheviks voudraient le faire croire. Et c'est tout à fait naturel du moment que le système capitaliste, sous une autre forme, est resté intact. La forme seule ayant changé, le fond et tous ses effets subsistent.

Ayant échoué dans leur tentative de construire un « Etat socialiste », ayant abouti à édifier un Etat capitaliste (aucun autre *Etat* ne pouvant être imaginé), les bolcheviks furent obligés, comme dans tous les autres domaines, de faire marche en arrière pour tout ce qui concerne les relations entre les sexes: la famille, les enfants, etc.

C'était fatal. Ce domaine ne peut être vraiment modifié que *si l'ensemble de la société change fondamentalement*. Si cet ensemble n'est pas entièrement rénové. S'il ne change que de forme alors toutes les mœurs, y compris les rapports entre les sexes, la famille, l'enfant, ne changent, elles non plus, *que de forme*; dans le fond, elles restent aussi arriérées qu'elles l'étaient auparavant, tout en changeant d'aspect.

C'est ce qui est arrivé en U.R.S.S.

À partir du mois de mai 1936, toutes les « belles idées », tous les « principes avancés » furent peu à peu mis au rancart. Une série de

lois ont réglementé le mariage le divorce, les responsabilités des époux, etc.

Cette législation a rétabli purement et simplement, quoique sous des formes nouvelles, les bases de la « famille bourgeoise ».

La libre disposition de son corps a été réinterdite à la femme. Le droit à l'avortement a été fortement restreint. Actuellement (voir la loi de mai 1936 et les arrêtés postérieurs), l'avortement n'est admis que dans des cas exceptionnels, sur un avis du médecin et dans des situations déterminées. L'avortement et même la *suggestion* de l'avortement sont assez sévèrement punis s'ils ont lieu sans justification légale.

La prostitution est très répandue en U.R.S.S. Pour s'en persuader et aussi – disons-le en passant pour se rendre compte du niveau très bas des mœurs « soviétiques » en général, il suffit de parcourir régulièrement et attentivement la chronique quotidienne, les correspondances locales et autres rubriques semblables dans les journaux russes.

Quant à l'« égalité des sexes », ce principe ayant été en vigueur depuis fort longtemps dans les milieux russes d'avant-garde, les bolcheviks, naturellement, l'ont admis. Mais de même que d'autres belles thèses sociales ou morales, celle-ci a été faussée, à son tour, à la suite de la déviation générale de la Révolution. Concrètement, il s'agit en U.R.S.S. d'une « égalité » dans le *travail*, non dans les *salaires*. La femme y travaille autant que l'homme, mais sa rétribution est moins élevée. De sorte que cette « égalité » permet à l'État d'exploiter la femme plus encore que l'homme.

La religion. – Arrêtons-nous un instant sur cet autre sujet important.

On prétend que le bolchevisme eut raison des préjuges religieux. C'est une erreur dont la source est, encore, l'ignorance des faits concrets.

Le gouvernement bolcheviste a réussi, par la terreur, à supprimer, pour un temps, *le culte public de la religion*. Quant au *sentiment* religieux, loin de l'avoir extirpé, le bolchevisme, avec ses méthodes et ses « prouesses », et en dépit de sa propagande, l'a, au contraire,

soit rendu plus intense, chez les uns, soit simplement transformé, chez les autres.

Ajoutons que déjà avant la Révolution, surtout depuis 1905, le sentiment religieux se trouvait en déclin dans les masses populaires, ce qui ne manqua pas d'inquiéter sérieusement les papes et les autorités tsaristes. Le bolchevisme réussit plutôt à le raviver sous d'autres formes.

La religion sera tuée non pas par la terreur, non pas tant par la propagande, mais par la réussite effective de la vraie Révolution Sociale, avec ses conséquences heureuses. La semence antireligieuse qui tombera sur le sol fécond de cette réussite donnera une belle récolte.

Nous avons assez parlé précédemment des « réalisations » sociales pour ne plus insister ici sur ce point.

On me fait parfois cette objection que le gouvernement bolcheviste *a fait tout ce qu'il a pu* pour réaliser telle ou telle autre tâche et que *ce n'est pas de sa faute si* ses efforts n'ont pas été couronnés d'un succès total.

Justement : plus la bonne volonté du gouvernement bolcheviste sera démontrée, plus il deviendra clair que la véritable Révolution Sociale et le vrai socialisme ne peuvent être réalisés par le système gouvernemental et étatiste.

« Le gouvernement communiste, pour sa part, a mis toute sa bonne volonté pour réussir », nous affirme-t-on.

Je ne dis pas le contraire. Mais le problème n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement a voulu ou *s'il n'a pas voulu* faire ceci ou cela. Il s'agit de savoir *s'il a abouti, s'il a réussi*. Le problème est là et pas ailleurs.

Plus il sera prouvé qu'un gouvernement *n'a pas abouti malgré toute sa bonne volonté*, plus il deviendra clair qu'un gouvernement *ne peut aboutir*.

« Le gouvernement n'a pu faire davantage. »

Mais alors, pourquoi a-t-il empêché d'autres éléments de le tenter ? S'il se voyait impuissant, il n'avait aucun droit d'interdire à

d'autres d'agir. Et qui sait ce que ces autres auraient pu accomplir et réaliser ?

Pourquoi donc le gouvernement n'a-t-il pas réussi ?

« L'état arriéré du pays l'en a empêché. » « Les masses, arriérées, n'étaient pas prêtes. »

On n'en sait rien puisqu'on a volontairement *empêché* les masses d'agir. C'est comme si l'on s'étonnait que quelqu'un ne puisse marcher après qu'on lui aurait lié les pieds.

« Les autres éléments de gauche n'ont pas voulu marcher avec les bolcheviks. » Ces autres éléments n'ont pas *voulu se plier aveuglément aux ordres et aux exigences bolchevistes qu'ils considéraient comme néfastes*. Alors on les a *empêchés* de dire leur mot et d'agir.

« L'entourage capitaliste... »

Justement: l'entourage capitaliste a pu gêner et faire dégénérer un *gouvernement*. Mais il ne pourrait jamais empêcher ou faire dégénérer la libre action *de millions d'hommes*, prêts, comme nous l'avons vu, à accomplir, dans un élan prodigieux, la véritable Révolution.

Parler d'une « trahison de la Révolution », comme le fait Trotsky, est une « explication » au-dessous, non seulement de toute conception « marxiste » ou « matérialiste », mais du plus ordinaire bon sens.

Comment cette « trahison » fut-elle possible au lendemain d'une si belle et complète victoire révolutionnaire ?

Voilà la vraie question.

En réfléchissant, en examinant les choses de près, le moins initié comprendra que cette prétendue « trahison » n'est pas « tombée du ciel »; qu'elle fut la conséquence « matérielle » et rigoureusement logique de la manière même dont la Révolution a été menée.

Les résultats négatifs de la Révolution russe ne furent que la conclusion *d'un certain processus*. Et le régime stalinien n'est que l'aboutissement fatal des procédés appliqués par Lénine et Trotsky eux-mêmes.

Ce que Trotsky appelle « trahison » est en réalité l'effet inéluctable d'une lente dégénérescence due à de fausses méthodes.

Justement: le procédé gouvernemental et étatiste mène à la « trahison », c'est-à-dire à la faillite qui permet la « trahison », celle-ci n'étant qu'un aspect éclatant de cette faillite. D'autres *procédés* auraient abouti à d'autres *effets*.

Dans son aveugle partialité (ou plutôt dans son inconcevable hypocrisie), Trotsky commet la plus banale des confusions, imparable chez lui: *il confond les effets avec les causes*.

Se trompant vulgairement (ou plutôt feignant de se tromper, faute de disposer d'autres moyens pour défendre sa thèse), il prend l'effet (la « trahison » de Staline) pour la cause. Erreur – ou plutôt manœuvre – qui lui permet d'éviter le problème essentiel: *comment le « stalinisme » fut-il possible ?*

« Staline a trahi la Révolution »... C'est simple ! C'est même trop simple pour expliquer quoi que ce soit.

L'explication est pourtant toute indiquée: le « stalinisme » fut la conséquence naturelle de la faillite de la véritable Révolution, et non pas inversement: et la faillite de la Révolution fut l'aboutissement naturel de la fausse route où le bolchevisme la fit s'engager.

Autrement dit: *c'est la dégénérescence de la Révolution égarée et perdue qui amena Staline, et ce n'est pas Staline qui fit dégénérer la Révolution*.

Ajoutons que, déjà attaqué par la maladie, l'organisme révolutionnaire eût pu y résister victorieusement au moyen d'une libre activité des masses; mais depuis longtemps les bolcheviks, guidés par Lénine et Trotsky lui-même, lui avaient enlevé tous moyens d'autodéfense contre le mal: fatalement, celui-ci finit par l'envahir tout entier et le perdre.

La « trahison » fut possible, car les masses laborieuses ne réagirent ni contre sa préparation ni contre son accomplissement. Et les masses ne réagirent pas car, totalement subjuguées par leurs nouveaux maîtres, elles perdirent rapidement, et le sens de la vraie Révolution, et tout esprit d'initiative, de libre action, de réaction. Ligotées, soumises, dominées, elles sentaient l'inutilité – que dis-je ? l'impossibilité de toute résistance. Trotsky participa en personne à faire renaître dans les masses cet esprit d'obéissance aveugle, cette

morne indifférence vis-à-vis de tout ce qui se passe « en haut ». La tâche réussit aux « Chefs ». La masse fut terrassée, et pour longtemps. Dès lors, toutes les « trahisons » devenaient possibles.

Après tout ce qui vient d'être dit, nous invitons le lecteur à porter lui-même un jugement sur les « réalisations » bolchevistes.

LA CONTRE-RÉVOLUTION

L'impuissance de création du gouvernement bolcheviste, le chaos économique où le pays se trouva plongé, le despotisme et la violence inouïs, en un mot la faillite de la Révolution puis la situation tragique qui en résulta, provoquèrent d'abord un vaste mécontentement, ensuite des remous de plus en plus graves et, enfin, des mouvements vigoureux contre l'insupportable état de choses, imposé par la dictature.

Comme toujours en pareil cas, ces mouvements vinrent de deux pôles opposés: du côté de la Réaction, de la « droite », qui espérait reprendre le Pouvoir et rétablir l'ancien ordre, et du côté de la Révolution, de la « gauche » qui aspirait au redressement de la situation et à la reprise de l'action révolutionnaire.

Nous ne nous attarderons pas longtemps aux mouvements contre-révolutionnaires. D'une part, parce qu'ils sont plus ou moins connus; d'autre part, parce qu'en eux-mêmes ils n'offrent qu'un intérêt secondaire: ces sortes de mouvements se ressemblent, à peu de choses près, dans toutes les grandes révolutions.

Toutefois, certains *à-côtés* de ces mouvements sont suffisamment instructifs pour ne pas les passer sous silence.

Les premières résistances qui s'opposèrent à la Révolution Sociale, à ses débuts (en 1917 et 1918), furent très limitées, plutôt locales et relativement anodines. Comme dans toutes les révolutions, certains éléments réactionnaires se dressèrent immédiatement contre l'ordre nouveau, tentant d'étouffer la Révolution dans l'œuf. L'écrasante majorité des ouvriers, des paysans et de l'armée étant activement ou passivement – pour cet ordre nouveau, ces résistances furent rapidement et facilement brisées.

Si, par la suite, la Révolution avait su se montrer vraiment féconde, puissante, créatrice, juste; si elle avait su résoudre convenablement ses grands problèmes et ouvrir au pays – et peut-être, dans ce cas, à

d'autres pays – des horizons nouveaux, tout se serait certainement borné à ces quelques escarmouches partielles, et la victoire de la Révolution n'aurait plus été menacée. La marche ultérieure des événements, en Russie et ailleurs, aurait pu prendre un caractère autre que celui auquel nous assistons depuis vingt ans.

Mais, comme le lecteur le sait, le bolchevisme, installé au pouvoir, dénatura, ligota et châtra la Révolution. Il la rendit d'abord impuisante, stérile, morne, malheureuse, ensuite lugubre, ignoblement tyrannique, inutilement et stupidement violente.

Le bolchevisme finit ainsi par désillusionner, irriter, dégoûter des couches de plus en plus vastes de la population. Nous avons vu de quelle façon il jügula les ouvriers, supprima les libertés, écrasa les autres courants. Son action de terreur et de violences cruelles vis-à-vis des paysans aboutit à dresser ces derniers aussi contre lui.

N'oublions pas que, dans toutes les révolutions, la *gros* de la population: les simples «habitants» apolitiques, les «citoyens» exerçant quotidiennement leurs professions et emplois, la petite bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie moyenne, bon nombre d'ouvriers et de paysans, etc., restent, d'abord, *neutres*: ils observent, hésitent, et attendent passivement les *premiers résultats*. Il est important pour la Révolution de pouvoir se «justifier» devant ces éléments *le plus rapidement possible*. Sinon, toute cette population «tiède» se détourne de l'œuvre révolutionnaire: elle est prête à lui devenir hostile; elle commence à sympathiser avec les menées contre-révolutionnaires; elle les soutient et les rend beaucoup plus dangereuses.

Telle est surtout la situation *lors des bouleversements de grande envergure* qui touchent aux intérêts de millions d'hommes, modifient profondément les rapports sociaux et se font au moyen de grandes souffrances et de grandes promesses de satisfaction. *Cette satisfaction doit venir vite*. De toutes façons, les masses doivent pouvoir *l'espérer*. Dans le cas contraire, la Révolution faiblit et la contre-révolution prend des ailes.

Ajoutons que le concours actif de ces éléments neutres est indispensable pour la bonne marche de la révolution, car ils compren-

nent un grand nombre de « spécialistes » et d'hommes de métier: travailleurs qualifiés, techniciens, intellectuels, etc.

Tout ce monde, qui n'est pas précisément hostile à la Révolution une fois qu'elle est faite, se tournerait entièrement *vers elle* et l'aiderait avec enthousiasme, si elle arrivait à lui inspirer une certaine confiance, à lui faire sentir ses capacités, ses possibilités et ses perspectives, ses avantages, sa force, ses vérités, sa Justice.

Dans le cas contraire, tous ces éléments finissent par devenir franchement ennemis de la Révolution, ce qui porte à celle-ci un coup très sensible.

On peut supposer que les vastes masses laborieuses, exerçant elles-mêmes, avec l'aide des révolutionnaires, une activité libre, *sauraient* arriver à des résultats probants et partant *sauraient* rassurer et finalement entraîner lesdits éléments.

La dictature – impuissante, hautaine, stupide et méchamment violente – n'y arrive pas et les rejette de l'autre côté de la barricade.

Le bolchevisme ne sut ni « se justifier » lui-même, ni « justifier » la Révolution.

Comme nous l'avons vu, le seul grand problème qu'il réussit à résoudre – tant bien que mal et sous la pression de l'armée elle-même, qui refusait de combattre – fut celui de la guerre. Ce succès: la paix acquise, lui valut la confiance et les sympathies durables des vastes masses populaires. Mais ce fut tout. Par la suite, son impuissance économique, sociale et autre, se fit bientôt sentir. La stérilité de ses moyens d'action: procédés gouvernementaux, absolutisme étatiste, etc., se révéla presque au lendemain de la victoire.

Les bolcheviks et leurs sympathisants aiment invoquer les « terribles difficultés » que le gouvernement bolcheviste eut à surmonter, après la guerre et la Révolution, dans un pays tel que la Russie. C'est sur la base de ces difficultés que l'on cherche à justifier les procédés bolchevistes.

On peut influencer, avec de tels arguments, le public *étranger* qui ne connaît pas les faits. Mais ceux qui *vivaient* la Révolution se rendaient compte tôt ou tard: 1° que les procédés néfastes du

bolchevisme provenaient non pas tant des difficultés rencontrées que *de la nature même de la doctrine bolcheviste*; 2° que beaucoup de ces difficultés surgissaient précisément *parce que le gouvernement se mit, dès le début, à étouffer la libre activité des masses*; 3° que les *difficultés réelles*, au lieu d'être aplanies par les bolcheviks, étaient rendues par eux, au contraire, encore plus âpres; 4° que ces difficultés auraient été surmontées facilement par la libre action des masses.

La principale difficulté était certainement celle de l'approvisionnement et du ravitaillement. Pour

faire avancer la Révolution, il fallait passer, aussi rapidement que possible, du régime de rareté et de l'économie « échangiste » (à base d'argent) au régime d'abondance et à l'économie « distributive » en supprimant l'argent.

Mais, justement: plus les difficultés étaient importantes et vastes, moins un gouvernement pouvait se montrer capable de les résoudre: plus elles étaient âpres et épineuses, plus il aurait fallu recourir à la libre initiative et à l'activité du peuple. Or, nous le savons, le gouvernement bolcheviste accapara tout: idées, initiatives, moyens et action. Il s'installa en dictateur absolu (« du prolétariat »). Il subjuga les masses, il étouffa leur élan. Et plus les difficultés étaient grandes, moins il permettait au « prolétariat » d'agir.

Rien d'étonnant qu'en dépit de sa prétendue « industrialisation » de ses fameux « plans quinquennaux », etc., le bolchevisme ne sut pas venir à bout de ces difficultés et qu'il fut acculé bientôt, dans sa lutte désespérée contre les exigences de la vie, à la plus odieuse violence, ce qui ne fit que souligner son impuissance réelle. Ce n'est pas au moyen d'une industrialisation forcée et imposée à une masse d'esclaves, qu'on peut amener l'abondance et bâtir une nouvelle économie.

Les masses, elles, sentaient intuitivement la nécessité de passer à d'autres formes de la production et de transformer les rapports entre celle-ci et la consommation. Les masses percevaient de mieux en mieux la nécessité et la possibilité d'en finir avec l'argent et de passer à un système d'échanges directs entre les organismes de production et ceux de consommation. À plusieurs reprises, ça et là,

elles étaient même prêtes à faire des essais dans ce sens. Il est fort probable que si elles avaient eu la liberté d'action, elles auraient pu arriver, progressivement, à la véritable solution du problème économique: l'économie distributive. Il fallait les laisser chercher, trouver, agir, tout en les guidant et en les aidant en vrais amis.

Le gouvernement le voulait rien entendre. Il prétendait faire tout lui-même et imposer sa volonté et ses méthodes. Intuitivement d'abord, de plus en plus nettement par la suite, les masses se rendaient compte de l'inefficacité de celles-ci, de l'impuissance du gouvernement, du péril où la dictature et la violence entraînaient le pays.

Le résultat psychologique d'un tel état de choses est facile à comprendre.

D'une part, les masses se détournaient de plus en plus du bolchevisme. Désillusionnées, elles l'abandonnaient ou même se retournaient contre lui. Le mécontentement, l'esprit de révolte grandissaient de jour en jour.

Mais, d'autre part, les masses ne savaient pas comment elles pourraient sortir de l'impasse. Aucune solution valable ne se présentait, tout mouvement d'idées, toute discussion, toute propagande et toute action libre étant interdits. La situation leur paraissait sans issue: elles n'avaient aucun moyen d'agir; leurs organisations étaient étatisées et militarisées; la moindre opposition était sévèrement réprimée; les armes et tout autre moyen matériel se trouvaient entre les mains des autorités et des nouveaux privilégiés qui avaient su organiser leur imposture et leur défense.

En définitive, les masses, tout en étant de plus en plus révoltées n'entrevoient aucune possibilité d'entreprendre une action efficace.

La contre-révolution aux aguets ne manqua pas de mettre à profit cet état de faits et cet esprit. Avec empressement elle chercha à retourner en *sa faveur* les esprits et les événements. Et c'est ainsi que le mécontentement populaire de plus en plus général et profond servit de base à de vastes mouvements contre-révolutionnaires et les appuya pendant trois ans.

De grandes campagnes armées prirent pied dans le Midi et dans l'Est du pays, ourdies par les classes privilégiées soutenues par la bourgeoisie d'autres pays, dirigées par des généraux de l'ancien régime.

Dans les nouvelles conditions, les vastes soulèvements déclenchés en 1919-1921, revêtirent un caractère autrement sérieux que les résistances spontanées et relativement insignifiantes de 1917-1918, telles que la sédition du général Kalédine dans le Sud, celle de l'ataman Doutoff dans l'Oural et d'autres encore.

Déjà en 1918-1919 quelques rébellions plus graves, de grand style, furent tentées çà et là. Citons l'offensive du général Youdénitch contre Pétrograd (décembre 1919) et le mouvement contre-révolutionnaire dans le nord, sous l'égide du gouvernement de « Tchaïkovsky ».

Les forces de Youdénitch, bien organisées, armées et équipées, étaient arrivées aux portes de la capitale. À cette époque elles furent, une fois de plus, facilement brisées par un élan plein de dévouement, d'enthousiasme, et aussi de remarquable organisation des masses ouvrières de Pétrograd, avec l'appui de détachements de marins de Cronstadt: élan soutenu vigoureusement par des soulèvements en arrière du « front ». La jeune Armée Rouge, commandée par Trotsky, participa à la défense.

Le mouvement de Tchaïkovsky réussit à envahir le département d'Arkhangelsk et une partie de celui de Vologda. Comme par ailleurs, son effondrement ne fut pas l'œuvre de l'Armée Rouge. Des soulèvements spontanés des masses laborieuses sur place et à l'arrière du front en vinrent à bout. Il est à noter que ce mouvement, soutenu par la bourgeoisie étrangère, se heurta également à une résistance de la classe ouvrière occidentale. Des grèves et des manifestations contre toute intervention en Russie – grèves dans les ports anglais surtout – inquiétèrent cette bourgeoisie, qui ne se sentait pas en sécurité chez elle-même, et la firent reculer.

Plus importante fut l'insurrection menée par l'amiral Koltchak dans l'Est, en été 1918. Elle fut soutenue, entre autres, par une armée tchécoslovaque, formée en Russie. Il est notoire que l'Armée Rouge de Trotsky fut impuissante à briser ce mouvement. Une fois de plus,

il fut liquidé par une résistance acharnée des partisans: ouvriers et paysans armés, et par des soulèvements à l'arrière. L'Armée Rouge arriva « triomphalement »... après le fait accompli.

Notons que tous ces mouvements contre-révolutionnaires furent plus ou moins activement soutenus par les socialistes modérés: les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite.

C'est au moment de l'offensive tchécoslovaque (juin-juillet 1918) que les bolcheviks, pour éviter toute complication et redoutant un enlèvement éventuel, exécutèrent, dans la nuit du 16 au 17 juillet, l'ex-tsar Nicolas II et sa famille, déportés précédemment dans la ville d'Ekaterinenbourg, en Sibérie. La ville fut ensuite évacuée par les bolcheviks.

Les circonstances exactes de cette exécution restent assez mystérieuses, en dépit d'une enquête minutieuse, menée sur l'ordre de Koltchak, par un juriste. On ne sait même pas exactement si cette mise à mort fut ordonnée par l'autorité centrale de Moscou ou décidée par le Soviet local. Et quant aux bolcheviks eux-mêmes, ils se taisent.

Ainsi, à cette époque, les masses populaires, non encore désarmées par les bolcheviks et conservant leur confiance dans la Révolution bolcheviste, résistèrent énergiquement aux mouvements contre-révolutionnaires et en vinrent à bout assez aisément.

Cette situation changea complètement à la fin de 1919.

Les masses, désillusionnées et désabusées à l'égard du bolchevisme (et désarmées par le gouvernement « soviétique »), n'offrirent plus la même résistance aux entreprises contre-révolutionnaires. Par surcroît, les chefs de ces mouvements surent parfaitement faire jouer leurs cordes sensibles. Dans leurs tracts et manifestes, ils déclaraient combattre uniquement le despotisme des bolcheviks. Ils promettaient au peuple les « Soviets libres » et la sauvegarde des autres principes de la Révolution, bafoués par le gouvernement bolcheviste. (Bien entendu, une fois la victoire acquise, ils espéraient bien ne pas tenir ces promesses puis mater toute révolte.)

C'est ainsi que les deux grands soulèvements « blancs » du Midi, celui de Dénikine et celui de Wrangel, purent prendre une ampleur telle qu'ils faillirent renverser le régime.

Le premier de ces mouvements, dirigé militairement par le général Dénikine (1919) envahit rapidement toute l'Ukraine et une importante partie de la Russie centrale. À un certain moment, l'armée blanche, battant et refoulant les troupes rouges, atteignit la ville d'Orel, près de Moscou. Le gouvernement bolcheviste s'apprêtait déjà à fuir lorsqu'à sa grande surprise l'armée de Dénikine lâcha subitement pied et se retira précipitamment. La menace sur Moscou cessa. La situation était sauvée. Le lecteur trouvera plus loin les détails de cet épisode historique, Notons à nouveau pour l'instant, que les bolcheviks ni leur armée ne jouèrent aucun rôle dans cet effondrement.

Le second mouvement très dangereux pour les bolcheviks fut celui du général Wrangel. Il suivit le soulèvement de Dénikine. Wrangel, plus fin, sut tirer quelques leçons de la défaite de son prédécesseur et trouva des sympathies plus profondes et plus solides que celui-ci. De plus, le revirement des esprits était plus avancé. Le lecteur verra dans la dernière partie du livre de quelle façon cette seconde contre-révolution militaire fut brisée. Une fois de plus le mérite n'en revient nullement aux bolcheviks.

Tous ces mouvements et tant d'autres de moindre importance échouèrent.

Celui de Dénikine s'écroula d'un bloc. Arrivée, comme nous l'avons vu, « aux portes de Moscou », son armée dut brusquement lâcher tout et redescendre en débandade vers le sud. Là elle disparut, par la suite, dans une débâcle catastrophique. Ses quelques débris, errant un peu partout, furent liquidés peu à peu par des détachements de l'Armée Rouge, descendus du nord sur la trace des fugitifs, et par les partisans.

Pendant 24 heures au moins le gouvernement bolcheviste à Moscou, pris de panique, ne voulut pas croire à la retraite des troupes dénikiennes, n'en comprenant pas la raison. Il eut l'explication beaucoup plus tard. Se rendant enfin à l'évidence, il respira et dépêcha

des régiments rouges à la poursuite des blancs. Le mouvement de Dénikine était brisé.

Celui de Wrangel, surgi quelques temps après remporta, d'abord lui aussi, quelques gros succès. Sans être parvenu à menacer Moscou, il inquiéta, néanmoins, le gouvernement bolcheviste, plus que le raid de Dénikine. Car les populations, de plus en plus dégoûtées du bolchevisme, semblaient ne vouloir point opposer une résistance sérieuse à ce nouveau mouvement antibolcheviste: elles restaient indifférentes.

D'autre part, à cause même de cette indifférence quasi générale, le gouvernement comptait moins qu'avant sur sa propre armée.

Cependant, après les succès du début, le mouvement de Wrangel s'écroula comme les autres.

Quelles furent les raisons de ces revirements presque « miraculeux », de cet échec final des campagnes commencées avec tant de succès ?

Les vraies causes et les circonstances exactes de ces flux et reflux sont d'une part peu connues et, d'autre part, volontairement défigurées par des auteurs intéressés.

En quelques mots, les raisons principales de la faillite du mouvement « blanc » furent les suivantes :

D'abord, l'attitude maladroite, cynique et provocante des autorités, des chefs et des meneurs du mouvement. À peine vainqueurs, tous ces messieurs s'installaient dans les régions conquises en véritables dictateurs, ne le cédant en rien aux conquérants bolchevistes. Menant, le plus souvent, une vie de débauche, impuissants eux aussi à organiser une vie normale, bouffis d'orgueil, plein de mépris pour le peuple laborieux, ils faisaient brutalement comprendre à ce dernier qu'ils entendaient bien restaurer l'ancien régime, avec toutes ses « beautés ». Les alléchantes promesses de leurs manifestes, lancées à la veille des offensives dans le but de séduire la population, étaient vite oubliées. Ces messieurs n'avaient pas la patience d'attendre au moins la victoire finale et définitive. Ils jetaient bas les masques avant d'être en sécurité, avec une précipitation qui trahissait aussitôt leurs vrais desseins. Or, ceux-ci ne disaient rien

de bon à la population. La terreur « blanche » et les représailles sauvages, avec leur cortège habituel de dénonciations, d'arrestations et d'exécutions sommaires sans jugement et sans pitié commençaient partout séance tenante.

De plus, les anciens propriétaires, fonciers et industriels, partis ou chassés lors de la Révolution, revenaient avec les armées et se hâtaient de rentrer en possession de leurs « biens ».

Le régime absolutiste et féodal d'autrefois réapparaissait brusquement dans toute sa hideur.

Une pareille attitude provoquait rapidement une réaction psychologique violente dans les masses laborieuses. Elles craignaient le retour du tsarisme et du « pomestchik » beaucoup plus que le bolchevisme. Avec ce dernier, elles pouvaient malgré tout espérer arriver à des améliorations, à un redressement, et finalement, à une vie « libre et heureuse ». Tandis qu'il n'y avait rien à espérer d'un retour au tsarisme. Il fallait lui barrer la route sans tarder. Les paysans surtout qui, à cette époque, profitaient au moins en principe de l'expropriation des terres disponibles, s'effrayaient à l'idée de devoir rendre ces terres aux anciens propriétaires. (Cet ébat d'esprit des masses laborieuses explique, pour une bonne part, la solidité momentanée du régime bolcheviste: entre deux maux, les masses choisissaient celui qui leur paraissait être le moindre.)

Ainsi, la révolte contre les « blancs » reprenait au lendemain même de leurs éphémères victoires. Aussitôt le danger compris, les masses passaient à la résistance. Et en fin de compte, les détachements de partisans, créés en hâte et soutenus aussi bien par l'Armée Rouge que par la population laborieuse revenue de ses égarements, infligeaient aux « Blancs » des défaites écrasantes.

Ainsi, par exemple, l'armée qui contribua le plus à l'écrasement des forces de Dénikine et de Wrangel fut celle des paysans et ouvriers ukrainiens insurgés, connue sous le nom d'« armée makhnoviste », du nom de son chef militaire, le partisan anarchiste Nestor *Makhno*.

Combattant au nom d'une société libre, obligé de lutter simultanément contre toutes les forces d'oppression, aussi bien contre les

« blancs » que contre les « rouges », cette armée et tout le mouvement arrêteront notre attention plus loin lorsque nous parlerons de *l'autre* résistance au bolchevisme: celle de *gauche*.

Mais, parlant de la réaction « blanche », précisons ici même que ce fut l'armée populaire de Makhno qui obligea Dénikine à lâcher Orel et à battre précipitamment en retraite. Ce fut *l'armée « makhnoviste »* qui infligea une défaite écrasante aux arrière-gardes et aux forces spéciales de Dénikine en Ukraine.

Quant aux forces armées de Wrangel leur première grave défaite *par l'armée de Makhno* m'a été avouée par les bolcheviks eux-mêmes, ceci dans des circonstances assez curieuses.

Lors de l'offensive foudroyante de Wrangel, je me trouvais dans une prison bolcheviste, à Moscou. De même que Dénikine, Wrangel battait l'Armée Rouge et la refoulait rapidement vers le Nord. Makhno qui, à cette époque, était en état d'hostilité avec les bolcheviks, décida, vu le grave danger encouru par la Révolution, de leur offrir la paix et de leur prêter main-forte contre les « Blancs ». En mauvaise posture, les bolcheviks acceptèrent. Ils conclurent une entente avec Makhno. Ce dernier se jeta sur l'armée de Wrangel et la battit sous les murs d'Orékhov. La bataille terminée, avant de continuer la lutte et de poursuivre les troupes de Wrangel en retraite, Makhno envoya un télégramme au gouvernement de Moscou, annonçant sa victoire et déclarant qu'il n'avancerait pas d'un pouce tant qu'on aurait pas mis en liberté son adjutant Tchoubenko et moi. Ayant encore besoin de Makhno, les bolcheviks s'inclinèrent et me libérèrent. À cette occasion, ils me montrèrent son télégramme et reconnurent les hautes qualités combattives de son armée de partisans.

Pour en terminer avec les réactions de droite, je dois souligner la fausseté de certaines légendes inventées et répandues par les bolcheviks et par leurs amis.

La première est celle des interventions étrangères. D'après la légende, ces interventions auraient été très importantes. C'est surtout de cette façon que les bolcheviks expliquent la force et les succès de certains mouvements « blancs ».

Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Elle est très exagérée. En fait, l'intervention «étrangère» lors de la Révolution russe ne fut jamais ni vigoureuse ni persévérante. Une certaine aide, assez modeste, en argent, en munitions et en équipement: ce fut tout. Les «Blancs» eux-mêmes le constatèrent plus tard et s'en plainquirent amèrement. Quant aux détachements de troupes envoyées en Russie, ils ont été toujours de peu d'importance et n'ont joué presque aucun rôle.

Cela se comprend aisément. D'abord, la bourgeoisie étrangère avait assez à faire chez elle, pendant et aussitôt après la guerre. Ensuite, les chefs militaires craignaient la «décomposition» de leurs troupes en contact avec le peuple révolutionnaire russe. Autant que possible ce contact fut évité. Les événements montrèrent que ces craintes étaient fondées. Sans parler des détachements anglais et français, qui n'étaient en somme jamais parvenus à se battre contre les révolutionnaires, les troupes de l'occupation austro-allemande (après la paix de Brest-Litovsk), assez importantes et protégées par les forces du gouvernement ukrainien de Skoropadsky, se décomposèrent rapidement et furent débordées par les forces révolutionnaires du pays.

Je me permets de souligner aussi, à ce propos, que la suite de l'occupation allemande confirma la thèse anarchiste lors de la paix de Brest-Litovsk. Qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si, à cette époque, le gouvernement bolcheviste, au lieu de traiter avec les impérialistes allemands, avait laissé leurs troupes pénétrer en Russie révolutionnaire et si les conséquences de cette pénétration n'auraient pas été les mêmes que celles qui, plus tard, firent disparaître tous les Dénikine, les Wrangel, les Austro-Allemands et *tutti quanti*!

Mais, voilà! Tout gouvernement – et toujours – signifie pour la Révolution: voie «politique», stagnation, méfiance, réaction, danger, malheur!

Lénine, Trotsky et consorts ne furent jamais des révolutionnaires. Ils ne furent que des réformistes quelque peu brutaux qui, en vrais réformistes et politiciens, recoururent toujours à de vieilles méthodes bourgeoises, aussi bien dans les problèmes intérieurs que dans ceux de la guerre. Ils n'avaient

aucune confiance ni dans les masses ni dans la vraie Révolution, et ne la comprenaient même pas. En confiant à ces bourgeois étatistes-réformistes le sort de la Révolution; les travailleurs russes révolutionnaires ont commis une erreur fondamentale et irréparable. Là réside en partie l'explication de tout ce qui s'est passé en Russie depuis octobre 1917 jusqu'à nos jours.

La seconde légende fort répandue est celle du rôle important de l'Armée Rouge. D'après les « historiens » bolchevistes, ce fut elle qui battit les troupes contre-révolutionnaires, écrasa les offensives blanches et remporta toutes les victoires.

Rien n'est plus faux. Dans toutes les offensives contre-révolutionnaires importantes, l'Armée Rouge fut battue et mise en fuite. Ce fut le peuple lui-même, en révolte et partiellement en armes, qui battit les Blancs. L'Armée Rouge revenait invariablement après coup (mais en nombre) pour prêter main-forte aux partisans déjà victorieux, donner le coup de grâce aux armées blanches déjà en déroute, et se faire décerner les lauriers de la victoire.

TABLES

Les deux idées de la Révolution

1	Deux conceptions opposées de la Naissance de la Révolution	7
2	Les causes et les conséquences de la conception bolcheviste	14

Autour de la Révolution d'Octobre

1	L'attitude des bolcheviks et des anarchistes avant Octobre	43
2	La position des anarchistes vis-à-vis de la Révolution d'octobre	50
3	Quelques autres points désaccord	51
4	Quelques considérations	55

Après octobre

1	Les bolcheviks au pouvoir; les différends entre eux et les anarchistes	63
2	La pente fatale	75
3	Les organisations anarchistes	96
4	La presse inconnue (anarchiste) dans la Révolution russe	99
5	Quelques épisodes vécus	116

La répression

1	Les préparatifs	133
2	Le déclenchement	135
3	En pleine furie	138
4	Le cas Léon Tchorny et Fanny Baron	145
5	Le cas Lefèvre, Vergeat, Lepetit	147
6	Un épisode vécu	150
7	L'accord final	158
8	L'étouffoir	161
9	Le « truc » des délégations	165
10	La « justice » bolcheviste	170

L'État bolcheviste

1	La nature de l'État	179
2	Situation des ouvriers	183
3	Situation des paysans	190
4	Situation des fonctionnaires	200
5	La structure politique	204
6	Vue d'ensemble	210
7	Les « réalisations »	213
8	La Contre-Révolution	245



Les éditions Entremonde,
un projet d'Action Autonome

Réalisé par les éditions Entremonde
Genève (Suisse), 2009
ISBN 978-2-940426-03-4 / ISSN 1662-3231
IMPRIMÉ EN SUISSE